

# Le Massachusetts Institute of Technology au cœur de la politique étrangère des États-Unis

Le cas du Premier plan de développement du Nigéria (1962 – 1968)



*Unil*

Université de Lausanne  
Faculté des Sciences Sociales et Politiques  
Institut des Études Politiques

Présenté par: Arta Shala  
Directeur: François Allisson  
Experte: Maria Bach

## *Remerciements*

*Je tiens à exprimer ma profonde gratitude à François Allisson, dont les conseils et le soutien indéfectibles ont été des piliers tout au long de mon parcours académique ainsi que de la rédaction de ce travail de mémoire. Votre perspicacité et votre encouragement m'ont été d'une aide inestimable. Un merci tout particulier à Maria Bach, qui a accepté de revêtir le rôle d'experte pour l'évaluation de ce projet. Je suis également reconnaissante envers les personnes qui me sont les plus précieuses, dont la présence et l'appui, de près ou de loin, ont été une source de confort, de divertissement et de motivation durant ces derniers mois. Votre amitié est un cadeau que je chéris énormément.*



# Table des matières

Table des matières .....	3
Liste des abréviations .....	5
Introduction .....	7
Problématique.....	11
Éclairages historiographiques.....	15
Les États-Unis et le développement : la modernisation par la politique étrangère au profit de la politique intérieure .....	15
Les institutions de la modernisation : la promotion du développement par des acteurs non-étatiques .....	18
Le rôle du CENIS dans les politiques du développement du Sud.....	20
Le PPDN et les membres du CENIS .....	24
Une étude sur le PPDN et les membres du CENIS au sein de l'administration Kennedy.....	27
Méthodologie.....	28
Sources .....	31
Structure du travail .....	33
1. Entre soutien et suprématie : la politique états-unienne au Nigéria à l'ère de la décolonisation.....	35
1.1 Vers une assistance économique à long terme face à la menace soviétique .....	35
1.2 Le début des relations entre les États-Unis et le Nigéria : de la «dé» à la «néo» colonisation.....	38
1.3 Le Nigéria à l'aube de l'indépendance : une fragilité propice pour les États-Unis.....	40
1.4 L'appareillage d'influence des États-Unis : le Plan Marshall vers la superpuissance ..	43
1.5 Les institutions de la recherche du développement : l'expertise économique et le CENIS.....	47
1.6 La modernisation et le Plan de Développement National au Nigéria de 1962-68 .....	52
2. Le Plan de Développement National : modernisation et experts au service des intérêts états-uniens .....	56
2.1 Le Nigéria : une nation «unique» permettant l'absorption de la modernisation .....	57
Le trésor nigérian : des ressources naturelles prospères.....	57
La résilience historique de l'économie nigériane.....	58
La gouvernance au Nigéria : les autorités orientées à l'amélioration.....	60

2.2 Maîtriser son destin grâce à la planification.....	61
Une promesse ambitieuse.....	61
Le PPDN : des objectifs pour un développement sûr.....	63
Des allocations sectorielles stratégiques : le reflet de la modernisation.....	65
Des projets au profit de la croissance économique.....	69
2.3 Une réponse aux intérêts états-uniens : intrigue et influence.....	71
La place du Nigéria dans le commerce international.....	72
L'affaiblissement des relations entre Grande Bretagne et le Nigéria.....	74
Une fenêtre d'opportunité.....	75
Sous la sphère d'influence états-unienne.....	77
3. Le CENIS en tant qu'acteur du développement pour une politique étrangère états-unienne d'expertise anti-soviétique.....	80
3.1 Kennedy, le développement et l'Afrique : une attention au continent africain au milieu du réseau de la modernisation.....	80
Le renforcement des liens avec les pays africains et leurs dirigeants.....	80
Kennedy et Balewa : les bases pour un échange anti-communiste.....	84
3.2 Le Massachusetts Institute of Technology dans la politique étrangère de Kennedy : la nécessité d'une expertise académique et économique.....	87
Foreign Policy Clearing House: Max Millikan entre académie et politique.....	88
3.3 Les réseaux favorables du CENIS et une expertise académique contre l'URSS.....	93
Rivkin et Stolper : une réputation de «connaisseurs».....	94
La mission économique états-unienne au Nigéria : les membres du CENIS en action en dehors des frontières états-uniennes.....	97
Le rapport de Rivkin : le Nigéria «répond aux nouveaux critères d'aide».....	102
Visites nigérianes à Washington : efforts diplomatiques et préparation académique.....	107
Un consortium pour le Nigéria : au milieu de la dépendance économique.....	111
L'approbation de Kennedy : mission accomplie.....	114
Conclusion.....	116
Bibliographie.....	119
Sources primaires.....	129

## Liste des abréviations

AAI	African American Institute
AEPDP	African Economic and Political Development Project
AG	Action Group
ASA	African Studies Association
BIRD	Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement
BM	Banque Mondiale
CENIS	Centre d'Etudes Internationales
CEPAL	Commission Économique pour l'Amérique Latine
CIA	Central Intelligence Agency
DAC	Development Aid Committee (appare una volta)
FPCH	Foreign Policy Clearing House
ECA	Economic Cooperation Administration
EPU	Economic Planning Unit
ICA	International Cooperation Administration
IDA	International Development Association
MIT	Massachusetts Institute of Technology
MSA	Mutual Security Agency
NCNC	National Council of Nigéria and the Cameroons
NPC	Northern People's Congress
ONU	Organisation des Nations Unies
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économiques
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
PPDN	Premier Plan de Développement National
PRE	Programme de Rétablissement Européen
URSS	Union des Républiques Socialistes Soviétiques
USAID	United States Agency for International Development



# Introduction

La scène globale des années 1960 était largement dominée par la Guerre froide, au cours de laquelle les nations africaines ont été instrumentalisées comme des pions dans la quête d'influence des superpuissances. Les États-Unis, manifestant une appréhension envers l'expansion soviétique en Afrique, entreprirent d'établir des alliances stratégiques avec les nations nouvellement indépendantes se servant d'une politique étrangère axée sur le développement de celles-ci. D'une part, il s'agissait pour les blocs opposés de trouver de nouveaux alliés au sein de ce conflit mondial, et de l'autre, pour les nouveaux pays indépendants de faire face aux conséquences économiques laissées par les anciens pouvoirs coloniaux européens.

Cette dynamique s'inscrivait dans une quête de soutien politique, économique et militaire, visant à étendre l'emprise et à consolider les positions respectives des superpuissances au sein de ce contexte international. Fraîchement affranchis du joug colonial, les pays africains se retrouvaient ainsi au centre d'une compétition géopolitique. Cette situation offrait aux deux blocs l'opportunité de renforcer leur sphère d'influence en s'attirant les faveurs de ces nations qui n'appartenaient à aucune des deux factions. Cette stratégie diplomatique, caractérisée par des offres d'aide économique, de coopération militaire et de programmes de développement, a été mise en œuvre afin d'asseoir la loyauté des nations africaines envers l'un ou l'autre camp. Par conséquent, le continent africain est devenu un terrain où se déployaient les jeux d'alliances et de rivalités, reflétant les enjeux complexes de cette époque marquée par des tensions idéologiques et des aspirations nationales. La nature de ces nouvelles relations entre les pays du bloc occidental, en particulier les États-Unis, et les nations africaines pendant la période de la Guerre froide incarnait une logique néocoloniale. Alors que les puissances coloniales européennes se retiraient progressivement du continent africain, les superpuissances de la Guerre froide cherchaient à établir des liens privilégiés avec les États nouvellement indépendants, non seulement pour éteindre leur influence politique, mais aussi pour maintenir un contrôle sur les ressources et les marchés de ces régions en instaurant une dépendance économique de celles-ci.

La politique étrangère des États-Unis ne peut donc pas être isolée des intérêts économiques de la nation américaine. C'est ainsi qu'il s'avère difficile de dissocier la sphère politique et économique, notamment lorsque nous étudions les relations entre États dans le système international<sup>1</sup>.

Dans cette configuration, Le Nigéria émerge comme un joyau lumineux attirant les intérêts états-uniens. Le pays ouest-africain n'échappe pas à l'emprise de la nouvelle superpuissance américaine, qui agit contemplant les possibilités qu'offre la richesse du pays en termes de matières premières, notamment en ressources pétrolières et produits agricoles. Considérant le Nigéria comme un pays idéologiquement proche du bloc occidental et prospère

---

<sup>1</sup>Donna Lee et Brian Hocking, « Economic Diplomacy », in *The International Studies Encyclopedia* (Chichester: Wiley-Blackwell, 2010), 1216-27.



en biens divers, les États-Unis deviendront le pays étranger le plus infiltré dans l'économie nigériane. En effet, en seulement quatre ans depuis la déclaration d'indépendance du Nigéria de l'Empire britannique en 1960, le nombre d'entreprises états-uniennes sur le sol nigérian est passé de neuf, parmi celle-ci sept à activité pétrolière, à soixante-douze<sup>2</sup>. L'ampleur et la variété de celles-ci suggère la pénétration d'une économie de production capitaliste profitable aux intérêts économiques états-uniens. Malgré le fait que du pétrole a été retrouvé dans le pays dès les premières années du vingtième siècle, celui-ci est découvert en quantités industrielles dans la région du Delta du Niger en 1956, seulement quelques mois après la crise de Suez, par l'entreprise pétrolière anglaise Shell-BP<sup>3</sup>. Deux années ultérieures ont vu l'initiation d'un projet de développement ferroviaire au Nigéria de la part de la Banque Mondiale (BM), sous l'égide de l'influence états-unienne, et caractérisé par des discours préconisant l'amélioration des infrastructures dans les nations du Sud. Ce projet, qui traverse le Delta du Niger, a bénéficié d'une allocation budgétaire substantielle de 28 millions de dollars en 1958<sup>4</sup>. Simultanément, les États-Unis ont établi leur consulat dans la capitale nigériane, Lagos. Au cours de la période s'étendant de 1961 à 1965, correspondant à la présidence de John F. Kennedy pour quelques années, le Nigéria a émergé en tant que centre majeur de l'expansion des entreprises pétrolières états-uniennes, qui ont enregistré une croissance notable de l'ordre de 53%<sup>5</sup>. Cette prédominance économique des entreprises pétrolières états-uniennes dans la région a été concomitante avec des investissements substantiels dans des projets d'infrastructures, soulignant ainsi la convergence des intérêts économiques et géopolitiques des États-Unis au sein de ce contexte spécifique.

Les fondements de la réciprocité économique entre le Nigéria et les États-Unis peuvent être appréhendés au travers des échanges commerciaux, tant pétroliers que non pétroliers<sup>6</sup>. À titre illustratif, les États-Unis se positionnent comme le principal importateur du pétrole brut nigérian. Un épisode significatif mettant en lumière l'importance du Nigéria en tant que fournisseur d'or noir pour les États-Unis s'est déroulé lors de l'embargo pétrolier de 1973, instauré par les membres arabes de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP), dont le Nigéria est adhérent. Cet embargo résultait de l'implication de Washington en faveur d'Israël durant la guerre du Kippour<sup>7</sup>. Les États arabes membres de l'OPEP ont alors pris la

---

<sup>2</sup>Anne-Marie Angelo et Tom Adam Davies, « American business can assist [African] hands: the Kennedy administration, US corporations, and the cold war struggle for Africa », *The Sixties* 8, n° 2 (3 juillet 2015): 169.

<sup>3</sup>Abdullahi Abdulkarim, « Bilateral Economic Relations between Nigeria and United States: An Appraisal of Petroleum Resources », *International Journal of Research and Innovation in Social Science (IJRISS)* 3, n° 9 (18 septembre 2019): 34-42. Sur l'implication de la découverte de pétrole dans le Delta du Niger au sein de l'économie mondiale, consulter Christopher B. N. Ogbogbo et Olisa Muojama, « The Global Economy and the Niger Delta Crises », *Journal of the Historical Society of Nigeria* 17 (2007): 169-90.

<sup>4</sup>Banque Mondiale, « Announcement of 28 million loan to Federation of Nigeria for railways », 2 mai 1958, series 1958-531, WB IBRD/IDA NG-Railway P002003, World Bank Group Archives, Washington, D.C., United States, consulté le 4 février 2024, <http://documents.worldbank.org/curated/en/638841589986375279/Announcement-of-Twenty-Eight-Million-US-Dollars-Loan-to-Nigeria-for-Railways-on-May-2-1958>

<sup>5</sup>Angelo et Davies, « “American business can assist [African] hands », 168.

<sup>6</sup>Dan O. Chukwu et Stanley Okwara, « Analysis of Trends and Patterns in Nigeria - U.S Relations, 1960- 2015 », *IGWEBUIKE: An African Journal of Arts and Humanities* 9, n° 1 (2023): 96.

<sup>7</sup>Pour plus d'informations concernant la crise du pétrole de 1973 et le commerce international du pétrole suite à cet événement, consulter Diana Schumacher, « The 1973 Oil Crisis and Its Aftermath », in *Energy: Crisis or*

décision de restreindre leurs exportations, excluant notamment les États-Unis et d'autres nations soutenant Israël. Notamment, le Nigéria s'est érigé comme l'un des principaux fournisseurs de pétrole brut aux États-Unis au cours de cette période d'embargo, façonnant ainsi un renforcement des liens entre les deux nations durant les années 1970 et devenant le deuxième pays exportateur de pétrole pour les États-Unis à la fin de cette décennie<sup>8</sup>. Jusqu'en 2012, les États-Unis étaient le premier pays importateur de pétrole nigérian, tout en classant le Nigéria comme leur cinquième plus important fournisseur.

Les ressources nigérianes ont constitué dans la configuration de la Guerre froide, mais également durant la période suivante, un élément central pour les intérêts de la nation américaine. Afin de réussir à s'emparer de ces matières précieuses, notamment sur le nouvellement découvert or noir nigérian, les institutions politiques et économiques états-uniennes ont organisé leurs actions autour des programmes de développement visant à planifier la société, mais surtout l'économie nigérianes. Ces programmes étaient présentés et dépeintes comme des initiatives visant à moderniser le Nigéria et améliorer les conditions économiques, sociales et politiques du pays<sup>9</sup>. Un moment clé qui marque l'engagement de Washington dans ces initiatives est la décision de Kennedy, en 1961, de soutenir financièrement ce qui sera le Premier Plan de Développement National (PPDN) au Nigéria, prévu pour les années de 1962 à 1968. Bien que les institutions états-uniennes articulent le besoin de ce plan autour d'une rhétorique liée à une poursuite développementiste, il est nécessaire de considérer que ce projet est lancé dans une dynamique globale de contrepouvoir en relation à la peur de l'expansion soviétique. Il est fondamental de mettre en avant l'intérêt économique des États-Unis dans la volonté d'étendre la production pétrolière dans le territoire nigérian dans une période d'affrontement international. Cela s'avère davantage compréhensible lorsque nous nous rendons attentifs au fait que les États-Unis soutiendront les prochains plans de développement nigériens, le deuxième commençant en 1970, juste avant la crise pétrolière du Moyen-Orient et qui était axé sur l'objectif d'augmenter les exportations pétrolières<sup>10</sup>. Ainsi, nous comprenons que la place des ressources premières, notamment le pétrole, du Nigéria a joué un rôle fondamental pour la création du premier plan de développement national nigérian et pour l'engagement des États-Unis dans la politique intérieure du Nigéria. La place des ressources primaires, notamment le pétrole, du Nigéria a également été cruciale pour la création du Premier plan de développement national nigérian<sup>11</sup>.

Les mesures et les programmes de développement lancés par les États-Unis visant le Nigéria ne peuvent être appréhendés que sous l'angle des intérêts économiques et politiques états-uniens, liés à l'expansion de leurs entreprises sur le sol africain et à la recherche d'alliés

---

*Opportunity? An Introduction to Energy Studies*, éd. par Diana Schumacher (London: Macmillan Education UK, 1985), 21-41.

<sup>8</sup>Levi A. Nwachuku, « The United States and Nigeria - 1960 to 1987: Anatomy of a Pragmatic Relationship », *Journal of Black Studies* 28, n° 5 (1 mai 1998): 575-93.

<sup>9</sup>Muhammed Salihu, « Crude Oil and the Politics of Nigerian Foreign Policy: Issues and Explanations », *Research on Humanities and Social Sciences* 7, n° 7 (2017): 38-47.

<sup>10</sup>Kairn A. Klieman, « U.S. Oil Companies, the Nigerian Civil War, and the Origins of Opacity in the Nigerian Oil Industry », *Journal of American History* 99, n° 1 (1 juin 2012): 164.

<sup>11</sup>Salihu, « Crude Oil and the Politics of Nigerian Foreign Policy: Issues and Explanations », 38.

contre le bloc soviétique. Ces mesures et programmes trouvent alors leurs racines dans la deuxième moitié des années 1950 et se développent de manière exponentielle à partir de la montée au pouvoir états-unien de John F. Kennedy en 1961<sup>12</sup>. Par le biais de la transformation, du renforcement et de la mise en place d'institutions consacrées à formuler les politiques du développement des années 1960, le nouveau président lance celle qui est connue comme la « décennie du développement ». Dans le processus qui a mené Kennedy à soutenir le PPDN, ces institutions et les individus travaillant au sein de celles-ci ont été fondamentales. Plusieurs personnes et organisations politiques et économiques, mais aussi de savoir, ont collaboré et œuvré conjointement autour de l'ascension du PPDN dans l'arène décisionnelle états-unienne, jusqu'à atteindre l'approbation du président. Parmi celles-ci nous retrouvons le Massachusetts Institute of Technology (MIT) et ses membres, qui ont d'un côté formulé les bases théoriques pour légitimer les politiques étrangères états-uniennes de développement des pays du Sud et qui de l'autre côté ont constitué un réseau essentiel dans l'appareillage politique états-unien pour la mise en place de ces politiques. Les personnes au centre de ces événements sont des professionnels portant les noms de Walt W. Rostow, Max F. Millikan, Arnold Rivkin et Wolfgang Stolper, tous travaillant au sein du Centre d'Etudes Internationales (CENIS)<sup>13</sup> du MIT. La théorisation de la modernisation de la part de Rostow et Millikan voit le lancement d'une série de plans de développement au niveau mondial.

Concernant le Nigéria, cela donne lieu à une série de missions sur place ayant pour objectif d'évaluer les potentialités développementalistes du pays. Ces voyages se concrétiseront dans la création de textes, de rapports et d'autres documents à l'intérieur desquels émerge une certaine représentation du pays. Arnold Rivkin est le plus concerné par ces missions et est l'auteur qui contribuera davantage à modeler l'imaginaire du Nigéria au sein du CENIS et de l'administration Kennedy. Walt Stolper de son côté est l'envoyé de la Banque Mondiale et chargé de rédiger le PPDN, dont les caractéristiques rejoignent les propositions modernistes de Rostow et Millikan.

Étant les pôles des interactions entre plusieurs institutions académiques, politiques et économiques, les membres du CENIS se rassemblent dans une institution créatrice et diffuseuse de savoir. Ils sont au centre de la création d'un plan qui s'inscrit dans les concepts de la nouvelle théorie économique et sociale développée par Rostow, la modernisation. Celle-ci postule que le développement social suit un chemin linéaire caractérisé par la croissance économique, l'avancement technologique et les changements culturels, conduisant finalement à la convergence des sociétés traditionnelles et modernes, les premières se transformant en les secondes. Dans un contexte de Guerre froide, dans lequel les États-Unis cherchent des alliés contre le bloc soviétique et essayent de prendre contrôle de l'économie nigériane, une théorie

---

<sup>12</sup>Angelo et Davies, « “American business can assist [African] hands », 157.

<sup>13</sup>Le Centre d'Études Internationales du Massachusetts Institute of Technology (MIT), également connu sous le nom de Center for International Studies en anglais, sera référencé par son acronyme en anglais (CENIS), tout comme son institution mère (MIT). Ce choix se motive par le fait que la littérature autour de ce sujet est principalement en anglais et, par conséquent, les acronymes utilisés le sont également. Afin de faciliter la compréhension et la cohérence globale du sujet, les acronymes utilisés ici seront alignés sur ceux de la littérature existante. Cela sera également valable pour d'autres institutions nommées au sein de ce travail.

comme la modernisation s'avère l'outil parfait pour justifier les initiatives de politique étrangère vers les États du Sud<sup>14</sup>.

Engager alors ceux qui sont considérés comme des « experts » des questions de développement semble être la façon parfaite pour mener cet objectif. Les membres du CIS ne sont pas des acteurs immobiles et fixes dans leur mandat au MIT, mais se déplacent au sein d'institutions politiques et économiques rattachées au gouvernement de Kennedy. En effet, les quatre membres de cette institution présentent des profils professionnels caractérisés par la détention de postes au sein d'institutions politiques états-uniennes, notamment dans des instances liées à la planification et au développement et aux relations étrangères entre Washington et l'international.

Ce travail se pose pour objectif de déconstruire les niveaux d'influence exercés par les acteurs états-uniens des institutions susmentionnées sur le premier plan de développement du Nigéria avec un focus sur les membres du MIT. L'objectif final est alors de comprendre dans quelle mesure les membres du MIT ont joué un rôle dans la réalisation et de ce plan de développement mais surtout dans le soutien financier accordé par Kennedy au PPDN. Ainsi, ce texte vise à démêler l'interaction entre les différents membres des institutions états-uniennes du développement à l'ère de la modernisation.

## Problématique

Ce travail se situe dans une réflexion critique des politiques étrangères du développement, qui ont été présentées par le gouvernement états-unien comme des initiatives pouvant apporter du soutien et du support aux pays du Sud. Il est essentiel de rappeler que ces politiques trouvent raison d'être en tant que réponse aux besoins internes états-uniens<sup>15</sup>. Cela est également le cas pour le PPDN. La progression hiérarchique du PPDN s'accomplit grâce à un réseau d'institutions variées, politiques, économiques et académiques. Ce qui se positionne au centre de cette réflexion est alors la collaboration entre ces institutions. Surtout, il s'avère essentiel de réfléchir à la façon dont elles ont entrepris un processus pour transférer les idées de la modernisation au Nigéria et de ramener aux États-Unis des gains sur le long terme. Cette collaboration est ici étudiée à travers le regard sur les membres d'une institution académique essentielle pour le gouvernement des États-Unis mais également sur leur vision du Nigéria et de son potentiel de développement à la fin des années 1950 et au début des années 1960.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont consolidé leur position en tant que superpuissance mondiale, exerçant une influence économique, politique et culturelle majeure à l'échelle internationale. Cette ascension vers l'hégémonie internationale se concrétise majoritairement dans le degré de contrôle du gouvernement états-unien sur les

---

<sup>14</sup>Zaheer Baber, « Modernization theory and the Cold War », *Journal of Contemporary Asia* 31, n° 1 (1 janvier 2001): 82.

<sup>15</sup>David C. Engerman et al., éd., *Staging Growth: Modernization, Development, and the Global Cold War*, Culture, Politics, and the Cold War (Amherst: University of Massachusetts Press, 2003).

instances économiques et politiques internationales<sup>16</sup>. Se situant au centre du système financier international par le biais des institutions de Brettons Woods et représentant une puissance militaire dirigeant l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), les États-Unis se retrouvent en effet dans une position privilégiée. Dans ce cadre, ils détiennent une marge de manœuvre considérable sur la Banque Mondiale et sa direction<sup>17</sup>. Un avantage inhérent à la relation des États-Unis avec la Banque mondiale réside dans leur prérogative d'élire le président de cette institution. Par conséquent, tous les titulaires de cette fonction jusqu'à aujourd'hui ont été états-uniens. De plus, le siège de la Banque mondiale est établi à Washington par insistance des délégués états-uniens lors de l'institutionnalisation de la Banque. Une grande majorité des économistes travaillant au sein de l'organisation, même si non états-uniens, ont obtenu leurs diplômes dans des universités nord-américaines. Cette configuration favorise l'alignement des intérêts du gouvernement états-unien avec les orientations décisionnelles de la Banque mondiale<sup>18</sup>.

Ces avantages s'avèrent utiles aux États-Unis dans l'exercice de pouvoir en termes de politiques de développement, qui sont mises en œuvre à travers la création de plans de développement nationaux. La planification de l'économie des pays du Sud se fait à l'aide d'une des institutions de la Banque Mondiale, la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD). À travers des économistes délégués états-uniens, la Banque Mondiale réalisait ces plans et fournissait de l'assistance économique sous forme de prêt de manière conditionnelle. Une condition était que le prêt soit fourni en dollars, qui étaient devenus la devise au centre du système économique et financier international désignée par le FMI. Dans l'éventualité d'une dévaluation des monnaies des pays emprunteurs, les États-Unis pouvaient bénéficier de la préservation de la valeur de leurs avoirs<sup>19</sup>. Malgré le fait que l'objectif de la création de la BIRD était la subvention de la reconstruction des pays ressortissants de la Deuxième Guerre Mondiale, les actions de la BIRD se tournent majoritairement vers les pays du Sud. D'une part cela était dû au fait que les pays européens ont bénéficié davantage des aides fournies par le Plan Marshall et de l'autre car la reconstruction de ces pays ne servait pas directement les intérêts des États-Unis comme pouvaient le faire les pays du Sud<sup>20</sup>. Cependant, la Banque Mondiale sélectionnait stratégiquement les pays vers lesquels se tourner. Comme la

---

<sup>16</sup>Michael H. Hunt, *The American Ascendancy: How the United States Gained and Wielded Global Dominance* (Chapel Hill: University of North Carolina Press, 2007). Sur la domination et l'hégémonie internationale des États-Unis, consulter également Michael Hudson, *Super Imperialism: The Origin and Fundamentals of U.S. World Dominance* (London: Pluto Press, 2003).

<sup>17</sup>Sur l'influence du gouvernement des États-Unis sur la Banque Mondiale, consulter Ngaire Woods, « The United States and the International Financial Institutions: Power and Influence Within the World Bank and the IMF », in *US Hegemony and International Organizations: The United States and Multilateral Institutions*, éd. par Rosemary Foot, S. Neil MacFarlane, et Michael Mastanduno (Oxford: Oxford University Press, 2003), 92-114. Consulter également William Ascher, « The World Bank and U.S. Control », in *The United States and Multilateral Institutions*, éd. par Margaret P. Karns et Karen A. Mingst (London: Routledge, 1992), 78-94.

<sup>18</sup>Robert Hunter Wade, « US Hegemony and the World Bank: The Fight over People and Ideas », *Review of International Political Economy* 9, n° 2 (janvier 2002): 215-43.

<sup>19</sup>Hudson, *Super Imperialism*, 140.

<sup>20</sup>Raymond F. Mikesell, « The Emergence of the World Bank as a Development Institution », in *Bretton Woods Revisited*, éd. par A. L. Keith Acheson, John F. Chant, et Martin F. J. Prachowny (London: Palgrave Macmillan UK, 1972), 70-84.

Banque mondiale dépendait, et c'est toujours le cas, largement du marché financier des États-Unis pour ses fonds, elle devait mettre en avant la rentabilité de ses investissements pour les États-Unis. Cela impliquait qu'elle ne pouvait pas apporter son soutien à des projets qui ne seraient pas avantageux pour le marché états-unien.

À la lumière de ce constat, nous comprenons que se pencher dans les relations entre institutions états-uniennes dans le cadre du soutien financier de Kennedy au PPDN signifie aussi considérer le pouvoir états-unien dans son ensemble. C'est d'ailleurs sous la direction de la BIRD qu'est rédigé et lancé le PPDN. L'étude de l'influence des membres du MIT dans l'administration des États-Unis s'insère dans un contexte d'influence des institutions états-uniennes sur des institutions économiques internationales mais aussi sur les politiques intérieures d'autres États. L'implication financière des États-Unis au Nigéria relève ainsi de la collaboration entre les autorités de la nation d'Amérique et la Banque Mondiale. L'institution académique du MIT, mais surtout le centre CENIS, s'insère dans cette dynamique par la présence de Stolper, chargé par la BM de la rédaction du plan et membre du CENIS. De plus, nous comprenons que les États-Unis s'engagent dans un soutien financier du moment que ceci constitue un intérêt stratégique pour eux. Le PPDN, étant basé sur des changements de la politique et de l'économie internes au Nigéria, n'avait pas pour objectif de mettre fin au contrôle impérialiste de l'économie nigériane. Au contraire, comme nous le verrons, l'accent sur le secteur privé industriel permettait de consolider ce contrôle<sup>21</sup>. De plus, comme susmentionné, plusieurs ressources nigérianes attiraient l'attention des États-Unis. La balance des avantages de ce projet tombait du côté états-unien.

Il est clair que l'engagement des États-Unis au Nigéria s'inscrit dans une logique néocoloniale, motivée par des intérêts économiques et commerciaux. Cet engagement ne visait pas à résoudre les défis auxquels le Nigéria faisait face avant son indépendance en 1960. Par conséquent, il est intéressant de se pencher sur les arguments utilisés par les acteurs de l'institution académique du CENIS pour présenter le Nigéria comme un pays attractif aux yeux de Kennedy et du public américain. Ainsi, nous questionnons la représentation du Nigéria faite par les membres du CENIS et arrivée au gouvernement des États-Unis et au grand public pour légitimer le soutien de Kennedy à ce projet. De plus, il s'avère intéressant de comprendre comment des acteurs sur le terrain, Rivkin et Stolper, se sont déplacés dans ce réseau entre institutions politiques, économiques et académiques, entre Nigéria et États-Unis et comment les échanges entre ceux-ci se sont déroulés pour rencontrer l'approbation de Kennedy. Malgré le fait que la BM ne soit pas le sujet de cette étude, il est intéressant de mettre en lumière le lien entre celle-ci et le gouvernement états-unien car celui-ci se manifeste également dans la réalisation du PPDN. Ce n'est pas un hasard que le plan ait été élaboré par des économistes états-uniens, W.F. Stolper et le Dr L.M. Hanson, parrainés par la Fondation Ford, ainsi que par le Dr Prasad, envoyé par la BIRD pour agir en tant que conseiller économique du Premier

---

<sup>21</sup>Jeremiah I. Dibua, « The Post-Colonial State and Development Planning in Nigeria, 1962-1985 », *Journal of Eastern African Research & Development* 24 (1994): 214.

ministre. En fait, le caractère intellectuel principal du plan peut être étroitement associé aux points de vue de Stolper<sup>22</sup>.

Nous comprenons que les membres du MIT permettent d'amener un discours sur la modernisation au Nigéria et de mettre en place des mesures revendiquant l'obtention de cette dernière. L'approbation du soutien états-unien par Kennedy du plan de modernisation du Nigéria trouve ses origines dans un réseau institutionnel varié et dans des acteurs qui portent plus qu'une seule casquette institutionnelle. Kennedy, Rostow, Millikan, Stolper et Rivkin se sont déplacés dans plusieurs lieux décisionnels et de production scientifique communs. Ce faisant, ces acteurs ont permis de façonner la représentation d'un pays et ainsi d'intervenir dans celui-ci en accommodant les intérêts états-uniens.

Ce sujet peut revêtir un caractère intrigant lorsque l'on met en lumière le fait que les prémices des relations entre les États-Unis et le Nigéria remontent à des politiques économiques de transfert de capital financier en vue du développement du pays. Ces politiques, ainsi que les intérêts qui les sous-tendent, se cristallisent à travers une rhétorique affirmant que les États-Unis assument un rôle héroïque en aidant des nations en difficulté à se développer, tout en évoquant la menace que le communisme pourrait représenter pour ces pays. Dans le chemin vers la conquête des objectifs économiques des États-Unis, qui peuvent être reconduits à l'approvisionnement des matières premières des pays du sud et au contrôle de ces derniers comme instrument de lutte contre l'Union Soviétique, plusieurs institutions politiques, économiques et académiques utilisent cette rhétorique et collaborent grâce à leurs membres, qui jonglent entre les unes et les autres. Ce n'est donc pas un hasard que les tendances anticommunistes des États-Unis soient suivies d'un intérêt majeur pour le secteur du développement et d'une intensification des fonds et de programmes destinés aux pays du Sud. L'aide au développement devenait alors un instrument pour faire face à la menace que l'expansion communiste pouvait engendrer pour la sécurité des États-Unis<sup>23</sup>.

Considérant alors cette tension politique et idéologique internationale, une attention particulière doit être consacrée au discours anticommuniste pouvant être élaboré par le CENIS. Nous pouvons en effet imaginer que l'effort de faire approuver le PPDN à Kennedy se matérialise dans un discours anticommuniste au sein de la production des matériaux de cette institution académique. Comme mentionné dans les pages suivantes, l'implication du gouvernement des États-Unis dans l'aide au développement des pays du Sud durant la guerre froide a été une stratégie de lutte contre la redoutée Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS)<sup>24</sup>. Il s'agit alors ici de se demander dans quelle mesure le PPDN est abordé en tant qu'instrument de lutte anticommuniste dans la représentation du Nigéria créée par le CENIS.

Ce travail s'inscrit dans la volonté de mettre en question le discours dominant institutionnel d'aide au développement en appréhendant les porteurs de ce plan à travers leurs

---

<sup>22</sup>Dibua, 215.

<sup>23</sup>James M. Hagen et Vernon W. Ruttan, « Development Policy under Eisenhower and Kennedy », *The Journal of Developing Areas* 23, n° 1 (1988): 3.

<sup>24</sup>Yahya Gülseven, « Reconsidering Development Aid: A Systemic Analysis », *World Review of Political Economy* 11, n° 2 (1 juillet 2020): 234.

multiples responsabilités. En examinant les institutions du développement à travers leurs membres et non pas seulement à travers les mesures émises par celles-ci il est possible d'élargir la compréhension de la réalité complexe du sujet du développement et surtout celle des acteurs.ices impliqué.e.s.

En résumé, le questionnement principal sur lequel ce travail se concentre peut être formulé de la façon suivante : dans quelle mesure les membres du MIT ont joué un rôle dans la réalisation et l'application de ce plan de développement mais surtout dans le soutien financier accordé par Kennedy au PPDN ? Toutefois, à la lumière des éléments contextuels et de la littérature susmentionnés, il est possible d'affiner notre problématique élargissant celle-ci à ces interrogations : quels arguments les acteurs de l'institution académique du CENIS ont-ils utilisés pour créer une représentation du Nigéria attrayante aux yeux de Kennedy ? Comment cette représentation du Nigéria a-t-elle été transmise au gouvernement ? Dans quelle mesure celle-ci intègre la modernisation et veut répondre aux intérêts politiques et économiques états-uniens ? Ainsi, le PPDN peut-il être considéré comme un instrument de lutte contre le bloc soviétique ? De quelle manière les acteurs sur le terrain, tels que Rivkin et Stolper, ont-ils navigué à travers le réseau d'institutions politiques, économiques et académiques au Nigéria et aux États-Unis pour obtenir l'approbation de Kennedy ?

## Éclairages historiographiques

La littérature académique relative à l'engagement des États-Unis dans le processus de développement du Nigéria ainsi que dans le cadre du premier plan de développement est diverse et variée. Afin d'examiner celle-ci de manière approfondie, nous nous pencherons initialement sur les recherches portant sur la mobilisation des États-Unis concernant les questions de développement avec l'accent sur l'utilité de la théorie, ou l'idéologie, de la modernisation pour le gouvernement états-unien. Dans un second temps, notre attention sera dirigée vers les études explorant les institutions au centre des mesures du développement, mettant en lumière l'envergure du MIT dans le discours et les pratiques promues par les États-Unis dans leur politique étrangère. Ensuite, les textes d'auteurs.ices ayant porté leur intérêt sur le travail du CENIS dans le pays du Sud seront abordés pour nous permettre de discuter de ses membres impliqués dans le plan de développement nigérian et des contributions que ce travail propose à la lumière de la recherche existante.

### Les États-Unis et le développement : la modernisation par la politique étrangère au profit de la politique intérieure

Dans les études d'histoire internationale sur les pratiques du développement menées par les institutions étatiques semble régner un consensus sur l'instrumentalité que le concept de développement apporte aux États hégémoniques, qui sont les premiers à s'engager dans ces



pratiques<sup>25</sup>. L'argument selon lequel l'aide étrangère est utilisée à des fins de contrôle impérialiste du Sud n'est pas nouveau dans la littérature académique<sup>26</sup>.

David Ekbladh, professeur en histoire internationale se focalisant sur le rôle du développement au sein de la politique étrangère des États-Unis, examine le développement en tant qu'instrument au service de l'agenda politique des États-Unis. Dans son ouvrage dans lequel il explore l'intersection historique entre les efforts de modernisation et l'établissement d'une influence états-unienne mondiale dans la formation du monde d'après la Seconde Guerre mondiale<sup>27</sup>, l'auteur préconise de s'affranchir du discours adopté par les États engagés dans des programmes de développement dans les pays du Sud, qui mettent en avant la dimension humanitaire de leurs initiatives, afin de mieux appréhender la réalité des enjeux. Il met ainsi en avant le besoin d'insérer ces initiatives dans le contexte historique dans lesquelles elles ont pris forme, expliquant que «le développement reflète le milieu politique dont il est issu<sup>28</sup>».

Arturo Escobar, anthropologue du développement et théoricien du post-développement, s'insère dans la vision d'Ekbladh, ajoutant le caractère narratif du développement dans son livre examinant les dimensions historiques et culturelles du discours sur le développement<sup>29</sup>. Ce dernier renvoie à un récit qui produit une vérité colonisée, présente et persistante chez qui la crée ainsi que chez qui la reçoit et qui veut rendre compliquée sa remise en question<sup>30</sup>. Les deux, à l'aide d'autres auteurs<sup>31</sup> expliquent que ce discours était fondé sur l'argument du besoin pour les sociétés considérées comme «sous-développées» et «traditionnelles» d'une assistance de la part des sociétés qualifiées de «modernes» et «avancées», correspondant aux sociétés occidentales et notamment aux États-Unis, pour atteindre le niveau de développement social, politique et économique de ces dernières en conceptualisant un écart entre les premières et les deuxièmes.

Au sein de la littérature, il apparaît clairement que la politique étrangère des États-Unis en matière de développement, particulièrement à partir de la moitié des années 1950 et articulée dans le discours mentionné précédemment, est étroitement liée à la théorie de la modernisation. En effet, la progression des sociétés vers la modernité entretient une corrélation significative avec la notion de libération et de civilisation, qui se manifestent à travers l'offre de biens et des services conformes à ces idéaux qui amélioreraient le bien-être humain. Gilbert Rist,

---

<sup>25</sup>Gilbert Rist, *The History of Development: From Western Origins to Global Faith* (New York: Zed Books, 2002).

<sup>26</sup>Voir des écrits tels que Roxanne Lynn Doty, *Imperial Encounters: The Politics of Representation in North-South Relations* (Minneapolis: University of Minnesota Press, 1996). et Frederick Cooper, *Decolonization and African Society: The Labor Question in French and British Africa* (Cambridge: Cambridge University Press, 1996).

<sup>27</sup>David Ekbladh, *The Great American Mission: Modernization and the Construction of an American World Order* (Princeton: Princeton University Press, 2011).

<sup>28</sup>Ekbladh, 2.

<sup>29</sup>Arturo Escobar, *Encountering Development: : The Making and Unmaking of the Third World* (Princeton: Princeton University Press, 1995).

<sup>30</sup>Escobar, 5.

<sup>31</sup>Voir par exemple Rist, *The History of Development: From Western Origins to Global Faith*. Nick Cullather, « Development? It's History », *Diplomatic History* 24, n° 4 (2000): 641-53. Ou Nicole Sackley, « Passage to Modernity: American Social Scientists, India, and The Pursuit of Development, 1945-61 » (Thèse, Princeton, Princeton University, 2004). Ou encore Robert A. Nisbet, *Social Change and History: Aspects of the Western Theory of Development* (Oxford: Oxford University Press, 1969).

sociologue du développement, dans son livre dédié à l'évolution des théories et des pratiques du développement, discute de la complexité des termes «modernisation» et «développement», évoquant leur évolution simultanée et la nature interdépendante de ces concepts<sup>32</sup>. Il insiste en outre sur le fait que pour comprendre ces derniers il est essentiel d'étudier et de considérer les interventions des États-Unis dans les pays du Sud global et l'influence qu'ils continuent d'exercer actuellement sur ceux-ci<sup>33</sup>. En effet, ces auteurs expliquent que l'administration états-unienne s'est servie de cette théorie pour mener ses politiques de développement dans les pays du Sud, lui permettant de grimper vers le sommet de l'hégémonie politique et économique internationale. Dans son analyse des processus historiques et des stratégies ayant conduit à l'ascension et à l'exercice de la domination mondiale par les États-Unis<sup>34</sup>, le chercheur en relations et histoire internationales, Michael H. Hunt, souligne l'importance centrale de la théorie de la modernisation dans les politiques américaines de l'époque, mettant l'accent sur le rôle fondamental de son incorporation au sein des institutions politiques. Se basant sur le besoin d'une modernisation globale et se revendiquant comme le pays incarnant le mieux cet idéal, les États-Unis ont pu légitimer leur intervention développementiste dans les autres pays et affirmer leur rôle international. «Qui pouvait mieux aider un tiers-monde luttant pour rattraper l'Occident sur le plan politique et économique que les États-Unis, le pays à l'économie la plus avancée, au système électoral modèle et à l'approche altruiste non entachée par le colonialisme ? Les partisans de la modernisation ont expliqué aux pays en développement qu'avec l'aide des fonds et des conseils des États-Unis, ils pourraient surmonter les attitudes et les pratiques «traditionnelles» qui les freinent et obtenir en quelques décennies des résultats qui ont pris des siècles aux pays plus avancés<sup>35</sup>».

Michael Hudson, chercheur en économie monétaire et internationale, soutient que c'est la dynamique de la Guerre froide qui a habilité les États-Unis à exploiter la théorie de la modernisation et à l'appliquer dans un contexte international pour étendre leur influence<sup>36</sup>. Ainsi, la littérature concernant la politique étrangère des États-Unis durant cette période peut se résumer grâce au propos de l'historien Michael E. Latham ; «Si la modernisation a parfois été un outil stratégique ou un instrument pour préserver un ordre capitaliste international, elle était aussi une vision du monde plus large. Une constellation d'idées mutuellement renforcées qui encadraient souvent les actions politiques à travers une définition des idéaux, de l'histoire et de la mission de la nation<sup>37</sup>».

---

<sup>32</sup>Rist, *The History of Development: From Western Origins to Global Faith*, 12.

<sup>33</sup>Rist, 4.

<sup>34</sup>Hunt, *The American Ascendancy*.

<sup>35</sup>Hunt, 208. (traduit de l'anglais).

<sup>36</sup>Hudson, *Super Imperialism*, 120.

<sup>37</sup>Michael E. Latham, *Modernization as Ideology: American Social Science and « "Nation Building" » in the Kennedy Era* (Chapel Hill: The University of North Carolina Press, 2000), 12.

## Les institutions de la modernisation : la promotion du développement par des acteurs non-étatiques

Le rôle des institutions non gouvernementales dans le processus décisionnel du gouvernement états-unien concernant le développement est bien documenté dans la littérature. Les auteurs et autrices qui examinent cette question soulignent la complicité et la collaboration entre plusieurs acteurs non-étatiques et le gouvernement. Ces interactions sont souvent initiées et encouragées par les acteurs étatiques à des fins économiques, impérialistes et militaires, entre autres.

En ce qui concerne les institutions ayant joué un rôle fondamental dans la politique états-unienne les années précédant le lancement du PPDN, le MIT se distingue pour réunir des figures au centre de la production d'un savoir académique moderniste ainsi que du transfert de cette production vers le sommet du pouvoir gouvernemental. Nick Cullather, historien des relations internationales des États-Unis se concentrant sur l'histoire du développement, dans son ouvrage sur l'histoire de la politique étrangère états-unienne, co-réalisé avec d'autres chercheurs.euses travaillant dans le même domaine, fourni des perspectives sur l'intersection de l'université, du gouvernement et de l'agenda de développement pendant la période d'après-guerre<sup>38</sup>. L'auteur met en lumière comment au cours de la période post-Seconde Guerre mondiale le MIT a émergé comme un pivot intellectuel influent dans la conception et la formulation des politiques de développement des <sup>39</sup>. Cet impact significatif résulte principalement de l'engagement central du CENIS, sous la direction de l'économiste Max Millikan et co-créé avec Walt W. Rostow. La coopération étroite entre le MIT et l'administration gouvernementale s'est cristallisée à travers des projets de recherche en matière de politique étrangère, notamment le Projet Troy<sup>40</sup>, initialement financé par le Département d'État et qui s'est transformé en CENIS en 1951. Max Millikan, possédant un antécédent en tant qu'ancien directeur assistant de la Central Intelligence Agency (CIA), a orchestré le CENIS en rassemblant une équipe multidisciplinaire composée d'experts en économie, sociologie, communications, anthropologie et science politique. Cette équipe a contribué de manière significative au développement de la théorie de la modernisation. Le style institutionnel du CENIS reflétait l'approche de résolution de problèmes du Projet Manhattan<sup>41</sup>, aboutissant à une

---

<sup>38</sup>Nick Cullather, « Development Doctrine and Modernization Theory », in *Encyclopedia of American Foreign Policy*, éd. par Alexander DeConde et al. (New York: Scribner, 1978), 477-91.

<sup>39</sup>Cullather, 481-82.

<sup>40</sup>Le Projet Troy était une initiative de recherche parrainée par le Département d'État des États-Unis qui, par la suite, s'est transformée en 1951 pour devenir le CENIS au MIT. Ce projet était axé sur des études liées à la guerre psychologique, avec une attention particulière portée aux aspects économiques, sociaux et politiques des nations, jouant ainsi un rôle crucial dans l'élaboration de la théorie de la modernisation au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Pour plus d'informations à ce sujet, consulter Allan A. Needell, « "Truth Is Our Weapon": Project TROY, Political Warfare, and Government-Academic Relations in the National Security State », *Diplomatic History* 17, n° 3 (juin 2007): 399-420.

<sup>41</sup>Le Projet Manhattan était une initiative de recherche et de développement pendant la Seconde Guerre mondiale, où les États-Unis, le Royaume-Uni et le Canada ont collaboré pour développer les premières bombes atomiques. Pour plus d'informations à ce sujet, consulter Martin J. Sherwin, « The Atomic Bomb and the Origins of the Cold War: U.S. Atomic-Energy Policy and Diplomacy, 1941-45 », *The American Historical Review* 78, n° 4 (1973): 945-68.

justification de l'élargissement des efforts d'aide étrangère et façonnant la politique d'aide et la recherche pour les deux décennies suivantes. Le financement du CENIS provenait directement du Département d'État, canalisé à travers la CIA pour des études spécifiquement dédiées aux nations industrialisées, tandis que des fondations philanthropiques telles que la Fondation Ford et la Fondation Rockefeller, mais aussi la Fondation Carnegie soutenaient les initiatives de recherche sur les pays en développement<sup>42</sup>. Le MIT, en tant qu'institution universitaire de premier plan, s'est ainsi transformé en un partenaire de recherche stratégique, jouant un rôle crucial dans la recherche et la conceptualisation des stratégies de modernisation. Les conclusions de ses travaux ont été diffusées auprès des agences gouvernementales, contribuant substantiellement à la formation de la politique d'aide étrangère des États-Unis, particulièrement cruciale dans le contexte géopolitique de la guerre froide. En somme, il semble évident que le MIT, en symbiose avec l'administration états-unienne, a assumé une fonction essentielle dans l'élaboration des politiques de développement et des paradigmes de modernisation, harmonisant ainsi la recherche universitaire avec les impératifs stratégiques de l'époque. À cet égard, l'historien Nils Gilman, spécialisé dans l'économie politique des États-Unis, souligne l'origine intrinsèquement anti-communiste de cette institution et son rôle conséquent en tant que réponse aux besoins étatiques<sup>43</sup>. Gilman, rejoint ainsi Latham sur l'alignement stratégique entre les agences gouvernementales, les fondations privées et les universités, illustré par la collaboration entre le Social Science Research Council et la Fondation Ford, qui a jeté les bases de l'émergence de la théorie de la modernisation<sup>44</sup>. Dans son étude sur la récente résurgence de la théorie de la modernisation, Gilman retrace les origines des institutions et des personnes donnant lieu à ce paradigme en montrant, comme expliqué par Latham précédent, l'intensité des connexions entre l'académie et le politique.

Dans une perspective critique de cette collaboration multi-institutionnelle, l'historien spécialisé dans la modernisation des relations internationales, Michael E. Latham, souligne le rôle prépondérant du MIT dans de nombreux projets étatiques au sein de son livre sur la promotion de la modernisation en tant qu'idéologie directrice pendant l'ère Kennedy, en particulier dans le contexte des efforts de construction nationale<sup>45</sup>. Il met en lumière la corrélation entre l'implication du MIT et l'avancement professionnel ultérieur de ses membres au sein des organes de développement des États-Unis. En effet, en 1961 Rostow est devenu conseiller adjoint à la sécurité nationale et a ensuite présidé le Conseil de planification politique du Département d'État. La même année, John Kenneth Galbraith est devenu l'ambassadeur des États-Unis en Inde, tandis que Lincoln Gordon a été nommé ambassadeur des États-Unis au

---

<sup>42</sup>Sur l'implication de ces fondations dans les pratiques du développement dans les pays d'Afrique et sur leurs liens avec le gouvernement états-unien, consulter Inderjeet Parmar, *Foundations of the American Century: The Ford, Carnegie, and Rockefeller Foundations in the Rise of American Power* (New York: Columbia University Press, 2012). Consulter notamment le chapitre 6, intitulé Ford, Rockefeller, and Carnegie in Nigeria and the African Studies Network, 149-179.

<sup>43</sup>Nils Gilman, *Mandarins of the Future: Modernization Theory in Cold War America*, New Studies in American Intellectual and Cultural History (Baltimore: Johns Hopkins University Press, 2003).

<sup>44</sup>Gilman, chap. 5. Modernization Theory as a Foreign Policy Doctrine.

<sup>45</sup>Latham, *Modernization as Ideology: American Social Science and « "Nation Building" » in the Kennedy Era*.

Brésil<sup>46</sup>. D'autres universitaires ont occupé des postes importants à l'United States Agency for International Development (USAID) et dans divers comités consultatifs, contribuant à la base intellectuelle de la nouvelle administration et au renforcement des liens entre le gouvernement et cette institution académique<sup>47</sup>.

Sous l'influence de Walt Rostow et Max Millikan, qui prônaient la modernisation pour contrer le communisme, une proposition déclassifiée de 1957 suggérait des programmes visant à orienter les énergies mondiales de manière constructive<sup>48</sup>. Latham explique que Kennedy, impressionné par ces idées, a sollicité le MIT en 1957 pour des propositions sur le développement en Asie du Sud. Le MIT, aligné sur les convictions changeantes de Kennedy, a influencé la politique, menant à la création de l'USAID et à la vision ambitieuse de la «décennie du développement». L'activité des scientifiques sociaux du développement à la fois dans le gouvernement et au sein de l'académie illustre ainsi une relation réciproque entre ces deux pôles. Ekbladh affirme en effet que le CENIS du MIT a été probablement «l'institution la plus significative à émerger de la convergence entre le gouvernement, les fondations et l'Université<sup>49</sup>». Selon, Kimber Charles Pearce, dans son ouvrage sur la rhétorique sur l'assistance étrangère des États-Unis sous les gouvernements Eisenhower et Kennedy, c'est grâce au travail de Rostow durant la présidence d'Eisenhower que le CENIS a pu développer une telle importance<sup>50</sup>. En effet, l'auteur soutient que Rostow a mis les bases de l'implication du CENIS durant son travail au sein de l'administration Eisenhower, où il a connu un certain succès dans ses positions sur le développement.

## Le rôle du CENIS dans les politiques du développement du Sud

Le CENIS est ainsi perçu dans la littérature comme une institution au centre des pratiques et idées du développement des États-Unis. Les auteurs.ices n'oublient pas de souligner que cette institution, comme toute autre, est composée de personnes qui exploitent leur rôle en son sein pour avancer leurs propres intérêts. Dans les textes susmentionnés, les personnalités du CENIS majoritairement mentionnées et étudiées sont principalement Rostow, en tant qu'économiste fondateur de la modernisation, et Millikan, abordé en tant que collaborateur du précédent et contributeur à la nouvelle théorie<sup>51</sup>. Les chercheurs.euses ne doutent pas du rôle d'influence de

---

<sup>46</sup>John Kenneth Galbraith et Lincoln Gordon étaient engagés dans les processus de planification menés par les États-Unis respectivement en Inde et au Brésil.

<sup>47</sup>Latham, *Modernization as Ideology: American Social Science and « "Nation Building" » in the Kennedy Era*, 58.

<sup>48</sup>Max F. Millikan et Walt W. Rostow, *A Proposal: Key to an Effective Foreign Policy* (Cambridge: Massachusetts Institute of Technology, 1957).

<sup>49</sup>Ekbladh, *The Great American Mission: Modernization and the Construction of an American World Order*, 173. (traduit de l'anglais).

<sup>50</sup>Kimber Charles Pearce, *Rostow, Kennedy, and the Rhetoric of Foreign Aid* (East Lansing: Michigan State University Press, 2001).

<sup>51</sup>Principalement, Ekbladh, *The Great American Mission: Modernization and the Construction of an American World Order.*, Gilman, *Mandarins of the Future: Modernization Theory in Cold War America.*, Latham, *Modernization as Ideology: American Social Science and « "Nation Building" » in the Kennedy Era*. Et aussi Cullather, « Development Doctrine and Modernization Theory ».

ce centre et de ses membres dans la vision du développement des États-Unis. Ekbladh réitère cet aspect en expliquant qu' «à partir de leur point d'entrée au CENIS, Millikan et Rostow ont été en mesure de prendre part au débat, démontrant ainsi l'influence significative des organismes non gouvernementaux sur l'évolution de la pensée en matière de développement à cette époque. Ils ont réitéré l'importance pour les États-Unis d'intensifier leurs efforts afin de modeler le monde selon leur conception de la modernité, arguant que les approches communistes inévitablement déformaient le processus et nécessitaient une résistance soutenue<sup>52</sup>».

L'implication de Millikan et de Rostow dans la conception et la mise en œuvre des pratiques de développement est largement abordée par les chercheurs.euses. Jeffrey Taffet, professeur d'histoire internationale s'intéressant aux affaires entre les États-Unis et les pays d'Amérique latine, explique que dès 1952, les chercheurs du CENIS ont dirigé leur attention vers l'importance des programmes d'aide économique dans la politique étrangère des États-Unis<sup>53</sup>.

Selon l'ouvrage de Taffet, l'intérêt initial de ces économistes s'est porté sur l'Inde, estimant que l'aide pourrait jouer un rôle crucial dans le développement de ce pays. Il explique que dans leur tentative d'influence au sein des institutions gouvernementales durant les années 1950, Kennedy est devenu un allié pour ces chercheurs<sup>54</sup>. Plusieurs études sur le MIT et sa sphère d'influence du gouvernement dans son engagement au sein du développement des pays du Sud se concentrent sur le cas de l'Inde. Selon les chercheurs en histoire scientifique et de la technologie Stuart W. Leslie et Robert Kargon, à la fin des années 1950 et au début des années 1960, l'Inde occupait une position centrale dans les intérêts des États-Unis<sup>55</sup>. John F. Kennedy, expliquent-ils, la considérait alors comme un indicateur crucial de la démocratie et du développement économique, en particulier dans le contexte de la compétition avec la Chine, qui venait de proclamer la République. Selon les chercheurs, l'accent était mis sur l'amélioration de l'enseignement des sciences et de l'ingénierie, avec la Fondation Ford considérant l'Inde comme un terrain d'essai pour des initiatives de planification économique et de développement<sup>56</sup>. À ce propos, Nicole Sackley, historienne du développement et de la politique états-unienne durant la Guerre froide, relève la spécificité des scientifiques sociaux du MIT<sup>57</sup>. Elle déclare que ceux-ci se distinguaient par leur ambition de servir de conseillers aux décideurs américains, cherchant à être des «initiés» impliqués dans les politiques à Washington. Millikan, Rostow et d'autres du CENIS auraient choisi l'Inde comme laboratoire

---

<sup>52</sup>Ekbladh, *The Great American Mission: Modernization and the Construction of an American World Order*, 174-75. (traduit de l'anglais).

<sup>53</sup>Jeffrey Taffet, *Foreign Aid as Foreign Policy: The Alliance for Progress in Latin America* (New York: Routledge, 2012).

<sup>54</sup>Taffet.

<sup>55</sup>Stuart W. Leslie et Robert Kargon, « Exporting MIT: Science, technology, and nation-building in India and Iran », *Osiris* 21, n° 1 (2006): 110-30.

<sup>56</sup>Pour plus d'informations sur les projets du MIT en Inde, consulter Stuart W. Leslie et David Edgerton, « The Cold War and American Science: the military-industrial-academic Complex at MIT and Stanford », *International Review Devoted to the History of Science and its Cultural Influence* 86, n° 1 (1995): 139-139.

<sup>57</sup>Sackley, « Passage to Modernity: American Social Scientists, India, and The Pursuit of Development, 1945-61 ».

pour créer des modèles de progrès mondial et affiner leur expertise en tant que modernisateurs, visant à éclairer le développement en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Leur étude de l'Inde fournissait des connaissances cruciales pour les intérêts états-uniens pendant la Guerre froide. Ainsi, les membres du CENIS s'engageaient dans la rencontre des leaders indiens et dans la formulation de politiques dans une perspective relevant des idées de la modernisation, affirme David C. Engerman, historien s'intéressant à la théorie de la modernisation durant le contexte de la Guerre froide<sup>58</sup>. Parallèlement, Zaheer Baber, sociologue s'intéressant à l'histoire et aux théories sociales, indique que Millikan et Rostow ont influencé la position de Kennedy, alors sénateur, en faveur du soutien des deux premiers plans de développement de l'Inde<sup>59</sup>. Il met de cette manière en évidence la collaboration entre les membres du CENIS dans l'élaboration de la résolution Kennedy-Cooper, axée principalement sur l'assistance économique à la nation indienne, mais aussi de la représentation de l'Inde comme un pays pouvant servir les États-Unis dans leur lutte contre l'Union Soviétique et dans leurs intérêts économiques.

En ce qui concerne le continent asiatique, des études ont été conduites sur le processus de modernisation de la Corée du Sud à partir de la fin de la guerre avec son homonyme nordique. Au sein de celles-ci, quelques-unes mentionnent le rôle de Millikan et Rostow. Gilman explique qu'à la suite de l'impasse militaire engendrée par la guerre de Corée, Max Millikan et Walt Rostow ont formulé des perspectives quant aux implications et aux stratégies envisageables pour les États-Unis<sup>60</sup>. Les deux ont en effet argué que l'adhésion conventionnelle à l'expansion militaire en tant que panacée était infondée. Au contraire, ils ont plaidé pour la reconnaissance du fait que la guerre de Corée marquait la conclusion des efforts communistes visant à accroître leur influence exclusivement par des moyens militaires et qu'il était par conséquent nécessaire de développer de nouvelles stratégies<sup>61</sup>. Millikan et Rostow ont mis en exergue la transition imminente du principal théâtre d'affrontement entre le communisme et le capitalisme vers les domaines économique et idéologique. Malgré la reconnaissance des défis inhérents au processus de développement, ils ont soutenu que l'accent mis sur la compétition économique conférerait aux États-Unis un avantage, eu égard à leur supériorité économique manifeste par rapport à l'Union soviétique. Pour atteindre ce but, comme expliqué par le texte de Tae-Gyun Park<sup>62</sup>, Rostow donne le début d'un processus de modernisation coréen. Cet aspect est également souligné par Ekbladh, qui focalise son analyse sur les initiatives de

---

<sup>58</sup>David C. Engerman, « West meets East: The Center for International Studies and Indian Economic Development », in *Staging Growth: Modernization, Development, and the Global Cold War*, éd. par David C. Engerman et al., Culture, politics, and the Cold War (Amherst: University of Massachusetts Press, 2003), 199-223.

<sup>59</sup>Baber, « Modernization theory and the Cold War ».

<sup>60</sup>Gilman, *Mandarins of the Future: Modernization Theory in Cold War America*, 44-45.

<sup>61</sup>Latham, *Modernization as Ideology: American Social Science and « Nation Building » in the Kennedy Era*, 54.

<sup>62</sup>Tae-Gyun Park, « WW Rostow and Economic Discourse in South Korea in the 1960s », *Journal of International and Area Studies* 8, n° 2 (2001): 55-66.

modernisation en Corée du Sud<sup>63</sup>. De plus, Gregg Andrew Brazinsky<sup>64</sup>, dans son chapitre portant sur les intellectuels coréens impliqués dans ce processus, met en lumière non seulement l'influence prépondérante de ces deux membres du CENIS dans ces efforts, mais également l'engagement actif des fondations, telle que la Fondation Ford, au sein de cette dynamique institutionnelle.

Une autre branche d'études sur l'action des membres du MIT dans les pays du sud s'intéresse à l'Amérique latine à travers l'Alliance pour le Progrès lancée par Kennedy. Ces textes discutent l'imbrication entre les membres du MIT et les institutions donnant lieu aux nouvelles politiques inspirées des concepts de la modernisation dans les pays de l'Amérique du Sud. Taffet, dans son livre sur l'impact de la modernisation sur les programmes d'aide économique en se focalisant sur le cas de l'Alliance pour le Progrès, explique que vers la fin des années 1950 Rostow considérait que les États-Unis se trouvaient à l'aube de la dernière phase de développement économique, tandis que les nations européennes, japonaises et soviétiques avaient déjà largement progressé dans cette trajectoire<sup>65</sup>. En revanche, les pays d'Amérique latine se trouvaient encore dans la deuxième phase, caractérisée par des préconditions nécessaires au décollage économique. Taffet met en avant l'argument de Rostow proposé à Kennedy selon lequel un programme d'aide économique substantiel pouvait agir comme un catalyseur décisif, propulsant les nations d'Amérique latine vers la phase de décollage. À partir de cette étape, la transition vers les phases ultérieures serait inévitable. Taffet met en outre en évidence le lien entre Kennedy et Rostow renforcé à la sortie du livre de ce dernier co-écrit avec Millikan dans une période où l'Amérique latine voyait l'élaboration d'un modèle économique réalisé par la Commission Économique pour l'Amérique Latine (CEPAL)<sup>66</sup>. Cette collaboration a permis la création d'une Task Force sur l'Amérique latine pour concrétiser les idées autour de l'Alliance for Progress. Latham, comme également Pearce, se concentre sur la mesure dans laquelle le MIT, notamment Rostow, a pu contribuer à présenter l'Alliance pour le progrès comme l'incarnation d'idéaux transformateurs originaires des États-Unis et se déployant désormais en Amérique latine en opposition au communisme<sup>67</sup>.

Conscients des sentiments révolutionnaires croissants dans la région à la suite de la récente révolution cubaine, les décideurs de Washington ont cherché à aligner l'alliance sur la création de sociétés modernes, dépeignant le communisme comme une idéologie étrangère. Latham met ainsi en évidence le rôle du CENIS dans la création d'un imaginaire autour de la situation politique mondiale et des pays du Sud isolant Cuba des relations diplomatiques avec

---

<sup>63</sup>Ekbladh, *The Great American Mission: Modernization and the Construction of an American World Order*.

<sup>64</sup>Gregg A. Brazinsky, « Koreanizing Modernization: Modernization Theory and South Korean Intellectuals », in *Koreanizing Modernization: Modernization Theory and South Korean Intellectuals*, éd. par David C. Engerman et al., Culture, politics, and the Cold War (Amherst: University of Massachusetts Press, 2003), 260.

<sup>65</sup>Taffet, *Foreign Aid as Foreign Policy: The Alliance for Progress in Latin America*, 21.

<sup>66</sup>À ce sujet, consulter Sergio Wanderley et Amon Barros, « The Alliance for Progress, modernization theory, and the history of management education: The case of CEPAL in Brazil », *Management Learning* 51, n° 1 (2020): 55-72.

<sup>67</sup>Michael E. Latham, « Ideology, Social Science, and Destiny: Modernization and the Kennedy-Era Alliance For Progress », *Diplomatic History* 22, n° 2 (1998): 199-229. Kimber Charles Pearce, « Narrative Reason and Cold War Economic Diplomacy in WW Rostow's Stages of Economic Growth », *Rhetoric & Public Affairs* 2, n° 3 (1999): 395-414.



les États américains et tout en mettant en avant la nécessité des États-Unis de s'engager dans ceux-ci<sup>68</sup>. Il affirme ainsi qu' «à travers ses revendications de connaissance objective et scientifique, la modernisation, concept très politique, cherchait à dépolitiser les profondes présomptions culturelles sur la capacité des États-Unis à exercer un pouvoir de construction nationale<sup>69</sup>».

Le rôle de la théorie de la modernité, mais surtout de son théoricien, a été crucial dans le choix du degré d'assistance économique vers chaque nation bénéficiaire pendant l'Alliance pour le progrès. La reconnaissance que toutes les sociétés n'avaient pas progressé de manière égale vers la modernité a informé l'allocation de l'aide en fonction du degré d'avancement du bénéficiaire. Cette approche, préconisée par des experts tels que Paul Rosenstein-Rodan, économiste du MIT et membre de la Task Force on Foreign economic policy, visait à utiliser l'aide étrangère comme un incitatif positif pour faciliter la transition de la stagnation économique à une croissance autosuffisante dans les pays bénéficiaires, en mettant l'accent sur la nécessité d'un effet catalytique maximal<sup>70</sup>. Tunstall Alcock, historien s'intéressant aux relations internationales des États-Unis durant la guerre froide, s'exprime sur le rôle de Rostow dans la Task Force en permettant d'accorder une aide économique substantielle à l'Amérique latine durant la période du programme<sup>71</sup>. Ainsi, l'auteur avance l'idée que c'est également grâce à la relation professionnelle entre Kennedy et Rostow que la politique étrangère états-unienne sur le développement a subi un changement par rapport à celle sous l'administration Eisenhower, centrée sur les préoccupations de sécurité nationale.

## Le PPDN et les membres du CENIS

Bien que de nombreux écrits se penchent sur les relations entre le MIT et le gouvernement états-unien dans le soutien des plans de développement dans les pays mentionnés précédemment, peu d'auteurs.ices ont exploré spécifiquement le cas du Nigéria. L'attention de la majorité de la littérature est dirigée en effet vers les critiques du PPDN ainsi que sur les conséquences que l'effort de son application a engendrées. Ces travaux ont rarement abordé et de manière marginale les actions des membres du CENIS et leur représentation du Nigéria. De nombreux travaux ont mis en lumière la présence et l'influence de l'expertise dans la sphère politique<sup>72</sup>. Concernant les membres du CENIS dans les décisions sur la politique étrangère au Nigéria, les chercheurs.euses exposent plutôt les différents enjeux liés au contenu du plan et

---

<sup>68</sup>Latham, « Ideology, Social Science, and Destiny: Modernization and the Kennedy-Era Alliance For Progress », 216-17.

<sup>69</sup>Latham, 207.

<sup>70</sup>Latham, 213.

<sup>71</sup>Thomas Tunstall Alcock, « The First Alliance for Progress? Reshaping the Eisenhower Administration's Policy toward Latin America », *Journal of Cold War Studies* 16, n° 1 (2014): 85-110.

<sup>72</sup>Marion Fourcade, *Economists and Societies: Discipline and Profession in the United States, Britain, and France, 1890s to 1990s* (Princeton: Princeton University Press, 2009). Peter A. Hall, *The Political Power of Economic Ideas: Keynesianism across Nations* (Princeton: Princeton University Press, 1989).

aux possibilités concernant sa mise en place et soulignent les répercussions sur la sécurité nationale du pays et sur la stabilité politique ainsi qu'économique<sup>73</sup>.

Les textes qui mentionnent Rostow et Millikan en tant que porteurs de la double casquette d'académique et de politicien, nous l'avons vu, sont nombreux. Au sujet du Nigéria, les textes qui mentionnent Millikan, Rostow, Stolper et Rivkin sont moins présents.

Chez Larry Grubbs, historien s'intéressant aux politiques publiques états-uniennes durant la présidence de Kennedy, dans son ouvrage explorant les héritages coloniaux façonnant les plans de modernisation<sup>74</sup>, Millikan et Rostow sont examinés en tant que théoriciens de la modernisation et acteurs politiques dont l'influence au sein du gouvernement est scrutée à travers l'analyse de leurs œuvres. Ces intellectuels sont ainsi appréhendés en tant qu'individus qui amènent leurs études au gouvernement, et Grubbs explore la manière dont ils traduisent les concepts qu'ils avancent dans leurs écrits pour les apporter dans l'arène politique. L'auteur analyse ainsi la contribution de Millikan et Rostow à la théorie de la modernisation, examinant comment leurs idées ont été intégrées et mises en œuvre dans le contexte politique. En se penchant sur leurs textes, l'auteur explore la façon dont ces intellectuels ont influencé les politiques gouvernementales en utilisant leurs travaux comme base conceptuelle, notamment à travers leur proposition pour une nouvelle politique étrangère de 1957<sup>75</sup>. Ainsi, Millikan et Rostow se retrouvent à remplir le rôle d'experts de politique étrangère dans les instances gouvernementales états-uniennes. L'analyse de Grubbs offre une perspective éclairante sur la manière dont Millikan et Rostow ont navigué entre la sphère académique et politique, soulignant les mécanismes par lesquels leurs idées ont façonné les décisions politiques.

En ce qui concerne Stolper, Grubbs l'appréhende en tant qu'auteur du PPDN, en analysant le processus de la conception de ce dernier. Cette analyse repose sur le livre de Stolper intitulé «*Planning without Facts: Lessons in Resource Allocation from Nigeria's Development, With an Input-Output Analysis of the Nigerian Economy, 1959-60*». Dans son examen, Grubbs explore les tenants et aboutissants du PPDN, mettant en lumière les implications de la planification proposée par Stolper pour le développement et l'unité nationale du Nigéria. Grubbs offre ainsi des perspectives sur les enjeux économiques et les choix stratégiques inhérents au processus de planification. Il déconstruit les aspects clés du PPDN, examinant les critiques formulées à l'encontre du plan par des intellectuels nigériens. L'analyse de Grubbs jette également un éclairage sur les débats publics et les divergences d'opinions qui ont entouré le plan, soulignant ainsi les tensions et les contestations liées à la vision de Stolper. Toyin Falola, historien des études africaines, dans son livre sur les réformes économiques au

---

<sup>73</sup>Sur les critiques du PPDN, consulter Bade Onimode, « A critique of planning concepts and methodology in Nigeria », *The Review of Black Political Economy* 7, n° 3 (1977): 296-308. Dibua, « The Post-Colonial State and Development Planning in Nigeria, 1962-1985 ». Cletus Ikechukwu Anah, « Who benefits? The political economy of national development plans in Nigeria », *Journal of Alternative Perspectives in the Social Sciences* 6, n° 1 (2014): 100-115. K. B. O. Ejumudo, « The problematic of development planning in Nigeria: A critical discourse », *Developing Country Studies* 3, n° 4 (2013): 67-80. Ola Oni, « A Critique of Development Planning in Nigeria », *Review of African Political Economy*, n° 4 (1975): 87-93.

<sup>74</sup>Larry Grubbs, *Secular Missionaries: Americans and African Development in the 1960s, Culture, Politics, and the Cold War* (Amherst: University of Massachusetts Press, 2009).

<sup>75</sup>Millikan et Rostow, *A Proposal: Key to an Effective Foreign Policy*.

Nigéria de 1945 à 1965, mentionne Stolper uniquement une fois lorsqu'il cite le PPDN sans approfondir à ses égards<sup>76</sup>. Stolper est examiné par d'autres universitaires à travers son ouvrage prépondérant, largement employé pour formuler des critiques à son encontre ainsi que pour mettre en lumière les défaillances inhérentes au plan<sup>77</sup>.

Parmi ces derniers, se distingue Bekeh Utietiang Ukelina, historien dont les recherches portent sur les processus coloniaux et décoloniaux d'Afrique, qui évoque le rôle de Stolper dans son article mettant en lumière les liens entre le CENIS du MIT et la création du premier PDNN<sup>78</sup>. Le chercheur met également en lumière la collaboration entre le réalisateur du plan, durant son écriture, et Rivkin expliquant les difficultés rencontrées par le premier en termes de données disponibles. Parallèlement, Grubbs évoque Rivkin comme acteur ayant une influence dans la représentation du Nigéria au sein des institutions étatiques états-uniennes. Dans son poste au CENIS, Rivkin aurait pu contribuer à créer un imaginaire du Nigéria au MIT en tant que cible de la modernisation fondant les bases pour les futures interventions occidentales dans le pays. Grubbs aborde Rivkin à travers ses conceptions académiques du développement et, comme l'auteur précédent, il l'insère dans la configuration académique ayant créé une représentation du continent africain comme un territoire nécessitant de l'intervention économique et technique de la part des États-Unis afin de le moderniser et de créer une unité nationale, envisagée comme nécessaire après l'indépendance des pays africains<sup>79</sup>. L'imaginaire créé par Rivkin serait fondé sur l'idée que le Nigéria serait une «nation unique» grâce à son économie ouverte, sa tolérance démocratique, son rôle central dans le développement africain et mondial et son héritage colonial favorisant l'unité nationale. Cependant, Grubbs n'élargit pas les éléments qui permettent au Nigéria d'être caractérisé comme «nation unique» par Rivkin. En faisant une «histoire culturelle de la promotion par les États-Unis du développement et de la construction de la nation au cours de la première décennie d'indépendance de l'Afrique<sup>80</sup>», l'auteur catégorise Rivkin et Stolper comme des «missionnaires séculaires» dont l'ambition était celle de démocratiser et moderniser le continent africain, ambition derrière laquelle se cachent des intérêts étatiques et personnels. Bekeh Utietiang, dans sa thèse, reprend le travail de Grubbs et l'argument sur le rôle du Nigéria pour le développement du continent africain en entier lorsqu'il explique pourquoi Rivkin concentre son attention sur ce pays<sup>81</sup>. Dans son texte, Utietiang consacre une partie de son travail à Rivkin. Il aborde cet acteur en tant que créateur

---

<sup>76</sup>Toyin Falola, *Economic reforms and modernization in Nigeria, 1945-1965* (Kent: Kent State University Press, 2004). D'autres auteurs mentionnent Stolper en tant que réalisateur du plan. Cependant, le sujet de leurs textes n'est pas le PPDN et, par conséquent, ils ne creusent pas les spécificités de Stolper ou du PPDN.

<sup>77</sup>Par exemple, Tyodzer Patrick Pillah, « Nations Development Agenda for Strategic and Sustainable Growth », *International Journal of Academic Management Science Research (IJAMSR)* 7, n° 11 (2023): 151-60. Consulter également Jeremiah I. Dibua, *Modernization and the crisis of development in Africa: the Nigerian experience* (London: Routledge, 2017). et Morten Jerven, « Controversy, Facts and Assumptions: Lessons from Estimating Long Term Growth in Nigeria, 1900–2007 », *African Economic History* 46, n° 1 (2018): 104-36.

<sup>78</sup>Bekeh Utietiang Ukelina, « Making a Nation Modern: CIS and Nigeria's First National Development Plan », *Journal of West African History* 7, n° 2 (2021): 25-48.

<sup>79</sup>Grubbs, *Secular Missionaries: Americans and African Development in the 1960s*, 28.

<sup>80</sup>Grubbs, 2. (traduit de l'anglais)

<sup>81</sup>Bekeh Utietiang, « Planning Development: International Experts, Agricultural Policy, and The Modernization of Nigeria, 1945-1967 » (Thèse, Morgantown, West Virginia University Libraries, 2014), 243.

d'un projet d'études africaines de développement, African Economic and Political Development Project (AEPDP), en se concentrant sur la naissance de ce projet dans l'intérêt états-unien de renforcer sa présence en Afrique.

Enfin, Rivkin apparaît très marginalement dans deux ouvrages sur les relations États-Unis-Nigéria où il est uniquement mentionné en tant que membre du MIT jouant un rôle dans les politiques du développement menées par le gouvernement états-unien durant les années 1960<sup>82</sup>.

## Une étude sur le PPDN et les membres du CENIS au sein de l'administration Kennedy

Cette revue de la littérature établit les bases pour lancer une étude qui cherche à combler des lacunes dans la compréhension du rôle de Rivkin et Stolper dans le contexte du plan de développement nigérian, mais aussi à compléter ce qui a déjà été éclairé sur Millikan. Rostow, de son côté, a été largement étudié par les chercheurs. Alors que la recherche existante tend à marginaliser l'influence des deux premiers et à les aborder de manière générale en tant qu'acteurs ayant contribué à la mise en place du plan, ce travail adopte une perspective voulant se concentrer sur la mesure dans laquelle ceux-ci ont pu conduire le président Kennedy à y accorder son attention et approbation. En considérant les relations entre ces acteurs et les institutions politiques, économiques et académiques états-uniens, ce travail propose d'appréhender ces académiques dans l'entière de l'environnement institutionnel dans lequel ils se trouvent à cette époque. En effet, les auteurs susmentionnés abordent rarement les interactions interinstitutionnelles qui se déroulent entre Rivkin, Stolper et Millikan et s'intéressent peu à ces échanges en ce qui concerne l'entrée du PPDN dans l'arène décisionnelle états-unienne. Ce travail vise en ce sens à compléter la littérature.

Des auteurs comme Ukelina et Grubbs abordent le sujet avec une perspective critique des événements historiques qui ont eu lieu concernant le PPDN, laissant peu de place à l'analyse des sources documentaires qui permettent d'éclairer les interactions entre les membres des institutions en question. Comme d'autres également susnommés, ils dédient leurs écrits majoritairement aux événements qui ont suivi la décennie du développement lors du renforcement des liens diplomatiques entre le Nigéria et les États-Unis suivant l'après-guerre civile nigériane. Ainsi, la période de la fin des années 1950 jusqu'à l'approbation et le début du PPDN s'avèrent intéressantes pour notre travail. En intégrant des sources archivistiques du MIT et d'autres institutions jusqu'ici sous-exploitées, il est possible de contribuer à la littérature en offrant une perspective plus complète sur les idées de Rivkin et Stolper mais aussi sur leur façonnement de la représentation du Nigéria.

---

<sup>82</sup>Robert B. Shepard, *Nigeria, Africa, and the United States: From Kennedy to Reagan* (Bloomington: Indiana University Press, 1991), 21-22. Et Martin Staniland, *American Intellectuals and African Nationalists, 1955-1970* (New Haven: Yale University Press, 1991).

L'analyse de la littérature existante révèle que, bien que plusieurs études aient exploré les implications politiques et économiques du PPDN du Nigéria, deux aspects cruciaux demeurent peu traités. Premièrement, les recherches actuelles n'ont pas suffisamment examiné la manière dont le PPDN s'articule avec la théorie de la modernisation, ni comment, en retour, la modernisation est intégrée et manifestée à travers le PPDN. Ce manque d'analyse approfondie laisse un vide concernant l'interaction entre ces deux éléments fondamentaux, ce qui est essentiel pour comprendre les motivations sous-jacentes, ou les intérêts étatiques liés aux initiatives de développement. Le document du PPDN n'a en effet jamais été appréhendé à travers cette perspective.

Deuxièmement, il existe une lacune significative dans la compréhension de la représentation du Nigéria en lien avec cette modernisation. À la lumière de nombreux apports susmentionnés, il est en effet possible de soulever deux hypothèses qui n'ont pas encore eu moyen d'être explorées dans la recherche existante. La première est l'hypothèse selon laquelle la représentation du Nigéria ainsi que le ce PPDN, contenant des éléments de la modernisation, ont été façonnés de manière à répondre directement aux intérêts politiques et économiques américains. Deuxièmement, considérant le contexte de l'époque, il s'avère essentiel d'élargir l'étude sur la représentation du Nigéria à la question de l'instrumentalisation du Nigéria contre la puissance soviétique. En outre, dans un moment où le pan-africanisme semble prendre pied au sein de plusieurs élites du continent africain, les États-Unis ont intérêt à affaiblir tout type de possible union continentale.

Ce travail cherche à combler ces lacunes et à répondre à vérifier ces hypothèses. En se concentrant sur ces aspects sous-explorés, cette recherche apportera une contribution significative à la compréhension des dynamiques complexes qui caractérisent les interactions entre les États-Unis et le Nigéria durant la période du développement planifié. Ce travail se situe dans l'objectif de pousser la réflexion sur l'influence des membres du CENIS au sein de ce projet de développement et de son approbation présidentielle.

## Méthodologie

Dans le chemin vers l'exploration des questions abordées dans les pages précédentes, ce travail se sert d'un rapport à l'histoire considérant les institutions et les personnes présentes au sein de celles-ci comme essentielles pour la compréhension et la remise en question des politiques du développement. L'attention sur les personnes ainsi que sur leurs échanges, leurs idées et sur les institutions poursuivant des pratiques du développement, permet d'appréhender ce dernier comme un processus historique. L'histoire devient alors le principal outil méthodologique pour examiner le développement, au lieu de se baser sur la théorie du développement pour expliquer les événements historiques. Cette approche est proposée par Nick Cullather, historien, qui explique que «cette approche historiciste offre une façon d'écrire sur le développement sans accepter ses clichés, et de voir le bilan des tentatives états-uniennes cyniques, héroïques, désastreuses, parfois inspirées et bienveillantes en matière d'humanitarisme mondial dans toute

leur complexité morale et politique<sup>83</sup>». En adoptant cette perspective historique, il devient possible de démystifier les lieux communs souvent associés au développement et d'appréhender la complexité morale et politique des tentatives passées. Cette approche ouvre ainsi la voie à une réflexion plus nuancée sur les politiques dans ce domaine et leurs implications à travers le temps.

Dans son analyse sur la transition coloniale-postcoloniale à travers les carrières des officiers techniques coloniaux britanniques influençant le développement international, Joseph M. Hodge explique qu'étudier les institutions et ses employé.e.s étend la vision sur comment les carrières et le travail mais aussi les récits de ces experts coloniaux ont contribué à maintenir une certaine continuité dans les narratifs et les cadres du développement malgré la rupture apparente de la décolonisation et de l'indépendance<sup>84</sup>. Il est alors possible d'appliquer cette idée dans le cas des membres du CENIS au centre de ce travail. Bien que le Nigéria ait rejoint le processus de décolonisation qui touche le continent africain à partir de la deuxième moitié des années 1950, le pays est sujet d'une domination néocoloniale de la part des entreprises internationales, notamment états-uniennes, à moins d'une décennie de distance de son indépendance. Le choix d'étudier alors le récit et la représentation du Nigéria dans le cadre de l'approbation du PPDN par le président se motive par la volonté de questionner les représentations néocoloniales de cette période et de comprendre celles-ci dans un contexte développementaliste à travers ce cas particulier.

La mise en avant des échanges entre ces membres et ces institutions permet de cette manière de saisir la persistance d'une stratégie néocoloniale de la part des États-Unis dans la construction nationale du Nigéria. Les membres du CENIS, détenant plusieurs casquettes institutionnelles, seront appréhendés en tant qu'acteurs au milieu d'un réseau d'institutions politiques, économiques et académiques. Hodge met l'accent sur l'essentialité de la prise en considération des postes et des mouvements institutionnels des personnes dans la compréhension de la persistance et de l'évolution des institutions néocoloniales actuelles<sup>85</sup>. Les institutions au sein desquelles ces acteurs agissent peuvent être vues comme des lieux façonnant les carrières des membres du CENIS et la continuité de la domination de certaines institutions et élites sur la sphère politique et économique internationale. Sans vouloir se lancer dans une prosopographie approfondie des acteurs considérés, il est pour nous important d'accorder un regard sur leurs positions professionnelles.

Dans cette perspective, Uma Kothari, dans son article sur la persistance des discours, des cultures et des pratiques coloniales dans l'industrie de l'aide au développement post-indépendance, explique que les récits personnels d'individus ayant travaillé à la fois dans l'administration coloniale et dans le développement en tant que consultants expatriés, sont au centre de la transition du «colonialisme» à la «coopération au développement»<sup>86</sup>. Elle montre

---

<sup>83</sup>Cullather, « Development? It's History », 2.

<sup>84</sup>Joseph M. Hodge, « British Colonial Expertise, Post-Colonial Careering and the Early History of International Development », *Journal of Modern European History* 8, n° 1 (2010): 24-46.

<sup>85</sup>Hodge.

<sup>86</sup>Uma Kothari, « From Colonialism to Development: Reflections of Former Colonial Officers », *Commonwealth & Comparative Politics* 44, n° 1 (mars 2006): 118-36..

ainsi les liens persistants entre les formes de gouvernance coloniale et les pratiques de développement. L'article met en lumière le rôle de l'expertise et de l'autorité à travers les savoirs valorisés à différentes époques, ainsi que les relations établies entre les anciens administrateurs coloniaux et les praticiens du développement contemporains. Reliant cela à notre étude, Grubbs soutient que le rôle joué par Stolper et Rivkin dans cette mission de construction nationale nigériane est la raison pour laquelle les personnalités, les institutions spécifiques et le contexte politique doivent être inclus dans la nouvelle histoire du développement<sup>87</sup>. En d'autres termes, il souligne l'importance de considérer les individus, les institutions particulières et le contexte politique dans la compréhension et l'analyse de l'histoire du développement, en mettant en évidence leur influence et leur impact sur l'histoire néocoloniale des nations. Ces perspectives façonnent l'approche de ce travail sur les questionnements abordés.

Cela amène inévitablement à expliciter le choix des acteurs au centre de ce travail. Walt W. Rostow est sans doute le membre le plus renommé à avoir été associé au CENIS et au MIT dans leur ensemble. Celui-ci sera mis à la marge de ce travail, notamment en ce qui concerne ses textes. Cela se doit principalement à la quantité de recherches et d'études dont le théoricien de la modernisation est sujet. En effet, ses textes, notamment son plus célèbre texte sur les étapes de croissance économique, «The Stages of Economic Growth», ont été analysés, repris et critiqués par de nombreux.euses chercheurs.euses<sup>88</sup>. Étant donné que le but de ce travail se distancie de l'analyse et de la critique détaillées de la théorie de la modernisation et que notre objectif est de ressortir la représentation du Nigéria faite par les membres CENIS, les textes de Rostow n'apparaîtront que sporadiquement. Rostow sera majoritairement abordé à travers son rôle au sein de l'administration états-unienne dans le troisième chapitre. Proche de Kennedy en tant que conseiller de politique étrangère, il sera au centre du réseau permettant au PPDN d'arriver entre les mains du président états-unien.

Son collègue, Max Millikan, directeur du CENIS et ancien directeur adjoint du Bureau de recherche et de rapports de la CIA, est, par cette fonction, étroitement lié à diverses agences gouvernementales. Son rôle revêt une importance capitale en tant que point d'intersection entre le MIT et l'administration Kennedy, en tant que membre du Comité des Relations Étrangères. Millikan, ayant participé notamment aux projets de planification en Inde et en Iran, occupe une position dans les initiatives de développement en tant que membre influent dans l'élaboration des politiques étrangères. Par ailleurs, sa collaboration académique avec Rostow est également significative pour en lumière les idées de modernisation pour les pays du Sud. Les concepts du développement pour les pays du Sud seront explorés afin de mettre en lumière les idées promues par le CENIS, tout en mettant en avant le rôle central de Millikan en tant que membre éminent au cœur de ce réseau.

Les membres du CENIS qui ont eu l'opportunité de s'impliquer dans des missions au Nigéria incluent Arnold Rivkin et Wolfgang Stolper. Comme mentionné précédemment, ces

---

<sup>87</sup> Grubbs, *Secular Missionaries: Americans and African Development in the 1960s*.

<sup>88</sup> Pour un résumé des positionnements sur les textes de Rostow, consulter Zahid Khan et Salvador Marinaro, « Summarizing The Miscellaneous Criticism On Rostow's Model Of Economic Growth: An Overview », *International Journal of Social Science and Economic Research* 2, n° 2 (2017): 2301-12.

individus ont occupé une place centrale dans les travaux de Larry Grubbs et dans la thèse de Bekeh Utietiang, bien que certains aspects n'aient pas été entièrement explorés. La pertinence d'Arnold Rivkin réside dans sa double qualité de fondateur de l'AEPDP et de directeur de la mission économique lancée par le gouvernement états-unien au Nigéria. Wolfgang Stolper, quant à lui, est d'un intérêt particulier en raison de son immersion sur le terrain et de sa proximité avec les autorités locales pendant son mandat en tant que rédacteur du plan au sein de l'administration nigériane. Ces deux acteurs de la scène du développement sont peut-être les plus intéressants car ils incarnent les intérêts de leur patrie sur le territoire nigérian. Leur expérience sur le terrain contribue considérablement à forger une représentation de ce pays.

L'étude des interactions entre certaines personnalités clés nous renseigne profondément sur les relations bilatérales entre les États-Unis et le Nigéria. Cependant, nous le savons, ces relations bilatérales s'inscrivent dans un contexte plus vaste, celui de la Guerre froide. Bien que l'importance des États-Unis et du Nigéria dans cette dynamique bilatérale soit indéniable, il est crucial de reconnaître que leur interaction ne se limite pas à un simple échange bilatéral mais se déploie également en réponse à d'autres acteurs internationaux, en particulier le bloc soviétique. La nature même de cette relation est conditionnée par la confrontation entre les États-Unis et l'URSS. L'influence états-unienne au Nigéria, notamment à travers les actions des membres du CENIS, doit être envisagée comme une stratégie intégrée dans la lutte pour l'hégémonie globale, où les initiatives de développement et les interventions politiques sont souvent des vecteurs d'influence géopolitique. Cette perspective enrichit notre compréhension des enjeux internationaux et souligne l'importance de considérer les répercussions globales des politiques bilatérales, surtout dans un contexte de rivalité Est-Ouest où chaque geste diplomatique et chaque projet de développement peut être interprété comme un mouvement dans le grand jeu de la puissance globale.

## Sources

Afin d'atteindre l'objectif de ce travail, nous avons défini un corpus de sources primaires diverses et variées. Ce travail se sert d'une combinaison de sources académiques, de rapports institutionnels et de matériaux d'archives personnels. Les sources sont principalement repérées dans ces contextes académiques et institutionnels, mettant en lumière l'importance de ces environnements dans la recherche et la discussion des politiques de développement à l'international.

Le document qui donne lieu à l'idée de ce travail est le PPDN. Celui-ci sera au centre de l'étude du projet des États-Unis de transposer les principes de la modernisation au Nigéria, afin d'en tirer des avantages politiques et économiques significatifs. Nous nous appuyons sur une édition spécifique du PPDN, éditée sous forme de livre en 1968<sup>89</sup>. Publiée à l'issue de la période couverte par le plan, nous pouvons certainement soulever l'hypothèse selon laquelle

---

<sup>89</sup>Federal Ministry of Economic Development, «National Development Plan, 1962-68», 1968, Institut des Hautes Études Internationales, Genève.



cette version a été modifiée et adaptée pour une diffusion éditoriale, rendant le contenu accessible à un public plus large et pas uniquement aux fonctionnaires ou aux responsables de la mise en place du plan. Cette adaptation suggère une intention de vulgarisation et de diffusion des idées et des réalisations du plan, au-delà des cercles strictement professionnels ou gouvernementaux. Il s'est avéré impossible de localiser une édition accessible datant de 1962 dans les archives consultées, en raison de contraintes liées à la distance ou à l'absence de digitalisation des documents. L'unique exemplaire qui a pu être localisé est donc celui de l'édition de 1968, repéré grâce aux ressources du système bibliothécaire suisse<sup>90</sup>. Cette considération doit alors être prise en compte durant la lecture du deuxième chapitre, où le PPDN sera davantage présent. Afin de comprendre dans quelle mesure la théorie de la modernisation se manifeste au sein du document, l'étude du plan sera aidée par quelques textes à la base de la théorie, notamment le fameux «The Stages of Economic Growth» de Rostow, mais également par quelques textes de Rivkin. Pour pallier les lacunes informationnelles, les archives personnelles de Wolfgang Stolper, conservées à l'Université Duke, ont également été numérisées et intégrées à cette recherche<sup>91</sup>. Par ailleurs, le journal de Stolper, dans son édition publiée, offre un éclairage précieux sur les activités de Arnold Rivkin et de lui-même au Nigéria, ainsi que sur leurs contributions à la rédaction du plan de développement<sup>92</sup>. En ce qui concerne ce dernier document, il est important d'effectuer les mêmes considérations que pour le PPDN.

Pour étudier alors comment du terrain et de la réalisation du plan on est arrivé à l'approbation de Kennedy, nous nous servons de sources institutionnelles ainsi que personnelles. Des discours de John F. Kennedy et des mémorandums liés à sa politique étrangère, notamment ceux qui traitent de son approche envers le développement en Afrique et ses interactions avec des leaders africains, seront utilisés. D'autres correspondances et rapports adressés à Kennedy par les membres du CENIS seront pertinents dans l'analyse de ce processus. Ces documents ont été repérés au sein des archives digitales de John F. Kennedy<sup>93</sup>. D'autres documents ont été sélectionnés à partir des archives digitales du Département d'État des États-Unis, l'organe exécutif fédéral responsable des affaires internationales. Ces documents proviennent de la série «Foreign Relations of the United States» (FRUS), qui documente les décisions de la politique étrangère états-unienne et de nombreux événements diplomatiques<sup>94</sup>. Ces sources sont cruciales pour tracer les interactions institutionnelles aux États-Unis autour du Nigéria.

---

<sup>90</sup>Intitulé «National Development Plan 1962-1968», le document a été localisé à la bibliothèque de l'Institut des Hautes Études Internationales de Genève. Une édition de 1964 est disponible aux archives de la Banque centrale du Nigéria. Pour plus d'informations, consulter le site des archives de celle-ci au lien suivant: <https://library.cbn.gov.ng/vufind/Record/14589/Description>

<sup>91</sup> Ces archives sont consultables au lien suivant <https://archives.lib.duke.edu>

<sup>92</sup>Clive S. Gray, *Inside Independent Nigeria: Diaries of Wolfgang Stolper, 1960-1962* (London: Routledge, 2017).

<sup>93</sup>John F. Kennedy Presidential Library and Museum, accessible au lien suivant:

<https://www.jfklibrary.org/archives>

<sup>94</sup>Il est possible de consulter ces archives au lien suivant: <https://history.state.gov/historicaldocuments>

Pour rendre compte de l'implication du MIT au sein de l'administration Kennedy et de son influence sur la politique étrangère états-unienne, la digitalisation de quelques documents du CENIS a été demandée et utilisée au sein du travail<sup>95</sup>. Cette collaboration entre le monde académique et les sphères du pouvoir exécutif illustre le rôle significatif que le MIT a joué dans l'élaboration des stratégies internationales des États-Unis durant cette période. Les archives personnelles de Max Millikan ont alors également été consultées. En outre, certains documents des archives de la Banque Mondiale ont été examinés afin d'évaluer l'implication de celle-ci dans la politique états-unienne et ce plan de développement<sup>96</sup>. Ceux-ci sont consultés en raison de la proximité notable entre la Banque et le gouvernement des États-Unis.

La plupart des sources ont été repérées au sein des archives digitales des institutions susmentionnées. En ne pouvant pas consulter une partie des documents qui pourraient être intéressants pour ce travail à cause du manque de la numérisation de ceux-ci, il est évident que ce travail présente des limites liées à la disponibilité des sources. De plus, les sources du gouvernement nigérian, qui durant l'élaboration du PPDN avait institué des organes pour effectuer cette tâche, ne sont pas disponibles sur les archives en ligne de celui-ci<sup>97</sup>. De cela découle le fait que le point de vue adopté à travers les sources considérées est un regard axé du côté états-unien. Les documents contenant les interventions des acteurs nigériens ne sont ainsi pas inclus dans notre corpus, négligeant automatiquement un aspect essentiel du chemin vers l'aboutissement du PPDN, c'est-à-dire le processus d'échanges qui se sont formulés entre nos acteurs et les acteurs nigériens sur le terrain. Nous ne pourrions pas rendre compte des opinions de ceux-ci concernant le PPDN et la représentation du Nigéria créée par les «experts» états-uniens.

## Structure du travail

À l'aide des sources et des considérations susmentionnées utiles pour répondre à notre objectif, qui est de s'interroger sur les éléments interpersonnels et interinstitutionnels mais aussi théoriques qui ont conduits Kennedy à soutenir financièrement le PPDN, ce travail se compose de trois parties.

Le premier chapitre débute en contextualisant la période de la Guerre froide, mettant en exergue la manière dont les États-Unis ont adopté les politiques de développement comme un outil stratégique en Afrique, en se concentrant spécifiquement sur le Nigéria. Cette section établit les bases des interactions entre les États-Unis et le Nigéria, dépeignant comment les États-Unis, en pleine ascension vers le statut de superpuissance, ont utilisé la collaboration entre le MIT et le gouvernement fédéral pour mobiliser une expertise scientifique et

---

<sup>95</sup>Les archives du CENIS sont consultables au lien suivant:

<https://archivesspace.mit.edu/repositories/2/resources/197>

<sup>96</sup>Ces documents ont été repérés aux archives digitales de la Banque Mondiale:

<https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports>

<sup>97</sup>Les archives digitales du gouvernement nigérian se trouvent ici:

<https://nationalarchivesofnigeria.org.ng/index.php/>

académique dans la gestion de leur politique étrangère. C'est dans ce contexte que la modernisation a vu le jour au MIT, donnant ensuite lieu à la conception d'un projet de développement spécifique pour le Nigéria. Ce chapitre permet donc de saisir le PPDN comme un élément intégrant de ce contexte conceptuel et naissant au sein de celui-ci, mais aussi de saisir l'influence de la production académique du MIT sur les politiques de développement de la Maison Blanche.

Le deuxième chapitre se penche sur l'étude du PPDN, notamment sur sa composition et ses contenus ainsi que sur la façon dont il se rapproche de la théorie de la modernisation. Ainsi, il sera possible d'observer les éléments qui ont contribué à créer une représentation du Nigéria en tant que pays à potentiel développementaliste et qui contribue à le caractériser donc comme un pays «unique». Les objectifs et les allocations financières du plan ainsi que les projets prévus seront abordés pour saisir comment les idéaux modernistes ont été utilisés dans le but de répondre aux intérêts des États-Unis.

Le dernier chapitre retrace la montée du PPDN au sein de l'administration Kennedy. Nous examinerons tout d'abord les éléments ayant établi une relation naissante entre le Nigéria et les États-Unis, stimulée également par l'engagement de Kennedy pour les questions africaines. Par la suite, le rôle du MIT en tant qu'influence significative dans la politique étrangère états-unienne sera exploré, permettant de mettre en lumière sa proximité avec l'administration. L'implication active des membres du CENIS au Nigéria, Wolfgang Stolper et Arnold Rivkin, permettra d'éclairer alors leurs contributions dans ce projet. L'attention sera donc portée sur les missions économiques au Nigéria et les visites de délégations nigérianes à Washington, culminant avec la soumission d'un rapport crucial de Rivkin au président Kennedy. Cela permettra en outre de mettre en évidence comment le gouvernement des États-Unis cherchait à intégrer le Nigéria dans la sphère d'influence occidentale.

# 1. Entre soutien et suprématie : la politique états-unienne au Nigéria à l'ère de la décolonisation

Ce chapitre analyse les stratégies économiques et politiques mises en œuvre par les États-Unis pour exercer une influence sur le Nigéria durant la Guerre froide. Face à la menace soviétique, les États-Unis ont adopté une approche d'assistance économique à long terme, marquant ainsi une transition du colonialisme vers un néocolonialisme affirmé. Exploitant la situation post-indépendance du Nigéria, les États-Unis ont mobilisé le MIT, déjà impliqué dans des projets de collaboration gouvernementale, pour renforcer leur contrôle sur le territoire. Les théories de la modernisation ont joué un rôle crucial dans l'élaboration du Plan de Développement National de 1962-1968. Cette approche stratégique visait à consolider l'influence des États-Unis en Afrique, affirmant ainsi leur position de superpuissance mondiale.

## 1.1 Vers une assistance économique à long terme face à la menace soviétique

Jusqu'après la guerre de Corée, la frontière entre l'aide militaire et économique au sein l'administration états-unienne est floue et est conçue comme une mesure de sécurité à court terme<sup>98</sup>. Cela signifie que l'aide militaire et économique se confondaient et que les questions d'assistance n'avaient pas une claire distinction entre mesures de développement et mesures de sécurité. Cette superposition conceptuelle arrive à un virage conservateur en 1953, avec l'arrivée du général Eisenhower à la présidence et une majorité républicaine dans les deux chambres du Congrès, qui entraîne des contraintes budgétaires et se concentre sur l'endiguement du communisme par le biais d'alliances militaires. Bien qu'il y ait eu une volonté de progressivement éliminer l'aide au développement en limitant le budget pour l'assistance économique, les inquiétudes croissantes en matière de sécurité en Asie, notamment en Indochine et en Inde, ont incité à une réévaluation de cette idée<sup>99</sup>. Le débat s'est ainsi déplacé vers la moitié des années 1950 de la remise en question de l'existence de l'aide à la critique de son administration. La direction de l'assistance économique et militaire reste durant la présidence d'Eisenhower un sujet contesté au sein de son administration. D'un côté des personnalités comme le secrétaire d'État John Foster soulignent l'importance de l'aide économique comme instrument contre la menace communiste dans les pays du Sud et de l'autre des figures comme John McCloy, haut-commissaire des États-Unis en République Fédérale d'Allemagne, se positionne pour une forte défense militaire qui garantirait la sécurité des États-Unis. Le lobby de la sécurité militaire, majoritaire dans l'administration Eisenhower, parvient à couper des fonds dans ce secteur.

---

<sup>98</sup>Hagen et Ruttan, « Development Policy under Eisenhower and Kennedy ».

<sup>99</sup>Shawn J. Parry-Giles, « The Eisenhower Administration's Conceptualization of the USIA: The Development of Overt and Covert Propaganda Strategies », *Presidential Studies Quarterly* 24, n° 2 (1994): 263-76.

Avec les initiatives soviétiques offrant une assistance économique aux nations asiatiques entre 1955 et 1957, la dimension économique de la Guerre Froide se fait sentir chez les autorités politiques états-uniennes. Reconnaissant la compétition économique avec l'Union soviétique, celles-ci réagissent en réévaluant leur politique étrangère en matière d'assistance économique. La confusion persistait au Congrès concernant l'aide étrangère, avec des débats sur sa coordination et son exhaustivité. En 1956, au milieu de l'incertitude entourant la direction du programme d'aide, le président Eisenhower annonce son intention de créer une commission en collaboration avec le Congrès afin d'étudier la question. Bien que six études distinctes aient été menées par l'administration et le Congrès, la Loi sur la Sécurité Mutuelle de 1956 devient une mesure temporaire en attendant les conclusions de ces études. Malgré le fait que le Congrès accorde des fonds inférieurs à la demande présidentielle, la reconnaissance de l'importance de l'assistance économique dans la stratégie globale de sécurité ne cesse de croître.

En 1957, le Sénat crée un comité spécial sur l'aide étrangère, incluant des membres du comité des relations étrangères et du comité des services militaires. Il est essentiel de remarquer que cela se passe l'année du lancement du Spoutnik de la part de l'URSS, suscitant une préoccupation nationale aux États-Unis concernant les lacunes techniques perçues comme contribuant à un revers de la Guerre froide. Cela a conduit à des appels en faveur d'une législation éducative fédérale en réponse aux besoins en matière de sécurité nationale jusqu'à la création du National Defense Education Act en 1958, voulant ainsi financer la recherche<sup>100</sup>. Composant ce comité, nous retrouvons Hans Christian Sonne, président du conseil d'administration de l'Association Nationale de Planification et Max D. Millikan, directeur du CENIS. Les deux fonctionnaires suggèrent que l'aide économique devrait être assurée à long terme plutôt qu'à court terme, soulignant ainsi l'importance cruciale de cette assistance pour les intérêts à long terme des États-Unis. En 1958, Eisenhower s'exprime sur l'importance de l'assistance économique au Sud lors d'une conférence et crée l'International Development Association (IDA) en tant que division de prêts à faible taux d'intérêt de la Banque mondiale<sup>101</sup>. Ces années marquent un tournant dans la Guerre froide où le gouvernement états-unien se lance dans un affrontement qui n'est pas uniquement militaire, mais qui comprend des enjeux de technologie et de recherche pour marquer sa domination mondiale.

C'est également à cause de ces éléments que l'aide au développement est devenue progressivement une mesure envisagée à long terme au sein de l'administration états-unienne, acquérant ce caractère particulier dès la deuxième moitié des années 1950. Cette orientation se renforce sous l'administration Kennedy. Le domaine du développement, axé sur les nations autrefois colonisées, gagne en effet une importance significative avec l'accession de Kennedy à la présidence en 1961. Le nouveau président inaugure «la décennie du développement» en créant l'Alliance pour le Progrès et l'USAID, qui remplace la MSA, et ce, la même année. Parallèlement, il intègre l'Organisation pour la Coopération et le Développement Économique

---

<sup>100</sup>Barbara Barksdale Clowse, « Education as an Instrument of National Security: The Cold War Campaign to "Beat The Russians" From Sputnik to the National Defense Education Act of 1958 » (Thèse, Ann Arbor, University Microfilms International, 1977).

<sup>101</sup>Hagen et Ruttan, « Development Policy under Eisenhower and Kennedy », 8.

(OCDE), fondée également cette année-là, marquant ainsi un engagement fort dans le contexte international du développement. Cependant, son intérêt pour le développement prend racine dans les années qui précèdent son élection. En tant que sénateur, Kennedy rejoint en 1957 la Foreign Relations Committee, où il rencontre Walt Rostow qui deviendra son conseiller présidentiel, et l'émanation de la résolution Kennedy-Kooper au sein de celle-ci, qui évoquait le besoin de soutenir le développement économique de l'Inde<sup>102</sup>. L'année suivante, la création du Bureau des Affaires Africaines a établi sa responsabilité dans la gestion des relations diplomatiques entre les États-Unis et les pays d'Afrique. Au sein de ce bureau, le Sous-comité des Affaires Africaines, présidé par Kennedy lui-même au sein du Comité des Relations Étrangères, a également été mis en place. Dans le cadre du Comité des Relations Étrangères, Kennedy initie le déploiement de sa politique en matière de développement en articulant la nécessité d'établir des relations avec les dirigeants africains<sup>103</sup>. Il annonce aussi le besoin d'une action forte vers les pays d'Afrique à partir de 1959 pour contraster les initiatives soviétiques dans le continent de l'année 1958<sup>104</sup>. Cela s'inscrit dans un contexte où les nations africaines aspiraient à l'indépendance vis-à-vis des puissances coloniales européennes, suscitant des questionnements quant à leur orientation future entre les blocs occidental et soviétique. Kennedy insuffle une formalisation pratique au discours sur le développement, qui se concrétise par la création de l'USAID, canalisant ainsi le concept de développement vers une vision humanitaire distincte de ses antécédents axés sur la sécurité nationale<sup>105</sup>. Cependant, la création d'une institution dédiée à la gestion de l'aide au développement n'a jamais été la conséquence d'une volonté d'assistance humanitaire mais plutôt l'instrument pour satisfaire des intérêts économiques d'une période particulière sur le long terme.

Au moment de l'arrivée de Kennedy à la tête des États-Unis au début des années 1960, les États-Unis font face à d'importants défis pour maintenir un solde des paiements favorable, marqué par un déficit notable<sup>106</sup>. Cette période a été caractérisée par une convergence de facteurs, notamment une implication militaire croissante dans la guerre du Vietnam et les tensions politiques entourant la Révolution cubaine. Les coûts croissants de la guerre du Vietnam ont mis à rude épreuve l'économie états-unienne, entraînant une augmentation des dépenses gouvernementales et une pression sur les ressources nationales. Parallèlement, l'imposition d'un embargo commercial sur Cuba en 1960 a perturbé les relations économiques établies, Cuba ayant été précédemment un partenaire commercial substantiel pour les États-Unis, en particulier pour les produits agricoles. L'impact combiné de ces facteurs a contribué à

---

<sup>102</sup>Pour des renseignements sur l'implication des États-Unis en Inde durant cette période, consulter M. S. Venkataramani, « The US Senate Committee on Foreign Relations and India, 1958–9 », *India Quarterly* 16, n° 1 (1960): 51-61.

<sup>103</sup>David N. Gibbs, « Political Parties and International Relations: The United States and the Decolonization of Sub-Saharan Africa », *The International History Review* 17, n° 2 (1995): 320.

<sup>104</sup>John F. Kennedy, «The Economic Gap», 19 février 1959, Papers of John F. Kennedy, Pre-Presidential Papers, Senate Files. Speeches and the Press. Speech Files, 1953-1960. Congressional Record, JFKSEN-0902-008. John F. Kennedy Presidential Library and Museum, consulté le 6 avril 2024, [https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfkSEN-0902-008#?image\\_identifiant=JFKSEN-0902-008-p0001](https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfkSEN-0902-008#?image_identifiant=JFKSEN-0902-008-p0001).

<sup>105</sup>Hagen et Ruttan, « Development Policy under Eisenhower and Kennedy », 8.

<sup>106</sup>Hudson, *Super Imperialism*, 235-36.

une situation négative du solde des paiements pour les États-Unis, incitant à des efforts visant à résoudre les déséquilibres économiques et à élaborer des stratégies pour atténuer les effets néfastes des événements géopolitiques sur sa position économique internationale. Pour éviter de renforcer l'Europe comme concurrent économique, toute aide était conditionnée à l'achat de biens et services de la part des États-Unis, sauf pour l'assistance militaire en Asie<sup>107</sup>. Un programme de gestion financière a été créé pour contrôler les dépenses et maximiser la contribution à la balance des paiements, obligeant les bénéficiaires à subventionner les États-Unis.

## 1.2 Le début des relations entre les États-Unis et le Nigéria : de la «dé» à la «néo» colonisation

Dans les années 1960, la Guerre froide a modelé la scène mondiale et l'Afrique est devenue un champ de bataille pour les superpuissances. Les États-Unis, soucieux de contrer l'influence soviétique, ont cherché à établir des alliances avec les nouvelles nations africaines indépendantes. Cette période a été marquée par une compétition intense pour obtenir le soutien politique et économique de ces nations nouvellement affranchies. Les superpuissances ont utilisé des moyens divers, tels que des promesses d'aide économique, de coopération militaire et de programmes de développement, pour attirer les faveurs des États africains. Cette rivalité reflétait les enjeux géopolitiques de l'époque, où les deux blocs cherchaient à étendre leur influence dans une quête de suprématie mondiale. Cette dynamique complexe avait également des implications néocoloniales, car les superpuissances cherchaient à maintenir leur contrôle sur les ressources et les marchés africains en créant une dépendance économique. Ainsi, les relations entre les États-Unis et les nations africaines étaient étroitement liées aux intérêts économiques et politiques de la superpuissance américaine.

C'est durant cette période que les États-Unis développent un intérêt pour l'État nigérian, qui les conduira à être au centre de la réalisation d'une série de plans de développement dans ce pays. Jusqu'à ce moment, les États-Unis avaient entrepris des actions vers le Nigéria uniquement à travers la Grande Bretagne<sup>108</sup>. Le Nigéria était ainsi appréhendé et compris par la nation américaine à travers le prisme des relations britanniques. Autrement dit, pour les États-Unis le Nigéria était perçu comme un domaine d'intérêt secondaire plutôt que primaire<sup>109</sup>. Du côté des autorités politiques nigérianes, les préoccupations primaires après la déclaration d'indépendance concernaient les affaires domestiques plutôt qu'étrangères<sup>110</sup>. Sous domination britannique, éloignée géographiquement des deux blocs opposés et n'ayant pas de pouvoir majeur dans la configuration politique internationale, la nation entretenait très peu de liens avec les pays porteurs des deux factions. Celle-ci entretenait cependant des relations avec l'autorité

---

<sup>107</sup>Hudson, 235-36.

<sup>108</sup>Nwachuku, « The United States and Nigeria - 1960 to 1987: Anatomy of a Pragmatic Relationship ».

<sup>109</sup>Chukwu et Okwara, « Analysis of Trends and Patterns in Nigeria - U.S Relations, 1960- 2015 ».

<sup>110</sup>Olajide Aluko, « Nigeria and the Superpowers », *Millennium: Journal of International Studies* 5, n° 2 (septembre 1976): 127.

impériale qui la dominait, notamment à travers les négociations bilatérales autour de l'Accord de Défense Anglo-Nigérian, qui était pour l'Empire une condition pour l'obtention de l'indépendance du Nigéria<sup>111</sup>. En 1960, à l'aube de son indépendance, le Nigéria avait des liens prédominants, dans des domaines tels que l'éducation, la culture, l'économie et l'armée, qui étaient naturellement tissés avec la Grande-Bretagne<sup>112</sup>. Par exemple, près de la moitié des exportations nigérianes étaient dirigées vers ce pays, tandis que 42% des importations provenaient de celui-ci<sup>113</sup>. Le Nigéria étant ainsi connecté à une puissance du bloc occidental, l'Union Soviétique se retrouvait sans marge de manœuvre sur ce pays. Malgré quelques efforts d'influence dans les politiques nationales nigérianes durant les premières années de 1960, l'URSS ne détenait que de faibles relations avec le Nigéria tout au long de cette décennie<sup>114</sup>.

S'insérant dans la dynamique des politiques d'endiguement états-uniennes, la relation entre le pays américain et celui africain assume pour le premier l'objectif de freiner la propagation de l'Union Soviétique dans le territoire du continent africain et ainsi l'expansion du communisme dans le monde. L'endiguement, prenant aussi forme sous celle qui est connue comme la doctrine Truman, jouait un rôle significatif dans la relation bilatérale entre États-Unis et Nigéria<sup>115</sup>. Non seulement la relation entre les deux était façonnée par les mesures états-uniennes contre le communisme et par son conflit avec l'Union Soviétique, mais les politiques d'endiguement ainsi que les actions expansionnistes des deux blocs étaient des raisons pour le pays nigérian d'assumer une position non-alignée.

Dans les années 1960, à mesure que de nombreuses nations africaines obtenaient leur indépendance politique, plusieurs d'entre elles adoptèrent une politique de non-alignement, signifiant leur intention de ne se rallier à aucun des deux blocs. Cependant, l'héritage du colonialisme constituait un obstacle à une adhésion stricte à cette politique de non-alignement. Par conséquent, les liens historiques coloniaux du Nigéria avec la Grande-Bretagne ont amené le pays à adopter une position favorable à l'Occident<sup>116</sup>. Bien que la position de pays non-alignée ait été remise en question par plusieurs auteurs étant donné qu'il n'a pas rejoint le mouvement des pays non alignés jusqu'en 1963<sup>117</sup>, le Nigéria ne s'est non plus engagé officiellement dans aucun des deux blocs.

Au cours des négociations entourant le transfert du pouvoir britannique aux autorités nigérianes dans les années 1950, les États-Unis, sous l'égide de l'administration Eisenhower,

---

<sup>111</sup>Pour plus d'informations sur le déroulement des négociations, consulter Gordon J. Idang, « The Politics of Nigerian Foreign Policy: the Ratification and Renunciation of the Anglo-Nigerian defense Agreement », *African Studies Review* 13, n° 2 (1970): 227-51.

<sup>112</sup>Aluko, « Nigeria and the Superpowers », 127.

<sup>113</sup>Raheem A. Akindele, « Nigeria's External Economic Relations, 1960-1985 », *Africa Spectrum* 21, n° 5 (1986): 5.

<sup>114</sup>Pour plus d'informations sur les relations entre le Nigéria et l'Union Soviétique, consulter Oye Ogunbadejo, « Nigerian-Soviet Relations, 1960-87 », *African Affairs* 87, n° 346 (1988): 83-104.

<sup>115</sup>Chukwu et Okwara, « Analysis of Trends and Patterns in Nigeria - U.S Relations, 1960- 2015 », 93.

<sup>116</sup>Nwachuku, « The United States and Nigeria - 1960 to 1987: Anatomy of a Pragmatic Relationship », 575.

<sup>117</sup>Pour rejoindre ce débat, consulter Ehimika A Ifidon, « Nigeria's Policy of Non-Alignment and Voting in the United Nations General Assembly, 1960-1965 », *Journal of History and Diplomatic Studies* 8, n° 1 (2011): 227-62. Mais aussi Douglas G. Anglin, « Nigeria: Political Non-alignment and Economic Alignment », *The Journal of Modern African Studies* 2, n° 2 (1964): 247-63.



ont adopté une approche dualiste. D'une part, leur politique visait à contrer les tendances communistes en Afrique, et d'autre part, elle cherchait à renforcer les liens avec les États présentant des caractéristiques propices à l'établissement de relations bilatérales, comme abordé dans les pages suivantes. La concrétisation des relations américano-nigérianes a débuté par des investissements et une assistance économique au Royaume-Uni, particulièrement dans son processus de désengagement vis-à-vis de ses colonies. Jusqu'en 1960, les États-Unis ont fourni une aide financière au Nigéria dans divers secteurs, notamment le développement routier et le soutien aux mines de charbon d'Enugu, totalisant environ 620 millions de dollars entre 1948 et 1952. Les services agricoles ont également été pris en compte, avec le déploiement de techniciens agricoles passant de 8 à 28 entre 1956 et 1959, et un soutien financier continu dans les années suivantes ainsi que pour dix projets agricoles avec une subvention de 700'000 dollars en 1958<sup>118</sup>. Les initiatives éducatives étaient également une priorité, avec des millions de dollars alloués entre 1958 et 1963 pour l'assistance éducative, le soutien technique et les programmes d'information. De plus, de 1958 à 1959, environ 2,79 millions de dollars de subventions ont été accordés au Royaume-Uni pour soutenir ses colonies africaines, en mettant l'accent sur les services d'information, l'assistance technique et l'éducation<sup>119</sup>.

Cependant, bien que les relations entre les États-Unis et le Nigéria au cours de cette période soient marginales, comme mentionné précédemment, elles se caractérisent également par une assistance économique limitée. L'aide directe au Nigéria reste modeste.

### 1.3 Le Nigéria à l'aube de l'indépendance : une fragilité propice pour les États-Unis

Le chemin vers l'indépendance du Nigéria fut une interrelation complexe entre le régime colonial, les mouvements nationalistes et les facteurs géopolitiques. Le colonialisme britannique, établi à la fin du XIXe siècle, a ignoré les diverses identités ethniques et culturelles du Nigéria, favorisant les intérêts britanniques au détriment de l'autonomie indigène<sup>120</sup>. Les tensions ethniques étaient déjà palpables au Nigéria avant l'obtention de son indépendance. L'administration coloniale britannique a sciemment laissé ces mécontentements latents perdurer. En entretenant les divisions entre les divers groupes ethniques du Nigéria, les autorités coloniales ont nourri un climat de méfiance et d'hostilité<sup>121</sup>. Cette manipulation des tensions ethniques avait pour objectif de maintenir le contrôle et l'influence britanniques sur la région<sup>122</sup>. En somme, la stratégie coloniale britannique a attisé les méfiances ethniques préexistantes, posant ainsi les bases des conflits et des défis à venir dans le Nigéria indépendant.

---

<sup>118</sup>Nwachuku, « The United States and Nigeria - 1960 to 1987: Anatomy of a Pragmatic Relationship », 576.

<sup>119</sup>Abolade Adeniji, « The Cold War, Ideology and American Economic Assistance to Nigeria », *African Journal of International Affairs and Development* 7, n° 2 (2002): 67-89.

<sup>120</sup>Toyin Falola et Matthew M. Heaton, *A History of Nigeria* (Cambridge: Cambridge University Press, 2008).

<sup>121</sup>Ngozika Anthonia Obi-Ani et Paul Obi-Ani, « Pan-Africanism and the rising ethnic distrust in Nigeria: An assessment », *Ianna Journal of Interdisciplinary Studies* 1, n° 1 (10 octobre 2019): 65-75.

<sup>122</sup>Par exemple, à travers la politique de l'administration indirecte («indirect rule» en anglais). Pour plus d'informations sur l'administration coloniale britannique au Nigéria, consulter Falola et Heaton, *A History of*

Dans le but de remplacer la domination coloniale, plusieurs mouvements nationalistes naissent durant les années 1930, même si les premières revendications nationalistes se font entendre durant la décennie précédente. Les trois grandes forces qui peuvent se distinguer des partis et mouvements minoritaires sont le Northern People's Congress (NPC), le National Council of Nigeria and the Cameroons (NCNC) et l'Action Group (AG). La formation de trois principales forces politiques au Nigéria était étroitement liée à la division du pays en trois régions lors de sa transformation en un État fédéral en 1954. Les bases électorales de ces forces politiques correspondaient aux électeurs des trois régions du Nigéria à cette époque, chacune avec un groupe ethnique majoritaire. Le NPC, cofondé par celui qui deviendra le premier ministre en 1957, Tafawa Balewa, dirige la région nord où se trouvent majoritairement le groupe ethnique Hausa-Fulani<sup>123</sup>. À caractère plus conservateur et ne voulant pas changer la dynamique de la représentativité fédérale du pays, ce parti s'allie avec le NCNC en 1959 pour faire face aux élections nationales. Fondé par Nnamdi Azikiwe, qui sera nommé gouverneur général du Nigéria en 1960, le NCNC est rapidement devenu l'organisation nationaliste la plus importante du Nigéria représentant la région orientale avec les Igbo. Celui-ci était préoccupé par le renforcement d'une identité pan-nigériane et l'obtention de l'autogouvernement pour l'ensemble du Nigéria et a réussi à rassembler de nombreuses unions ethniques et sociales à travers le Nigéria sous sa bannière. En opposition, l'AG, à l'origine duquel nous trouvons Obafemi Awolowo, plus progressiste, représentait la région occidentale et ainsi les Yorubas. Cette division régionale a influencé la dynamique politique du pays, avec chaque région développant ses propres intérêts et préoccupations politiques régionaux, ce qui a façonné le paysage électoral et politique du Nigéria. Cela crée des tensions sur la légitimité du système fédéral et sur la représentativité de celui-ci, concernant les prises décisionnelles et l'allocation des ressources<sup>124</sup>.

Comme susmentionné, la relation du Nigéria avec le non alignement est un résultat compliqué à cause de son passé colonial et de ses relations extérieures avec le bloc occidental. Le caractère ambigu de cette relation est également dû aux difficultés de consensus intérieur et des orientations politiques différentes à l'intérieur du gouvernement<sup>125</sup>. La présence d'une variété considérable d'identités ethniques rend également difficile pour le Nigéria de se porter défenseur et promoteur du mouvement pan-africain croissant de l'époque, qui avait pour but l'unité et la coopération entre nouveaux pays indépendants ou non d'Afrique en opposition à

---

*Nigeria*, chap. 5. Colonial society to 1929. Et Ehiedu E.G. Iweriebor, « State Systems in Pre-Colonial, Colonial and Post-Colonial Nigeria: An Overview », *Africa: Rivista trimestrale di studi e documentazione dell'Istituto italiano per l'Africa e l'Oriente* 37, n° 4 (1982): 507-13.

<sup>123</sup>Pour une lecture approfondie sur la naissance, l'orientation politique et l'histoire des partis et des mouvements politiques nigérianes durant la période coloniale jusqu'à l'indépendance, consulter Richard L. Sklar, *Nigerian Political Parties: Power in an Emergent African Nation*, Princeton Legacy Library (Princeton: Princeton University Press, 2015).

<sup>124</sup>Obi-Ani et Obi-Ani, « Pan-Africanism and the rising ethnic distrust in Nigeria: An assessment », 68. Sur ces tensions, consulter Larry Diamond, « Class, Ethnicity, and the Democratic State: Nigeria, 1950-1966 », *Comparative Studies in Society and History* 25, n° 3 (1983): 457-89.

<sup>125</sup>En effet, l'Action Group reprochait aux autres partis gouvernementaux d'échouer à la politique de non-alignement critiquant les liens avec l'Occident. Pour plus d'information à ce sujet, consulter Anglin, « Nigeria: Political Non-alignment and Economic Alignment ».

l'impérialisme et à la colonisation<sup>126</sup>. Durant la Deuxième Conférence des États Indépendants en juin 1960 à Addis Abeba, la délégation nigériane exprime l'orientation du pays sur la question du projet d'unité africaine<sup>127</sup>. Selon la délégation, l'idée de créer une Union des États Africains était prématurée et trop radicale. Ce moment marque pour le Nigéria un rapprochement vers le Groupe de Monrovia, qui avait une orientation pan-africaniste plus modérée, prônant une coopération économique entre États africains sans le besoin d'une intégration politique universelle, comme envisagé par le Groupe de Casablanca.

Il est intéressant de remarquer que des factions nigérianes étaient plus impliquées dans les mouvements pan-africains durant les décennies précédant l'indépendance. Ce qui a modéré les positions officielles sur le pan-africanisme du Nigéria a été l'entrée de la composante nationaliste à l'intérieur du mouvement. Spécialement dans les colonies britanniques, les États prônent le besoin d'une indépendance, mettant ce besoin devant l'objectif de l'unité africaine, menant le Nigéria, qui entretemps est devenu davantage proche du bloc occidental, à se distancier des positions radicales<sup>128</sup>. Dans ce contexte marquant les orientations politiques internationales du Nigéria, il est possible de remarquer un élément caractérisant les élites nigérianes et menant celle-ci à se rapprocher de ces orientations. En effet, la plupart des leaders politiques nigériens à partir des années 1930 ont pu connaître le mouvement pan-africain grâce à leurs parcours de formation en Grande Bretagne ou aux États-Unis. C'est d'ailleurs à l'étranger que les cellules de promotion pan-africaines ont souvent pris forme et évolué<sup>129</sup>. Les États-Unis, comme nous le verrons dans les pages suivantes, ont instauré un système éducatif favorisant la migration estudiantine africaine vers les universités états-uniennes. C'est ici que les étudiant.e.s rejoignent les associations de la diaspora africaine, comme la West African Students' Union, qui est née en Grande Bretagne et s'est étendue aux États-Unis. Soit Balewa que Azikiwe ont fréquenté des instituts scolaires occidentaux, l'Académie royale militaire de Sandhurst en Angleterre pour le premier et l'Université Lincoln aux États-Unis pour le deuxième.

La situation politique interne du Nigéria, à côté de ses orientations internationales et de sa richesse en ressources comme expliqué précédemment, se montre pour les États-Unis propice pour pouvoir prendre le relais sur l'économie du pays. Cette situation de tensions politiques et ethniques constitue une fenêtre d'opportunité pour l'appareillage états-unien d'influence internationale de se faire un chemin dans le pays d'Afrique occidentale.

---

<sup>126</sup>Sur le pan-africanisme, consulter Hakim Adi, *Pan-Africanism: A History* (London: Bloomsbury Academic, 2018).

<sup>127</sup>Cette conférence suit celle d'Accra de 1958. Pour plus d'informations consulter Carol A. Johnson, « Conferences of Independent African States », *International Organization* 16, n° 2 (1962): 426-29.

<sup>128</sup>Sur le Nigéria et les communautés internationales, consulter Falola et Heaton, *A History of Nigeria*, chap. 10. Nigeria and Nigerians in world history.

<sup>129</sup>Adi, *Pan-Africanism: A History*.

## 1.4 L'appareillage d'influence des États-Unis : le Plan Marshall vers la superpuissance

Jusqu'en 1951, les virements étrangers états-uniens dédiés à l'assistance économique étaient supervisés par l'Economic Cooperation Administration (ECA), puis par la Mutual Security Agency (MSA). Les deux entités étaient responsables de la gestion du Plan Marshall, et la première a été transformée en la seconde en 1951 par le biais du pacte de Mutual Security. Signé par Truman dans le cadre de sa doctrine d'endiguement, ce pacte redéfinit le Plan Marshall et transfère les responsabilités de l'ECA à la MSA. Le Plan Marshall, censé prendre fin en 1952, est alors prolongé à travers la fondation de la MSA à cause de la Guerre de Corée. Cette prolongation voit alors le jour à un moment qui marque le besoin pour les autorités politiques de la Maison Blanche de continuer à subventionner économiquement, militairement et techniquement les pays sujets à une menace communiste.

Malgré le fait qu'il soit également connu comme le Programme de Rétablissement Européen (PRE), le Plan Marshall ne visait pas uniquement à remplir ce but, à savoir la reconstruction européenne post deuxième guerre mondiale. En réalité, l'unicité du Plan Marshall résidait dans sa réponse à l'effondrement de l'ordre économique d'avant-guerre, offrant une vision soutenue par un large éventail de programmes à travers le monde pour reconstruire un ensemble complet de liens économiques reliant l'Europe, l'Amérique du Nord et les pays du Sud<sup>130</sup>. L'innovation du Plan Marshall résidait dans son rôle dans la création d'un nouvel ordre mondial plutôt que simplement dans la fourniture de capitaux et de ressources aux industries de l'Europe occidentale<sup>131</sup>. Ce nouvel ordre international, établi pendant l'ère du Plan Marshall, avait des répercussions importantes pour le Sud global, alignant la reconstruction européenne et la défense par les États-Unis du multilatéralisme avec un modèle spécifique de développement pour les régions colonisées. Malgré les attentes initiales qui voyaient l'aide étrangère à grande échelle comme un ajustement temporaire aux flux de capitaux d'avant-guerre, le Plan Marshall a instauré des objectifs et méthodes durablement ancrés dans le système mondial d'après-guerre. Même après des décennies, les aspects fondamentaux du régime d'aide peuvent toujours être retracés dans les origines complexes et dans l'évolution du Plan Marshall.

Les pays du Sud ont joué un rôle crucial dans le soutien économique de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale. Les États-Unis, confrontés à un déficit en dollars, ont cherché des moyens de stabiliser l'économie européenne en trouvant de nouveaux marchés et sources de financement. Les importations états-uniennes en provenance d'Europe étant faibles et les investissements directs limités, les décideurs politiques de la Maison Blanche ont envisagé les territoires coloniaux des pays européens comme une solution potentielle. Ces territoires étaient vus comme des marchés pour les biens européens et des sources de matières premières pour

---

<sup>130</sup>Robert E. Wood, *From Marshall Plan to Debt Crisis: Foreign Aid and Development Choices in the World Economy (Studies in International Political Economy)* (Berkeley: University of California Press, 1986), 30-31.

<sup>131</sup>Hudson, *Super Imperialism*, 379.

les États-Unis. En établissant un modèle de commerce triangulaire postulé par le Plan Marshall, les États-Unis espéraient maintenir les déficits commerciaux européens avec eux-mêmes tout en générant des excédents avec les territoires coloniaux. Cela permettrait de soutenir l'économie européenne tout en fournissant aux États-Unis un accès vital aux matières premières provenant du Sud<sup>132</sup>. C'est dans cette optique que Harry S. Truman lance le Point Four Program en 1949. Dans un discours, il explicite la direction des mesures de ce programme, suggérant «l'adoption d'une législation autorisant un programme élargi d'assistance technique pour de telles régions, ainsi qu'un programme expérimental visant à encourager l'investissement privé bénéfique à leur développement économique. Ces mesures sont les premières étapes essentielles d'une entreprise qui fera appel à l'entreprise privée et aux organisations volontaires aux États-Unis, ainsi qu'au gouvernement, pour participer à un effort constamment croissant visant à améliorer les conditions économiques dans les régions moins développées du monde<sup>133</sup>». En 1949, un rapport sur les progrès de la reprise a localisé la plupart des matières premières stratégiques dans les territoires d'outre-mer des pays du PRE. L'attention sur cette question a augmenté après le début de la guerre de Corée, lorsque la transition vers le réarmement a entraîné des pénuries de matières premières et des hausses de prix. Nelson Rockefeller, à l'époque chef du Conseil Consultatif pour le Développement International, dans un témoignage devant le Congrès en 1951, a souligné que la majorité des importations états-uniennes de matières premières stratégiques provenaient des zones sous-développées. Les territoires d'outre-mer dépendants ont été identifiés comme des sources majeures d'importations, avec des pourcentages significatifs dans des matières comme le minerai de columbium, la bauxite, l'huile de palme et le cobalt<sup>134</sup>. Rockefeller a insisté sur l'importance de maintenir et d'augmenter l'approvisionnement en matières premières stratégiques pour les pays de l'OTAN, appelant à une augmentation de 50 % des exportations de matières premières des zones sous-développées<sup>135</sup>. C'est alors en 1955 que Eisenhower donne lieu à la International Cooperation Administration (ICA) en tant qu'organisation fournissant les prêts de développement. La responsabilité principale de distribuer les fonds alloués par le Plan Marshall parmi les nations d'Europe occidentale a été confiée à la nouvelle Organisation européenne de coopération économique (OECE), devenue l'OCDE en 1961. Un rapport commandé par Truman, et dirigé par Rockefeller, recommandait un investissement de 2 milliards de dollars dans la production de matières premières à l'étranger. Ces initiatives étaient en partie motivées par les besoins croissants en matières premières due à la guerre de Corée et par la volonté de renforcer la sécurité européenne en stabilisant les zones de conflit en Asie.

Malgré les apparentes possibilités économiques qu'offrait le Plan Marshall au niveau du commerce international des matières premières et des alliances stratégiques avec les pays

---

<sup>132</sup>Wood, *From Marshall Plan to Debt Crisis: Foreign Aid and Development Choices in the World Economy (Studies in International Political Economy)*, chap. 1. The Marshall Plan And the Origins Of The Aid Regime.

<sup>133</sup> Harry S. Truman, 1949. Speech

<sup>134</sup>Au sujet des importations de ces matières premières, consulter Wood, *From Marshall Plan to Debt Crisis: Foreign Aid and Development Choices in the World Economy (Studies in International Political Economy)*, chap. 1. The Marshall Plan And the Origins Of The Aid Regime.

<sup>135</sup>Wood, 43.

du bloc occidental, la question du dollar gap dont souffrait l'Europe ne trouvait pas de solution dans celui-ci. John Kenneth Galbraith, économiste qui occupait le poste d'administrateur adjoint à l'Office of Price Administration pendant la Seconde Guerre mondiale durant les années 1940, adresse un argument à l'administration états-unienne sur l'incapacité du Plan Marshall à répondre au problème du gap. Les États européens en effet marginalisaient les importations en dollars. L'ECA, chargée d'administrer le Plan Marshall, craignait aussi que la guerre coréenne produise une inflation menant à des politiques autarciques et limitant ainsi les échanges commerciaux internationaux. C'est dans un armement international que l'administration états-unienne identifie la solution à ce problème. La vente et la fourniture des armes et des équipements militaires à l'Europe permettaient aux États-Unis de maintenir un flux de dollars vers les pays européens, contribuant ainsi à combler l'écart de dollars et à favoriser le commerce international prévu par le Point Four Program. Relier l'Europe au matériel militaire des États-Unis créait un lien difficilement dissoluble entre le continent et les États-Unis<sup>136</sup>. L'Europe avait besoin du soutien en matériel militaire des États-Unis, tandis que les États-Unis avaient un intérêt stratégique à maintenir l'Europe dans leur sphère d'influence économique et politique. Cela contribuait à favoriser le commerce international ainsi qu'à maintenir l'intégration des pays européens dans le système économique et militaire dominé par les États-Unis.

Durant les années 1950, le financement externe pour les pays du Sud se caractérisait par deux principales caractéristiques. Tout d'abord, les sources de financement privé, principalement les investissements privés, constituaient une proportion exceptionnellement importante du financement total au début et au milieu de la décennie. Ensuite, le financement officiel était fortement dominé par les pays capitalistes avancés ; l'aide bilatérale de ces pays représentait 87,9 % du financement officiel total entre 1956 et 1960. La part des États-Unis était de 67,6 % en 1956 et de 60,5 % en 1960<sup>137</sup>. Les dirigeants soviétiques et certains universitaires soutiennent que le programme d'aide relativement restreint de l'URSS à cette époque a contribué à l'expansion de l'aide des pays capitalistes occidentaux. En 1954, l'URSS a fait son premier engagement d'aide économique envers un pays sous-développé non communiste, l'Afghanistan, suivi par la Chine en 1956. Cependant, d'ici 1960, la Chine n'avait conclu des accords qu'avec sept pays de ce type, et l'Union soviétique avec treize. Les décaissements réels effectués par l'URSS, la Chine et les pays d'Europe de l'Est représentaient seulement environ 4 % du financement officiel et 2,4 % de l'ensemble du financement externe, officiel et privé. Ainsi, malgré l'alarme sonnée aux États-Unis concernant «l'offensive économique sino-soviétique», l'aide de l'URSS constituait une source très mineure de financement externe dans les années 1950<sup>138</sup>. Bien que les effets précis de l'aide soviétique sur l'aide occidentale soient difficiles à quantifier, il semble clair que l'avènement de l'aide soviétique a élevé le niveau de l'aide occidentale et a incité les pays du Sud global à demander

---

<sup>136</sup>Nicolaus Mills, *Winning the Peace: The Marshall Plan and America's Coming of Age as a Superpower* (Hoboken: John Wiley & Sons, 2008).

<sup>137</sup>Wood, *From Marshall Plan to Debt Crisis: Foreign Aid and Development Choices in the World Economy* (*Studies in International Political Economy*), 70.

<sup>138</sup>Wood, 70.

davantage d'aide à l'Occident. Cette période a également vu l'établissement de programmes d'aide bilatérale plus importants, principalement dirigés vers les colonies des pays donateurs. Toutefois, à la fin de la décennie, la plupart des pays capitalistes avancés avaient des programmes d'aide à grande échelle, et le reste a suivi au début des années 1960. L'aide économique et militaire était étroitement liée dans les années 1950, où les préoccupations de Guerre froide jouaient un rôle important. Cette période a façonné la nature du développement autant que l'aide ultérieure l'a fait ; elle a consolidé le système mondial qui définissait le mélange de possibilités et de contraintes fondamentales auxquelles les pays du Sud étaient confrontés au cours des «décennies du développement» des années 1960 et 1970.

La décennie du développement sera marquée par ce contexte par l'institutionnalisation des agences du développement ainsi que par l'évolution des anciennes organisations du Plan Marshall. Cela ouvre la porte au début d'une période de multilatéralisme croissant dans l'assistance économique, déplaçant son focus de la menace de sécurité vers les questions d'assistance, avec une diminution de la part des financements bilatéraux dans le total de l'aide extérieure, gérés par le Development Aid Committee (DAC) durant les années 1950. Ces institutions, telles que la Banque mondiale (à travers son bras souple, l'Association internationale de développement) et les banques de développement régionales, ont été mises en place pour administrer les transitions monétaires internationales<sup>139</sup>. Par exemple, la Banque mondiale a créé l'IDA en 1960 pour fournir des prêts à des conditions plus souples, face à l'incapacité croissante de ses principaux emprunteurs à rembourser leur dette accumulée. De même, les banques régionales de développement ont été établies pour répondre aux besoins spécifiques des régions comme l'Amérique latine, l'Afrique ou l'Asie. Sur le plan militaire, le Corps de la Paix a pris le relais des approches diplomatiques plus agressives antérieures, ce qui a été perçu favorablement sur le plan politique national en ralliant le soutien de divers groupes qui auraient été opposés à une intervention militaire accrue à l'étranger<sup>140</sup>. L'orientation stratégique de l'aide a été modifiée pour mettre en avant le développement économique comme une alternative sociale au communisme, plutôt que comme une réponse militaire aux mouvements révolutionnaires à l'étranger.

Cependant, malgré cette croissance des institutions multilatérales, les États-Unis ont conservé un contrôle significatif sur ces organismes, en grande partie grâce à leur contribution financière et à leur poids politique. Le Plan Marshall a ouvert la route aux nouvelles institutions du développement des années 1960, permettant à la nation américaine d'assimiler le statut de

---

<sup>139</sup>Il existe plusieurs exemples de banques régionales de développement. La Banque interaméricaine de développement, fondée en 1959, cible ses efforts sur l'Amérique latine et les Caraïbes. Elle est suivie par la Banque centraméricaine d'intégration économique, créée en 1961, qui se concentre sur l'Amérique centrale. En Afrique, la Banque africaine de développement a été établie en 1964 pour promouvoir le développement économique et le progrès social des pays africains. De même, la Banque asiatique de développement, mise en place en 1966, œuvre dans les régions d'Asie et du Pacifique. Pour l'Afrique de l'Est, la Banque de développement de l'Afrique de l'Est, fondée en 1967, se consacre aux pays de cette région. Enfin, la Banque de développement des Caraïbes, établie en 1970, se focalise sur le développement économique des pays caribéens. Sur la naissance et l'évolution de celles-ci, consulter László Bruszt et Stefano Palestini, « Regional development governance », in *The Oxford handbook of comparative regionalism*, éd. par Tanja A. Börzel et Thomas Risse (Oxford: Oxford University Press, 2016), 374-404.

<sup>140</sup>Hudson, *Super Imperialism*, 238.

superpuissance mondiale<sup>141</sup>. Dans cela, les pays d'Afrique ont été un point d'intérêt dans l'opposition contre le régime soviétique ainsi que dans le but de l'approvisionnement des matières premières.

## 1.5 Les institutions de la recherche du développement : l'expertise économique et le CENIS

Dans la mise en œuvre de cet appareil d'influence, un rôle fondamental est joué par la recherche scientifique. En effet, l'institutionnalisation et la transformation des agences du développement est aussi due à des économistes qui défendaient le fait que la situation des pays du Sud pouvait être changée et pouvait devenir profitable grâce à des solutions techniques. Ces solutions trouvaient leur voie à travers la gestion scientifique et la collaboration de plusieurs institutions différentes<sup>142</sup>.

Après la Seconde Guerre mondiale, les initiatives de planification internationale ont été progressivement confiées aux économistes. C'est en effet à des économistes que l'on qualifiait d'experts que les gouvernements ou les organisations internationales demandaient des avis concernant les questions de développement international. En 1947, la Commission économique régionale de l'Organisation des Nations Unies (ONU) pour l'Europe a été créée par le Conseil économique et social de l'ONU (ECOSOC). Celle-ci a servi de modèle pour d'autres organismes régionaux, tels que la CEPAL (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes). L'idée de la création d'une nouvelle organisation internationale qui coordonnerait toutes ces trajectoires dans un effort de planification supranationale est attribuée à Walt W. Rostow<sup>143</sup>. Durant la dernière phase de la guerre, Walt Rostow a servi en tant qu'officier de renseignement auprès de l'administration états-unienne, concevant des cibles pour les raids aériens alliés sur l'Allemagne. Après la guerre, il est devenu conseiller dans la division économique germano-autrichienne du Secrétariat d'État, chargée de diriger les efforts alliés pour reconstruire le potentiel économique allemand. Il n'est pas étonnant que cette idée vienne d'un délégué états-unien. En fin de compte, les politiques étrangères des États-Unis et des pays d'Europe occidentale les plus puissants à l'égard des pays du Sud visaient à contenir le défi communiste et à lutter contre les promesses d'une économie planifiée centralisée promue par l'URSS<sup>144</sup>.

Plus tard, lorsqu'il apparaît évident que la guerre ne se limite pas à l'affrontement armée, le gouvernement états-unien cherche dans les institutions académiques les solutions à l'accélération de son contrôle sur les pays. Il devait investir dans une science sociale capable

---

<sup>141</sup>Hunt, *The American Ascendancy*, chap. 4. Reaching For Geopolitical Dominance, 1941-1968.

<sup>142</sup>Latham, *Modernization as Ideology: American Social Science and « Nation Building » in the Kennedy Era*, 25.

<sup>143</sup>Charles P. Kindleberger, *Marshall Plan Days* (London: Routledge, 2010), 106.

<sup>144</sup>Daniel Speich Chassé, « Towards a Global History of the Marshall Plan. European Post-War Reconstruction and the Rise of Development Economic Expertise », in *Industrial Policy in Europe after 1945*, éd. par Christian Grabas et Alexander Nützenadel (London: Palgrave Macmillan UK, 2014), 187-212.



de produire des connaissances sur les structures de l'autorité politique, de l'organisation économique et des relations humaines, aussi bien en Union soviétique que dans d'autres régions du monde<sup>145</sup>. En 1950, le Département d'État états-unien s'adresse au Massachusetts Institute of Technology dans le cadre du lancement du Projet Troy, une mission ayant pour objectif de contrer les efforts de brouillage de l'Union soviétique qui perturbaient les émissions de la Voix de l'Amérique, station de radio internationale visant à diffuser la propagande anticommuniste à l'étranger, en territoire soviétique. Ce projet impliquait une équipe multidisciplinaire de scientifiques sociaux et d'ingénieurs du MIT. Cette liaison initiale voulant explorer les possibilités de la communication radiophonique internationale conduit l'Intelligence Centrale états-unienne à entretenir une relation permanente avec le MIT<sup>146</sup>. Sous la supervision et direction de l'économiste Max Millikan, ancien directeur adjoint de la Central Intelligence Agency (CIA), le CENIS du MIT a été fondé en 1952 grâce au soutien financier de la Fondation Ford et de la CIA. Son objectif, tel que décrit par Rostow, était d'appliquer la recherche académique aux questions de politique publique<sup>147</sup>. La Guerre de Corée avait amené le CENIS à réaliser que la lutte pour contrer l'expansion communiste nécessiterait des concepts nouveaux pour soutenir la politique étrangère des États-Unis dans les années à venir.

Le Massachusetts Institute of Technology était déjà historiquement lié aux intérêts étatiques. Ce n'est pas surprenant que durant une période dans laquelle tous les moyens possibles sont envisagés dans ce conflit mondial, le gouvernement fait confiance à cette institution. Depuis sa création en 1861, le MIT a entretenu des liens profonds avec l'État américain, reflétant ainsi l'engagement mutuel entre les deux, le MIT pouvant recevoir des financements et des projets de recherche, et le gouvernement les résultats de ces derniers. Fondé grâce à un soutien substantiel de l'État du Massachusetts, notamment par le biais de dons de terres et de subventions, le MIT a été dès ses débuts un acteur clé dans le développement scientifique et technologique du pays. Durant la deuxième guerre mondiale, en effet, le MIT a été engagé au sein du Projet Manhattan, une initiative de recherche et développement effectuée dans le but de développer l'armement nucléaire états-unien et, plus explicitement, les premières bombes atomiques. Il a offert des contributions significatives en termes d'expertise scientifique au sein de ce projet comme également dans le cadre de la course spatiale et de son partenariat avec la National Aeronautics and Space Administration (NASA), engendrée lors du lancement de Spoutnik de la part de l'Union Soviétique en 1957.

La période des années 1950 lui a permis de renforcer ses liens avec le gouvernement, en collaborant sur des projets de recherche d'importance stratégique. Lors de la fondation du Centre d'études internationales du MIT et face à l'émergence de l'intérêt pour les questions de politique internationale dans la recherche institutionnelle, notamment dans le contexte mentionné précédemment, d'autres acteurs, en plus de la CIA et des agences étatiques, ont

---

<sup>145</sup>Latham, *Modernization as Ideology: American Social Science and « "Nation Building" » in the Kennedy Era*, 53.

<sup>146</sup>Bruce Cumings, « Boundary Displacement: Area Studies and International Studies during and after the Cold War », *Bulletin of Concerned Asian Scholars* 29, n° 1 (mars 1997): 6-26.

<sup>147</sup>Latham, *Modernization as Ideology: American Social Science and « "Nation Building" » in the Kennedy Era*, 54.

commencé à financer le CENIS. Parmi eux, nous retrouvons les fondations philanthropiques. Celles-ci ont dirigé leur attention vers les questions sociales dès les années 1950 renforçant le réseau de collaboration du MIT dans les projets sociaux. Durant cette période, les fondations philanthropiques, La Fondation Carnegie, La Fondation Rockefeller et la Fondation Ford notamment, étaient au centre des financements des projets sociaux à côté du gouvernement. En 1950, la Fondation Ford initie un programme de recherche sur le comportement humain, le Behavioral Sciences Program, afin de promouvoir des recherches et des projets autour de la sociologie, de l'anthropologie et de la psychologie sociale. Jusqu'en 1954 les fonds donnés correspondent à 54 millions de dollars. Elle commence à allouer une partie de son budget à des projets internationaux, devenant la fondation donnant le plus de fonds<sup>148</sup>. Des réseaux académiques autour des études africaines se créent en ces années par le biais des financements philanthropiques. En 1953, Ford, Carnegie et Rockefeller fondent l'African American Institute (AAI), une organisation privée dédiée à l'éducation, à l'enseignement supérieur et à la formation professionnelle dédiée à la collaboration éducative entre États-Unis et Afrique. De plus, ces fondations ont contribué à la création du champ d'études des «études africaines», en finançant de nombreux programmes au sein des universités aux États-Unis. Les enseignements étaient pour la plupart des fois dominés et donnés par les élites blanches états-uniennes travaillant au sein des organes étatiques, notamment des instances s'occupant de la politique étrangère états-unienne<sup>149</sup>. Ford et Carnegie ont aussi joué un rôle dans la fondation de l'African Studies Association (ASA), en 1957, avant d'en faire le principal canal de distribution de subventions dans cette discipline émergente<sup>150</sup>. Ces institutions éducatives étaient critiquées pour leur démarche discriminatoire envers les étudiant.e.s qui soutenaient le mouvement pan-africain et qui venaient d'Afrique, souvent à travers les programmes d'échange promus par les universités des États-Unis. Le National Defense Education Act de 1958, visant à allouer des fonds étatiques considérables aux institutions éducatives en réponse aux préoccupations liées à la compétitivité internationale et à la sécurité nationale après le lancement du satellite Spoutnik par l'Union soviétique, avait facilité les échanges et les séjours aux États-Unis pour étudiant.e.s africain.e.s.

Dans cette configuration, ces établissements d'enseignement devenaient des espaces d'exclusion pour les étudiantes et étudiants en provenance du continent africain, tout en favorisant la promotion des études portant sur les problématiques liées à ce continent. Cette stratégie témoigne clairement d'un réseau interconnecté entre les institutions académiques, les gouvernements et les fondations, où chacun répond à ses propres intérêts. Voyant des marchés propices pour engendrer un profit économique pour elles et les entreprises auxquelles elles sont affiliées, les trois grandes fondations se sont lancées dans plusieurs domaines du

---

<sup>148</sup>Pour plus d'information sur les fonds de la Fondation Ford dans des projets de développement, consulter Nicholas R. Micinski, « The Changing Role of the Ford Foundation in International Development, 1951–2001 », *VOLUNTAS: International Journal of Voluntary and Nonprofit Organizations* 28, n° 3 (juin 2017): 1301-25.

<sup>149</sup>Grubbs, *Secular Missionaries: Americans and African Development in the 1960s*, 43.

<sup>150</sup>Parmar, *Foundations of the American Century: The Ford, Carnegie, and Rockefeller Foundations in the Rise of American Power*, 153.

développement dans le Sud<sup>151</sup>. La Fondation Ford agissait surtout dans le domaine de l'éducation, de la promotion de la démocratie et de la justice sociale. Rockefeller s'intéressait aux questions d'innovation et de développement urbain et Carnegie surtout aux domaines de la paix et sécurité, les deux partageant un intérêt pour la recherche scientifique. En ce qui concerne l'Afrique, en raison de l'intérêt stratégique porté à ce continent, les fondations avaient besoin de connaissances orientées vers l'influence et le contrôle plutôt que vers les objectifs altruistes du « développement »<sup>152</sup>.

L'engagement des fondations états-uniennes au Nigéria était marqué par une série d'initiatives axées sur le développement économique et éducatif du pays. Ces deux secteurs étaient les secteurs permettant d'influencer majoritairement les orientations politiques et économiques nigérianes vers les intérêts des fondations<sup>153</sup>. La Fondation Ford, par exemple, a joué un rôle significatif dans la mise en place de programmes de planification économique, notamment en soutenant la création d'unités de planification économique à l'Université d'Ife et de sciences comportementales à l'Université d'Ibadan au Nigéria<sup>154</sup>. Le financement des études africaines a également été une priorité pour d'autres fondations telles que la Fondation Rockefeller et la Fondation Carnegie, qui ont apporté des contributions significatives aux universités nigérianes. Par exemple, la Fondation Rockefeller a versé environ 9 millions de dollars à l'Université d'Ibadan entre 1963 et 1972, tandis que la Fondation Carnegie a dépensé environ 10 millions de dollars dans les universités africaines, en particulier dans le domaine de la formation des enseignants<sup>155</sup>.

Le rôle des fondations philanthropiques dans les recherches sociales est complexe, surtout lorsqu'elles poursuivent des intérêts économiques tout en conservant leur statut de non-profit. Ce double rôle a été crucial dans le projet de reformulation de la politique étrangère des États-Unis, favorisant la création d'un réseau de collaboration qui englobe plusieurs sphères de la société. Un exemple marquant de cette synergie est alors le CENIS du Massachusetts Institute of Technology. Le CENIS alors décrit comme «peut-être l'institution la plus significative à émerger de la confluence de la collaboration entre le gouvernement, les fondations et les universités était le Centre d'études internationales au Massachusetts Institute of Technology<sup>156</sup>». Les théoriciens de la modernisation associés au CENIS auraient bénéficié de cette collaboration, illustrant comment les efforts conjoints peuvent favoriser des évolutions dans le domaine académique et politique.

---

<sup>151</sup>Corinna R Unger, « Present at the Creation: The Role of American Foundations in the International Development Arena, 1950s and 1960s », *Zeitschrift Für Globalgeschichte Und Vergleichende Gesellschaftsforschung* 24, n° 1 (2014): 76-77.

<sup>152</sup>Parmar, *Foundations of the American Century: The Ford, Carnegie, and Rockefeller Foundations in the Rise of American Power*, 178.

<sup>153</sup>Parmar, 7.

<sup>154</sup>Aujourd'hui, l'Université d'Ife est connue sous le nom de Université Obafemi-Awolowo, portant ainsi le nom du leader du parti Action Group.

<sup>155</sup>Parmar, *Foundations of the American Century: The Ford, Carnegie, and Rockefeller Foundations in the Rise of American Power*, 158.

<sup>156</sup>Gilman, *Mandarins of the Future: Modernization Theory in Cold War America*, 173.

Max Millikan, Wolfgang Stolper et Arnold Rivkin s'insèrent parfaitement dans ce réseau. Leurs parcours professionnels avant et après leur engagement au MIT l'illustrent bien. Max Millikan a entamé son parcours académique au California Institute of Technology en 1931, où il a étudié la physique jusqu'en 1933. Il a ensuite intégré l'Université de Yale, où il a obtenu son Bachelor en physique en 1935. En 1935–36, Millikan a poursuivi ses études à l'Université de Cambridge avant de retourner à Yale, achevant son doctorat en économie en 1941. Sa carrière académique a débuté en 1938 à l'Université de Yale en tant qu'instructeur en économie, évoluant vers un poste de professeur adjoint en 1941, puis de chercheur associé en 1942. Dans le cadre de ses études, il rencontre des académiques qui l'introduiront aux postes à caractère étatique, comme Richard M. Bissel<sup>157</sup>. Pendant cette période, il a également été actif dans le service gouvernemental, rejoignant l'Office états-unien de l'administration des prix et l'Administration de la navigation de guerre en tant que spécialiste principal des affaires et économiste principal, respectivement. De 1944 à 1946, il a occupé le poste de directeur adjoint de la Division des exigences navales. Par la suite, en 1946, il a assumé le rôle de chef économiste au sein de la Division du renseignement, Recherche pour l'Europe, au Département d'État des États-Unis. L'implication de Millikan s'est étendue à la Commission présidentielle sur l'aide étrangère en 1947 et en tant que consultant auprès de la Chambre des représentants des États-Unis sur la coordination du Plan Marshall mais aussi sur le Point Four Program. En 1949, Millikan est retourné au monde universitaire au Massachusetts Institute of Technology en tant que professeur associé. Il a pris un congé d'un an en 1951–52 pour servir en tant que directeur adjoint de la Central Intelligence Agency avant de reprendre son poste au MIT. Au MIT, il est devenu professeur d'économie jusqu'à son décès en 1969. Parallèlement, de 1952 à 1969, il a dirigé le Centre d'études internationales du MIT, et de 1956 à 1969, il a présidé la World Peace Foundation.

Wolfgang Stolper a également entrepris des études en économie avant de rejoindre le MIT. Il a obtenu son doctorat en économie à l'Université de Harvard en 1938 sous la direction de Joseph Schumpeter. Après ses études académiques, il a été professeur adjoint d'économie au Swarthmore College de 1938 à 1943. En 1945, durant la deuxième guerre mondiale, il participe à l'Enquête des États-Unis sur les bombardements stratégiques en Europe et s'intéresse à l'économie de l'Allemagne communiste. En 1949 son parcours académique continue avec sa nomination comme professeur d'économie à l'Université du Michigan. Son héritage intellectuel a perduré avec la formulation du théorème de Stolper-Samuelson aux côtés de Paul A. Samuelson en 1941, une contribution à la théorie du commerce international. En 1960, après avoir rejoint le MIT, il est envoyé au Nigéria pour rédiger le Premier Plan de Développement nigérian en tant que chef du Ministry's Economic Planning Unit (EPU), l'unité

---

<sup>157</sup>Celui-ci était un officier de renseignement américain et un fonctionnaire gouvernemental durant la Deuxième Guerre mondiale. Il a travaillé pour le Département du Commerce et a servi dans des postes de haut rang à la War Shipping Administration (l'Administration de la Marine marchande de guerre) et au Bureau de la Mobilisation et de la Reconversion en temps de guerre et à l'Office of War Mobilization and Reconversion (Bureau de la Mobilisation et de la Reconversion en temps de guerre). Il rejoint le corps professoral du MIT en 1948. Plus tard, il a travaillé pour la Fondation Ford et rejoint la CIA en 1954 en tant qu'assistant spécial d'Allen Dulles, le directeur de cette dernière. Cet acteur se révèle une personne fondamentale dans le parcours professionnel de Millikan.

nigériane chargée de la rédaction du plan grâce au financement de la Fondation Ford sur les questions de développement économique.

Arnold Rivkin a étudié l'économie au Brooklyn College pour ensuite se diplômer à la faculté de droit de l'Université de Harvard. En 1948 il commence son parcours professionnel avec le poste d'assistant spécial à la Economic Cooperation Administration (ECA), l'agence fondée par les États-Unis dans le but d'administrer le plan Marshall. Au sein de cette institution, qui prend le nom de Mutual Security Agency (MSA) en 1951 et de Foreign Operations Administration (FOA) en 1953, il travaille à Londres et à Paris. Il revient aux États-Unis pour travailler à l'ICA à partir du moment de la création de celle-ci, en 1955, en tant que conseiller Général Associé. Au sein de celle-ci, il prend part à une mission de trois mois en tant que responsable de la Special Economic Mission to Nigéria en 1961. Dans la même plage de temps, il travaille au MIT. En effet, en 1957 il est invité auprès de celui-ci pour occuper un mandat de chercheur, grâce auquel il fonde l'African Economic and Political Development Project (AEPDP). En 1962, il entre à la BIRD organisation de la Banque mondiale, dans le Département des Opérations d'Afrique, créé quelques mois avant son arrivée, en avril de la même année.

## 1.6 La modernisation et le Plan de Développement National au Nigéria de 1962-68

Les interactions entre le MIT, l'État américain, les fondations et les membres du MIT permettent d'illustrer le rôle crucial du MIT dans la réalisation des objectifs de sécurité nationale et de progrès technologique des États-Unis. La configuration de la guerre froide a permis aux scientifiques sociaux de cette institution académique de formuler des idées et des théories répondant aux besoins des agences chargées de la politique étrangère des États-Unis. Afin de pouvoir inscrire le PPDN dans la théorie de la modernisation, il est nécessaire de comprendre en quoi celle-ci consiste.

La modernisation ne doit pas être perçue comme une théorie monolithique, mais plutôt comme un ensemble de perspectives et d'idées englobant non seulement la croissance économique, mais également le développement politique et social d'un pays à travers un processus de «modernisation» des sociétés, en particulier celles considérées comme traditionnelles par opposition à celles qualifiées de modernes<sup>158</sup>.

---

<sup>158</sup>Les catégories de «traditionnelle» et «moderne» utilisées pour qualifier l'état de développement d'une société dérivent des travaux du sociologue états-unien Talcott Parson, s'inspirant des théories évolutionnistes. Sur ses théories, voir Talcott Parsons, *The Social System* (London: Routledge, 1951). et Talcott Parsons, *Structure and Process in Modern Societies* (Glencoe: The Free Press, 1960). Ces catégories, ainsi que les premières idées et modèles économiques de la modernisation, trouvent leurs racines dans les théories d'Arthur Lewis, notamment le modèle de l'économie duale, et Albert O. Hirschman, notamment le modèle de la croissance déséquilibrée. Pour le premier, consulter Arthur W. Lewis, « Economic Development with Unlimited Supplies of Labour », *The Manchester School of Economic and Social*, n° 22 (1954): 139-91. Pour le deuxième, voir Albert O. Hirschman, *The strategy of economic development* (New Haven: Yale University Press, 1958). Pour un résumé sur l'approche de la modernisation au sein des théories du développement, consulter Wil Hout, « Classical Approaches to

Ces théories voient leur émergence et leur diffusion auprès des institutions académiques et politiques durant les années 1960. La contribution majeure est l'ouvrage de Walt W. Rostow «The Stages of Growth: A Non-Communist Manifesto», dans lequel il distingue cinq étapes, sur la base de «la répartition des revenus entre la consommation, l'épargne et l'investissement... la composition de l'investissement et... les développements dans des secteurs particuliers de l'économie<sup>159</sup>». Partant d'une société qu'il décrit comme traditionnelle, axée sur une économie agricole et de subsistance, dépourvue de technologie et caractérisée par des relations sociales fortement hiérarchisées, l'auteur explique que la deuxième étape vers la croissance économique est la phase des conditions préalables au décollage. Ces conditions permettent la troisième étape, le décollage, à savoir la possibilité de lancer l'économie et de mettre en place un processus d'industrialisation. Ces conditions préalables comprennent la capacité à exploiter les ressources agricoles à des fins commerciales, ainsi que la possession d'une industrie extractive, ce qui nécessite la mise en place d'infrastructures et d'une volonté politique et économique de commercialiser les produits tant sur le marché intérieur qu'extérieur, favorisant ainsi le développement. Le décollage économique marque le début d'une transition vers ce qui est défini comme la «maturité», caractérisée par un essor continu des industries existantes et émergentes. Pendant cette période, la production est orientée vers le profit et des secteurs clés tels que les transports, l'éducation et la santé peuvent bénéficier de financements substantiels de la part de l'État. La phase ultime de ce processus, la «maturité», représente l'ère de la consommation et de la production de masse, où les technologies et les industries ont atteint un niveau de développement très avancé.

À la lumière des événements historiques que nous avons éclairés dans les pages précédentes, nous comprenons que ce n'est pas un hasard que la modernisation porte sur des questions de développement économique, ayant pour vocation la direction de tous les pays ayant une économie qualifiée de «traditionnelle» vers une économie et une société «modernes». Les contenus de la modernisation semblent coïncider parfaitement avec les intérêts des États-Unis durant cette période. Ce n'est pas un hasard non plus que, dans un contexte de lutte contre le communisme de la part des États-Unis, Rostow décide d'intituler son œuvre «a non communist manifesto» et que la modernisation se veut comme un ensemble de théories opposées à celles formulées au sein du bloc soviétique. Ainsi, les théories de la modernisation contiennent une logique de convergence historique, au sein de laquelle toutes les sociétés atteindront, dans l'idéal, la modernité. Ainsi, une logique d'homogénéisation est également présente, car toutes les sociétés sont perçues dans la finalité du développement qui est celle de la modernité. Cette logique se retrouve dans les mots de Marion Levy, autre théoricien de la modernisation, qui explicite qu'«au fil du temps, elles [les autres sociétés] et nous nous

---

Development: Modernisation and Dependency », in *The Palgrave Handbook of International Development*, éd. par Jean Grugel et Daniel Hammett (London: Palgrave Macmillan UK, 2016), 21-39.

<sup>159</sup>Walt W. Rostow, *The Stages of Economic Growth: A Non-communist Manifesto* (Cambridge: Cambridge university press, 1960), 13. (traduit de l'anglais)

ressemblerons de plus en plus, car les modèles de modernisation sont tels que plus les sociétés sont modernisées, plus elles se ressemblent.<sup>160</sup>».

Seymour Martin Lipset, dans son livre *Political Man: The Social Bases of Politics*<sup>161</sup> développe le lien entre la modernisation et la démocratie. Selon Lipset, les sociétés plus riches et plus développées économiquement sont plus propices à la démocratie et à la stabilité politique. Il avance que les économies prospères ont tendance à engendrer un niveau de vie supérieur, contribuant ainsi à la stabilité sociale et à la réduction des tensions politiques. De surcroît, les sociétés économiquement développées sont souvent dotées d'institutions politiques plus solides, telles que des systèmes judiciaires indépendants et des médias libres, éléments cruciaux pour la préservation de la démocratie en garantissant le respect de l'État de droit. Par ailleurs, le processus de modernisation économique peut encourager l'émergence d'une société civile active et diversifiée, renforçant ainsi les bases sociales de la démocratie en favorisant la participation citoyenne et le débat politique. En combinant ces différents facteurs, Lipset avance que la modernisation économique crée un environnement propice à l'épanouissement de la démocratie, bien que l'influence de celle-ci soit également influencée par d'autres facteurs sociaux et politiques.

C'est dans ce cadre théorique que le PDNN de 1962-68 s'inscrit et prend sa forme. Le plan est lancé en juin 1962 et est prévu pour une durée de six ans. Il se compose de plusieurs sous-plans ; un plan fédéral créé dans le but d'être appliqué sur l'ensemble du territoire nigérian, et quatre plans régionaux pour chaque région du pays<sup>162</sup>. En ses mots, Rivkin décrit le but dans lequel le plan a été envisagé : «la philosophie générale qui traverse le cadre national et donc les quatre nouveaux plans de développement est la réalisation de la croissance économique dans le contexte d'une économie ouverte et d'un système politique démocratique<sup>163</sup>». Afin d'atteindre cela, le rapport explique, dans sa section dédiée aux objectifs, que le plan vise un taux de croissance d'au moins 4% du produit intérieur brut<sup>164</sup>, soit 15% du produit national brut du Nigéria en 1962. Les autres objectifs du plan peuvent se regrouper dans la volonté de réaliser une économie modernisée, de s'orienter vers la réalisation d'une croissance économique autonome rapidement, de développer aussi rapidement que possible les possibilités en matière d'éducation, de transport, de santé et d'emploi, d'assurer le transfert croissant des ressources vers une la capacité croissance de production directe de l'économie, afin de fournir la base de l'expansion sociale et économique et de permettre au secteur industriel de l'économie de se développer avec une vigueur accrue. Afin de réaliser ces

---

<sup>160</sup>Levy, M., dans Giovanni E. Reyes, « Four Main Theories of Development: Modernization, Dependency, World-System, and Globalization », *Nómadas. Revista Crítica de Ciencias Sociales y Jurídicas* 4, n° 2 (2001): 4. (traduit de l'anglais).

<sup>161</sup>Seymour M. Lipset, *Political Man: The Social Bases of Politics* (New York: Doubleday & Company, 1959).

<sup>162</sup>Le Nigéria voit la constitution d'une nouvelle région en 1963, la région centre-ouest (qui prend le nom de République du Bénin dans la période 1963-76 et d'État de Bendel de 1976-91, pour se diviser en 1991 en État du Delta et État d'Edo).

<sup>163</sup>Arnold Rivkin, « Economic development planning in the Federation of Nigeria: a brief analysis of the Nigerian experience, 1961-1962 », *Journal of Local Administration Overseas* 3, n° 1 (1964): 28. (traduit de l'anglais)

<sup>164</sup>Federal Ministry of Economic Development, «National Development Plan, 1962-68», 1968, 46, Institut des Hautes Études Politiques, Genève.

objectifs, les actions prévues par le plan sont les suivantes : l'augmentation de la production agricole ainsi qu'industrielle, l'amélioration des services publics afin d'augmenter ces deux types de production, l'encouragement de l'épargne en vue d'investissements publics et privés. De manière plus concrète, le Programme de dépenses d'investissement et ressources financières montre comment les réalisateurs du plan prévoient les dépenses par secteur et les financements du plan. Ainsi, dans la période du plan, on prévoit de donner à la production primaire plus de 19 millions de dollars que la période des sept années avant le début du plan. L'électricité et le transport, suivis par le commerce et l'industrie sont les secteurs qui veulent être les plus financés<sup>165</sup>. La moitié de ces financements viendraient de l'étranger. Nous pouvons ainsi remarquer l'influence des idées de la modernisation dans la création de ce plan en vue de vouloir créer des conditions préalables au décollage économique à travers ces objectifs et à travers le financement des secteurs susmentionnés.

---

<sup>165</sup>Federal Ministry of Economic Development, «National Development Plan, 1962-68», 1968, 51.



## 2. Le Plan de Développement National : modernisation et experts au service des intérêts états-uniens

La préface du Premier Plan de Développement du Nigéria est signée par Waziri Ibrahim, ministre du développement économique, dont le nom est le seul à apparaître dans l'ensemble du document<sup>166</sup>. Bien que Wolfgang Stolper ait été chargé de la rédaction de ce plan, sa contribution n'est pas manifeste dans le document final. Ce dernier ne rend pas compte du processus de la conception du plan, de son épistémologie, ni des contributeurs impliqués. En particulier, les fondations financières ayant soutenu la production du plan ainsi que les membres du personnel technique détachés par celles-ci ne sont pas mentionnés. Le seul acteur qui semble avoir produit ce projet planificateur est le Ministère du Développement Économique nigérian, ce qui laisse entendre une absence de participation des institutions étrangères dans son élaboration et sa conception. Cela est en effet visible à travers le propos ouvrant le document : «les gouvernements de la Fédération du Nigéria ont, dans ce document, établi des plans qu'ils considèrent comme la pierre angulaire sur laquelle reposera la croissance économique et sociale future du Nigéria<sup>167</sup>». Cela ainsi que l'objectif de rendre le Nigéria «moderne», présenté quelques phrases après, semblent avoir été conçus par ce ministère. Pourtant, il s'avère possible de constater que ce plan s'inscrit parfaitement dans la logique de la modernisation, conçue dans l'optique de proposer une théorie pouvant permettre aux États-Unis de faire face à l'affrontement avec l'URSS. Ainsi, il sera essentiel de comprendre à quel degré les mesures illustrées par le plan s'insèrent dans l'idée d'empêcher l'expansion soviétique en Afrique et de favoriser les intérêts des États-Unis. C'est en mobilisant l'expertise états-unienne du CENIS, et notamment de Stolper et Rivkin, que les États-Unis ont envisagé de faire cela.

Le Premier Plan de Développement National du Nigéria se concrétise dans un long document de plus de trois-cents pages destiné à guider le développement socio-économique du pays sur une trajectoire déterminée. Prévu sur une durée de six ans, il est conçu de manière à présenter une analyse des enjeux passés, présents et futurs concernant le développement du pays. Composé de dix chapitres, les cinq premiers n'occupent que très peu de place au sein du document entier. Ceux-ci se concentrent premièrement sur la nécessité de l'époque de la planification stratégique, pour ensuite faire retour sur les efforts antérieurs de développement, et enfin sur les objectifs et les prospects futurs auxquels l'économie nigériane peut s'attendre avec la réussite du plan. Le sixième chapitre, composant la plupart du texte, présente le plan de développement fédéral en cinq sections distinctes en introduction, dépenses liées au développement économique, dépenses sociales générales, dépenses d'administration générale et une conclusion globale. Les trois chapitres suivants illustrent les plans économiques

---

<sup>166</sup>Federal Ministry of Economic Development, «National Development Plan, 1962-68», 1968, Institut des Hautes Études Politiques, Genève.

<sup>167</sup>Federal Ministry of Economic Development, «National Development Plan, 1962-68», 1968, préface.

spécifiques à chaque région, à savoir la région du nord, la région orientale et la région occidentale. À clore cette structure nous retrouvons un dernier chapitre, le dixième, qui se penche sur les problèmes associés à la mise en œuvre du plan.

Dans les prochaines pages nous aborderons le plan premièrement à travers la mise en avant des éléments contribuant à créer la représentation du Nigéria comme un pays «unique» et potentiel entreprendre un processus pour de développement. Le plan, écrit par Stolper sur le terrain, ainsi que des textes de Rivkin, qui a été au centre des échanges menant à l'approbation du plan par Kennedy, permettent de saisir l'image créée du Nigéria, d'une part pour les autorités nigérianes et de l'autre pour celles états-uniennes. Deuxièmement, il sera essentiel de reconnaître que ces éléments représentaient en réalité des ressources que les États-Unis pouvaient exploiter à leurs fins. Il est alors évident que des «experts» tels que Rivkin et Stolper aient été mobilisés pour mener ce projet. Les deux, affiliés au CENIS du MIT, collaborant avec le gouvernement états-unien, étaient des figures parfaites pour mener les concepts de la modernisation au Nigéria.

## 2.1 Le Nigéria : une nation «unique» permettant l'absorption de la modernisation

Le document du Plan de Développement du Nigéria présente divers éléments qui soulignent le potentiel du Nigéria en tant que candidat idéal pour être sélectionné comme bénéficiaire d'un programme de développement. Il démontre non seulement la capacité du pays à exploiter efficacement les mesures du plan, mais aussi à en tirer le maximum de bénéfices à long terme et à en assurer la pérennité. Ces aspects sont articulés à la fois dans le plan rédigé par Wolfgang Stolper et dans les écrits de son collègue Arnold Rivkin. Les contributions de ces deux acteurs contribuent significativement à forger un imaginaire du pays orienté vers cette direction. Rivkin, sur la base de ces apports, écrira plus tard un texte intitulé «Le Nigéria, une nation unique<sup>168</sup>».

### Le trésor nigérian : des ressources naturelles prospères

Parmi les plusieurs éléments au sein du plan qui composent la représentation du Nigéria en tant que pays potentiel pour le développement, les ressources naturelles apparaissent comme un pilier fondamental. Le plan met en exergue l'abondance de terres fertiles du pays, aptes à produire une variété de cultures telles que le cacao, les grains de palmier, les arachides, l'huile de palme, et le coton. Le plan argumente que les produits agricoles ne soutiennent pas uniquement la consommation alimentaire domestique mais ils constituent également la plupart des exportations du pays<sup>169</sup>. De plus, la production agricole destinée à la consommation locale,

---

<sup>168</sup>Arnold Rivkin, « Nigeria: A Unique Nation », *Current History* 45, n° 268 (1963): 329-34.

<sup>169</sup>Federal Ministry of Economic Development, «National Development Plan, 1962-68», 1968, 11.

principalement composée de céréales, de cultures racinaires et vivrières, a manifestement continué à croître «sans doute», malgré la reconnaissance de Stolper de l'absence de données précises pour la période de 1957 à 1961.

Le plan se prononce également sur l'importance du réseau fluvial étendu du Nigéria, en particulier celle du fleuve Niger et de son delta. En effet, «aucune discussion sur le Nigéria n'est complète sans mentionner ses grands fleuves<sup>170</sup>». Les sources hydroélectriques que le Niger offre seraient selon le plan actuellement entièrement gaspillées et la canalisation du fleuve pourrait ainsi jouer un rôle crucial pour l'utilisation de son potentiel énergétique mais aussi pour le transport des marchandises. L'exploitation du fleuve est envisagée alors comme une méthode pour augmenter l'offre énergétique nécessaire à d'autres formes de développement industriel. Les avantages du Niger sont renforcés par son accès au Delta du Niger, une région abondante en ressources souterraines. Cette zone est particulièrement riche en minéraux tels que l'étain, la columbite, le calcaire et le minerai de fer, ainsi qu'en ressources énergétiques comme le pétrole et le gaz naturel<sup>171</sup>. L'ouverture du Delta sur l'océan est alors présentée comme une particularité ouvrant la possibilité de développer la pêche ainsi que d'accroître les exportations maritimes. Les potentialités qu'offre cette zone littorale inclut l'opportunité d'élargir les échanges internationaux et de renforcer les relations commerciales existantes. Ces ressources sont identifiées comme des moteurs essentiels de l'industrialisation et de l'amélioration de l'infrastructure énergétique. Le pétrole, en particulier, est envisagé comme une source majeure de revenus d'exportation et un levier pour l'attraction des investissements étrangers, comme discuté ultérieurement. Rivkin remarque également l'abondance et l'exploitabilité des ressources naturelles présentes dans la nation nigérienne ; «[Le Nigéria] possède de l'huile de palme, des amandes, du cacao, des arachides, du café, du caoutchouc, du coton, et développe actuellement plusieurs autres produits agricoles. Il dispose également d'une production alimentaire interne croissante. Le Nigéria possède également des ressources commercialement exploitables d'étain et de colombite, et est l'un des rares pays d'Afrique tropicale à posséder des gisements de charbon qui sont exploités commercialement. Récemment, le Nigéria a fait deux découvertes pétrolières importantes dans les régions orientale et occidentale. (...) Un sous-produit potentiellement précieux, des réserves de gaz naturel, a également été découvert<sup>172</sup>».

## La résilience historique de l'économie nigériane

À côté de ces ressources naturelles, l'histoire du Nigéria de la période après la Seconde Guerre Mondiale semble marquer une capacité du pays à croire en son économie. Le document explicite la potentialité de la croissance de l'économie nigériane s'appuyant sur l'argument de

---

<sup>170</sup>Federal Ministry of Economic Development, «National Development Plan, 1962-68», 1968, 20.

<sup>171</sup>Comme mentionné dans les pages précédentes, les réserves de pétrole et de gaz naturelles avaient été découvertes en quantités commerciales seulement quelques années auparavant.

<sup>172</sup>Arnold Rivkin, «Nigeria's National Development Plan», *Current History* 43, n° 256 (1962): 324. (traduit de l'anglais).

la croissance qui aurait touché le pays notamment durant la décennie entre 1950 et 1960. Cette croissance se caractérise par une augmentation de la production totale du pays de 4%, explique le plan. Selon ce dernier, tous les secteurs de l'économie nigériennes auraient vu une augmentation de la production. La quantité de production agricole serait impressionnante car celle-ci a augmenté de 30 %. Cette croissance était suffisante non seulement pour compenser mais aussi pour dépasser l'augmentation estimée de la population, qui était entre 2 % et 2,5 % par an. Essentiellement, la productivité agricole a augmenté à un rythme qui a non seulement suivi mais surpassé le nombre croissant de personnes, améliorant la disponibilité alimentaire et contribuant possiblement à la stabilité et à la croissance économique. Bien que le secteur manufacturier fût relativement petit au début de cette période, le plan explique que la croissance d'environ cinq fois de celui-ci est synonyme d'une capacité à développer l'économie du pays<sup>173</sup>. Cette croissance substantielle indique une robuste augmentation de l'activité industrielle, qui ouvre la voie à la création d'emplois, à une augmentation des produits domestiques disponibles et à un potentiel accru pour les revenus d'exportation. Le secteur de la construction a plus que triplé, suggérant un boom significatif dans les activités de bâtiment. De plus, le plan remarque une nette amélioration dans les infrastructures d'électricité et d'approvisionnement en eau urbaine et rurale. Le texte mentionne spécifiquement que l'approvisionnement a quadruplé, soulignant des avancées majeures dans les services publics.

Évoquant ces données sans donner des comparaisons précises avec les décennies précédentes pour tous les secteurs en termes de croissance, l'économie nigérienne est présentée comme disposant des bases pour une croissance économique sur le long terme. Tout est présent pour développer un secteur industriel prospère. Le plan insiste en effet sur le fait qu' «à long terme, il existe désormais une base pour les industries pétrochimiques<sup>174</sup>». Selon le texte, grâce à l'augmentation de son Produit National Brut, des investissements de l'étranger, mais aussi à ses réserves en sterling issues de son ancienne puissance coloniale, « le Nigéria, par rapport aux pays en développement, a épargné dans le passé une part substantielle de son produit total pour l'investir » dans le secteur industriel, identifié dans le plan comme le secteur productif de l'économie<sup>175</sup>. En 1960, les dépenses gouvernementales avaient augmenté pour atteindre environ 7,5 % du Produit Intérieur Brut (PIB) du pays, contre 3,5 % en 1950. Cette augmentation apparaît nécessaire au sein du plan afin de soutenir une économie en croissance et améliorer les services publics et les conditions de vie. Le Nigéria a ainsi utilisé ses économies antérieures pour financer ses dépenses courantes et ses investissements, diminuant le besoin immédiat de constituer de nouvelles réserves, mais soulevant des inquiétudes quant à la pérennité de sa croissance économique. Il serait donc crucial que le pays envisage de renforcer son épargne à court terme pour maintenir un développement soutenu. À noter que la majorité

---

<sup>173</sup>Le PPDN se base sur des chiffres fournis par l'Unité de Planification Économique pour estimer cela. Le produit brut de l'industrie manufacturière en prix constants de 1957 serait passé de 3129300 livres nigériennes à 15650000. Consulter Federal Ministry of Economic Development, «National Development Plan, 1962-68», 1968, 9.

<sup>174</sup>Federal Ministry of Economic Development, «National Development Plan, 1962-68», 1968, 9. (traduit de l'anglais).

<sup>175</sup>Federal Ministry of Economic Development, «National Development Plan, 1962-68», 1968, 2.

des économies, soit 90% du PIB, était consacrée à la consommation courante plutôt qu'à l'investissement industriel. Cette situation démontrerait la capacité du Nigéria à réaliser des économies, tout en soulignant l'existence d'un secteur public déjà bien établi. Par conséquent, le pays disposerait de la marge nécessaire pour développer un secteur industriel robuste, sans avoir à se concentrer exclusivement sur les besoins fondamentaux. «Reconnaissant que le niveau de vie dépend inévitablement de la productivité de la population, le plan vise à développer et à améliorer l'appareil productif du pays» et pour le plan il existe une base pour faire cela<sup>176</sup>.

### La gouvernance au Nigéria : les autorités orientées à l'amélioration

Si le plan considère que les autorités nigérianes ont été étonnamment capables de fournir des services publics à travers la bonne gestion des ressources économiques, il constate un manque de capacité exécutive dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie et de l'éducation. Malgré cela, les nigériens auraient dans le passé démontré de manière impressionnante leur capacité à comprendre et à mettre en œuvre de nouvelles idées, y compris des méthodes avancées d'amélioration personnelle. Ce dernier point peut laisser entendre le succès des entités étrangères dans le détournement des autorités nigérianes. Cette aptitude est décrite au sein du plan comme un élément qui a mené à une transformation témoignant du sens des responsabilités et de la capacité d'adaptation des citoyens et des autorités. Par exemple, des avancées significatives auraient été réalisées dans le domaine de l'agriculture et des technologies agricoles, entraînant la création de nouvelles industries et une augmentation des exportations<sup>177</sup>. De plus, les améliorations des opportunités éducatives et les succès des jeunes nigériens étudiant à l'étranger démontreraient la capacité rapide de la nation à s'adapter aux nouveaux défis et aux évolutions. Par ailleurs, les Nigériens possèderaient une autre qualité essentielle pour réussir dans l'environnement mondial actuel, ce qui promet de leur être bénéfique à l'avenir. Les progrès considérables réalisés dans un laps de temps relativement court devraient ainsi inspirer un engagement et des efforts continus. Par conséquent, les gouvernements nigériens croiraient fermement dans la volonté et la capacité de la population à faire avancer le processus continu de construction nationale.

Ce concept est également abordé par Rivkin, qui soutient que les dirigeants des États africains nouvellement indépendants ont attribué une priorité élevée à la croissance économique depuis leur accession à l'indépendance. Pour Rivkin, cette urgence est liée à l'aspiration à des résultats rapides et tangibles de la part des autorités politiques, ainsi qu'à une préférence marquée pour le soutien provenant des démocraties occidentales. La propension des leaders nigériens à favoriser les relations avec «le monde libre» confère au Nigéria une position particulière selon Rivkin. Tandis que tous les dirigeants africains manifestent un intérêt pour le développement de leurs nations, Rivkin note une divergence entre, d'une part, Balewa et

---

<sup>176</sup>Federal Ministry of Economic Development, «National Development Plan, 1962-68», 1968, 4.

<sup>177</sup>Federal Ministry of Economic Development, «National Development Plan, 1962-68», 1968, 18.

Azikawe, et d'autre part, des figures telles que Kwame Nkrumah du Ghana et Sékou Touré de Guinée. En effet, ces derniers, avec leur inclinaison pour l'aide provenant du bloc soviétique et notamment de la Chine, sont souvent analysés par Rivkin à travers le prisme des tensions entre la nécessité d'un leadership fort pour le développement économique et les dangers de l'autoritarisme. Selon Rivkin, l'orientation pro-occidentale des dirigeants nigériens pourrait donc permettre d'éviter ces risques<sup>178</sup>.

Ces éléments relèvent pour Rivkin de l'unicité du Nigéria et manifestent «capacité d'absorption» du pays<sup>179</sup>. Cette idée se traduit par la faculté du pays à intégrer des apports externes, tels que des financements et des conseils économiques et politiques, et à les convertir en résultats tangibles et productifs dans son économie. Cette capacité est d'autant plus notable qu'elle est soutenue par l'abondance et la diversité des ressources naturelles du Nigéria. Le plan explique alors que «le potentiel n'a encore été que très peu exploité, mais il est cru que le développement proposé par ce plan constituera la première d'une série d'étapes par lesquelles les ressources humaines et naturelles seront mises en pleine utilisation productive au bénéfice ultime de la population<sup>180</sup>». Afin d'exploiter les ressources présentes au Nigéria ainsi que d'utiliser sa capacité d'absorption pour faire cela, il est pertinent dans cette optique de développer la production alimentaire, construire de l'infrastructure permettant l'industrialisation, créer un réseau de transport pour marchandiser les produits mais aussi de former les autorités nigérianes ainsi que son peuple à pouvoir conduire ce processus à long terme.

## 2.2 Maîtriser son destin grâce à la planification

Le PPDN incarne une vision ambitieuse pour transformer le pays en une économie indépendante et prospère. Les objectifs du plan se présentent dans le but de catalyser la croissance économique. Considérant le Nigéria comme un pays dans l'étape des «conditions préalables au décollage», les influences de la modernisation et du CENIS ressortent dans les projets proposés par les auteurs du plan. Envisageant de réduire la dépendance extérieure du Nigéria, le plan propose plusieurs mesures, qui sont principalement orientées vers une optique de profit économique.

### Une promesse ambitieuse

Le Nigéria semble alors prendre une position privilégiée dans la conception de ses capacités et de ses potentialités de développement. Le document du PPDN explicite alors que le premier

---

<sup>178</sup>Arnold Rivkin, *Africa and The West* (Praeger: Massachusetts Institute of Technology, 1962), 19-20.

<sup>179</sup>Arnold Rivkin, « The Politics of Nation-Building: Problems and Preconditions », *Journal of International Affairs* 16, n° 2 (1962): 131-43.

<sup>180</sup>Federal Ministry of Economic Development, «National Development Plan, 1962-68», 1968, 2. (traduit de l'anglais).

Plan National est considéré comme le premier d'une série de pas qui amènera le Nigéria à la phase de « décollage » économique<sup>181</sup>. Il explique que cela signifie que, dans un délai raisonnable, le Nigéria sera capable de générer des revenus et des économies suffisants à partir d'une économie diversifiée. Ainsi, le pays pourra maintenir un taux de croissance constant sans dépendre excessivement des sources externes de capitaux ou de main-d'œuvre. Cette autonomie sera renforcée au-delà de ce qui est normalement nécessaire, grâce aux incitations du commerce international. De plus, cela implique que le Nigéria aura réussi à mettre en place les institutions, les procédures, les installations essentielles et les industries fondamentales à une efficacité optimale nécessaires pour une telle croissance. Toutefois, selon le plan, le pays ne peut pas oublier qu'il reste un des membres de la communauté internationale et que la collaboration avec cette dernière est bénéfique pour les deux entités. En fait, le développement de l'économie nigériane serait crucial pour l'expansion plus large de l'économie mondiale et du commerce international. Néanmoins, le Nigéria devrait embarquer dans un changement visant dans le but ultime à réduire la dépendance à l'égard des facteurs externes de développement tels que l'assistance financière et technique étrangère, l'influence des investissements privés étrangers et la volatilité des prix des produits d'exportation primaires<sup>182</sup>. Jusqu'à ce que le Nigéria atteigne ce stade, il continuera à avoir besoin et à accueillir les capitaux et les compétences étrangers.

L'objectif du plan se concrétise ainsi dans le propos suivant : « l'objectif fondamental de la planification au Nigéria n'est pas seulement d'accélérer le taux de croissance économique et le rythme auquel le niveau de vie de la population peut être amélioré ; il vise également à donner au pays un contrôle accru sur son propre destin<sup>183</sup> ». Dans ce propos, il est possible de mettre en lumière l'argument selon lequel l'efficacité de l'exécution d'un plan repose principalement sur l'engagement actif de la population. Bien que le plan puisse définir des objectifs et coordonner les efforts, son succès ultime dépendrait surtout de la participation volontaire et dédiée des citoyens. La mobilisation et l'implication des individus dans toutes les sphères de la vie, tant dans le secteur public que privé, sont cruciales pour transformer les aspirations planifiées en réalités tangibles. Il serait ainsi crucial que tous les Nigériens soient non seulement informés du contenu et des objectifs du Plan National, mais aussi activement engagés et enthousiastes à l'idée de contribuer à sa mise en œuvre. Cela implique une compréhension claire par la population des bénéfices que le plan peut apporter et un sentiment de participation personnelle dans le processus de développement national. Le texte met également en avant que pour atteindre ces bénéfices, le rôle du secteur privé est essentiel<sup>184</sup>. Alors que le secteur public, garanti par le gouvernement, joue un rôle initiateur et de soutien, il serait crucial que le secteur privé se développe de manière robuste et dynamique. Un secteur privé fort peut innover, créer des emplois, et générer de la croissance économique, complétant ainsi les efforts du secteur public. Si les financements gouvernementaux assurent les services de base, le secteur industriel, envisagé principalement comme domaine privé, représente un

---

<sup>181</sup>Federal Ministry of Economic Development, «National Development Plan, 1962-68», 1968, 3.

<sup>182</sup>Federal Ministry of Economic Development, «National Development Plan, 1962-68», 1968, 3.

<sup>183</sup>Federal Ministry of Economic Development, «National Development Plan, 1962-68», 1968, 3.

<sup>184</sup>Federal Ministry of Economic Development, «National Development Plan, 1962-68», 1968, 3.

potentiel de croissance significatif qui requiert des investissements externes que le gouvernement ne peut fournir. Le plan laisse alors entendre que si ses conseils sont suivis, la population nigériane ne pourra que profiter d'un développement florissant.

### Le PPDN : des objectifs pour un développement sûr

Le plan de développement décrit une série d'objectifs ambitieux visant à catalyser des avancées économiques et sociétales substantielles. Plus concrètement, il cherche à dépasser le taux de croissance économique précédent de 3,9% par an en fixant un nouvel objectif d'au moins 4% annuellement. Cette croissance était mesurée sur le PIB, qui en 1960 équivalait à 1023 million de livres nigérianes<sup>185</sup><sup>186</sup>. Pour soutenir cette croissance, le plan propose un investissement de 15% du PIB, utilisant les économies du pays, tout en s'efforçant d'augmenter la consommation par habitant d'environ 1 % chaque année. Au cœur du plan se trouve l'objectif d'atteindre une croissance autonome au plus tard à la fin du troisième ou quatrième plan national. Cela implique une augmentation du taux d'épargne domestique d'environ 9,5 % du PIB en 1960-61 à une cible de 15 % ou plus de 1960 à 1975, soutenant ainsi la majorité des investissements domestiques.

Malgré le fait que le plan s'exprime sur le fait que les services publics au Nigéria sont déjà garantis par l'État, le plan attribue toutefois une importance majeure à un développement ultérieur et rapide de ceux-ci, en particulier dans les secteurs de l'éducation, de la santé et de l'emploi. Dans ses objectifs, il mentionne qu'il vise à augmenter significativement le nombre de médecins formés, à élargir les capacités d'admission universitaire, à garantir un accès plus large à l'éducation primaire et à augmenter les services hospitaliers, tout cela en accord avec la capacité de l'économie à soutenir de telles expansions. Dans la quête d'une économie «modernisée» qui résonnerait avec les aspirations démocratiques, politiques et sociales de ses citoyens, le plan esquisse des initiatives visant à réaliser une distribution des revenus qui serait «plus équitable» entre différentes populations et régions. Il comprend des stratégies pour la création d'emplois dans les secteurs non agricoles, un soutien et une formation accrues pour les hommes d'affaires nigériens, une augmentation de la production de cultures d'exportation grâce à des méthodes agricoles améliorées ainsi qu'à l'introduction de techniques agricoles modernes. Le développement des infrastructures est également un point central. Des plans pour étendre la capacité de génération d'électricité sont prévus ainsi que pour augmenter le kilométrage ferroviaire, construire de nouveaux quais dans les ports, étendre le réseau routier.

---

<sup>185</sup>La monnaie à laquelle le plan fait référence est la livre nigériane. Durant la période initiale suivant l'indépendance du Nigéria, la livre nigériane était alignée sur la livre sterling britannique, reflet des héritages historiques et économiques de l'époque coloniale. Le taux de change entre les deux devises était fixé à parité, où une livre nigériane équivalait précisément à une livre sterling. Cette parité monétaire persista jusqu'à la décimalisation de la monnaie nigériane en 1973, moment où le Nigéria introduisit le naira et le kobo, et dissocia ainsi sa monnaie de celle du Royaume-Uni. À ce sujet, consulter Dan O. Chukwu, « Trends and Changes in the Nigerian Currency System, Colonial Period - 2008 », *Studies of Tribes and Tribals* 8, n° 2 (2010): 87-101.

<sup>186</sup>Le plan, élaboré entre 1961 et 1962, incorpore des données recueillies jusqu'à l'année 1960.



Pour atteindre tout cela, le plan souligne l'importance de maintenir la stabilité économique grâce à des politiques fiscales et monétaires prudentes. Ces politiques seraient conçues pour protéger cette stabilité et éviter la mise en œuvre de contrôles physiques restrictifs, qui favoriserait ainsi un environnement propice aux activités économiques<sup>187</sup>. L'inflation, par exemple, émerge au sein du plan comme un potentiel problème significatif, où l'augmentation des investissements en capital amplifierait la demande de biens et services au-delà des approvisionnements disponibles, conduisant à des pressions inflationnistes qui pourraient mettre en péril les ressources en devises étrangères du pays et la balance des paiements<sup>188</sup>. De même, la balance des paiements serait susceptible de crises potentielles en raison des fluctuations imprévues des prix internationaux des exportations et des importations, et des changements inattendus dans les activités économiques domestiques. Pour gérer la balance des paiements, le plan suggère de contrôler les niveaux d'importation et d'augmenter potentiellement l'emprunt étranger pour compenser les pressions.

En somme, ce plan de développement veut se définir comme un schéma structuré conçu pour favoriser la croissance économique, améliorer les services publics et assurer un développement durable grâce à des investissements stratégiques et des réformes.

Si les objectifs promettent une croissance économique et un développement social, les résultats du processus semblent manquer de clarté et de fiabilité. Sans vouloir entrer dans une critique de la conception du plan, de ses lacunes et de ses problèmes, il est possible de mettre en avant quelques points qui relèvent de l'influence américaine dans la rédaction de celui-ci. Comme mentionné, la présence de personnel américain dans l'unité de planification économique de Lagos semble inexistante si nous nous limitons à la lecture du document. Cependant, le plan a été critiqué pour le manque de connaissance de Stolper des enjeux économiques et politiques nigériens<sup>189</sup>. Stolper avouera dans ses textes son malaise durant la réalisation du plan à cause d'une part de cela et de l'autre du manque de données pour pouvoir mener ce projet<sup>190</sup>. Le plan a été principalement rédigé par Stolper, avec l'assistance significative d'autres délégués américains tels que Rivkin, qui se rendra sur place pour discuter des détails du plan. En effet, le plan, tel qu'il est présenté, relève une carence des statistiques économiques et financières, qui entraverait la bonne planification, comme mentionné dans le document<sup>191</sup>. Les données disponibles, en particulier dans les secteurs de l'agriculture et de la production industrielle, sont insuffisantes mais également peu fiables, faute d'enquêtes exhaustives et d'évaluations précises pour les projets envisagés. Le plan semble en outre

---

<sup>187</sup>Ces contrôles physiques peuvent inclure par exemple la régulation des prix, la manipulation des taux d'intérêt, des politiques fiscales pour encourager ou décourager certaines activités économiques. Le texte du plan mentionne l'envie d'éviter cela suggérant ainsi une intervention étatique faible dans la réglementation de l'économie. Toutefois, cela s'avère paradoxal dans le contexte de cette planification économique.

<sup>188</sup>Federal Ministry of Economic Development, «National Development Plan, 1962-68», 1968, 357.

<sup>189</sup>Ukelina, « Making a Nation Modern: CIS and Nigeria's First National Development Plan », 35.

<sup>190</sup>Wolfgang F. Stolper, *Planning Without Facts: Lessons in Resource Allocation from Nigeria's Development. With an Input-Output Analysis of the Nigerian Economy, 1959-60* (London: Harvard University Press, 1966).

<sup>191</sup>Federal Ministry of Economic Development, «National Development Plan, 1962-68», 1968, 355.

manquer de références à des données spécifiques ou à des études de recherche qui justifient les choix des projets et des priorités.

Peut-être que le plan cherche à compenser les insuffisances en données et en connaissance du terrain en se dédouanant de sa propre réussite, attribuant cette dernière à l'engagement du peuple et des autorités nigérianes. En effet, comme susmentionné, le document souligne que l'exécution et le succès du plan reposent principalement sur la réactivité de la population. Cette emphase risque de déplacer la responsabilité des éventuels échecs ou des succès limités, des concepteurs du plan et des décideurs vers les citoyens eux-mêmes. Cette approche pourrait conduire à une déresponsabilisation des délégués états-unis impliqués, qui pourraient ainsi éviter leurs obligations de rendre des comptes en cas de non-réalisation des objectifs préétablis.

### Des allocations sectorielles stratégiques : le reflet de la modernisation

Le budget total alloué dans le plan économique national est de 676,8 millions de livres nigérianes, incluant à la fois le plan fédéral et les plans régionaux. Pour le plan fédéral seul, l'allocation s'élève à 412,5 millions de livres. Concernant les allocations régionales, la Région du Nord reçoit 98,8 millions de livres, la Région de l'Est bénéficie de 76 millions de livres, et la Région de l'Ouest dispose de 90,28 millions de livres. Le plan économique décrit dans le document se concentre ainsi sur une variété de secteurs avec des allocations différentes pour les régions. Le plan fédéral consacre une attention particulière principalement aux systèmes de transport, à l'électricité, le commerce et l'industrie, et la production primaire. Plus précisément, le système de transport reçoit l'allocation la plus élevée avec 103'957 millions de livres au niveau fédéral, représentant un pourcentage significatif de 21,3 % de la distribution totale. Le secteur de l'électricité suit avec 98'140 millions livres et un pourcentage de distribution de 15,1 %. Le secteur du commerce et de l'industrie est également un grand bénéficiaire avec 44'030 millions de livres (14%), tandis que la production primaire reçoit 20'466 millions de livres (13%).

Les allocations substantielles accordées par le plan fédéral aux secteurs de la production primaire, de l'industrie et du commerce, de l'électricité et du transport peuvent être conduites à une stratégie rappelant les principes de la modernisation. En effet, les financements dans ces secteurs montrent un projet de planification orienté vers une transformation des structures pensées comme traditionnelles en systèmes économiques et sociaux perçus comme avancés. Ainsi, concernant la façon dont les allocations devraient être distribuées, Rivkin, en se basant sur Bauer et Yamey, reprend l'idée de l'interdépendance des secteurs économiques<sup>192</sup>. À cause de cette dernière, à court terme l'octroi de toute aide gouvernementale à un secteur se fait au détriment des autres secteurs, car ceux-ci ne peuvent pas produire davantage en raison du fait qu'ils sont en concurrence pour les ressources disponibles. Sur le long terme, la croissance d'un secteur, grâce à cette aide, peut non seulement augmenter le niveau général des ressources

---

<sup>192</sup>Rivkin, *Africa and The West*, 167.

disponibles, mais aussi favoriser directement la croissance d'autres secteurs. Inversement, s'il s'avère un manque de financement vers un secteur, le reste des secteurs en subira les conséquences à cause de cette négligence et leur production diminuera<sup>193</sup>. Il estime alors qu'il est essentiel de faire des choix en termes d'allocation de ressources pour le développement des secteurs car, étant les ressources à disposition des pays du Sud limitées, il est impossible d'investir sur l'ensemble de ceux-ci. Bien que Rivkin considère le secteur industriel, intégré au secteur privé, comme étant le plus productif, il rejoint Lewis pour souligner les risques d'une focalisation exclusive des investissements sur ce secteur. Une telle stratégie négligerait le secteur agricole, crucial dans les pays du Sud, compromettant ainsi la croissance économique en raison de l'interdépendance des secteurs et de la concurrence entre paysans et ouvriers face à une demande limitée<sup>194</sup>. Selon Rostow, ces avancées augmentent la productivité agricole, permettant de nourrir une population croissante et de libérer des travailleurs pour d'autres secteurs. Parallèlement, l'accroissement de la productivité agricole entraîne une augmentation générale de la population ainsi qu'une croissance disproportionnée de la population urbaine, car les individus quitteraient les campagnes pour chercher des emplois dans les villes en expansion<sup>195</sup>. Cette dynamique est indispensable à la modernisation, car elle assurerait la disponibilité des ressources de base nécessaires pour soutenir le développement et éviter que le processus de modernisation ne soit ralenti par des pénuries alimentaires. Ainsi, Rostow argue que la robustesse de la base agricole d'une société est une condition préalable essentielle pour atteindre la phase de «Décollage», où l'économie commence à connaître une croissance industrielle rapide et soutenue.

Dans le contexte nigérian, en reconnaissant le rôle prééminent du secteur agricole, Rivkin, de même que le PPDN, préconisent d'augmenter la productivité agricole. L'objectif est de réallouer les ressources générées par ce secteur vers l'industrie, initialement manufacturière puis ultérieurement lourde<sup>196</sup>. Ce processus faciliterait la transition de la phase des «prérequis au développement» à celle du «décollage» économique, illustrant ainsi les théories de Rostow sur l'importance vitale de l'agriculture dans le développement économique. Ainsi, Rivkin explique que «si une priorité est maintenue dans la pratique dans un domaine comme l'agriculture, il est probable que dans un premier temps, en grande partie dans le cadre actuel, les changements de techniques, de pratiques, de systèmes, de semences, etc. produiront une production croissante, et que par la suite ou peut-être même pari passu, les allocations à l'agriculture augmenteront aussi régulièrement à mesure que le cadre se modifie et que la

---

<sup>193</sup>Péter Tamás Bauer et Basil S. Yamey, *Economics of Under-Developed Countries*, Cambridge University Press (Cambridge, 1957), 235.

<sup>194</sup>Lewis, « Economic Development with Unlimited Supplies of Labour ».

<sup>195</sup>Rostow, *The Stages of Economic Growth: A Non-communist Manifesto*.

<sup>196</sup>Durant les années 1960, l'agriculture jouait un rôle prépondérant dans l'économie nigérienne, contribuant à hauteur de 65 % au produit intérieur brut en 1962-63, de 63 % en 1966-67, et représentant respectivement 62 %, 65 % et 55 % des recettes d'exportation du pays en 1966, 1967 et 1969. Au sujet de la contribution des secteurs au PIB, consulter Akindele, R. A. (1986). Nigeria's External Economic Relations, 1960-1985. *Africa Spectrum*, 21(1), 5-34.

capacité d'absorption s'accroît<sup>197</sup>». C'est dans cette optique que, malgré le fait que le secteur agricole composait en 1962 le 62% du GDP du pays, le Plan dédie le 13.6% des financements totaux au secteur de la production primaire. C'est dans cette perspective que le plan veut alors moderniser une agriculture «traditionnelle» nigériane qui comprend «des méthodes de culture obsolètes, une utilisation inefficace des terres en raison des systèmes traditionnels de tenure foncière, et un manque d'outils de base et d'irrigation<sup>198</sup>».

Rivkin voit ensuite un changement essentiel du moment que l'agriculture augmente sa capacité productive. Cela permettrait non seulement d'accroître les exportations mais aussi d'intensifier les échanges commerciaux internationaux<sup>199</sup>. Les revenus générés par la vente de produits agricoles à l'étranger pourraient alors financer le développement futur et faciliter la progression vers les étapes ultérieures du modèle de Rostow. Les avantages que l'augmentation de la capacité productive agricole apporterait se trouvent, comme susmentionné, à la base du Plan de Développement nigérian. Il affirme ainsi qu' «avec le temps, le rôle et la contribution relatifs de l'agriculture au PIB devraient diminuer, car l'industrie de transformation, l'industrie manufacturière liée aux besoins du secteur agricole, et aussi aux demandes du secteur agricole, et l'industrie secondaire plus généralement se développent à un rythme plus rapide que celui de l'agriculture. Avec le temps également, de plus en plus de personnes seront employées dans l'industrie manufacturière. Avec la croissance d'un marché intérieur pour la production de l'industrie manufacturière, la base peut être établie pour une industrie manufacturière plus étendue, visant l'exportation de produits manufacturés et l'expansion du secteur industriel vers une industrie lourde plus complexe sur le plan technologique et plus fondamentale<sup>200</sup>».

Pour atteindre cet objectif, le plan souligne la nécessité de recourir à du capital étranger, étant donné que le gouvernement nigérian ne dispose pas des ressources financières suffisantes pour couvrir l'intégralité des coûts du plan<sup>201</sup>. Le plan prévoit que plus de la moitié des financements proviennent de sources extérieures, incluant les agences internationales de développement, d'autres gouvernements, ainsi que des investissements directs étrangers, ces derniers représentant la majorité des fonds. Une fois que ce capital étranger est reçu par la nation, il est essentiel de dédier des ressources au secteur productif, à savoir l'industrie, action qui n'est pas encore entreprise par les gouvernements des pays africains selon Rivkin, ne laissant aucune place à la croissance économique<sup>202</sup>. Ce capital étranger doit alors être conçu selon le plan en tant que financement afin de pouvoir développer ensuite le secteur industriel ou sous forme de connaissances techniques et de l'apport de nouvelles technologies au sein du

---

<sup>197</sup>Rivkin, Arnold, «Paper delivered to the Cambridge conference on The Role of Industrialization in the Development of Underdevelopment Countries», 1964, 4, Records of Office of External Affairs (WB IBRD/IDA EXT), Articles and Speeches (1964), Fichier 1654532. World Bank Group Archives, Washington, D.C., United States, consulté le 10 avril 2024, <https://thedocs.worldbank.org/en/doc/111621398285896742-0560011964/original/WorldBankGroupArchivesFolder1654532.pdf>

<sup>198</sup>Federal Ministry of Economic Development, «National Development Plan, 1962-68», 1968, 14.

<sup>199</sup>Rivkin, *Africa and The West*, 157.

<sup>200</sup>Arnold Rivkin, «Paper delivered to the Cambridge conference on The Role of industrialization in the Development of Underdevelopment Countries», 19, 1964. (traduit de l'anglais).

<sup>201</sup>Federal Ministry of Economic Development, «National Development Plan, 1962-68», 1968, 321-326.

<sup>202</sup>Rivkin, *Africa and The West*, 144.

pays. Globalement, le texte met en lumière une forte dépendance aux capitaux externes, ce qui souligne l'orientation internationale de ce plan d'investissement. Financer le secteur industriel par la privatisation de celui-ci à travers les investisseurs étrangers permettrait de développer une industrie que le Nigéria, avec ses ressources, ne pourrait jamais développer. Rivkin s'exprime à plusieurs reprises sur l'importance de l'industrie et sur les efforts que les États africains devraient faire auprès de ce secteur. Paradoxalement, ses écrits se penchent principalement sur les toutes premières étapes permettant le passage d'une «société traditionnelle» à un décollage économique. La question de savoir comment Rivkin envisage le développement industriel reste plutôt floue.

Le Plan souligne que l'augmentation de la production industrielle et du commerce au Nigéria marque la transition vers la phase de «décollage». Il envisage que le pays commence à développer rapidement des industries manufacturières et à élargir son secteur commercial. Dans ce cadre, le secteur industriel est perçu comme un pilier central pour l'avenir du commerce international. En 1962, le secteur manufacturier contribuait à hauteur de 4,8 % au PIB. Bien que le plan ne spécifie pas l'objectif précis en termes de PIB, il est clair qu'une portion significative des financements est allouée au secteur de l'industrie et du commerce. Ce développement est jugé crucial pour réduire la dépendance à l'agriculture et stimuler la croissance économique par la diversification. La stratégie de substitution aux importations joue ainsi un rôle central, le pays s'efforçant de produire localement des biens précédemment importés, réduisant ainsi sa dépendance aux marchés étrangers tout en stimulant l'industrie locale<sup>203</sup>. Historiquement, une grande part des importations nigérianes provenait du secteur manufacturier, et cette dynamique devrait contribuer à une croissance économique interne plus robuste. En parallèle, le plan encourage la diversification des exportations et des secteurs économiques. Rostow souligne l'importance de cette diversification pour rendre l'économie moins vulnérable aux fluctuations des marchés internationaux et pour favoriser une croissance plus stable et durable. La modernisation de l'agriculture reste essentielle même pendant la phase de décollage industriel, car améliorer l'efficacité et la productivité agricoles est crucial pour soutenir la transition. Cela permettrait de libérer des travailleurs pour les secteurs industriels et d'augmenter la production alimentaire nécessaire pour soutenir une population urbaine croissante. La phase critique de décollage pour le Nigéria implique un renforcement des capacités industrielles, une diminution de la dépendance à l'égard des importations par la substitution de produits domestiques, et une diversification économique plus large pour renforcer le commerce international et assurer une croissance stable et durable. Dans ce but, le PPDN mentionne le besoin d'une planification minutieuse pour aligner les ressources disponibles avec les besoins de développement. L'industrialisation envisagée repose donc sur un processus de substitution aux importations. La substitution aux importations incite également les industries locales à adopter des technologies avancées et à perfectionner les compétences de leur main-d'œuvre, entraînant une amélioration de la productivité et une innovation accrue. La confiance de pouvoir mener une telle industrialisation au Nigéria se

---

<sup>203</sup>Federal Ministry of Economic Development, «National Development Plan, 1962-68», 1968, 60-61.

manifeste également dans un rapport sur le PPDN produit par la Banque Mondiale. Au sein des commentaires présents dans ce document, il est affirmé en effet que «la substitution des importations a commencé de manière prometteuse et les installations de transformation des matières premières nigérianes se développent, ce qui entraînera une augmentation de la valeur des exportations. Les perspectives de croissance rapide sont bonnes<sup>204</sup>».

En substituant les importations par des produits locaux, un pays du Sud réduirait sa dépendance vis-à-vis des marchés extérieurs, ce qui diminue sa vulnérabilité aux perturbations économiques internationales. Cette capacité d'«autosuffisance» c'est exactement ce que le plan dit de prôner<sup>205</sup>. En améliorant la compétitivité des produits fabriqués localement, tant en termes de coût que de qualité, ces biens peuvent gagner en compétitivité sur les marchés internationaux, favorisant ainsi une augmentation des exportations et une ouverture du pays à de nouveaux marchés. C'est pour ces raisons que le plan explique alors qu'avec l'agriculture, les secteurs auxquels la priorité la plus élevée est accordée sont le commerce et l'industrie, qui sont vus comme deux champs liés. Ces deux champs ont été choisis en raison de l'objectif de «stimuler la création et la croissance des industries qui contribuent de manière directe et significative à la croissance économique<sup>206</sup>».

#### Des projets au profit de la croissance économique

Dans les projets visant à débloquer l'industrie et le commerce au niveau national, la construction d'une aciérie est envisagée. Cette initiative est vue comme un moyen important de réduire les importations de produits sidérurgiques en utilisant les ressources naturelles du territoire comme le minerai de fer, la pierre calcaire et le charbon<sup>207</sup>. L'aciérie pourrait être située dans les zones d'Onitsha ou de Lokoja, situés dans les proximités du Niger, ce qui augmenterait significativement le trafic fluvial dans ces régions et ainsi la possibilité de transport vers le Delta. Cela ouvre la possibilité d'un commerce international de ces produits. Un autre projet s'inscrivant dans cette logique est la création d'une raffinerie pétrolière<sup>208</sup>. Ce projet est avancé non seulement pour réduire la dépendance aux importations de produits pétroliers mais aussi pour positionner le Nigéria comme un acteur clé dans la production et l'exportation de pétrole raffiné dans la région. Dans le financement de ce projet est incluse une «importante compagnie pétrolière internationale» qui n'est pas nommée. Considérant ce projet comme rentable et productif et pouvant créer des postes de travail, la raffinerie donnerait également des opportunités de commerce international et de substitution aux importations.

---

<sup>204</sup>Department of Operations Africa, «Nigeria - National development plan 1962-1968», 31 décembre 1962, 29. Africa series, AF 4. World Bank Group Archives, Washington, D.C., United States, (traduit de l'anglais), consulté le 4 février 2024, <http://documents.worldbank.org/curated/en/136901468084231919/Nigeria-National-development-plan-1962-1968>

<sup>205</sup>Federal Ministry of Economic Development, «National Development Plan, 1962-68», 1968, 1.

<sup>206</sup>Federal Ministry of Economic Development, «National Development Plan, 1962-68», 1968, 60. (traduit de l'anglais).

<sup>207</sup>Federal Ministry of Economic Development, «National Development Plan, 1962-68», 1968, 61.

<sup>208</sup>Federal Ministry of Economic Development, «National Development Plan, 1962-68», 1968, 61.

Cela nécessite que le transport soit renforcé. Les projets liés aux transports ne sont pas liés à la mobilité de la population mais sont uniquement appréhendés comme des instruments permettant le profit économique. En effet, «les investissements dans le secteur des transports ne devraient être entrepris que pour répondre aux besoins de trafic fermes et prévus, sauf dans les cas où l'on peut s'attendre avec confiance à ce que de nouvelles installations induisent de nouvelles productions et trafics<sup>209</sup>». C'est pour cela que le plan prévoit d'élargir le réseau de transports nigérian à travers de nombreux projets de construction ou rénovation de rues, ports, ponts, aérodromes et infrastructures liés à cela.

Tous les projets mentionnés nécessitent de l'approvisionnement d'électricité afin d'être mis en place. Décrit comme la pierre angulaire du plan, le projet du barrage du Niger à Kainji permettrait de subvenir à une importante partie de ce besoin<sup>210</sup>. Considéré celui-ci aussi comme un projet rentable, le plan explique que le barrage jouera un rôle central dans la production d'électricité ainsi que dans le développement agricole et industriel. Il permettra également la navigation grâce à un système d'écluses et contribuera à l'approvisionnement en eau pour l'irrigation et la pêche.

Afin de produire une nouvelle génération de personnes ayant des connaissances pour pouvoir continuer le processus du développement du Nigéria vers les autres étapes de croissance économique, le plan discute le besoin de renforcer le système d'éducation en et de fournir de l'assistance technique. En ce qui concerne l'éducation, le plan s'appuie sur le Rapport Ashby. Ce dernier, officiellement intitulé «Investissement dans l'éducation», a été une étude commandée par le gouvernement nigérian en 1959<sup>211</sup>. Son objectif principal était d'évaluer les besoins du Nigéria en matière d'éducation post-secondaire en préparation de l'indépendance imminente du pays, en mettant un accent particulier sur le développement d'une main-d'œuvre qualifiée nécessaire au développement national. Celui-ci recommandait une expansion significative des installations éducatives au Nigéria, en particulier au niveau tertiaire. Il proposait en outre des stratégies pour soutenir l'expansion de l'enseignement supérieur, suggérant que le gouvernement et le secteur privé contribuent à son financement. Les fondations philanthropiques, comme susmentionné, joueront un rôle essentiel dans cela. De plus, le rapport mettait l'accent sur l'importance de l'éducation dans les domaines de la science et de la technologie pour soutenir le développement industriel et économique du pays. Les mesures prévues par le Plan concernant l'éducation peuvent être reconnues comme découlant de ce rapport. En effet, le plan prévoit de rendre l'éducation primaire gratuite pour que plus d'étudiants et d'étudiantes puissent accéder aux formations secondaires. Pour que les écoles et les universités puissent donner des enseignements qui peuvent conduire à la création d'une élite en charge du développement futur, de l'assistance technique à l'enseignement est envisagée. Les établissements fournissant une éducation doivent être financés dans ce but. De

---

<sup>209</sup>Federal Ministry of Economic Development, «National Development Plan, 1962-68», 1968, 69. (traduit de l'anglais).

<sup>210</sup>Federal Ministry of Economic Development, «National Development Plan, 1962-68», 1968, 65.

<sup>211</sup>Pour plus d'informations à propos de ce rapport, consulter Martins Fabunmi, «Historical Analysis of Educational Policy Formulation in Nigeria: Implications for Educational Planning and Policy», *International Journal of African and African-American Studies* 4, n° 2 (2005): 1-7.

plus, les échanges universitaires internationaux ainsi que les collaborations avec l'American Studies Association seront encouragés.

En ce qui concerne l'Université de Lagos, celle-ci «doit posséder un certain nombre de caractéristiques non usuelles<sup>212</sup>». Elle doit accueillir une école de commerce et de gestion d'entreprise, un département d'études africaines, ainsi que des départements de géologie, minéralogie et ingénierie, ces derniers «vitaux pour fournir le niveau élevé de main-d'œuvre nécessaire à une croissance accélérée<sup>213</sup>». De plus, le Nigéria verra l'instauration d'un Institut de gestion et d'administration dans l'optique de former les administrateurs et les hommes d'affaires de l'avenir. L'objectif est alors de créer une main d'œuvre qualifiée pour l'administration de cette croissance économique. Le PPDN explique alors qu'il «veut veiller à ce que les ressources rares en main-d'œuvre qualifiée soient utilisées au maximum<sup>214</sup>». L'idée de créer une élite de ce type est également portée par Rivkin, qui affirme qu'il est essentiel pour une nation de disposer d'une «classe d'entrepreneurs indigènes» pour que ceux-ci puissent détenir un capital local et l'investir dans l'économie locale du pays<sup>215</sup>. L'assistance technique étrangère dans l'exécution administrative est alors <sup>216</sup> Cette idée vient alors clore le cercle entre production primaire, industrie et éducation.

Comme l'on peut observer, les mesures évoquées, qui ciblent les secteurs spécifiques mentionnés, sont toutes envisagées dans le cadre d'une stratégie globale de profit économique. Les échanges internationaux entre marchandises, personnes ou connaissances sont également présentés dans le but de favoriser la création d'une classe pouvant prendre en charge la croissance économique du pays lors de la fin de la période du plan. Bien que toutes les mesures envisagées pour parvenir à un développement social n'aient pas été abordées ici, et que le plan souligne également la nécessité de certaines de celles-ci, il est clair qu'elles sont présentées et envisagées comme des outils en faveur du profit. Le plan présente alors cela s'appuyant sur l'argument selon lequel ces mesures sont bénéfiques pour la société mais aussi sur celui qui défend ces mesures comme vecteur de croissance économique.

## 2.3 Une réponse aux intérêts états-uniens : intrigue et influence

Dans le cadre de l'élaboration des stratégies de développement économique, le Nigéria a mis en avant des potentialités prometteuses telles que décrites dans le PPDN. Toutefois, un paradoxe notable émerge lors de l'examen des fondements de ces plans. Stolper, en dépit de son enthousiasme pour les opportunités économiques au Nigéria, se heurtait à une pénurie de

---

<sup>212</sup>Federal Ministry of Economic Development, «National Development Plan, 1962-68», 1968, 89. (traduit de l'anglais).

<sup>213</sup>Federal Ministry of Economic Development, «National Development Plan, 1962-68», 1968, 89. (traduit de l'anglais).

<sup>214</sup>Federal Ministry of Economic Development, «National Development Plan, 1962-68», 1968, 99. (traduit de l'anglais).

<sup>215</sup>Arnold Rivkin, « African Problems of Trade and Aid », *Current History* 43, n° 251 (1962): 33.

<sup>216</sup>Federal Ministry of Economic Development, «National Development Plan, 1962-68», 1968, 338.



données concrètes pour échauffer un plan solide et cohérent<sup>217</sup>. Cette lacune en matière de données fiables pourrait suggérer que le projet de développement ait été conçu pour servir les intérêts économiques et politiques des États-Unis sur le sol nigérian, avant même l'élaboration détaillée du plan. Il semble que la conception du plan, en s'appuyant sur des mesures de modernisation, ait permis aux États-Unis de tirer des bénéfices économiques substantiels, tout en offrant au Nigéria l'illusion de suivre un modèle de développement dirigé par des «experts» états-uniens. Ce mécanisme a non seulement facilité l'implantation d'entreprises états-uniennes au Nigéria mais a également maintenu ce dernier dans une position de dépendance économique vis-à-vis des technologies et des investissements étrangers<sup>218</sup>. Cette dépendance est telle que le Nigéria est obligé de rester sous l'influence du bloc occidental.

## La place du Nigéria dans le commerce international

La suggestion du plan de développement à encourager les échanges commerciaux à des nouveaux marchés ainsi que de financer un secteur privé industriel est directement liée à la possibilité que donne la place du Nigéria au sein du commerce international durant la période d'affaiblissement du lien colonial entre le Nigéria et la Grande Bretagne.

Durant ces années, le Nigéria occupe une position significative sur le marché international, en particulier pour la Grande-Bretagne. En effet, pendant la Seconde Guerre mondiale, le pays devient stratégiquement et économiquement crucial pour les Alliés, notamment grâce à sa production et à l'exportation de matières premières essentielles<sup>219</sup>. Le Nigéria, comme d'autres colonies britanniques, a été largement sollicité pour fournir des ressources nécessaires à l'effort de guerre. Avec l'entrée du Japon dans la guerre et la perte des colonies britanniques en Asie du Sud-Est, l'Afrique de l'Ouest, le pays ouest-africain est devenu un fournisseur crucial de produits tels que l'huile de palme et des palmistes<sup>220</sup>. Ces produits étaient fortement sollicités pour compenser la perte de ressources similaires qui étaient habituellement importées d'Asie. En réaction, le gouvernement colonial a déployé des stratégies pour stimuler la production agricole. C'est dans ce contexte que le Plan reconnaît et loue le Nigéria pour ses progrès dans l'augmentation de la production agricole. Cette amélioration de la productivité était précisément l'objectif du plan de développement économique mis en œuvre par la Grande-Bretagne de 1946 à 1956. Après la guerre, malgré la fin de l'urgence militaire, les structures et les méthodes mises en place pour augmenter la production de palmistes et d'huile de palme ont eu des effets durables. Le système économique

---

<sup>217</sup>Ukelina, « Making a Nation Modern: CIS and Nigeria's First National Development Plan ».

<sup>218</sup>Victor O. Uwaifo et Patrick S. O. Uddin, « Technology And Development In Nigeria: The Missing Link », *Journal of Human Ecology* 28, n° 2 (2009): 107-11.

<sup>219</sup>Onwuka N. Njoku, « Export Production Drive in Nigeria During The Second World War », *Transafrican Journal of History* 10, n° 1/2 (1981): 11-27.

<sup>220</sup>Durant la Seconde Guerre mondiale, l'huile de palme et les palmistes étaient utilisés pour produire des aliments et des savons, ainsi que dans l'industrie de guerre pour la fabrication de lubrifiants, d'explosifs et d'autres produits chimiques industriels essentiels. Pour plus d'informations, consulter Allister E. Hinds, « Government Policy And The Nigerian Palm Oil Export Industry, 1939-49 », *The Journal of African History* 38, n° 3 (1997): 459-78.

du Nigéria était fortement intégré à la Grande-Bretagne, se concentrant principalement sur l'exportation de matières premières et l'importation de produits manufacturés<sup>221</sup>. Cet arrangement était un vestige des politiques économiques coloniales conçues pour bénéficier à la puissance impériale aux dépenses de la colonie. Par exemple, en 1954, une part importante des exportations du Nigéria, telles que le cacao, les palmistes et l'huile de palme était destinée au Royaume-Uni<sup>222</sup>. Du fait de ses liens coloniaux avec la Grande-Bretagne, le secteur nigérian de l'exploitation minière, de la production, de la distribution et du commerce était majoritairement contrôlé par d'importantes sociétés étrangères, basées au Royaume-Uni ou en Europe, avec une participation et une propriété locale très limitées<sup>223</sup>. Au moment de l'indépendance, le Nigéria a hérité d'une économie dépendante de la Grande-Bretagne, qui contrôlait plus de 40 % du commerce extérieur du Nigéria<sup>224</sup>. En tant qu'ancienne colonie britannique intégrée dans la zone sterling, le Nigéria avait ses pratiques financières et commerciales étroitement alignées sur les intérêts britanniques. Il contribuait ses revenus en dollars américains à un fonds commun géré par la Grande-Bretagne, où les retraits étaient strictement réglementés pour garantir que les gains en dollars maximisaient le soutien à la stabilité de la zone sterling. Pour optimiser ces contributions, l'administration coloniale imposait des restrictions commerciales, limitant les importations de pays hors zone sterling pour minimiser les dépenses en livres sterling et orientant stratégiquement les exportations vers des régions utilisant la livre ou des devises fortes comme le dollar américain. Cette politique visait à renforcer le pouvoir économique de la zone sterling et à attirer des devises étrangères essentielles à la viabilité financière du fonds. La Grande Bretagne avait ainsi restreint toute possibilité de commerce avec l'Union Soviétique<sup>225</sup>. La domination de la Grande Bretagne sur l'économie nigériane s'étend jusqu'après l'obtention de l'indépendance du pays ouest-africain. Ses entreprises dominent le secteur industriel nigérian et certaines de celles-ci détiennent le monopole sur certains secteurs, comme Shell-BP sur l'extraction pétrolière. La proximité des échanges entre ces deux pays se manifeste en outre lors de la création d'une devise alignée sur le sterling anglais, à savoir le sterling nigérian, par la Banque Centrale nigériane<sup>226</sup>. Balewa, lors de l'obtention du titre de premier ministre en 1958, se prononce sur son envie et sur l'importance de renforcer les liens entre les deux pays. Cela fut effectivement le cas à travers

---

<sup>221</sup>Raheem A. Akindele, « Nigeria's External Economic Relations, 1960-1985: Part II: With Special Emphasis on External Loan Transactions, Foreign Private Investment and Geographical Expansion of Trade Frontiers », *Africa Spectrum* 1, n° 2 (1986): 143-61.

<sup>222</sup>Olasupo Ojedokun, « The Changing Pattern of Nigeria's International Economic Relations: The Decline of the Colonial Nexus, 1960-1966 », *The Journal of Developing Areas* 6, n° 7 (1972): 586.

<sup>223</sup>À ce sujet, consulter Bernard Blankenheimer, « The Foreign Investment Climate In Nigeria », *Vanderbilt Journal of Transnational Law* 10, n° 7 (1977): 589-600.

<sup>224</sup>Ojedokun, « The Changing Pattern of Nigeria's International Economic Relations: The Decline of the Colonial Nexus, 1960-1966 », 536.

<sup>225</sup>Ogunbadejo, « Nigerian-Soviet Relations, 1960-87 ».

<sup>226</sup>Sur les devises nigérianes, consulter Chukwu, « Trends and Changes in the Nigerian Currency System, Colonial Period - 2008 ».

une série d'accords signés avec les entreprises britanniques afin d'assurer leur activités sur le sol nigérian après l'indépendance<sup>227</sup>.

### L'affaiblissement des relations entre Grande Bretagne et le Nigéria

C'est à partir de l'année de la rédaction du plan qu'un affaiblissement de ce lien très fort a lieu. En effet, en 1961, une série d'événements éloignent, bien que légèrement, les activités économiques du Nigéria de la dépendance britannique. Au sein du gouvernement nigérian, Awolowo suivi par l'Action Group mène ses accusations contre le gouvernement fédéral pour avoir accepté un schéma de relations économiques internationales qui ne correspondait pas à la politique de non-alignement du Nigéria qu'il s'était engagé à suivre. Dans cette initiative, le parti a bénéficié d'un soutien considérable de la part des nouvelles organisations jeunesse radicales. Le gouvernement a été contraint de prêter attention à ces critiques afin de prévenir des répercussions négatives sur les élections, provoquées par la campagne du parti de Awolowo. De plus, le mouvement pan-africain, que le gouvernement avait jusqu'alors largement ignoré, a commencé à prendre de l'ampleur. Sir Abubakar lui-même s'est impliqué de près dans la direction de ce mouvement et s'est convaincu que le Nigéria avait un rôle de leader à y jouer. Cela se concrétise en effet dans la conférence de Monrovia de mai 1961. Pour pouvoir gérer ses enjeux, le pays devait adopter des politiques assez similaires à celles de la ligne pan-africaine.

Cette année, le gouvernement nigérian a décidé de mettre fin aux partenariats avec des entreprises britanniques qui géraient la ligne nationale de navigation maritime du Nigéria et de la compagnie aérienne nigériane, reprenant les parts détenues par les Britanniques dans ces entreprises. Le gouvernement a modifié la législation pour diversifier ses réserves monétaires, réduisant ainsi sa dépendance à la livre sterling. Désormais, 10% des réserves seraient constituées d'or et une autre portion de 10% serait détenue en dollars américains.

Cette période a été marquée par un recul progressif de l'aide britannique, justifié par des pressions internes pour une réduction des dépenses extérieures au profit des besoins nationaux, et exacerbé par des problèmes persistants de balance des paiements<sup>228</sup>. Le gouvernement britannique, confronté à des défis économiques croissants, a été contraint de revoir à la baisse les augmentations annuelles prévues de 10 % de l'aide au développement. Parallèlement, le débat entre l'adoption d'une politique de «nigérisation» ou de «nationalisation» prenait place au parlement concernant les questions d'économie et de commerce<sup>229</sup>. La première, défendue par Azikiwe et Balewa, visait à augmenter la participation

---

<sup>227</sup>Stephanie Decker, « Building Up Goodwill: British Business, Development and Economic Nationalism in Ghana and Nigeria, 1945–1977 », *Enterprise and Society* 9, n° 4 (2008): 603. À propos des stratégies des entreprises britanniques pour pouvoir mener leurs activités au Nigéria durant cette période, consulter Olakunle A. Lawal, « British Commercial Interests and the Decolonization Process in Nigeria, 1950-60 », *African Economic History*, n° 22 (1994): 93-110.

<sup>228</sup>Ojedokun, « The Changing Pattern of Nigeria's International Economic Relations: The Decline of the Colonial Nexus, 1960-1966 », 544.

<sup>229</sup>Chibuzo S. A. Ogbuagu, « The Nigerian Indigenization Policy: Nationalism or Pragmatism? », *African Affairs* 82, n° 327 (1983): 241-66.

des Nigériens dans l'économie sans exproprier complètement les investissements et les entreprises étrangères. Son approche visait à équilibrer la nécessité d'augmenter le contrôle indigène de l'économie tout en maintenant un environnement favorable aux investissements étrangers, essentiels à son avis pour le développement économique du pays. La deuxième consistait à prendre une position plus radicale, proposant au parlement la nationalisation des industries de base et des entreprises d'importance vitale pour l'économie du Nigéria, une mesure visant à réduire la domination étrangère dans les industries extractives, le commerce et le transport. De plus, le pays commence à partir de ce moment à augmenter ses partenaires commerciaux avec les États-Unis et les pays d'Europe occidentale, qui deviennent rapidement des zones d'échange importantes pour le pays<sup>230</sup>. C'est à ce moment que le Nigéria rentrait dans une époque où le gouvernement accueillait ouvertement la participation de compétences managériales étrangères, de talents entrepreneuriaux et de capitaux dans le développement économique<sup>231</sup>.

Dans un contexte où le Nigéria avait réduit ses liens avec la Grande-Bretagne, mais restait néanmoins sous son influence économique et bénéficiait de moins de fonds de cette dernière, le Nigéria fut contraint de chercher un soutien économique alternatif. C'est dans ce cadre que, en 1961, le Nigéria dépêcha une mission tant dans le bloc soviétique que dans le bloc occidental, dans le but de solliciter de l'assistance économique pour son plan de développement, comme étudié plus tard. Le gouvernement demandera également à la Fondation Ford de l'aide pour de l'assistance technique pour le PPDN. C'est donc en 1961 que Stolper, sous les auspices des États-Unis, se lance la rédaction du plan. Étant donné que Stolper entretenait des relations avec Balewa et occupait une position particulière en tant qu'économiste états-unien du CENIS travaillant pour une institution publique nigérienne, son rôle dans la rédaction du plan de développement économique était crucial pour convaincre le gouvernement local de ses mérites. Bien que les détails sur les acteurs impliqués dans la rédaction de ce plan restent incertains, les discussions au parlement nigériens laissent comprendre que Balewa suivait la ligne du plan. Il est possible donc de comprendre cela à travers son soutien à la nigérisation plutôt qu'à la nationalisation, voulant accueillir des capitaux étrangers, des hommes d'affaires, et des assistants techniques.

Ainsi, Stolper et ses collaborateurs ont formulé des recommandations qui cherchaient à aligner cette croissance avec une vision capitaliste et anti-soviétique, s'assurant ainsi de répondre quelque part aux aspirations locales et aux orientations stratégiques des États-Unis dans la région.

### Une fenêtre d'opportunité

Le Nigéria, dans sa quête d'indépendance économique et de développement, a adopté une politique de «Portes Ouvertes» qui invitait les investissements étrangers à entrer sur son marché

---

<sup>230</sup>Chikodiri Nwangwu et Kingsley Okoye, « Management Of External Economic Relations And The Crisis Of Development In Nigeria », *Global Journal of Arts Humanities and Social Sciences* 2, n° 9 (2014): 39.

<sup>231</sup>Ogbuagu, « The Nigerian Indigenization Policy: Nationalism or Pragmatism? », 242.

naissant<sup>232</sup>. Pour des autorités nigérianes qui faisaient face à un retrait de l'engagement économique de la Grande Bretagne, cette politique s'avérait instrumentale dans l'élargissement du paysage économique nigérian. Cette situation offrait aux États-Unis une opportunité de s'immiscer dans l'économie nigérianne et d'en influencer la trajectoire.

Au sein du plan, le témoignage de cette intention se manifeste dans l'accent placé sur le développement des secteurs des transports et de l'industrie. Le discours sur la détermination d'améliorer les capacités productives du pays et ainsi que le commerce international s'insère également dans cette dynamique. Il apparaît que la production issue du projet était principalement conçue pour bénéficier aux entreprises et aux intérêts économiques et politiques des États-Unis<sup>233</sup>. Au début des années 1960, la Grande-Bretagne perdait progressivement du terrain dans le secteur des importations nigérianes, notamment en ce qui concerne les biens manufacturés et les machines. En prenant le relais sur celles-ci, les États-Unis ont réussi à établir les filiales de leurs multinationales sur le sol nigérian, notamment dans le secteur pétrolier<sup>234</sup>. Durant la période couverte par le plan de développement, les projets effectivement réalisés étaient principalement ceux liés à l'industrie, tels que le barrage du Niger, la raffinerie, ainsi que le développement de certains réseaux de transport<sup>235</sup>. Ces initiatives ne visaient pas seulement à développer l'infrastructure locale, mais aussi à créer des conditions favorables à l'exportation de ressources vers les États-Unis, facilitant ainsi le transfert de profits hors du Nigéria. Cette stratégie s'inscrit dans une logique de domination commerciale où les infrastructures locales sont optimisées pour servir avant tout les intérêts économiques extérieurs plutôt que de soutenir les intérêts nigériens, comme présenté par le plan<sup>236</sup>.

Durant cette période, afin de contrer le risque d'un contrôle étranger total sur son économie, le Nigéria a mis en œuvre des politiques de «nigérianisation». Celles-ci visaient à accroître le contrôle natif et les bénéfices issus des investissements étrangers, malgré un environnement favorable à ces derniers, comme le Petroleum Profit Tax Act de 1959. Cette législation, mise en place pour réglementer la taxation des profits réalisés par les entreprises opérant dans le secteur pétrolier du pays, n'a pourtant pas empêché les entreprises de fuir à leurs obligations<sup>237</sup>. De plus, malgré l'idée du processus de nigérianisation, il a été remarqué que la plupart des hauts cadres des entreprises étrangères n'était pas composé par des personnes nigérianes enlevant la possibilité d'une participation locale dans les organes dirigeants de celles-ci<sup>238</sup>.

---

<sup>232</sup>Chukwu et Okwara, « Analysis of Trends and Patterns in Nigeria - U.S Relations, 1960- 2015 », 98.

<sup>233</sup>Akindele, « Nigeria's External Economic Relations, 1960-1985: Part II: With Special Emphasis on External Loan Transactions, Foreign Private Investment and Geographical Expansion of Trade Frontiers », 160.

<sup>234</sup>Ojedokun, « The Changing Pattern of Nigeria's International Economic Relations: The Decline of the Colonial Nexus, 1960-1966 », 544.

<sup>235</sup>Emmanuel N. Iheanacho, « National Development Planning In Nigeria: An Endless Search For Appropriate Development Strategy », *International Journal of Economic Development Research and Investment* 5, n° 2 (2014): 52.

<sup>236</sup>Akin Fadahunsi, « A Review of the Political Economy of the Industrialization Strategy of the Nigerian State, 1960-80 », *Africa Development / Afrique et Développement* 4, n° 2/3 (1979): 114.

<sup>237</sup>Ebimobowei Appah, « Petroleum Profit Tax And Economic Growth In Nigeria », *International Journal of Management Sciences and Business Research* 1, n° 9 (2012): 16.

<sup>238</sup>Ogbuagu, « The Nigerian Indigenization Policy: Nationalism or Pragmatism? »

## Sous la sphère d'influence états-unienne

Les relations économiques entre le Nigéria et les États-Unis ont été dynamisées par les initiatives de l'USAID dans le cadre du PPDN<sup>239</sup>. Stolper et Rivkin ont ainsi été au centre de cela. Ce projet a non seulement boosté les échanges commerciaux, mais a également facilité l'arrivée massive de spécialistes des États-Unis en assistance technique au Nigéria, tout en éveillant l'intérêt des entreprises du pays du bloc occidental pour des opportunités d'investissement dans le pays<sup>240</sup>.

La capacité des États-Unis à s'implanter dans l'économie nigériane était cachée, bien qu'évidente, au sein du plan de développement à travers, comme susmentionné, le développement du secteur industriel, mais il est possible de voir cela à travers les financements prévus. Il était prévu que près de la moitié des dépenses en capital proviennent de financements extérieurs. Il est possible de comprendre que cette dépendance marquée à l'égard des sources de financement internationales s'inscrivait dans le cadre d'une stratégie économique qui visait à renforcer les interactions entre l'Afrique et les États-Unis, en particulier par le biais de la sollicitation d'investissements privés étrangers de ces derniers. Cela peut se voir avec la présence d'environ quatre-vingt-dix entreprises états-uniennes opérant au Nigéria en 1965, dont une part significative des investissements se concentrait dans les secteurs du pétrole et du textile<sup>241</sup>. Ces relations commerciales bilatérales initialement modestes entre le Nigéria et les États-Unis ont posé les fondations d'une relation commerciale robuste, qui allait ultérieurement détrôner la Grande-Bretagne dans les années 1970<sup>242</sup>. Encourageant le Nigéria à «s'ouvrir à de nouveaux marchés», le PPDN permettait de créer un marché plus large pour les biens et services états-uniens. Sans que le plan mentionne explicitement l'Europe occidentale, le renforcement du commerce entre le Nigéria et celle-ci, qui jusqu'à ce moment-là commerçait presque uniquement avec la Grande Bretagne, pouvait permettre d'accroître le nombre d'acheteurs potentiels des produits des États-Unis, augmentant ainsi les flux financiers vers les États-Unis. Le développement de ces liens économiques pouvait également être utile pour contrôler plus efficacement les échanges commerciaux nigériens. En effet, un développement significatif dans l'orientation du commerce extérieur du Nigéria a été l'émergence de la Communauté Économique Européenne comme le plus grand marché pour les exportations nigérianes en 1967 et une source de ses importations en 1965<sup>243</sup>. Il est alors possible d'affirmer que ce contrôle accru sur la production et le commerce nigérian permettait d'empêcher le développement de liens économiques entre le Nigéria et l'Union soviétique et éloigner le pays de la sphère d'influence de celle-ci et le rapprocher du bloc occidental<sup>244</sup>. Jusqu'en 1966, les

---

<sup>239</sup>Chukwu et Okwara, « Analysis of Trends and Patterns in Nigeria - U.S Relations, 1960- 2015 », 99.

<sup>240</sup>Edwin Dean, « Noneconomic Barriers to Effective Planning in Nigeria, 1962-66 », *Economic Development and Cultural Change* 19, n° 4 (1979): 560-79.

<sup>241</sup>Akindele, « Nigeria's External Economic Relations, 1960-1985 », 98.

<sup>242</sup>Chukwu et Okwara, « Analysis of Trends and Patterns in Nigeria - U.S Relations, 1960- 2015 », 98.

<sup>243</sup>Akindele, « Nigeria's External Economic Relations, 1960-1985 », 20.

<sup>244</sup>Monica L. Belmonte, « Reining in Revolution: The United States Response to British Decolonization in Nigeria in an Era of Civil Rights, 1953–1960 » (Thèse, Washington, Georgetown University, 2003), 283.

interactions commerciales entre le Nigéria et le bloc soviétique restaient effectivement très limitées, ce qui témoigne de l'efficacité de la stratégie états-unienne dans ce domaine<sup>245</sup>. En outre, en renforçant leur présence économique dans des régions riches en ressources naturelles, les États-Unis pouvaient également assurer un contrôle indirect sur ces ressources primaires et les importer à des prix avantageux.

Si le plan voulait responsabiliser les entreprises des États-Unis du financement du plan, il prévoyait aussi des financements, bien que mineurs, de la Banque Mondiale. Un rapport de la Banque Mondiale explique que ses financements devraient rester limités par rapport à ceux des entreprises dans le but d'éviter un endettement majeur du pays<sup>246</sup>. Cette idée pourrait être vue comme une façon pour ces entreprises de prendre le relais sur ces financements et donc pour les États-Unis d'avoir le contrôle sur les ressources primaires et les gains économiques. D'ailleurs, comme expliqué, l'action de la Banque était fortement influencée par le rôle prédominant du capital monopolistique états-unien et de son orientation politique. En intégrant le Nigéria dans le système financier mondial à travers des institutions multilatérales telles que la Banque mondiale, les experts états-uniens prévoient de faciliter le commerce international entre les États-Unis et le pays ouest-africain<sup>247</sup>. Le Nigéria, inséré dans cet environnement de contrôle économique, est ainsi forcé et encouragé à entretenir des liens avec le bloc occidental et à limiter ceux avec le bloc soviétique.

En promouvant une assistance technique dans les secteurs de l'éducation, de l'administration et de l'industrie, il est possible de former les élites politiques et scientifiques qui suivront une orientation économique favorisant les États-Unis. Le PPDN revêt ici le rôle d'instrument de dépolitisation des administrations locales visées par cette planification états-unienne. Les politiques et les initiatives locales subiraient en effet un détournement vers l'application des mesures de développement prévues par le plan. Non seulement les autorités locales auraient plus de difficulté à mener des projets lancés par leurs communautés mais «les dirigeants africains seraient découragés de poursuivre des projets politiques, culturels ou diplomatiques qui s'écartent de cette vision étroite du développement économique (axé sur le marché libre et l'Occident) et de la construction d'une nation (démocratique et de style occidental)<sup>248</sup>». La proposition de la présence de l'ASA au sein de certaines universités, qui est d'ailleurs financée par la Fondation Carnegie et dans laquelle Rivkin participe, illustre un exemple de cette volonté de contrôler les élites politiques. Cela est également le cas de l'initiative de créer un institut d'études d'administration lié aux études de gestion d'entreprises. Assimiler ces deux disciplines permettrait de créer un processus d'influence mutuelle dans le cas d'interventions états-uniennes futures. De plus, l'idée du plan d'investir davantage dans les études d'ingénierie est aussi exemplaire de cet objectif. Cette initiative se manifeste par un effort d'une délégation nigériane de collaborer avec le MIT dans la création d'une université

---

<sup>245</sup>Ogunbadejo, « Nigerian-Soviet Relations, 1960-87 », 88.

<sup>246</sup>Department of Operations Africa, «Nigeria - National development plan 1962-1968», 31 décembre 1962, 29.

<sup>247</sup>Fadahunsi, « A Review of the Political Economy of the Industrialization Strategy of the Nigerian State, 1960–80 », 113-14.

<sup>248</sup>Grubbs, *Secular Missionaries: Americans and African Development in the 1960s*, 77.

d'ingénierie. Lors d'une réunion au MIT, Rivkin s'exprimera sa vision disant «qu'avant qu'une école d'ingénieurs ne s'engage auprès de l'université fédérale, un groupe d'étude composé non seulement d'ingénieurs, mais aussi d'économistes, d'architectes et d'experts en construction devrait se rendre sur place et réaliser une étude générale afin de déterminer les besoins exacts d'une nouvelle école d'ingénieurs dans cet environnement en plein développement<sup>249</sup>».

L'aide économique et les investissements servaient d'instruments pour forger des alliances politiques et sécuriser des enjeux stratégiques. Cette approche s'articulait autour de l'octroi de subventions directes et de l'implémentation de programmes de développement qui propageaient les principes du marché libéral, tels que la modernisation. En se positionnant comme partenaire clé du développement économique, les États-Unis ont pu influencer les politiques économiques du Nigéria, alignant celle-ci avec les objectifs de leur politique étrangère. Celle-ci permettait d'un côté de recevoir des gains économiques à long terme et de l'autre d'assurer l'influence occidentale sur le Nigéria, empêchant tout rapprochement au bloc soviétique. Ces tactiques illustrent comment le développement économique, souvent présenté comme une coopération altruiste et comme un chemin vers le «monde libre», peut être exploité pour atteindre des buts géopolitiques plus larges, en intégrant des considérations stratégiques au cœur des initiatives de développement international. Des figures telles que Rivkin et Stolper se révèlent être les acteurs clés de ce projet politique et économique, se trouvant au cœur d'un réseau institutionnel qui vise à promouvoir la modernisation au Nigéria tout en procurant des avantages aux États-Unis.

---

<sup>249</sup>Arnold, Rivkin, «Luncheon Meeting with Nigerian Delegation», 22 juin 1962 Office of the Dean, Nigeria International Cooperation Administration, 1961 - 1962, Office of the Dean records, Boîte 14, fichier 39080021737579, AC--0012, Massachusetts Institute of Technology.



### 3. Le CENIS en tant qu'acteur du développement pour une politique étrangère états-unienne d'expertise anti-soviétique

Le CENIS s'affirme à travers le cas du PPDN en tant que lieu académique lié à l'arène décisionnelle politique des États-Unis. Porteur d'idées et sollicité dans le cadre des discussions sur l'assistance économique, les membres du centre s'avèrent des acteurs ayant le pouvoir agir au sein de cadres professionnels multiples. Afin de nous pencher dans l'étude de la démarche du CENIS et du rôle du PPDN dans la politique étrangère états-unienne, il sera essentiel de s'arrêter sur les impulsions reçues par Kennedy concernant les leaders africains, Tafawa Balewa notamment, dans le contexte de sa proximité avec les théoriciens de la modernisation. Cela nous permettra de nous attacher aux rôles de Millikan dans la direction de la nouvelle politique étrangère de Washington, où l'expertise académique est recherchée. Ensuite, si Millikan et Rostow seront mobilisés à travers leur présence aux États-Unis, Arnold Rivkin et Wolfgang Stolper seront évoqués principalement à travers leurs missions au Nigéria, dans lesquelles ils exercent leur influence sur les autorités nigérianes et, de retour, sur celles états-uniennes.

#### 3.1 Kennedy, le développement et l'Afrique : une attention au continent africain au milieu du réseau de la modernisation

Dans un contexte rapprochant Kennedy des théoriciens de la modernisation, son discours sur le développement des pays du Sud semble se conformer de plus en plus à la nouvelle théorie socio-économique. Sa participation au comité des affaires étrangères et sa proximité avec Rostow notamment suscitent son intérêt pour l'Afrique, en particulier pour le Nigéria, avec lequel des fondements diplomatiques seront établis pour renforcer les relations bilatérales. La consolidation des liens avec les dirigeants africains sera articulée dans le but de contrecarrer toute tentative d'influence soviétique sur le continent. Pour atteindre cet objectif, des experts du CENIS seront sollicités.

##### Le renforcement des liens avec les pays africains et leurs dirigeants

Dans son discours du 8 octobre 1960, prononcé dans le cadre de sa campagne électorale, John F. Kennedy, aborde l'importance de l'Afrique dans le contexte de la politique mondiale et expose ses opinions sur la politique étrangère à l'égard du continent<sup>250</sup>. Il n'est pas difficile de mettre en corrélation les mesures annoncées dans son intervention avec les principaux éléments

---

<sup>250</sup>John F. Kennedy, «Speech by Senator John F. Kennedy, City Hall Square, Bowling Green, KY - (Advance Release Text)», 8 octobre 1960, The American Presidency Project, University of California, Santa Barbara, consulté le 3 avril 2024, <https://www.presidency.ucsb.edu/node/274277>.

de la théorie de la modernisation. L'influence des théoriciens de la modernisation dans le discours public de Kennedy se cache derrière ses mots évoquant le changement que les pays du continent africain entreprendront grâce à l'action états-unienne.

Ayant sa rhétorique sur le cas du Congo, qui à la suite de son indépendance en 1960 voit une période d'affrontements politiques, le candidat souligne le manque d'engagement politique états-unien dans ce pays. Le fait que la nation américaine ne se soit pas impliquée de manière suffisante en Afrique créerait selon Kennedy un risque d'affiliation africaine au bloc soviétique. Il affirme alors que la négligence de l'ancien gouvernement républicain d'Eisenhower des États-Unis vers le continent aurait causé la possibilité que les nouveaux pays indépendants se rallient à un bloc qui se serait engagé davantage envers ceux-ci. Il explicite en effet que «Ce bilan républicain de négligence et d'indifférence, de dérive et d'échec et de repli, a entraîné un déclin constant du prestige américain en Afrique, et une croissance constante de l'influence soviétique<sup>251</sup>». Il serait alors nécessaire d'éliminer les menaces que provoquent les pays comme le Congo, à la tête duquel l'on retrouve Patrice Lumumba du mouvement national congolais. Le programme de ce dernier posait évidemment un problème aux États-Unis en raison de ses orientations socialistes et, notamment, par sa volonté de nationaliser les territoires congolais exploités par les entreprises occidentales<sup>252</sup>. Au sein de ce discours centré sur la menace soviétique, il propose plusieurs initiatives. Il prône un soutien accru à l'éducation, notamment en accueillant des étudiants africains aux États-Unis pour une formation universitaire et en établissant un fonds de développement éducatif multinational. Il met en avant le besoin de fournir du capital de développement via un fonds de prêt multilatéral et d'augmenter les financements états-unis à la BIRD. Il faudrait ainsi investir dans l'infrastructure et les services publics afin de développer un capital interne pour les pays africains. Pour atteindre cela, il défend la canalisation d'investissements privés vers l'Afrique, qui seraient facilités grâce à l'expansion des services consulaires et à la sensibilisation aux potentialités économiques du continent. Il s'exprime alors sur le besoin d'une assistance technique et éducative dans le but de développer les potentialités économiques, de sauver l'Afrique de la menace communiste et d'aider celle-ci à améliorer ses conditions de vie.

Les positions de Kennedy autour de la direction que les États-Unis devraient prendre en termes de politique internationale sont également présentes l'année précédente ce discours. Dans une intervention au congrès états-unien à propos de ce sujet, en février 1959, le sénateur Kennedy intervient affirmant que l'année en question pourrait être la «manche» des États-Unis face à l'avancée de l'URSS, qui était perçue à travers son augmentation des échanges commerciaux et le développement technologique<sup>253</sup>. Pour rappel, plusieurs éléments

---

<sup>251</sup>John F. Kennedy, «Speech by Senator John F. Kennedy, City Hall Square, Bowling Green, KY - (Advance Release Text)», 8 octobre 1960, (traduit de l'anglais).

<sup>252</sup>Pour plus d'informations sur les orientations politiques de Patrice Lumumba, consulter Tukumbi Lumumba-Kasongo, « Rethinking state formation and the post-colonial political experience in the Democratic Republic of the Congo », in *Reconstructing the Authoritarian State in Africa*, éd. par George Klay Kieh, Jr. et Pita Ogaba Agbese (London: Routledge, 2013), 54-105.

<sup>253</sup>John F. Kennedy, «The Economic Gap», 19 février 1959. Pour plus d'informations au sujet du commerce de l'Union Soviétique et de ses relations étrangères, consulter Philip Hanson, « Khrushchev: Hope Rewarded, 1953-

historiques de quelques années précédentes étaient à l'origine de la recherche d'une nouvelle orientation politique vers l'international; la crise de Suez, le lancement de Spoutnik, l'affrontement contre l'URSS, l'armement international, parmi d'autres. Dans son discours de 1960, cependant, il prononcera ses propos uniquement à travers le prisme du besoin de combattre le bloc opposé et de permettre le développement social, économique et politique parce que, selon celui-ci, «cela est ce que l'Afrique veut<sup>254</sup>». C'est également en cette année que le fameux texte de Rostow intitulé «The Stages of Economic Growth: A Non-Communist Manifesto» sort. Au sein de celui-ci, Rostow propose un modèle américain de développement économique pour les nations émergentes. Il argue que ce modèle, qui promeut les principes du libre marché, de la démocratie, et de l'investissement privé, est plus susceptible de conduire à un développement durable et à la stabilité politique. Rostow est critique envers les approches centralisées et planifiées de l'Union Soviétique, qu'il considère moins efficaces et potentiellement oppressives, limitant la liberté économique et individuelle. Sa perspective reflète une conviction que les systèmes basés sur les valeurs occidentales sont non seulement plus bénéfiques pour le développement économique, mais aussi pour la construction d'institutions démocratiques fortes et résilientes. Sur cette base, Kennedy explicite lors de la séance du congrès : «Si nous agissons maintenant, à la bonne échelle, de la bonne manière, nous pourrions inverser l'écart qui ne cesse de se creuser - nous pourrions diminuer la menace d'une prise de contrôle communiste et accroître les chances d'une évolution pacifique en Inde et dans d'autres zones non engagées et moins développées. Cette année 1959, pourrait être l'année de leur déclin économique - ou l'année de leur «décollage» économique, leur permettant de surpasser leur population en croissance exponentielle, de stabiliser leurs économies et de construire une base pour un développement et une croissance continus. Quelle que soit la réponse qui émerge, elle façonnera pour une génération à venir le destin du monde et la sécurité de notre nation<sup>255</sup>».

Durant la fin des années 1950, le terme de «missile gap» prend ampleur dans la rhétorique états-unienne du gouvernement des États-Unis<sup>256</sup>. Celui-ci suggérerait l'existence d'un déséquilibre significatif entre les arsenaux nucléaires des États-Unis et de l'Union soviétique en faveur de l'URSS. Cette idée a été popularisée par Kennedy lors de sa campagne électorale dans l'optique de relever les points faibles des politiques d'Eisenhower et d'argumenter la négligence et l'indifférence de celles-ci face à l'URSS amenant à la situation actuelle<sup>257</sup>. Actuellement, nous savons que ce concept désigne une situation largement exagérée et qu'il a été utilisée par Kennedy pour critiquer la politique étrangère de l'administration Eisenhower et pour plaider en faveur d'une augmentation des dépenses militaires et du développement de

---

60 », in *The Rise and Fall of the Soviet Economy: An Economic History of the USSR from 1945* (London: Pearson Education, 2003), 48-77.

<sup>254</sup>John F. Kennedy, «Speech by Senator John F. Kennedy, City Hall Square, Bowling Green, KY - (Advance Release Text)», 8 octobre 1960, (traduit de l'anglais).

<sup>255</sup>John F. Kennedy, «The Economic Gap», 19 février 1959, (traduit de l'anglais).

<sup>256</sup>Pearce, *Rostow, Kennedy, and the Rhetoric of Foreign Aid*.

<sup>257</sup>Roy E. Licklider, « The Missile Gap Controversy », *Political Science Quarterly* 85, n° 4 (1970): 600-615.

nouvelles technologies, telles que le programme de missiles balistiques intercontinentaux<sup>258</sup>. Dans cette optique, il est possible de comprendre que, dans sa rhétorique, Kennedy élargit cette idée à la politique étrangère envers les pays nouvellement indépendants d'Afrique. C'est en effet en parlant des pays du Sud que ce dernier aborde l'écart entre ceux-ci et les États-Unis. L'écart que le Sud entretiendrait avec le Nord serait basé sur un manque de production industrielle, d'éducation, de démocratie et ce serait aux États-Unis de combler ces lacunes à travers les mesures susmentionnées.

La même année Kennedy présentait des avis sur les politiques en matière de développement en Afrique. Il était en effet président de la Sous-Commission sur les Affaires Africaines au sein du Comité des Affaires Étrangères. Le 28 juin de cette année, il intervient à la deuxième conférence annuelle de la American Society of African Culture (AMSAC), une organisation d'académiques, artistes, écrivains.nes qui organisaient des activités au sujet du colonialisme, de la décolonisation et de l'héritage culturel afro-américain<sup>259260</sup>. Dans son discours, il annonce «une nouvelle politique pour une nouvelle époque», en mettant en avant l'intérêt du partenariat entre les États-Unis et les pays d'Afrique, notamment ceux en Afrique sub-saharienne<sup>261</sup>. Cet intérêt se concrétise pour le sénateur dans le soutien financier du gouvernement états-unien à ces pays dans le but de mettre en place un processus de développement économique.

Les propos au sein des interventions publiques et du congrès de Kennedy concernant le continent africain reflètent clairement les principes de la théorie de la modernisation et les influences subies par ses créateurs. Ces résonances ainsi que son engagement politique envers l'Afrique se retrouvent quelques années avant la candidature de Kennedy à la présidence. En tant que sénateur, Kennedy rejoint en 1957 la Foreign Relations Committee, où il rencontre Walt Rostow qui deviendra son conseiller présidentiel, et l'émanation de la résolution Kennedy-Kooper au sein de celle-ci, qui évoquait le besoin de soutenir le développement économique de l'Inde<sup>262</sup>. L'année suivante, la création du Bureau des Affaires Africaines a établi sa responsabilité dans la gestion des relations diplomatiques entre les États-Unis et les

---

<sup>258</sup>Pearce, *Rostow, Kennedy, and the Rhetoric of Foreign Aid*.

<sup>259</sup> L'AMSAC, fondée en 1957, est le résultat de l'association de personnages du monde académique et de l'activisme politique tels que John A. Davis, Horace Mann Bond, William T. Fontaine suite au Congress of Negro Writers and Artists de 1956. Pour en savoir plus sur ses origines et sa conceptualisation, consulter James K. Baker, « The American Society of African Culture », *The Journal of Modern African Studies* 4, n° 3 (1966): 367-69.

<sup>260</sup> Il est intéressant de remarquer qu'en 1961 l'AMSAC ouvre un bureau à Lagos, la capitale du Nigéria et que les financements de l'organisation sont des subventions directes de la part de la CIA. Pour plus d'informations, consulter Lonneke Geerlings, « Performances in the theatre of the Cold War: the American Society of African Culture and the 1961 Lagos Festival », *Journal of transatlantic studies* 16, n° 1 (2018): 1-19.

<sup>261</sup> John F. Kennedy, «Remarks of Senator John F. Kennedy, The Senate Foreign Relations Subcommittee on African Affairs, before the Second Annual Conference of the American Society of African Culture», 28 juin 1959, John F. Kennedy. Pre-Presidential Papers. Presidential Campaign Files, 1960. Speeches and the Press. Speeches, Statements, and Sections, 1958-1960, Foreign Affairs: The United States and Africa - A New Policy for a New Era, JFKCAMP1960-1030-023, John F. Kennedy Presidential Library and Museum, 5-7, consulté le 7 avril 2024, [https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfkcamp1960-1030-023#?image\\_identifier=JFKCAMP1960-1030-023-p0001](https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfkcamp1960-1030-023#?image_identifier=JFKCAMP1960-1030-023-p0001).

<sup>262</sup>Pour des renseignements sur l'implication des États-Unis dans en Inde en cette période, consulter Venkataramani, M. S. (1960). The U.S. Senate Committee on Foreign Relations and India, 1958-9. *India Quarterly*, 16(1), 51-61.

pays d'Afrique. Au sein de ce bureau, le Sous-comité des Affaires Africaines, présidé par Kennedy lui-même au sein du Comité des Relations Étrangères, a également été mis en place. Dans le cadre du Comité des Relations Étrangères, Kennedy initie le déploiement de sa politique en matière de développement en articulant la nécessité d'établir des relations avec les dirigeants africains<sup>263</sup>. En effet, durant sa présidence Kennedy rencontrera à Washington plusieurs leaders africains et parmi ceux-ci on retrouvera Tafawa Balewa pour discuter des relations bilatérales entre les deux nations, comme nous le verrons dans les pages suivantes. Selon Edward Hamilton, membre du Conseil National de Sécurité durant l'administration de Lyndon Johnson, la fréquence des visites diplomatiques n'avait jamais été aussi élevée que pendant la présidence de Kennedy, entre 1961 et 1963<sup>264</sup>.

Dans l'optique de renforcer la collaboration avec le continent africain et renvoyant à l'idée d'un commerce triangulaire entre États-Unis, Europe et Afrique, il annonce également le besoin d'une action économique forte vers les pays d'Afrique à partir de 1959 pour contraster les initiatives soviétiques dans le continent de l'année 1958<sup>265</sup>. Cela s'inscrit dans un contexte où les nations africaines aspiraient à l'indépendance vis-à-vis des puissances coloniales européennes, suscitant des questionnements quant à leur orientation future entre les blocs occidental et soviétique. C'est dans la consolidation des rapports diplomatiques qu'est envisagée la réponse à l'action soviétique, afin que les autres pays africains ne suivent pas la voie du Congo. Les rapports entre Kennedy et Balewa trouvent leurs racines dans l'administration états-unienne et la direction politique sera déterminée conjointement par les membres du CENIS, qui influenceront le processus décisionnel des deux leaders pour répondre aux préoccupations de Washington.

## Kennedy et Balewa : les bases pour un échange anti-communiste

Dans cette idée de renforcement des relations avec les pays du Sud à travers l'aide économique et la connexion avec les dirigeants politiques, Tafawa Balewa émerge en 1960 comme un personnage intrigant au sein de la Maison Blanche. Cela apparaît dans un télégramme confidentiel du 7 septembre 1960 reçu par Douglas C. Dillon, diplomate à l'époque travaillant au sein du Secrétaire d'État dans le Département d'État, et envoyé par William Averell Harriman, diplomate en mission au Nigéria<sup>266</sup>. Au sein de ce document, Harriman demande à Dillon de «répéter le contenu confidentiellement au Sénateur Kennedy», étant ce dernier

---

<sup>263</sup>Gibbs, D. N. (1995). Political Parties and International Relations: The United States and the Decolonization of Sub-Saharan Africa. *The International History Review*, 17(2), 320.

<sup>264</sup>Edward Hamilton dans Philip E. Muehlenbeck, « The Kennedy Legacy in Africa », in *Betting on the Africans: John F. Kennedy's Courting of African Nationalist Leaders*, éd. par Philip E. Muehlenbeck (Oxford University Press, 2012), 232.

<sup>265</sup>John F. Kennedy, «The Economic Gap», 19 février 1959, (traduit de l'anglais).

<sup>266</sup>William Averell Harriman, «Telegram From the Consulate General at Lagos to the Department of State», 7 septembre 1960, Foreign Relations Of the United States, 1958–1960, Africa, Volume XIV, U.S. Recognition of and Concern With Newly-Independent African States (Documents 56–89), Document 75. Consulté le 4 avril 2024, <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1958-60v14/d73>.

président du Sous-comité des Affaires Africaines. Le Premier ministre Abubakar Tafawa Balewa émerge comme une figure d'intérêt selon ce dernier en raison de son engagement ferme envers les principes démocratiques et son alignement avec les idéaux occidentaux. Le rejet de Balewa des termes tels que le non-alignement ou la neutralité souligneraient pour lui le dévouement de Balewa aux valeurs occidentales, perçues comme étant en accord avec celles du Nigéria. De plus, sa position proactive contre le communisme en Afrique, particulièrement évidente dans ses préoccupations concernant l'influence soviétique communiste au Congo, mettraient en lumière sa compréhension stratégique des dynamiques géopolitiques. L'aspiration de Balewa pour que le Nigéria obtienne l'indépendance et l'adhésion aux Nations Unies refléterait en outre son ambition d'exercer une influence contre-balançante dans le contexte africain. En outre, son désir d'une aide états-unienne souligne son inclination à favoriser des relations étroites avec les États-Unis, ce qui indique son approche pragmatique des affaires internationales et son éloignement de l'URSS. Harriman affirme en effet que Balewa «souhaite une augmentation de l'aide américaine et espère que le fait que le Nigéria ne représente pas une menace communiste ne rendra pas cela plus difficile. Il préfère une aide directe des États-Unis plutôt que par le biais de l'ONU car il a confiance en l'Amérique et souhaite développer des relations étroites». Dans l'ensemble, Balewa apparaît comme un leader ayant une vision claire du rôle du Nigéria en Afrique de l'Ouest, dont les actions et les perspectives ont des implications pour la dynamique régionale et le paysage géopolitique plus large.

Ce télégramme a été transmis par Harriman durant son séjour à Lagos dans le cadre d'un tour de celles qui étaient considérées comme les nations émergentes de l'Afrique. Kennedy avait en effet délégué le diplomate à mener une visite dans certains pays d'Afrique dans le but de partager ses avis pour une nouvelle politique étrangère<sup>267</sup>. Nous comprenons cela grâce à la transcription d'un entretien de 2011 à l'ambassadeur Ulrich Haynes Jr. dans le cadre du projet du Foreign Affairs Oral History Project<sup>268</sup>. Haynes se trouvait à Lagos en 1960 par le biais de la Fondation Ford, pour laquelle il travaillait en tant qu'assistant du représentant pour l'Afrique de l'Ouest dans le cadre de projets sur le training de l'administration publique et du développement économique<sup>269</sup>. Dans ce cadre, Haynes explique que Harriman lui a demandé de poursuivre son voyage ensemble et ce dernier, dans une interview mené par le projet susmentionné, explique que les leaders africains qu'il a rencontrés étaient très intéressés à tisser

---

<sup>267</sup>Ulric S. Haynes Jr., interview de Charles Stuart Kennedy, 2011, *The Foreign Affairs Oral History Collection of the Association for Diplomatic Studies and Training*, Manuscript Division, 29, Library of Congress, United States, consulté le 8 avril 2024, <https://www.adst.org/OH%20TOCs/Haynes,%20Ulric,%20Jr.%20toc.pdf>.

<sup>268</sup>Ce projet est mené par la Association for Diplomatic Studies and Training, une organisation états-unienne à but créé en 1986 par des agents du service extérieur à la retraite. L'association est située dans un des centres du Foreign Service Institute, principale institution de formation des professionnels de la politique étrangère états-unienne. Le projet consiste dans la production et le partage des récits oraux de diplomates états-uniens ainsi que la publication de livres sur la diplomatie par ceux-ci.

<sup>269</sup>Des financements étaient alloués au Institute of Public Administration de Zaria, chargé de la formation du personnel étatique administratif outre à l'Université d'Ibadan dans le but de financer la recherche et de faciliter les échanges universitaires. L'envoi de personnel technique des États-Unis à Lagos était pour coordonner cela. Pour plus d'informations sur la Fondation Ford au Nigéria en 1960, consulter Francis X. Sutton, « The Ford Foundation's Development Program in Africa », *African Studies Bulletin* 3, n° 4 (1960): 6-7.

des liens avec Kennedy<sup>270</sup>. Dans un autre télégramme envoyé deux jours avant le précédent à Dillon et adressé à Kennedy, Harriman rapporte des discussions avec des dirigeants africains, soulignant leurs préoccupations concernant l'influence communiste en Afrique<sup>271</sup>. Félix Houphouët-Boigny, Premier ministre de la Côte d'Ivoire, est présenté comme un leader proactif et pro-occidental qui s'efforce de détourner les nations africaines des influences du bloc de l'Est. Ce leader souligne spécifiquement les dangers des stratégies chinoises et soviétiques visant à détacher l'Afrique des liens occidentaux, notant que Nkrumah au Ghana et Sékou Touré en Guinée sont des figures clés dans ce contexte en raison de leur politique de «neutralité positive»<sup>272</sup>. Houphouët-Boigny prévoirait d'utiliser son influence pour modérer les vues de dirigeants comme Nkrumah et Touré vers une position plus alignée sur l'Occident. Concernant le Nigéria, Houphouët-Boigny considère ses dirigeants «sages et seront un facteur de stabilité lorsqu'ils deviendront indépendants». Bien que nous ne savons pas si ces propos ont effectivement été prononcés par Houphouët-Boigny car le contenu de cette source est un dialogue indirect, nous savons que Harriman a décidé de reporter ses rencontres avec les leaders africains à Kennedy et de représenter de cette manière les leaders nigériens. Il s'avère alors pertinent de penser que Harriman a contribué à poser des bases à travers ses communications pour un contact et une relation entre Kennedy et les leaders nigériens. Harriman était également engagé dans la campagne électorale de Kennedy et c'est vers la fin de celle-ci qu'il est convoqué par Kennedy pour aller en Afrique afin de contribuer à la préparation de la politique étrangère du candidat<sup>273</sup>.

Nous comprenons alors que durant la campagne électorale de Kennedy, le candidat reçoit plusieurs communications concernant la représentation des élites nigériennes et de la nation nigérienne comme une ressource essentielle contre l'URSS, qui serait en train de s'éteindre dans le continent africain. Cette prédisposition de Balewa s'atteste cependant aussi en 1960, une semaine après l'indépendance du Nigéria lors d'une rencontre avec le président Eisenhower<sup>274</sup>. Balewa lors de cet événement défend l'indépendance et l'autonomie de son

---

<sup>270</sup>William Averell Harriman, interview de Michael Forrestal et Arthur Schlesinger, 13 avril 1964, John F. Kennedy Library Oral History Program, 7, <https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfkoh-wah-01>.

<sup>271</sup>William Averell Harriman, «Telegram From the Consulate General at Lagos to the Department of State», 5 septembre 1960, Foreign Relations Of the United States, 1958–1960, Africa, Volume XIV, U.S. Recognition of and Concern With Newly-Independent African States (Documents 56–89), Document 72. Consulté le 4 avril 2024, <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1958-60v14/d72>.

<sup>272</sup>Le terme «neutralité positive», particulièrement dans le contexte de la politique étrangère de Kwame Nkrumah et du Mouvement des Non-Alignés plus large, fait référence à une position délibérée de ne pas s'aligner avec ou contre aucun des grands blocs de pouvoir, tels que l'OTAN ou le Pacte de Varsovie, pendant la Guerre Froide. Contrairement à la neutralité passive, qui évite simplement de prendre parti, la neutralité positive s'engage activement dans les affaires internationales et promeut certains principes et actions qui correspondent aux valeurs et intérêts du pays, sans se lier formellement à une alliance militaire ou politique. Au sujet du Ghana, consulter Frank Gerits, « 'When the Bull Elephants Fight': Kwame Nkrumah, Non-Alignment, and Pan-Africanism as an Interventionist Ideology in the Global Cold War (1957–66) », *The International History Review* 37, n° 5 (2015): 951-69.

<sup>273</sup>William Averell Harriman, interview de Michael Forrestal et Arthur Schlesinger, 13 avril 1964, 18-19.

<sup>274</sup>John S. D. Eisenhower, «Memorandum of Conference with President Eisenhower», 8 octobre 1960, Foreign Relations Of the United States, 1958–1960, Africa, Volume XIV, U.S. Recognition of and Concern With Newly-Independent African States (Documents 56–89) Document 77, consulté le 8 avril 2024, <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1958-60v14/d77>.

pays, tout en affichant une préférence claire pour le non-alignement et un soutien aux pays occidentaux, notamment face au communisme soviétique. Il se montre prudent avec l'URSS, refusant l'ouverture immédiate d'une ambassade soviétique. En outre, son appréciation pour le rôle des États-Unis contre l'expansionnisme soviétique et son admiration pour ce pays soulignent sa reconnaissance des défis géopolitiques que subissent les petites nations, et son engagement à éviter que le Nigéria devienne un instrument soviétique.

### 3.2 Le Massachusetts Institute of Technology dans la politique étrangère de Kennedy : la nécessité d'une expertise académique et économique

Plusieurs institutions jouent leurs cartes dans la recherche d'une nouvelle politique étrangère américaine vers le début de la présidence de Kennedy et la fin de l'ancienne administration. Un document gouvernemental offrant une critique de la gestion des programmes d'aide étrangère par l'administration Eisenhower, souligne la tendance générale à l'inertie et à l'inaction qui correspond à des lacunes plus larges observées dans ses stratégies de politique étrangère<sup>275</sup>. Le texte note que, bien que des appropriations substantielles pour l'assistance étrangère aient continué, les contraintes budgétaires ont souvent nécessité des réductions ou des limitations dans les programmes d'assistance au développement les plus prometteurs en Asie, en Afrique et en Amérique Latine. Par conséquent, ces limitations financières auraient entravé la capacité de l'administration Eisenhower à promouvoir et à avancer pleinement les objectifs de la politique étrangère des États-Unis. Le document mentionne que plusieurs des nouvelles idées concernant l'aide étrangère proviennent non pas de l'administration Eisenhower, mais de groupes privés et d'institutions telles que le Centre for International Studies du MIT. Cela suggère que le MIT, à travers son centre d'études et la conception selon laquelle le CENIS détient une expertise en matière, a joué un rôle actif dans la conceptualisation et la promotion de nouvelles approches et stratégies en matière d'aide internationale. Ce point met en lumière son rôle en tant qu'institution académique dans l'élaboration des politiques. Ses membres, grâce à leurs multiples positions professionnelles, bénéficient d'une marge de manœuvre dans le processus décisionnel américain en termes de mesures d'assistance économique. Le CENIS se sert alors de plusieurs espaces entre l'académie et l'administration afin d'entreprendre ses démarches.

---

<sup>275</sup>William Alexander Dymnsza, «Criticism of foreign aid programs of Eisenhower administration», Papers of John F. Kennedy, Pre-Presidential Papers. Presidential Campaign Files, 1960, Issues. Foreign aid, Position and Briefing Papers, 1960. JFKCAMP1960-0992-013-p0016-0001, John F. Kennedy Presidential Library and Museum, consulté le 8 avril 2023, [https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfkcamp1960-0992-013#?image\\_identifieur=JFKCAMP1960-0992-013-p0016-0001](https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfkcamp1960-0992-013#?image_identifieur=JFKCAMP1960-0992-013-p0016-0001).



## Foreign Policy Clearing House: Max Millikan entre académie et politique

Le 21 juillet 1959, Donald L. M. Blackmer, à l'époque assistant à la direction du CENIS du MIT et collaborateur étroit de Max Millikan, envoie une lettre à William C. Gibbons, directeur du Foreign Policy Index, un outil de politique étrangère ayant pour but l'évaluation des opinions publiques sur divers aspects de la politique étrangère américaine<sup>276</sup>. Blackmer écrit à Gibbons que Millikan n'a pas pu répondre aux lettres Gibbons à cause de son départ en juin en Afrique et que cette lettre servira de réponse à ses lettres précédentes. Dans ce document, Blackmer félicite Gibbons pour la réalisation d'un premier résumé des rapports sur la politique économique étrangère des États-Unis, qui étaient demandés par Eisenhower. Il loue la qualité du travail, le qualifiant de « premier ordre » et anticipe qu'il « sera utile à diverses fins ». Blackmer explique qu'il s'attend également à ce que les rapports soient largement consultés « ici », donc au CENIS, dans le cadre de la préparation d'une étude entreprise pour le Comité des Relations Étrangères, dans lequel siège Kennedy. Le membre du CENIS souhaite également à Gibbons de réussir dans les négociations courantes avec les fondations. Il explique qu'il « ne devrait pas avoir de problèmes » car il reconnaît le besoin évident pour le service qu'il veut fournir. Dans une lettre datant du mois précédent, plus précisément du 11 juin 1959, Gibbons écrit à Max Millikan, une lettre qui éclaircit les propos de Blackmer. En effet, dans celle-ci, Gibbons explique qu'il est dans le processus de chercher des fonds auprès de la Fondation Carnegie et qu'il est en train de développer une enquête sur les rapports relatifs à la politique économique extérieure américaine. Il avance en outre qu' « Il nous a été demandé de préparer un rapport de tendance sur la proposition de création d'une Association Internationale de Développement<sup>277</sup> ». Il ajoute qu'il serait heureux de recevoir les commentaires de Millikan à propos de ces questions. Il ajoute également que dans le cas où Millikan aimerait distribuer des textes ou des commentaires qu'il juge importants dans les mains des acteurs et décideurs politiques clés, il mettrait son aide à disposition. En effet, il l'affirme de la manière suivante : « Si vous en distribuez aux décideurs politiques et aux leaders d'opinion, Jay Cerf et moi-même serons heureux de vous aider à les distribuer au Congrès. J'ai récemment fait en sorte que des copies que Kindleberger a fourni à Williamsburg soient distribuées à plusieurs membres importants du Congrès et à leur personnel, et Jay et moi serions heureux de prendre des dispositions similaires pour les documents et les articles que vous souhaiteriez mettre entre les

---

<sup>276</sup>Donald L. M. Blackmer, lettre à William C. Gibbons, 21 juillet 1959, Max F. Millikan papers, Distinctive Collections, Foreign Policy Clearing House, 1958 - 1961, Massachusetts Institute of Technology, consulté le 21 avril 2024, (traduit de l'anglais), <https://dome.mit.edu/handle/1721.3/200765>.

<sup>277</sup>William C. Gibbons, lettre à Donald L. M. Blackmer, 11 juin 1959, Max F. Millikan papers, Distinctive Collections, Foreign Policy Clearing House, 1958 - 1961, Massachusetts Institute of Technology, consulté le 22 avril 2024, (traduit de l'anglais), <https://dome.mit.edu/handle/1721.3/200765>.

mains de personnes importantes<sup>278279</sup>». Jay Cerf était à l'époque le directeur de la Foreign Policy Clearing House (FPCH) des États-Unis, qui était un organisme créé en 1957 dans le but de synthétiser et transmettre les recherches sur la politique étrangère, en particulier l'aide internationale, au Congrès états-unien. Dirigée par John Nuveen, qui était également à la tête de l'homonyme société de gestion d'investissement, et sous la direction de Jay Cerf, la FPCH était formée de membres provenant de différents milieux institutionnels. Il était possible d'y retrouver des membres d'entreprises économiques, des fonctionnaires de l'administration américaine, et des académiques. John Nuveen, dans une lettre envoyée l'année précédente, le 28 mai, afin d'inviter Millikan à rejoindre la FPCH, utilise ces mots pour mettre en évidence la raison d'existence de cette dernière et l'intérêt que le directeur du MIT pourrait avoir à la rejoindre<sup>280</sup>. Il écrit que la FPCH «a été organisée pour combler le fossé existant entre les organisations de recherche et le Congrès, afin d'utiliser les conclusions utiles des premières et d'aider les seconds à les transformer en actions constructives. Seule une organisation privée peut accomplir cela, et une organisation privée ne peut exister que grâce à des contributions privées». Ces mots sont écrits dans le contexte de la médiatisation du Rapport Gaither et ensuite du rapport Rockefeller. Ces documents ont tous deux souligné de sérieuses préoccupations concernant la sécurité des États-Unis. Le rapport Gaither suggérait que les États-Unis font face au plus grand danger de leur histoire, tandis que le rapport Rockefeller mentionne qu'il existe des problèmes significatifs avec la manière dont les États-Unis gèrent leurs politiques et opérations de sécurité. Ces deux rapports ont selon Nuveen influencé l'image que les articles de presse diffusent des États-Unis à cause de leurs récits sur la «détérioration de la position de l'Amérique dans la situation mondiale» faisant référence au besoin d'une nouvelle politique nécessaire face aux événements politiques susmentionnés. À ce propos, Nuveen écrit «Je peux vous offrir l'opportunité d'agir à ce sujet». Il explique que même si divers comités, organisations et groupes de recherche (comme les comités Gaither et Rockefeller) reconnaissent le problème, ils ont du mal à agir car ils ne peuvent pas travailler directement avec le Congrès sans risquer d'être accusés de lobbying. Cela pose un problème car perdre leur capacité à recevoir des dons déductibles d'impôts, qui financent leur travail, serait un grand revers, écrit-il. Millikan s'avère alors une figure utile à la FPCH, car en tant que représentant d'une institution académique, sa position est considérée comme scientifique et technique et moins politique. En effet, Cerf, en 1959, écrit à Millikan pour le remercier d'une rencontre

---

<sup>278</sup>William C. Gibbons, lettre à Max Millikan, 11 juin 1959, Max F. Millikan papers, Distinctive Collections, Foreign Policy Clearing House, 1958 - 1961, Massachusetts Institute of Technology, consulté le 21 avril 2024, <https://dome.mit.edu/handle/1721.3/200765>.

<sup>279</sup>Charles Kindleberg était économiste et historien américain. Au moment de la lettre, il était professeur d'économie internationale au MIT et dans les décennies précédentes il a travaillé au sein de la Banque des Règlements internationaux et de la Réserve Fédérale des États-Unis.

<sup>280</sup>John Nuveen, lettre à Max Millikan, 29 mai 1958, Max F. Millikan papers, Distinctive Collections, Foreign Policy Clearing House, 1958 - 1961, Massachusetts Institute of Technology, consulté le 23 avril 2024, <https://dome.mit.edu/handle/1721.3/200765>.

ayant eu lieu à Washington<sup>281</sup>. Dans ce message, Cerf informe Millikan des actions entreprises suite à leurs discussions précédentes. Cerf mentionne que, stimulés par les observations de Millikan lors du dîner, un groupe s'est réuni chez lui pour réfléchir aux moyens par lesquels le Congrès pourrait répondre aux défis immédiats et à long terme liés à l'assistance aux régions «sous-développées». À la suite de ces discussions, ils auraient procédé au recrutement de personnel qualifié d'expert, dont la tâche exclusive serait de travailler à une reformulation politiquement réaliste du concept de sécurité mutuelle. Cerf promet de mettre au courant Millikan dès que leurs plans prendront une forme plus concrète et exprime sa gratitude pour la contribution significative de Millikan lors de ces discussions.

Les opinions et les conseils de Millikan semblent intéresser considérablement Cerf et Nuveen, qui montrent leur envie de collaborer avec lui le MIT à plusieurs reprises. En effet, ils sollicitent constamment la nécessité de son expertise pour une instance telle que la FPCH en adressant lettres contenant leurs propositions de collaboration directement au MIT et notamment à Millikan. Cette collaboration se manifeste de plusieurs manières. D'un côté à travers les conseils de Millikan et la recherche produite par le CENIS et de l'autre côté à travers les manœuvres institutionnelles de Cerf et Nuveen diffusant ce contenu au congrès. Une année plus tard, cette collaboration comprend le comité des relations étrangères du Sénat, dans lequel Kennedy siège. L'assistante de Cerf, Janet K. Dorsch, envoie une lettre à Millikan expliquant que la FPCH a examiné de près les études conduites par le CENIS sur la politique étrangère des États-Unis qui ont été sous-traitées par le Comité sénatorial des relations étrangères<sup>282</sup>. Elle demande la possibilité de créer un résumé de ces études afin de les rendre plus digérables pour les membres du congrès. Sous l'accord du CENIS, ce résumé est rédigé. Au sein de ce rapport, intitulé *Economic, Social and Political Change In The Underdeveloped Countries And Its Implications For United States Policy*, préparé pour le comité des relations étrangères, les objectifs défendus par le CENIS apparaissent clairs; esquisser la transition vers la modernisation qui se déroule dans les pays sous-développés, définir l'intérêt américain dans le processus et le résultat de cette modernisation et proposer des recommandations pour la politique américaine envers ces pays<sup>283</sup>.

La théorie de la modernisation au centre du CENIS et des textes produits par les membres de ce dernier est centrale au sein de ce document. Ainsi, il mentionne les changements nécessaires dans les sociétés considérées comme traditionnelles pour devenir modernes, pacifiques et non totalitaires. Il souligne la nécessité d'un changement psychologique où les

---

<sup>281</sup>Jay Cerf, lettre à Max Millikan, 11 février 1959, Max F. Millikan papers, Distinctive Collections, Foreign Policy Clearing House, 1958 - 1961, Massachusetts Institute of Technology, consulté le 21 avril 2024, <https://dome.mit.edu/handle/1721.3/200765>.

<sup>282</sup>Janet K. Dorsch, lettre à Max Millikan, 29 février 1960, Max F. Millikan papers, Distinctive Collections, Foreign Policy Clearing House, 1958 - 1961, Massachusetts Institute of Technology, consulté le 21 avril 2024, <https://dome.mit.edu/handle/1721.3/200765>.

<sup>283</sup>Foreign Policy Clearing House, «FPCH outline of Economic, Social and Political Change In The Underdeveloped Countries And Its Implications For United States Policy, a Study Prepared for the Senate Committee on Foreign Relations», 17 juin 1960, Max F. Millikan papers, Distinctive Collections, Foreign Policy Clearing House, 1958 - 1961, Massachusetts Institute of Technology, consulté le 20 avril 2024, <https://dome.mit.edu/handle/1721.3/200765>.

dirigeants favorisent l'acceptation d'une gouvernance fonctionnelle plutôt que des liens familiaux. Sur le plan politique, il serait crucial de transférer le pouvoir des zones rurales vers les zones urbaines, d'améliorer la participation publique en politique et d'assurer des transitions pacifiques de leadership. Sur le plan social, une élite éduquée doit répondre aux attentes croissantes des classes les plus pauvres, tout en favorisant l'implication communautaire dans la gouvernance. Économiquement, la croissance dépendrait du développement des services publics, de l'augmentation de la production agricole et de la formation des dirigeants, avec un soutien essentiel des investissements en capital externe. Ces ajustements seraient interdépendants et cruciaux pour une modernisation réussie. En ce qui concerne l'Afrique, il y aurait des recommandations spécifiques que la future politique étrangère américaine devra suivre dans le futur. Ce continent fait partie de la catégorie A des pays du Sud pour lesquels le document suggère d'implémenter des mesures de modernisation<sup>284</sup>. Cette catégorie regroupe des régions d'Afrique subsaharienne, certaines parties du Moyen-Orient et des pays d'Amérique Latine. Celles-ci sont décrites comme proches du stade traditionnel, en référence aux étapes de la croissance économique de Rostow, avec une élite minoritaire consciente des besoins de modernisation. La politique américaine devrait viser à encourager cette modernisation, évaluer et fournir les ressources nécessaires, et soutenir la formation et le développement des infrastructures essentielles. Afin de faire cela, le rapport mentionne le besoin de transformer les organisations présentes qui gèrent les aides en une organisation qui puisse coordonner cela, d'accorder des financements à cette assistance, de fournir de l'assistance technique également.

En décembre 1960, Jay H. Cert écrit une lettre à Millikan, expliquant qu'une des activités de la FPCH est d'examiner les derniers développements en termes de politique étrangère des États-Unis et utiliser les résultats pour projeter l'avenir de celle-ci<sup>285</sup>. Un mémorandum de la FPCH, destiné à l'utilisation interne et à la lecture des académiques liés à l'institution, prévoit que la présidence de Kennedy sera, entre autres, caractérisée par l'importance accordée à l'Afrique, particulièrement dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'assistance technique en général. De plus, un effort sera fait pour augmenter les projets d'assistance en capital pour le continent. Kennedy avait déjà annoncé sa volonté de travailler avec les nations africaines dans un programme coordonné pour créer des installations éducatives adéquates et sa détermination à élargir les échanges éducatifs entre les États-Unis et l'Afrique<sup>286</sup>. Cette focalisation sur l'Afrique peut être interprétée comme une stratégie, entre autres, visant à rétablir une balance des paiements favorable aux États-Unis. Dans le but de réaliser cet objectif, Kennedy a choisi de s'entourer de conseillers économiques issus du milieu

---

<sup>284</sup>Les autres sont la catégorie B, comprenant L'Égypte, l'Iran, le Pakistan et l'Indonésie et la catégorie C, comprenant l'Inde, la Turquie et l'Argentine. Concernant les autres pays d'Amérique latine, un document entier y est dédié. Ce dernier a également été rédigé par plusieurs professionnels et académiques. Nous retrouvons quelques membres du CENIS tels que Max Millikan et Everett E. Hage.

<sup>285</sup>Jay Cerf, lettre à Max Millikan, 30 décembre 1960, Max F. Millikan papers, Distinctive Collections, Foreign Policy Clearing House, 1958 - 1961, Massachusetts Institute of Technology, consulté le 21 avril 2024, <https://dome.mit.edu/handle/1721.3/200765>.

<sup>286</sup>Foreign Policy Clearing House, «Memorandum FPCH Staff, Kennedy Projection», 1 janvier 1960, Max F. Millikan papers, Distinctive Collections, Foreign Policy Clearing House, 1958 - 1961, Massachusetts Institute of Technology, 3, consulté le 21 avril 2024, <https://dome.mit.edu/handle/1721.3/200765>.

universitaire, ce qui marque une rupture significative avec les pratiques de l'administration Eisenhower. En effet, le document écrit ; «M. Kennedy, suivant ses conseillers économiques académiques libéraux, se distinguera nettement des dirigeants actuels de l'administration dans sa gestion du problème de la balance des paiements. Il adoptera le point de vue selon lequel, bien que la continuation des déficits actuels et la sortie de l'or soient inacceptables, les perspectives à long terme sont celles d'une amélioration substantielle. Par conséquent, les considérations de paiements ne domineront pas la politique<sup>287</sup>». Dans cette démarche, selon la FPCH, le Conseil de sécurité nationale (NSC), qui joue habituellement un rôle dans la planification de la politique étrangère des États-Unis, va voir son influence diminuer. À la place, le Département d'État, avec son équipe de planification politique, sera renforcé et aura plus d'autorité dans ces affaires. Le renforcement de cette équipe sera probablement dirigé par W. W. Rostow, indique le rapport, le décrivant comme «un professeur du MIT», négligeant ses engagements dans l'administration américaine. À côté de lui, la FPCH indique que Kennedy se tournera de manière conséquente vers des conseillers académiques de confiance. En effet, c'est exactement ce qui s'est passé. Rostow dira plus tard «j'étais, simplement, un des premiers membres de ce qui allait devenir, en 1959-1960, un large groupe d'académiciens intéressés par la politique publique, qui furent recrutés de manière délibérée par Kennedy. Nous avions environ le même âge. Notre vision des affaires était similaire... Nous étions très préoccupés par les dangers pour l'Amérique ainsi que pour la cause plus large d'une paix stable sur la scène mondiale<sup>288</sup>». Rostow sera en effet nommé conseiller du Département d'État et directeur de la planification politique au sein de celui-ci<sup>289290</sup>. Millikan sera de son côté membre du comité consultatif de l'USAID.

Suivant le conseil de transformer des institutions liées à l'assistance économique en une seule, Kennedy fait en sorte que la International Cooperation Agency devient l'USAID en 1961, à travers le Foreign Assistance Act. Cette loi sur l'aide étrangère de 1961, signée par le président John F. Kennedy, a réorganisé les programmes d'aide de son pays, mettant l'accent sur l'aide économique comme outil de politique étrangère. Dans cette évolution, Henry Labouisse, ancien directeur de la ICA, lance une task force appelée Task Force for New Foreign Aid Program. Celle-ci avait pour but de réaliser des recommandations pour mettre en place les objectifs en termes d'aide étrangère que Kennedy avait présenté devant le congrès des États-Unis le 22 mars 1961. Ce jour-la, Kennedy avait tenu un discours au sein de l'organe politique axé sur le besoin d'une aide à long terme pour les pays du Sud. Cette aide serait nécessaire pour contrer les initiatives soviétiques en Afrique. Il explique en effet que «la capacité de

---

<sup>287</sup>Foreign Policy Clearing House, «Memorandum FPCH Staff, Kennedy Projection», 1 janvier 1960, 2, traduit de l'anglais).

<sup>288</sup>Rostow dans Latham, *Modernization as Ideology: American Social Science and « "Nation Building" » in the Kennedy Era*, 58. (traduit de l'anglais).

<sup>289</sup>Le conseiller du Département d'État des États-Unis occupe un rôle clé en tant que consultant spécial pour le secrétaire d'État, se concentrant sur les enjeux majeurs de la politique étrangère. Il est également chargé de donner des directives aux différents bureaux du département sur ces sujets.

<sup>290</sup>Le directeur de la planification politique est un officiel du Département d'État des États-Unis qui dirige le personnel de planification politique, considéré comme le think tank interne du département, et occupe une position de niveau équivalent à un secrétaire adjoint.

prendre des engagements à long terme a permis à l'Union Soviétique d'utiliser son programme d'aide pour rendre les nations en développement économiquement dépendantes du soutien russe, avançant ainsi les objectifs du communisme mondial<sup>291</sup>». La Task Force de Labouisse est lancée sept jours après cette intervention<sup>292</sup>. Un document ne détenant aucune signature ou titre, mais qui suit l'annonce de la Task Force, indique la création d'un groupe consultatif visant à soutenir Labouisse dans ses démarches. Ce groupe serait alors composé de plusieurs personnes venant de l'économie, de la politique ou de l'académie. Nous y retrouvons Eugene Black, le directeur de la Banque Mondiale, George Gant, membre de la Fondation Ford, Frank Coffin, directeur du Development Loan Fund et Max Millikan. Dans cette volonté de développer une formule pour l'aide étrangère, nous remarquons l'insertion d'une expertise académique et économique.

Le rôle crucial du MIT dans l'élaboration de la nouvelle politique étrangère des États-Unis se manifeste à travers son institutionnalisation de la collaboration entre la politique, l'académie et le secteur privé, notamment à travers l'inclusion du CENIS en tant que lieu d'expertise. Cette collaboration reflète une tendance émergente où des individus comme Rostow et Millikan, décrits et engagés comme professeurs et moins comme acteurs politiques, occupent des postes dans ces deux pôles.

### 3.3 Les réseaux favorables du CENIS et une expertise académique contre l'URSS

Plusieurs institutions jouent leurs cartes dans la recherche d'une nouvelle politique étrangère états-unienne vers le début de la présidence de Kennedy et la fin de l'ancienne administration. Un document gouvernemental offrant une critique de la gestion des programmes d'aide étrangère par l'administration Eisenhower, souligne la tendance générale à l'inertie et à l'inaction qui correspond à des lacunes plus larges observées dans ses stratégies de politique étrangère<sup>293</sup>. Le texte note que, bien que des appropriations substantielles pour l'assistance étrangère aient continué, les contraintes budgétaires ont souvent nécessité des réductions ou des limitations dans les programmes d'assistance au développement les plus prometteurs en Asie, en Afrique et en Amérique Latine. Par conséquent, ces limitations financières auraient

---

<sup>291</sup>John F. Kennedy, «Special Message to the Congress on Foreign Aid», 22 mars 1961, The American Presidency Project, University of California, Santa Barbara, consulté le 3 avril 2024, consulté le 9 avril 2024, (traduit de l'anglais), <https://www.presidency.ucsb.edu/node/236184>.

<sup>292</sup>Henry R. Labouisse, «Memorandum for the President», 27 mars 1961, Papers of John F. Kennedy. Presidential Papers. President's Office Files. Departments and Agencies. Agency for International Development (AID), 1961. JFKPOF-068-007-p0024, John F. Kennedy Presidential Library and Museum, consulté le 13 avril 2024, [https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfkpof-068-007#?image\\_identifiant=JFKPOF-068-007-p0023](https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfkpof-068-007#?image_identifiant=JFKPOF-068-007-p0023).

<sup>293</sup>William Alexander Dymaza, «Criticism of foreign aid programs of Eisenhower administration», Papers of John F. Kennedy, Pre-Presidential Papers. Presidential Campaign Files, 1960, Issues. Foreign aid, Position and Briefing Papers, 1960. JFKCAMP1960-0992-013-p0016-0001, John F. Kennedy Presidential Library and Museum, consulté le 8 avril 2023, [https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfkcamp1960-0992-013#?image\\_identifiant=JFKCAMP1960-0992-013-p0016-0001](https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfkcamp1960-0992-013#?image_identifiant=JFKCAMP1960-0992-013-p0016-0001).

entravé la capacité de l'administration Eisenhower à promouvoir et à avancer pleinement les objectifs de la politique étrangère des États-Unis. Le document mentionne que plusieurs des nouvelles idées concernant l'aide étrangère proviennent non pas de l'administration Eisenhower, mais de groupes privés et d'institutions telles que le Centre for International Studies du MIT. Cela suggère que le MIT, à travers son centre d'études et la conception selon laquelle le CENIS détient une expertise en matière, a joué un rôle actif dans la conceptualisation et la promotion de nouvelles approches et stratégies en matière d'aide internationale. Ce point met en lumière son rôle en tant qu'institution académique dans l'élaboration des politiques. Ses membres, grâce à leurs multiples positions professionnelles, bénéficient d'une marge de manœuvre dans le processus décisionnel politique en termes de mesures d'assistance économique. Le CENIS se sert alors de plusieurs espaces entre l'académie et l'administration afin d'entreprendre ses démarches.

### Rivkin et Stolper : une réputation de «connaisseurs»

Dans ses textes, Arnold Rivkin ne manque pas de se présenter comme expert du continent africain. Il écrit à plusieurs reprises et sous formulations différentes : « L'Afrique, en tant que ma zone de spécialisation, c'est celle que je connais le mieux<sup>294</sup>». Dans ses années au MIT il gagne cette réputation par voix externe. En effet, plusieurs académiques le décrivent comme la personne la plus «experte» du continent africain<sup>295</sup>.

Cette réputation est acquise après avoir été invité par Max Millikan à rejoindre le CENIS et avoir fondé en 1958 l'AEPDP, soutenu financièrement par la Fondation Carnegie. Le projet sera dirigé avec le directeur du centre. Rivkin a été interpellé par ce dernier grâce à son expérience acquise par ses voyages en Afrique au sein de la International Cooperation Administration en tant que conseiller juridique général adjoint. Précédemment, il avait travaillé en tant que conseiller juridique général adjoint au siège européen du Plan Marshall à Paris et a effectué son premier voyage en Afrique au début des années 1950. L'objectif du projet s'avère clair au sein d'un document du MIT annonçant la nature de celui-ci<sup>296</sup>. Il atteste : «La recherche sera axée sur le développement politique et économique rapide de la région de l'Afrique au sud du désert du Sahara, à l'exception de l'Union d'Afrique du Sud. Des équipes d'économistes et de politologues seront envoyées dans la région, se concentrant sur des études au Nigéria, en Afrique occidentale française, au Congo belge et dans la Fédération de Rhodésie et du Nyassaland». La recherche produite par les membres du projet lancé par Rivkin insisterait à

---

<sup>294</sup>Rivkin, « The Politics of Nation-Building: Problems and Preconditions », 132. Et Arnold Rivkin, « Principal Elements of US Policy Towards Under-Developed Countries », *International Affairs (Royal Institute of International Affairs 1944-)* 37, n° 4 (1961): 152. (traduit de l'anglais).

<sup>295</sup>Grubbs, *Secular Missionaries: Americans and African Development in the 1960s*, 61.

<sup>296</sup>Office of Public Relations, «Africa Study at MIT to be Financed by Carnegie Grant. Cambridge», 30 novembre 1958, Special Collections, News Office, AC0069, Massachusetts Institute of Technology, consulté le 12 avril 2024, [https://cdn.libraries.mit.edu/dissemination/diponline/AC0069\\_NewReleases/NewsRelease\\_1950/AC0069\\_1958/AC0069\\_195811\\_002.pdf](https://cdn.libraries.mit.edu/dissemination/diponline/AC0069_NewReleases/NewsRelease_1950/AC0069_1958/AC0069_195811_002.pdf).

s'interroger sur des aspects tels que l'étude de cadre politique le plus propice à faciliter le développement économique rapide tout en permettant la participation individuelle à la prise de décision, ainsi que les moyens d'atteindre une évolution pacifique des nouveaux États en Afrique dans le contexte des relations coloniales changeantes. Le cadre qui mènerait les états africains vers cette évolution serait caractérisé, comme nous l'avons vu, par les éléments qui caractérisent le «free world», à savoir principalement la démocratie et la croissance économique.

Comme il le fait dans ses textes, Rivkin annonce aux CENIS que ces pays «rencontrent de nombreux problèmes, possèdent un grand potentiel et, pour l'instant, une cohésion limitée. Ils nourrissent des aspirations à améliorer leur niveau de vie, et cette étude, en apportant des connaissances et des perspectives nouvelles, pourrait contribuer à ces développements<sup>297</sup>». L'année précédente, en décembre 1957, il intervient à une conférence de la ICA, qui était destinée aux directeurs de mission et du personnel de programme zone africaine et européenne<sup>298</sup>. Devant les hauts cadres de l'institution économique, Rivkin communique la création. Intitulé «Les rôles respectifs des agences américaines et des organisations internationales dans le domaine du développement économique et de la coopération technique», Rivkin s'exprime sur le rôle que son projet vise à avoir au sein des institutions du développement. En plaçant son projet ainsi que le CENIS au cœur de la recherche et de l'étude des pays africains, tout en cherchant à répondre aux intérêts des États-Unis, Rivkin revêt son institution d'un caractère d'expertise et de consultation concernant ces sujets. Non seulement, il se propose en tant qu'intermédiaire entre les dirigeants de la ICA et du MIT. En soulignant également l'importance de l'assistance technique et de l'expertise pour les pays africains, il se positionne en tant que spécialiste de ces domaines. Au sein de cette conférence, il met en avant plusieurs éléments renvoyant à la modernisation que nous avons traité dans le chapitre précédent, comme le besoin d'un commerce triangulaire, le rôle des États-Unis en tant que modèle démocratique, parmi d'autres. Mais il avance également la proposition de la création d'une organisation internationale privilégiant une optique multilatérale. Cette organisation, pour Rivkin, vise à améliorer la coordination et l'efficacité de l'aide économique en créant un cadre dans lequel les anciennes puissances coloniales peuvent assister leurs anciennes colonies aux côtés d'autres partenaires internationaux. Cette idée arrive jusqu'au bureau de Winifred Armstrong, qui travaille en tant que consultant en affaires africaines et rédacteur de discours pour le sénateur John F. Kennedy. Armstrong contacte alors Rivkin en 1959 pour lui demander de le rencontrer afin de discuter de cette proposition. Ce qui est intéressant à retenir dans la lettre qu'il lui envoie au CENIS sont les mots suivants : «Quand j'ai lu votre plan pour une organisation économique multinationale pour l'Afrique, j'ai trouvé cela utile et provocant. Par conséquent, lorsque le bureau du sénateur Kennedy m'a demandé de rédiger un discours pour

---

<sup>297</sup>Office of Public Relations, «Africa Study at MIT to be Financed by Carnegie Grant. Cambridge», 30 novembre 1958.

<sup>298</sup>Arnold Rivkin, «African Economic Development: Possible Model and Role of a New Multilateral Organization. Paper presented at the Conference of Mission Directors and Program Staffs» 12 décembre 1957, Working Papers Series C, Center for International Studies, Massachusetts Institute of Technology, #699, consulté le 12 avril 2024, <http://hdl.handle.net/1721.1/83045>.



lui pour la American Society of African Culture, j'ai inclus votre proposition dans son discours. Plus pertinent encore, il l'a inclus dans son discours<sup>299</sup>». Kennedy aurait donc inclus sa proposition à la conférence susmentionnée. Il reste ambigu ce qui a découlé de cette proposition, cependant, ce qui revêt un intérêt particulier pour notre analyse est la possibilité de constater que Rivkin avait été sollicité par des individus œuvrant pour Kennedy, suggérant ainsi une prise de connaissance de la proposition de Rivkin par Kennedy, et vraisemblablement de son rôle au sein du CENIS.

Au fil de son parcours professionnel, Rivkin se forge une identité d'expert de l'Afrique, grâce à son implication à l'ICA et à sa direction du projet au CENIS. Cette double casquette lui permet de jouer un rôle de médiateur entre les institutions et de favoriser les échanges qu'il conduira. Ainsi, il devient un acteur essentiel dans la formulation des politiques et des discours sur l'Afrique au sein des sphères politiques et académiques même avant le début de la présidence de Kennedy. Rivkin est alors déjà dans les yeux du sénateur siégeant au comité des relations étrangères et président du sous-comité pour l'Afrique.

Au sein de l'équipe travaillant à ce projet, se trouve Wolfgang Stolper, qui aurait pris congé de son poste à l'Université de Michigan pour se consacrer au projet<sup>300</sup>. En tant que spécialiste de l'économie de l'Allemagne de l'Est communiste, Stolper paraît un composant idéal dans un projet proposant le développement du continent africain pour contrer la présence soviétique au sein de celui-ci. En effet, durant son congé, Stolper écrit un livre à ce sujet au CENIS. Grâce à son intégration dans le African Economic and Political Development Project, il commence à s'intéresser aux perspectives économiques des colonies africaines de l'Europe qui étaient sur le point d'accéder à l'indépendance, et suggéra à ses collègues que ces nouveaux pays pourraient bénéficier des enseignements tirés des pays communistes tels que l'Allemagne de l'Est et, plus précisément, des leçons sur ce qu'il ne faut pas faire en matière de gestion économique. À l'occasion de l'indépendance du Nigéria, le gouvernement du pays sollicite une assistance technique à la Fondation Ford afin de dépêcher des experts dans le pays pour soutenir son Ministère fédéral du Développement économique<sup>301</sup>.

Parmi les individus contactés par le siège de la Fondation à New York, David Bell, alors enseignant au département d'économie de Harvard, s'est démarqué. Bell avait précédemment participé à l'organisation et à la fourniture d'une assistance consultative de Harvard, financée par Ford, à la commission de planification au Pakistan. Il a pris connaissance de l'intérêt de Stolper à travers Peter Clark, doctorant d'économie aux MIT, et l'a convié à diriger l'équipe nigériane. Le CENIS, qui avait été fondé grâce aux fonds de cette fondation

---

<sup>299</sup>Winifred Armstrong, lettre à Arnold Rivkin, 13 juillet 1959, Winifred Armstrong Personal Papers. Subject Files, 1959-1962. Africa documents from Senator Kennedy's office. WAPP-001-003-p0002. John F. Kennedy Presidential Library and Museum, consulté le 16 avril 2024, (traduit de l'anglais), [https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/wapp-001-003#:image\\_id=identifiant=WAPP-001-003-p0002](https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/wapp-001-003#:image_id=identifiant=WAPP-001-003-p0002).

<sup>300</sup>Au sein de l'équipe du projet, le document mentionne également Gordon Unsworth, responsable de l'Unité Afrique du Bureau des Affaires Économiques des Nations Unies, ainsi que Mme Ona B. Forrest, économiste pour le bureau, qui collaborent à l'étude. Mademoiselle Elizabeth Davis, statisticienne, fait partie du personnel du projet.

<sup>301</sup>Parmar, *Foundations of the American Century: The Ford, Carnegie, and Rockefeller Foundations in the Rise of American Power*.

ainsi que de la CIA, envoie Stolper au Nigéria, qui avait donné sa disponibilité, pour rejoindre le ministère fédéral du développement économique du pays en tant que responsable de l'Unité de Planification Économique. Il est alors possible de mettre en lumière le fait que cet l'engagement de Stolper découle de la présence de la Fondation Ford au Nigéria ainsi qu'au sein des institutions académiques états-uniennes, notamment le MIT et le CENIS, qui a reçu des fonds pour sa création. Le premier contact de Stolper avec le Nigéria eut lieu le 18 juillet 1960, où il séjourna pendant huit semaines. Par la suite, le 15 février 1961, il entame une résidence dans la capitale fédérale de l'époque, Lagos, pour une période de près de 16 mois. Son devoir pendant le séjour était de rédiger le premier plan de développement national du Nigéria. C'est dans la capitale nigérienne qu'il retrouvera son collègue Rivkin.

### La mission économique états-unienne au Nigéria : les membres du CENIS en action en dehors des frontières états-uniennes

L'administration Kennedy, sous les auspices de l'USAID, a envoyé Arnold Rivkin pour diriger une mission économique visant à évaluer les besoins d'assistance du pays. Pendant trois semaines, Arnold Rivkin accompagné de Wilson Schmidt, Anthony Geber et Laurence Potter visitent le Nigéria<sup>302</sup>. En 1993, Geber, travaillant au Bureau des Affaires Économiques, se rappelle de cette mission et décrit sa naissance ainsi dans une interview : «(l'administration Kennedy) a recruté des personnes très compétentes pour conseiller et diriger la politique économique envers le Tiers Monde. (...). Alors que la planification économique était un terme péjoratif sous l'administration Eisenhower, (...) elle est devenue un critère clé pour sélectionner les pays sur lesquels notre aide étrangère devait se concentrer. En Afrique, il a été décidé que le Nigéria serait le grand espoir blanc<sup>303304</sup>». Les raisons de cette décision restent dans la mémoire de Geber des années après se basent encore une fois sur les éléments récurrents susmentionnés, à savoir la potentialité de développement du Nigéria et la propension des leaders nigériens à travailler avec le gouvernement états-unien et ses experts. Parmi ceux-ci, nous retrouvons Stolper. Durant son séjour, Stolper tient un carnet dans lequel il écrit ses

---

<sup>302</sup>Wilson Schmidt était économiste à l'OCDE. Wilson Schmidt, professeur d'économie à l'université George Washington. Anthony Geber travaillait en tant que Chef de la Branche de Politique de Développement au Département d'État, et Laurence Potter était Chef Adjoint de la Division des Garanties d'Investissement à ICA.

<sup>303</sup>«Great White Hope», traduit «grand espoir blanc» en français, se réfère à l'origine à l'espoir de certains fans de boxe qu'un boxeur blanc batte le champion poids lourd afro-américain Jack Johnson au début des années 1900. Le succès de Johnson en tant qu'athlète noir durant une période de préjugés raciaux significatifs aux États-Unis a conduit à un désir chargé de racialité parmi certains fans blancs de le voir perdre son titre au profit d'un combattant blanc. Depuis, l'expression est utilisée de manière plus large pour décrire une personne blanche dont on espère ou attend qu'elle réussisse dans un domaine dominé par des non-blancs, souvent avec des sous-entendus ou implications raciales. Dans le contexte de la politique d'aide internationale mentionnée, il est possible d'affirmer que l'expression est employée métaphoriquement pour désigner le Nigéria comme un pays prometteur ou un cas exemplaire sur lequel les États-Unis comptaient pour démontrer le succès de leur politique d'aide et de développement économique

<sup>304</sup>Anthony Geber, interview de Thomas J. Dunnigan, 24 août 1993, *The Foreign Affairs Oral History Collection of the Association for Diplomatic Studies and Training*, Manuscript Division, 18, Library of Congress, United States, consulté le 20 avril 2024, (traduit de l'anglais), <http://hdl.loc.gov/loc.mss/mfdip.2004geb01>.

jours et ses réflexions. Lorsqu'il est à connaissance du déploiement de la mission économique et de son collègue du CENIS, Rivkin, exprime dans son journal personnel un triomphe personnel, laissant entendre que les stratégies déployées par l'administration Kennedy correspondent à ce qu'il a toujours préconisé, soulignant ainsi son influence ou la pertinence de ses idées dans la formulation des politiques. Il continue, en effet, disant que « cela n'est peut-être pas trop surprenant, car après tout, j'étais au MIT, et ce sont les idées du CENIS qui me reviennent maintenant. D'une certaine manière, Kennedy essaie de devancer le Congrès. Le Congrès n'a pas encore autorisé les fonds ni approuvé des engagements à long terme. La mission voudra connaître nos ressources, ce que nous pouvons financer nous-mêmes, combien de subventions et de prêts nous avons besoin<sup>305</sup> ». Il met en lumière l'influence de son parcours académique, notamment ses expériences au MIT et plus précisément au Centre d'Études Étrangères, dont les enseignements sont désormais appliqués dans des situations politiques concrètes. Affirmant la montée en importance des enseignements du CENIS jusqu'à atteindre Kennedy, Stolper explique que c'est de la même manière grâce au CENIS qu'un développement pour le Nigéria est prévu. C'est donc à cause de ces collègues que le président Kennedy aurait adopté une approche proactive, en « devançant » potentiellement le Congrès en matière de politique d'aide internationale. En effet, celui-ci n'avait pas officiellement approuvé des budgets de financement ou confirmé des engagements à long terme. Si la position de Rivkin s'inscrit pour Stolper dans ce cadre académo-gouvernemental, sa position semble être plus ambiguë. Bien que Stolper avait en effet été envoyé au Nigéria par la Fondation Ford et le CENIS, il a entrepris sa mission afin de travailler au sein du ministère de l'économie dans l'unité de planification. Il affirme en effet que, lors de son séjour, « c'était étrange de me retrouver de l'autre côté des Américains en tant que fonctionnaire nigérian » et qu'il ne voulait pas avoir un conflit de loyautés durant la rencontre avec Rivkin<sup>306</sup>.

Cependant, son rôle s'avère conflictuel de toute façon. Stolper raconte dans son journal que Millikan lui a demandé de rédiger un document sur ses conclusions et idées concernant les potentialités de modernisation au Nigéria afin de pouvoir les présenter au congrès<sup>307</sup>. Stolper finalement n'a pas pu envoyer ce document à Millikan à cause de plusieurs divergences d'opinion avec ses collègues sur le terrain, notamment Narayan Prasad, un détaché de la Banque mondiale pour servir en tant que conseiller économique du Premier ministre et ayant travaillé sur le plan de développement prévu pour l'Inde. Les désaccords entre Stolper et Prasad étaient ancrés dans leurs approches divergentes de la planification économique et des stratégies de développement<sup>308</sup>. Un des sujets de discussions majeur a été la capacité exécutive des

---

<sup>305</sup> Gray, *Inside Independent Nigeria: Diaries of Wolfgang Stolper, 1960-1962*, 375. (traduit de l'anglais).

<sup>306</sup> Gray, 409.

<sup>307</sup> Gray, 336.

<sup>308</sup> Prasad, décrit par Stolper comme plus traditionnel et conservateur, s'opposait souvent à Stolper concernant les méthodologies et l'intégration des données statistiques dans la planification. Prasad semblait préférer une approche centrée sur des projets spécifiques, que Stolper critiquait pour son absence de cadre systématique essentiel à une planification nationale complète. Les points spécifiques de contention incluaient les estimations de l'écart de change et les hypothèses concernant la correspondance entre l'aide étrangère et les fonds locaux. Stolper, selon lui, valorisait un cadre de planification structuré, sur le long terme et sur l'entièreté du territoire nigérian à travers

autorités nigérianes à mener le plan une fois celui-ci lancé. Stolper exprime régulièrement des doutes quant à la capacité exécutive des Nigériens, considérant le manque d'efficacité et de formation comme des obstacles majeurs au développement économique. Il note que bien que le travail soit abondant, il reste très inefficace, soulignant un besoin crucial de formation adaptée pour exploiter pleinement le potentiel économique du pays. À l'opposé, Prasad montre une plus grande confiance dans les capacités administratives locales. Selon Stolper, cette différence d'appréciation pourrait être attribuée à la perspective de Prasad, excessivement influencée par son expérience et ses origines indiennes. Stolper reconnaît que, bien que l'Inde ait connu une croissance économique plus lente que celle du Nigéria, les efforts déployés par les autorités indiennes en matière de développement ont été nettement plus intensifs. Le Nigéria ne serait pour lui pas capable de gérer cela. En outre, Stolper envisage la Fondation Ford comme un vecteur crucial pour surmonter ces défis. Il croit fermement que la formation offerte par la Fondation, reconnue pour sa capacité à former des individus sans qualifications, pourrait être la clé pour améliorer la compétence des travailleurs nigériens. Cette approche de formation est vue comme essentielle non seulement pour améliorer l'efficacité du travail mais également pour éviter les risques de nationalisation, tout en renforçant un sentiment national favorable à l'investissement étranger et à la modernisation économique. L'insistance de Stolper concernant celle qu'il perçoit comme une incompétence des autorités nigérianes semble être en lien avec les intérêts de la théorie de la modernisation.

La forte implication de fondations ou d'organisations étrangères dans le développement des compétences peut créer une dépendance à long terme sur des ressources externes pour des besoins de développement internes<sup>309</sup>. Cela peut limiter la capacité du pays à autonomiser ses propres institutions éducatives et de formation et à prendre en main son secteur économique. De plus, cette implication permettrait également l'alignement des autorités nigérianes avec les intérêts états-uniens. Le soutien de la Fondation Ford et d'autres entités similaires n'est pas exempt d'intérêts propres, qui peuvent inclure l'extension de leur influence économique ou politique notamment à travers leurs liens avec des entreprises d'extraction. L'accent mis sur la prévention de la nationalisation de la part de Stolper et le renforcement d'un climat favorable à l'investissement étranger peut être interprété comme une stratégie néocoloniale, où le développement économique est orienté pour servir principalement les intérêts des investisseurs étrangers plutôt que de répondre aux besoins et aux priorités locaux et la formation d'un sentiment national pourrait mettre cela en danger. Cela semble être le cas car des membres du parlement nigérian auraient mené ce que Stolper qualifie d'«attaque» contre la Fondation Ford et ses délégués états-uniens. Cet «attaque» fait référence à une accusation suggérant que la Fondation Ford avait placé des conseillers économiques tels que Stolper comme espions pour transmettre les informations du Nigéria au gouvernement de Washington. Se limitant à nier cela, Stolper ne s'exprime pas sur les émetteurs de ces accusations. Cependant, il est possible

---

divers projets et programmes. Prasad dans la perception de Stolper semblait préconiser une stratégie de planification plus fragmentée et à court terme.

<sup>309</sup>Parmar, *Foundations of the American Century: The Ford, Carnegie, and Rockefeller Foundations in the Rise of American Power*.

de penser que celles-ci viennent des factions moins filo-américaines du parlement, à savoir le Action Group. À plusieurs reprises, Stolper s'inquiète de l'«anti-américanisme latent» du Nigéria. Malgré le fait que celui-ci ne soit pas autant insistant dans le pays, il partage son inquiétude plusieurs fois. L'incapacité de Stolper à envoyer son document à Max Millikan a été influencée, de ce qu'il écrit, par ses désaccords conflictuels avec Prasad et d'autres acteurs locaux. L'attaque parlementaire subséquente ont selon lui probablement exacerbé la situation, menant à des restrictions sur les communications de Stolper afin de prévenir toute retombée diplomatique potentielle. De plus, le manque d'informations par rapport aux financements nécessaires pour le plan semble également avoir joué un rôle. La rédaction du PPDN était encore en phase de rédaction en 1961 et, lamentant du manque de données nécessaires à prévoir les directions financières du plan, Stolper ne se sentait pas en mesure de fournir des chiffres précis à Millikan. Nous comprendrons que cela n'a finalement pas été nécessaire, car le rapport que Rivkin rigide lors de sa visite joue le même rôle que ce document était censé avoir.

Lorsque Rivkin et son équipe arrivent au Nigéria pour mener leur mission, ils confirment à Stolper les raisons pour lesquelles ils ont été envoyés. À l'arrivée de Rivkin, Stolper écrit : «Je peux revendiquer une part de mérite pour tout succès que la mission états-unienne aura, tant pour les États-Unis que pour le Nigéria. Rivkin a expliqué ce que j'avais deviné à partir de la lettre de Millikan, à savoir que la mission était préparatoire à la réalisation d'une présentation au Congrès sur la nouvelle politique d'aide étrangère ; que le Nigéria avait été choisi avec la Tunisie comme les deux pays phares en Afrique, et qu'il avait pour instruction de découvrir du mieux qu'il pouvait les besoins et les priorités du pays, le déficit en aide étrangère, les attitudes envers la réception de l'aide via un consortium, etc.<sup>310</sup>». Après plusieurs rencontres entre autorités nigérianes et institutions économiques du développement, Rivkin raconte à Stolper «qu'il avait été surpris et qu'il s'attendait à devoir parler longuement pour convertir les Nigériens au point de vue de Kennedy». De cette phrase, nous comprenons que ce travail d'alignement et conversion semble déjà avoir été fait par Stolper ou au moins que les leaders nigériens semblent tendre vers les États-Unis dans leur recherche d'assistance économique. Ainsi que le risque d'influence soviétique au Nigéria semble être limité. Les contenus des rencontres avec la mission économique américaine que Stolper raconte sont très vagues. Il explique qu'il a préparé des documents les aidant à rédiger le rapport demandé à leur rentré.

Une fois que la mission économique est rentrée aux États-Unis, Rivkin est appelé à partager son témoignage devant le comité des affaires étrangères du congrès. Le président de la séance est Frank M. Coffin, qui travaille au sein de la task force d'intervention du président sur l'aide économique étrangère et qui siège en tant que directeur général du Development Loan Fund. Celui-ci élogie le membre du CENIS dans sa mission et dans son parcours professionnel. L'intervention de Frank Coffin concernant Rivkin s'exprime sur l'expertise de ce dernier et ses multiples rôles liés au développement économique et politique de l'Afrique<sup>311</sup>.

---

<sup>310</sup>Gray, *Inside Independent Nigeria: Diaries of Wolfgang Stolper, 1960-1962*, 408.

<sup>311</sup>Frank M. Coffin, «Testimony of Arnold Rivkin Before the Committee on Foreign Affairs House of Representatives Eighty-Seventh Congress First Session on E.R. 7372 The International Development and Security

Coffin loue Rivkin pour avoir dirigé une mission d'étude importante et produit un rapport excellent, tout en occupant des postes influents tels que celui de chercheur associé et directeur du AEPDP au CENIS. De plus, Coffin met en lumière les rôles de consultant de Rivkin auprès de plusieurs organisations de renom et ses fonctions juridiques antérieures dans l'aide économique internationale, soulignant son expérience profonde et variée dans les affaires africaines sur de nombreuses années. Ceci dépeint Rivkin non seulement comme un leader dans son domaine, mais aussi comme une personne possédant une compréhension profonde et multidimensionnelle des enjeux du développement africain. De son côté, Rivkin se charge de dépeindre le Nigéria comme une nation «unique»<sup>312</sup>. Il présente le pays mettant en avant sa «capacité d'absorption» et ainsi la possibilité de de la nation à progresser économiquement grâce d'un côté à la diversité et la richesse de ses ressources naturelles et de l'autre à ses dirigeants engagés dans la promotion du développement. En effet, il explique que ces leaders seraient prêts à collaborer avec les États-Unis et qu'ils ne partagent pas les mêmes politiques de nationalisation des territoires et d'entreprises et qu'il est possible de retrouver en Amérique latine<sup>313</sup>. Ajoutant que financer le développement économique nigérian constitue un avantage soit pour les États-Unis que pour le Nigéria, Rivkin laisse entendre qu'il y a des possibilités d'exploitation de ressources et de commerce issus de ce pays. Pour cette raison, il est pour lui essentiel que les leaders soient formés par des «experts» venant du «monde libre».

L'identité double de Stolper, à la fois initié et outsider, exemplifiait la fluidité des relations internationales durant cette ère, reflétant un récit plus large de l'implication occidentale dans le développement des États post-coloniaux. La mission dirigée par Rivkin avait pour but de jeter les bases d'un engagement d'aide substantiel de la part des États-Unis. Ceci était aligné avec le plaidoyer de Stolper pour une telle approche, indiquant une convergence d'influence individuelle et de politique institutionnelle. La propension du Premier ministre Balewa à collaborer avec l'Occident se manifeste notamment dans sa volonté de travailler étroitement avec des experts états-uniens. Il a activement sollicité l'envoi de ces spécialistes par le gouvernement de Washington ainsi que par diverses fondations, illustrant son engagement envers un partenariat stratégique et technique avec les États-Unis. Cette démarche témoigne de son approche pragmatique visant à tirer profit de l'expertise internationale pour le développement du Nigéria. L'interaction entre Stolper et Rivkin lors de la mission économique de 1961 au Nigéria offre une étude de cas convaincante de la manière dont l'agence individuelle et les politiques institutionnelles peuvent se coaliser pour influencer

---

Act», 26 juin 1961, Wolfgang F. Stolper Papers, 1892-2001, Nigeria, 1961-1962, Rivkin Testimony, Boîte 4, David M. Rubenstein Rare Book & Manuscript Library, Duke University.

<sup>312</sup>Arnold Rivkin, «Testimony of Arnold Rivkin Before the Committee on Foreign Affairs House of Representatives Eighty-Seventh Congress First Session on E.R. 7372 The International Development and Security Act», 26 juin 1961, Wolfgang F. Stolper Papers, 1892-2001, Nigeria, 1961-1962, Rivkin Testimony, Boîte 4, David M. Rubenstein Rare Book & Manuscript Library, Duke University.

<sup>313</sup>La période de la fin des années 1950 et du début des années 1960 en Amérique latine a été marquée par une série de nationalisations, souvent dans le cadre de politiques économiques plus larges orientées vers le développement économique indépendant et l'autonomie vis-à-vis des influences étrangères, en particulier celles des États-Unis et des entreprises multinationales. À ce sujet, consulter Osvaldo Sunkel, «Big Business and "Dependencia": A Latin American View », *Foreign Affairs* 50, n° 3 (1972): 517-31.

les trajectoires de développement national. Cet épisode met non seulement en lumière le déploiement stratégique de l'aide dans le contexte de la Guerre froide, mais souligne également les dynamiques complexes de loyauté, d'expertise et de politique dans le cadre du développement international.

Le rapport de Rivkin : le Nigéria «répond aux nouveaux critères d'aide»

Le résultat de la mission de Rivkin et ses collègues se concrétise dans la réalisation, en juin 1961, d'un rapport incluant l'évaluation de la situation économique et politique du Nigéria, ainsi que les recommandations concernant celle-ci, destiné à la lecture de cadres du département d'État à Washington<sup>314</sup>. La première page de ce document est une lettre que Rivkin adresse à Henry R. Labouisse, président de la task force sur l'assistance économique étrangère. En montrant son appréciation pour le travail effectué au sein de la mission, Rivkin présente le rapport comme un document qui a déjà été discuté au sein de plusieurs organes de l'État et qui par conséquent est connu par ceux-ci. Il affirme en effet qu'il a eu le plaisir à participer avec les membres de sa mission «à la présentation d'une série de rapports oraux supplémentaires aux principaux responsables de l'Exécutif du Président, du Groupe de travail du Président sur l'aide économique étrangère, du Département d'État et de l'Administration de la coopération internationale<sup>315</sup>». Nous constatons donc que plusieurs membres des organes décisionnels en charge des politiques d'assistance économique étaient informés du contenu ainsi que des recommandations du rapport de Rivkin et son équipe. Cela se confirme davantage par le fait que déjà le préambule du document annonce les différentes rencontres ayant eu lieu entre les représentants de ces agences et les membres de la mission avant le départ au Nigéria. En effet, les quatre auraient échangé avec «les responsables du Département d'État, de l'ICA, de la Force d'assistance étrangère, du Bureau exécutif du Président, de la Banque d'export-import, du Fonds de prêts pour le développement, du Fonds monétaire international et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement<sup>316</sup>». De plus, il mentionne également plusieurs moments de rencontre avec le premier ministre nigérian, Balewa. Ainsi, nous savons que toutes ces agences étaient informées et impliquées dans la mission de Rivkin dès le début et dans les propos qui y seront découlés<sup>317</sup>.

---

<sup>314</sup>Arnold Rivkin, Wilson Schmidt, Anthony Geber, Laurence Potter, «Report of the Special U.S. Economic Mission to Nigeria», 17 juin 1961, Papers of John F. Kennedy. Presidential Papers. National Security Files. Countries. Nigeria: Subjects: «Report of the Special U.S. Economic Mission to Nigeria, 17 June 1961». JFKNSF-144-008. John F. Kennedy Presidential Library and Museum, consulté le 10 avril 2024, [https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfknsf-144-008#?image\\_identifieur=JFKNSF-144-008-p0001](https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfknsf-144-008#?image_identifieur=JFKNSF-144-008-p0001)

<sup>315</sup>Arnold Rivkin, lettre à Henry R. Labouisse, 17 juin 1961, Papers of John F. Kennedy. Presidential Papers. National Security Files. Countries. Nigeria: Subjects: «Report of the Special U.S. Economic Mission to Nigeria, 17 June 1961». JFKNSF-144-008-p0002. John F. Kennedy Presidential Library and Museum, consulté le 11 avril 2024, (traduit de l'anglais), [https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfknsf-144-008#?image\\_identifieur=JFKNSF-144-008-p0002](https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfknsf-144-008#?image_identifieur=JFKNSF-144-008-p0002)

<sup>316</sup>Arnold Rivkin, Wilson Schmidt, Anthony Geber, Laurence Potter, «Report of the Special U.S. Economic Mission to Nigeria», 17 juin 1961, 1, (traduit de l'anglais).

<sup>317</sup>Le rapport souligne également la collaboration avec des fonctionnaires britanniques. Il est raisonnable de supposer que, compte tenu de la prédominance des entreprises britanniques dans le pays et du statut récent de la

Le contenu du rapport s'avère intéressant à cause de deux éléments principaux. Premièrement, le rapport applique les principes de la théorie de la modernisation à travers son évaluation et ses recommandations. Ce document essaie de mettre en œuvre la transition du Nigéria vers une économie moderne en se concentrant sur plusieurs axes majeurs. L'accent sur la réforme agricole est un exemple direct de la modernisation économique prônée par la théorie<sup>318</sup>. Le passage de pratiques agricoles traditionnelles à des méthodes agricoles industrielles et mécanisées est envisagé pour augmenter la productivité et soutenir la croissance économique globale. Il défend alors le renforcement de la production agricole et minière pour générer l'excédent de production requis au-delà de la consommation, indispensable au financement du développement dans d'autres, notamment la production industrielle. Le développement d'infrastructures modernes à caractère d'extraction pétrolière et de raffinement d'acier sont proposés des catalyseurs essentiels vers le développement industriel du pays<sup>319</sup>. L'amélioration des réseaux de transport et de communication serait essentielle pour intégrer l'économie nigériane dans le marché mondial et pour faciliter la distribution interne des biens et services, ce qui serait crucial pour le développement économique. Cela serait possible uniquement grâce aux investissements étrangers, plus précisément, comme nous le savons, des entreprises internationales pouvant profiter des matières premières nigérianes. Reflétant la conviction que la modernisation de l'agriculture est préalable à la transformation économique globale, cette idée mènerait au besoin de renforcement des capacités humaines à travers des programmes d'éducation technique et professionnelle. Le rapport évoque également des discussions avec les représentants de la Fondation Ford au Nigéria. Étant donné l'engagement de cette fondation dans le secteur éducatif, il est pertinent de penser qu'elle a contribué de manière significative à la conceptualisation des initiatives éducatives. Cette focalisation sur l'éducation viserait à produire une main-d'œuvre qualifiée, capable de participer activement au processus de modernisation et d'industrialisation mais aussi une classe de dirigeants capables de continuer ce processus. Stolper même avait été envoyé dans le pays par le biais de cette fondation et celui-ci avait contribué à rédiger des documents pour le rapport de Rivkin.

Deuxièmement, le rapport met en exergue la position du Nigéria comme une nation particulièrement favorable au développement économique, une perspective que Rivkin lui-même a régulièrement soutenue dans ses écrits. Le Nigéria serait une «nation en transition» du colonialisme au développement, du tribalisme à la nationalité nigériane, d'une technologie primitive à une technologie avancée, d'une économie traditionnelle de subsistance à une économie de marché moderne<sup>320</sup>. «Parmi les vingt-quatre États africains ayant accédé à l'indépendance depuis 1957, le Nigéria est de loin le plus remarquable. Il apparaît comme un

---

Grande-Bretagne en tant qu'ancienne puissance coloniale du Nigeria, des intérêts économiques substantiels étaient en jeu, favorisant des échanges mutuellement avantageux au niveau des profits des entreprises des deux pays.

<sup>318</sup>Arnold Rivkin, Wilson Schmidt, Anthony Geber, Laurence Potter, «Report of the Special U.S. Economic Mission to Nigeria», 17 juin 1961, 10.

<sup>319</sup>Arnold Rivkin, Wilson Schmidt, Anthony Geber, Laurence Potter, «Report of the Special U.S. Economic Mission to Nigeria», 17 juin 1961, 18.

<sup>320</sup>Arnold Rivkin, Wilson Schmidt, Anthony Geber, Laurence Potter, «Report of the Special U.S. Economic Mission to Nigeria», 17 juin 1961, 1.



véritable géant sur le continent» grâce à sa taille et à ses ressources naturelles<sup>321</sup>». En outre, «le Nigéria, peut-être plus que tout autre des nouveaux États africains indépendants, répond aux nouveaux critères d'aide du Président et offre une bonne opportunité pour réaliser un développement économique dans un cadre démocratique<sup>322</sup>». Le Nigéria est ainsi caractérisé comme une nation susceptible de réaliser des progrès significatifs en matière de développement, attribuables à la mise en œuvre à long terme du PPDN, une perspective qui s'efforce presque de convaincre les membres du Département d'État de la valeur des investissements dans ce pays. Cela est vrai davantage car la nation d'Afrique occidentale pourrait être utilisée comme instrument de lutte contre le communisme s'étendant dans le continent.

Le rapport décrit la posture du Nigéria dans le domaine des affaires internationales, affirmant que la politique étrangère du Nigéria est principalement alignée sur les idéologies et les alliances occidentales<sup>323</sup>. Notamment, l'affiliation du Nigéria à des entités telles que le Commonwealth et la zone sterling souligne son étroite association avec le Royaume-Uni, qui est son principal partenaire commercial et sa principale source d'assistance extérieure, notamment en matière de défense. Azikiwe et Balewa, les dirigeants à la tête du pays, montrent en outre des intérêts vers les collaborations avec le bloc occidental. Alors que les inclinations historiques de la direction politique nigériane ont manifesté des sentiments ouvertement pro-occidentaux, le rapport montre une certaine inquiétude envers les développements politiques récents du pays. Ceux-ci sont illustrés par le changement de position de Awolowo, leader de l'Action Group, vers une position plus neutre, introduisant des nuances dans la trajectoire de la politique étrangère de la nation. Cette transition est soulignée par les critiques formulées à l'encontre de l'orientation vers le bloc occidental enracinée du Nigéria et de sa réticence à établir des canaux diplomatiques avec des entités telles que l'URSS. Par conséquent, ces changements ont entraîné un réajustement au sein de l'appareil gouvernemental nigérian, se traduisant par une expression modérée des principes pro-occidentaux et une inclination perceptible vers une position plus équilibrée et non alignée, selon le rapport. Cette transition serait palpable dans le déploiement d'une Mission Économique nigériane chargée d'engagements à la fois avec des nations occidentales et celles du bloc soviétique, indicative d'une inclination stratégique vers la neutralité dans les efforts diplomatiques. Malgré ces changements, le rapport met l'accent sur le fait que le Nigéria apparaît comme un acteur pivot dans la promotion de la stabilité politique, entendu comme une situation anti-soviétique, sur le continent africain depuis son accession à l'indépendance en 1960. Son rôle essentiel dans l'atténuation de la crise congolaise, notamment par la consolidation d'un consensus africain modéré en faveur des interventions menées par les Nations Unies, témoigne de l'efficacité et de la fiabilité du Nigéria.

---

<sup>321</sup>Arnold Rivkin, Wilson Schmidt, Anthony Geber, Laurence Potter, «Report of the Special U.S. Economic Mission to Nigeria», 17 juin 1961, 1, (traduit de l'anglais).

<sup>322</sup>Arnold Rivkin, Wilson Schmidt, Anthony Geber, Laurence Potter, «Report of the Special U.S. Economic Mission to Nigeria», 17 juin 1961, 3, (traduit de l'anglais).

<sup>323</sup>Arnold Rivkin, Wilson Schmidt, Anthony Geber, Laurence Potter, «Report of the Special U.S. Economic Mission to Nigeria», 17 juin 1961, 30.

L'implication militaire du Nigéria dans les efforts de maintien de la paix des Nations Unies au Congo souligne l'engagement de la nation en faveur de celle qui est décrite comme «la paix et la sécurité régionales», notamment dans des contextes marqués par une volatilité géopolitique et des troubles internes dans le continent. La question du Congo, comme nous l'avons vu, revient dans les discours de Kennedy, comme une nation en crise à cause des influences soviétiques et de mauvais exemple. Le Nigéria, à l'envers, constituerait à être un « bon exemple» pour le reste des pays africains. Le mai précédent la date du rapport, le continent africain voit l'organisation de la Conférence de Monrovia, qui donnera naissance au groupe Monrovia, rival du groupe Casablanca. Prônant un pan-africanisme modéré, dirigeant le groupe on retrouvait le Nigéria, qui contrôlait la direction du mouvement<sup>324</sup>. Le rapport se prononce alors sur les avantages de la position du Nigéria au sein du pan-africanisme et des relations étrangères avec les autres pays africains.

La Conférence de Monrovia en mai 1961 a marqué une étape importante pour le Nigéria en tant que leader économique en Afrique. Selon le rapport, cette rencontre a réuni vingt États africains indépendants autour de résolutions qui reflétaient les intérêts économiques du Nigéria. Le rapport explique que ces «résolutions appellent à une coopération accrue entre les États africains, notamment dans les domaines économique, des transports, des télécommunications et culturel<sup>325</sup>», des secteurs que le PPDN propose de renforcer. La Conférence de Monrovia a créé un groupe de travail chargé de formuler des recommandations et de se réunir à Lagos pour en discuter et discuter de la proposition d'une organisation des États africains. Ainsi, le rapport explique que «le Nigéria, en tant que leader économique émergent, devrait jouer un rôle central dans ces discussions et influencer les politiques économiques futures des États africains». En raison de son potentiel de développement, le Nigéria serait en mesure d'exercer une influence significative sur les orientations des autres États du continent. Bien que des pays comme le Ghana et d'autres membres du bloc de Casablanca aient choisi de ne pas participer à la Conférence de Monrovia prévue, leur implication future lors de la réunion prévue à Lagos demeure incertaine, explique le rapport. Le Nigéria occupe une position de leadership qui lui permet de promouvoir une approche économique pro-occidentale et de servir de contrepoids aux initiatives économiques d'autres pays de la région. «Il semble désormais clair que le Nigéria est et restera l'un des États africains les plus influents pour déterminer le ton et la direction des États africains. En termes occidentaux, cela signifie une influence politique responsable incarnée par le Nigéria. La posture fondamentale du Nigéria, qui reflète ses intérêts nationaux, est susceptible d'être cohérente avec les intérêts de l'Occident sur la plupart des questions importantes<sup>326</sup>». Il est alors possible de comprendre que ces questions importantes résident donc dans le développement du Nigéria et des secteurs favorisant les intérêts économiques

---

<sup>324</sup>Norman J. Padelford, « The Organization of African Unity », *International Organization* 18, n° 3 (1964): 521-42. Consulter également, David Williams, « How Deep the Split in West Africa? », *Foreign Affairs* 40, n° 1 (1961): 118-27.

<sup>325</sup>Arnold Rivkin, Wilson Schmidt, Anthony Geber, Laurence Potter, «Report of the Special U.S. Economic Mission to Nigeria» , 17 juin 1961, 32, (traduit de l'anglais).

<sup>326</sup>Arnold Rivkin, Wilson Schmidt, Anthony Geber, Laurence Potter, «Report of the Special U.S. Economic Mission to Nigeria» , 17 juin 1961, 33, (traduit de l'anglais).

états-uniens, tout en encourageant les autres États à suivre cette voie, et dans la capacité de détourner politiquement ceux-ci contre l'Union Soviétique, ou du moins de modérer leur orientation sympathisante envers le communisme. Cette dynamique est observable notamment dans le cas du Congo et du Ghana, où les deux nations sont enclines à promouvoir un pan-africanisme radical teinté de sympathies communistes. Le rapport souligne le potentiel du Nigéria en tant qu'acteur pouvant canaliser les intérêts occidentaux vers les États africains jouissant d'une position de pouvoir au sein du groupe de Monrovia. C'est pour cette raison qu'un développement du pays est nécessaire. Il est alors essentiel de renforcer ses capacités économiques et politiques pour contribuer à celle qui est indiquée comme «stabilité régionale», à savoir une Afrique sans communisme et Union Soviétique.

Les analyses contenues dans ce rapport révèlent de manière évidente l'empreinte de la théorie de la modernisation non seulement dans les pratiques de développement mais également au sein des institutions chargées de l'assistance économique au pays du Sud. Elles mettent en lumière également le fait que la modernisation s'inscrit dans une logique d'aversion communiste mais surtout de combat contre l'Union Soviétique et son influence mondiale perçue. Ces éléments illustrent considérablement l'impact significatif des membres du CENIS sur la conduite des missions économiques, spécifiquement au Nigéria. De plus, ils mettent en évidence le rôle prépondérant de ces experts dans la formulation des rapports officiels destinés à guider les institutions de développement et également l'administration Kennedy. Cette contribution cruciale souligne la capacité d'influence et de direction que le CENIS exerce dans l'élaboration des politiques de modernisation au niveau national et international mais aussi dans la création d'une représentation du Nigéria comme un instrument anticommuniste pouvant influencer la direction politique du continent entier, et notamment contrebalancer le pouvoir du groupe Casablanca, vers des politiques pro-occident. Il est possible de confirmer ces affirmations grâce à un document du Département d'État de 1963 sur la stratégie politique à adopter envers le Nigéria<sup>327</sup>. En effet, le document décrit les objectifs stratégiques à long terme, en mettant l'accent sur le confinement du communisme<sup>328</sup>. Les objectifs principaux incluent le développement du Nigéria en tant que nation forte et indépendante et le maintien de l'influence occidentale. Les États-Unis visent à promouvoir le Nigéria comme un «pays stable et influent en Afrique», encourageant ainsi d'autres nations africaines à émuler ses politiques. Cela s'aligne avec les intérêts américains de créer un bloc de nations pouvant contrer les influences soviétiques. En infiltrant le développement des institutions gouvernementales et de la société civile nigérianes, les États-Unis cherchent à garantir que ces organismes s'alignent sur les politiques anticommunistes du monde libre. Cela fait partie d'une politique plus large des États-Unis pendant la Guerre froide visant à contenir la propagation du communisme par des moyens directs et indirects, impliquant l'aide économique, le soutien politique et les programmes de

---

<sup>327</sup>Department of State, «National Strategy Series», 5 novembre 1963, «Policy Planning: National Strategy Series, Nigeria», Papers of John F. Kennedy. Presidential Papers. National Security Files. Subjects. Policy planning: General: «National Strategy Series, Nigeria,» 5 November 1963. JFKNSF-304-003-p000. John F. Kennedy Presidential Library and Museum, consulté le 14 avril 2024, [https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfknsf-304-003#?image\\_identifianter=JFKNSF-304-003-p0002](https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfknsf-304-003#?image_identifianter=JFKNSF-304-003-p0002)

<sup>328</sup>Department of State. «National Strategy Series», 5 novembre 1963, 13-14.

développement. Si ces objectifs sont alors confirmés en 1963, il est possible de comprendre qu'ils étaient déjà présents des années avant cette date. Plusieurs échanges diplomatiques permettront aux États-Unis de les mettre en œuvre.

## Visites nigérianes à Washington : efforts diplomatiques et préparation académique

Un mémorandum daté du 21 juin 1961, de Lucius D. Battle, secrétaire exécutif au Département d'État, écrit à McGeorge Bundy, qui servait en tant que Conseiller à la Sécurité Nationale du Président à cette époque<sup>329</sup>. Ce document discute de la visite d'une mission économique d'une vingtaine d'hommes de la Fédération du Nigéria aux États-Unis du 4 au 12 juillet. La mission est dirigée par Festus S. Okotie-Eboh, ministre fédéral des Finances du Nigéria. Il est mentionné que la mission inclut des discussions avec le Département du Commerce sur le commerce et l'investissement privé, ainsi qu'avec le Département d'État, l'ICA et la Banque d'Export-Import sur le développement des États-Unis et l'assistance technique au Nigéria. Arnold Rivkin du Massachusetts Institute of Technology est mentionné comme ayant récemment dirigé une Mission de Développement Économique des États-Unis à Lagos, qui sert de précédent aux discussions que la Mission nigériane aura aux Washington.

Cela révèle une stratégie délibérée des États-Unis pour s'assurer que la Mission économique nigériane reçoive un accueil aux États-Unis qui soit au moins équivalent à l'accueil chaleureux et de haut niveau déjà perçu dans d'autres pays du bloc soviétique, tels que l'Union Soviétique, la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Chine Communiste. En effet, la mission nigériane avait été mandatée pour visiter quelques capitales du bloc soviétique ainsi que du bloc occidental. Il est clairement recommandé que le Président Kennedy lui-même rencontre les éminents ministres nigériens pour une réunion de quinze à vingt minutes à un moment convenable, soulignant ainsi l'importance accordée à l'orientation du Nigéria vers l'orbite occidentale, et plus particulièrement, vers une synergie avec la vision et les intérêts des États-Unis «pour garantir que l'accueil de la Mission aux États-Unis ne pâlisserait pas en comparaison de celui reçu dans les pays communistes». Cette manœuvre diplomatique témoigne de la reconnaissance du Nigéria en tant qu'acteur clé dans la stratégie états-unienne d'endigement de l'expansion soviétique sur le continent africain. Ces éléments reflètent l'importance accordée par le Département d'État aux relations avec le Nigéria, notamment dans l'arène de la Guerre Froide où les hautes personnalités nigérianes bénéficiaient d'audiences composées des autorités des nations soviétiques et occidentales. Cette attention s'inscrit dans une démarche stratégique des États-Unis qui, reconnaissant le Nigéria comme un modèle potentiel de développement africain grâce à la représentation de ce pays «unique» diffusé par Rivkin, cherchent à renforcer leurs liens avec cette nation africaine et à prévenir toute inclination de celle-ci vers le bloc soviétique.

---

<sup>329</sup>Lucius D. Battle, «Memorandum for McGeorge Bundy», 21 juin 1961, Papers of John F. Kennedy. Presidential Papers. President's Office Files. Countries. Nigeria: General, 1961-1962. JFKPOF-122a-007-p0018. John F. Kennedy Presidential Library and Museum, consulté le 13 avril 2024, [https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfkpof-122a-007#?image\\_identifiant=JFKPOF-122a-007-p0018](https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfkpof-122a-007#?image_identifiant=JFKPOF-122a-007-p0018).

Cette manœuvre diplomatique témoigne de la reconnaissance du Nigéria en tant qu'acteur clé dans la stratégie états-unienne d'endigement de l'expansion soviétique sur le continent africain.

Lors de cette visite, alors que Walt W. Rostow était présent aux côtés du président Kennedy, un mémorandum daté du 7 juillet, rédigé en pleine visite de la délégation nigériane, souligne une stratégie diplomatique que Kennedy devrait adopter aux égards du Nigéria. La délégation s'était rendue à Washington pour discuter entre autres de la potentialité de recevoir de l'aide financière de la part des États-Unis. Rostow y conseille à Kennedy l'importance d'accorder une urgence et une priorité équivalentes aux « zones d'opportunité créative » ainsi qu'aux crises internationales, identifiant spécifiquement le Nigéria comme un « exemple » emblématique de cette nouvelle orientation<sup>330</sup>. Un document portant le titre « document de position des États-Unis sur l'aide au Nigéria » destiné à la lecture de Kennedy avant la rencontre avec la délégation, s'exprime également sur la potentialité du pays<sup>331</sup>. Celui-ci contient l'argument selon lequel les États-Unis viseraient à prioriser les projets de développement qui correspondent à une planification solide et à la justice sociale, et étaient engagés à prendre en compte les propositions du Nigéria pour des projets spécifiques dans le cadre d'un plan de développement économique quinquennal. À cela, est ajouté que le Nigéria correspond aux critères de développement de Kennedy. Le document aborde également les craintes concernant la possibilité que le Nigéria passe du côté soviétique. Il affirme qu'« il n'est pas cru que lui (le ministre nigérien des finances) ou tout autre membre de la délégation soit en mesure de présenter le plan quinquennal nigérien de manière concrète ou de négocier une aide spécifique en soutien au plan<sup>332</sup>. Néanmoins, la mission a sans aucun doute recueilli un certain nombre d'offres substantielles d'aide lors de leur voyage dans les pays du bloc soviétique ». La question de l'influence soviétique sur le Nigéria et sur le continent africain semble inquiéter les dirigeants politiques américains de manière constante.

Au cours de cette rencontre, le président Kennedy a mis en exergue l'importance cruciale du Nigéria, affirmant que cette nation constituait un pilier « pour toute la moitié sud du globe »; il a loué son « influence, son leadership responsable et son potentiel économique » qui en font un catalyseur indispensable pour le développement de l'Afrique<sup>333</sup>. Dans le discours de Kennedy, le Nigéria était élevé au rang d'exemple probant pour l'Afrique, parallèlement au

---

<sup>330</sup>Walt W. Rostow, «Memorandum for the President». 7 juillet 1961, Foreign Relations of the United States, 1961–1963, volume XXI, Microfiche Supplement, Near East; Congo; Africa, Microfiche Supplement, document 579.

<sup>331</sup>Department of State, «Visit of the Nigerian Trade Delegation. U.S. Position Paper on Aid for Nigeria», 5 juillet 1961. *Papers of John F. Kennedy. Presidential Papers. President's Office Files, Countries. Nigeria: General, 1961-1962.* JFKPOF-122a-007-p0011. John F. Kennedy Presidential Library and Museum, consulté le 12 avril 2024, [https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfkpof-122a-007#?image\\_identifier=JFKPOF-122a-007-p0011](https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfkpof-122a-007#?image_identifier=JFKPOF-122a-007-p0011).

<sup>332</sup>Le texte fait référence au fait que le plan n'a pas encore été finalisé à ce stade et qu'il s'avère difficile pour la délégation de proposer des chiffres d'assistance économique précis ou de remettre en question des éléments du plan.

<sup>333</sup>Memorandum of Conversation, 7 Juillet 1961, Foreign Relations of the United States (FRUS), 1961–1963, vol. 21, Microfiche Supplement, document 580.

Brésil pour l'Amérique Latine, instaurant un modèle de développement socio-économique répliquable dans des conditions favorables, susceptibles d'être mimées par d'autres nations africaines.

C'est dans l'idée d'instrumentaliser le Nigéria dans l'alignement du continent africain entier vers les intérêts états-uniens contre l'Union Soviétique que ces rencontres diplomatiques ont lieu et que l'assistance économique est utilisée. Afin de préparer Kennedy pour la rencontre du 24 juillet au 1er août 1961 avec le premier ministre nigérian Tafawa Balewa, Walt W. Rostow envoie un mémorandum à Kennedy pour lui donner un aperçu du politicien avec lequel il échangera. Rostow décrit au président l'importance de cette visite ; «Comme vous le savez, c'est une visite importante d'un pays important. Balewa a la réputation d'être un homme politique intelligent et compétent, dans un contexte fédéral complexe. (...) Il y a, en fait, deux questions : lui donner une vue d'ensemble et l'aide (économique)<sup>334</sup>».

Dans le document, W. W. Rostow aborde la perception du communisme de Balewa et ses inquiétudes par rapport à l'évolution future de l'orientation politique nigériane. Rostow mentionne que Balewa est profondément anti-communiste et exprime des préoccupations concernant l'équilibre des pouvoirs au niveau international, craignant que celui-ci ne bascule en faveur du bloc communiste. Rostow fait référence aux accusations de Awolowo et du politique Action Group auprès du gouvernement nigérian concernant les tendances de rapprochement vers le bloc occidental. Rostow souligne que Balewa souhaite voir les meilleures esprits du «monde libre» rassemblés pour évaluer la situation et trouver un chemin vers la préservation de la liberté. Rostow recommande que Balewa soit encouragé à exprimer ses idées concernant les affaires africaines, notamment sur les situations au Congo et de la conférence de Monrovia, tout en souhaitant que Balewa soit généralement considéré comme un collègue sérieux dans le monde démocratique. Le sentiment d'inquiétude est partagé par Rostow. Cette préoccupation s'exprime quant à la possibilité de voir le Nigéria se détourner de l'influence occidentale. Il souligne que la délégation nigériane a récemment visité des pays tant occidentaux que soviétiques, et que ces derniers, «y compris la Chine communiste», ont proposé leur soutien au Nigéria. Dans ce contexte, l'assistance économique revêt une dimension stratégique cruciale : il s'agit non seulement de garantir que Balewa et le Nigéria reçoivent l'aide nécessaire, mais aussi de s'assurer que le Nigéria forge des liens plus étroits avec les États-Unis plutôt qu'avec le bloc soviétique. Ce double enjeu met en lumière le rôle géopolitique de l'aide économique dans le jeu d'influences entre les grandes puissances durant la Guerre Froide.

L'approbation et la divulgation de cette aide de la part du congrès ne semble cependant pas être si simple à gérer. En effet, Rostow met en lumière les tensions au niveau du congrès concernant la question de l'aide économique pour le financement du PPDN. Le congrès se divise alors entre les député.e.s pour la divulgation du chiffre et les député.e.s contre. Les

---

<sup>334</sup>Walt W. Rostow, «Memorandum for the President», 21 Juillet 1961, Papers of John F. Kennedy. Presidential Papers. President's Office Files. Countries. Nigeria: General, 1961-1962». JFKPOF-122a-007-p0020. John F. Kennedy Presidential Library and Museum, 1961-1962, consulté le 17 avril 2024, [https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfkpof-122a-007#?image\\_identifiant=JFKPOF-122a-007-p0020](https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfkpof-122a-007#?image_identifiant=JFKPOF-122a-007-p0020).

personnes à faveur de cela considèrent «que cela permettrait au Premier Ministre de se sentir plus en sécurité et qu'il serait moins enclin à accepter davantage d'aide du bloc que nous ne le souhaiterions ; cela permettrait également aux États-Unis d'éviter de paraître réagir ultérieurement aux offres d'aide du bloc (soviétique)». Ceux qui s'opposent à la divulgation d'un chiffre précis estiment qu'il est trop tôt car le PPDN est encore en phase de rédaction. Ils pensent en outre que les membres potentiels du consortium seraient plus enclins à participer si aucun montant spécifique n'était avancé par les États-Unis et ils considèrent que le Premier Ministre Balewa serait davantage ouvert à l'adhésion au concept de consortium dans ces conditions, incluant surtout la BIRD<sup>335</sup>. Cette proposition nous permet d'imaginer que le consortium pourrait servir d'outil pour solidifier les alliances et influencer la position politique du Nigéria, obligeant la nation à se retrouver dans un réseau international politiquement orienté vers le bloc occidental.

Et quelques paragraphes après ; «vous dites à Balewa, sur une base confidentielle, (...) que les États-Unis seraient prêts à fournir une aide financière de 250 à 300 millions de dollars pour le plan quinquennal nigérian. (...) Il faut faire comprendre au premier ministre que la stratégie des États-Unis est de trouver des endroits dans le monde qui répondent à nos critères d'aide, et de les soutenir sérieusement. Le Nigéria répond à nos critères<sup>336</sup>». Rostow propose alors une solution intermédiaire. Celle-ci consisterait de dire à Balewa, de manière confidentielle, que dès qu'une action du Congrès sur le projet de loi d'aide serait suffisamment avancée pour le permettre, les États-Unis seraient disposés à fournir une assistance financière variant entre 250 et 300 millions de dollars pour le PPDN.

Afin de préparer Kennedy pour la rencontre du 24 juillet au 1er août 1961 avec le premier ministre nigérian Tafawa Balewa, Rostow rédige un résumé du rapport de Rivkin en six pages, intitulé «La mission économique américaine dirigée par Arnold Rivkin considère le Nigéria comme un terrain fertile pour de nouveaux concepts d'aide des États-Unis<sup>337</sup>». Étant donné que le document a été rédigé par Rostow, le résumé a été écrit selon ce que le conseiller de Kennedy retenait essentiel de communiquer au président. Au sein de la première page, Rostow s'exprime sur l'influence grandissante des pays du bloc communiste, tels que la Chine, dans la région africaine et sur le Nigéria. Il est souligné que le Nigéria est considéré comme un pays stratégiquement crucial pour les efforts des pays du bloc soviétique d'étendre leur influence en Afrique. Cela renforce l'urgence pour les États-Unis de s'engager efficacement avec le Nigéria pour contrecarrer cette influence. Après le discours sur l'influence soviétique, les points qui rendent le Nigéria une «nation unique» sont également abordés, tels que sa

---

<sup>335</sup>Un consortium désigne une collaboration entre plusieurs pays ou organisations pour soutenir de manière coordonnée un projet, en l'occurrence en maximisant l'efficacité de l'aide. Cette approche vise à aligner les ressources, à éviter les doublons, et à influencer stratégiquement l'orientation politique du Nigeria en faveur des pays occidentaux plutôt que du bloc soviétique.

<sup>336</sup>Walt W. Rostow, «Memorandum for the President», 21 Juillet 1961, (traduit de l'anglais).

<sup>337</sup>Walt W. Rostow, «U.S Economic Mission led by Arnold Rivkin finds Nigeria fertile Ground for New U.S Aid Concepts», 21 juillet 1961, Papers of John F. Kennedy. Presidential Papers. President's Office Files, Countries. Nigeria: General, 1961-1962». JFKPOF-122a-007-p0026. John F. Kennedy Presidential Library and Museum, 1961-1962, consulté le 19 avril 2024, (traduit de l'anglais), [https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfkpof-122a-007#?image\\_identifiant=JFKPOF-122a-007-p0026](https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfkpof-122a-007#?image_identifiant=JFKPOF-122a-007-p0026).

capacité d'absorption économique soulignant le besoin de personnel technique pour garantir la capacité de développer la nation. Durant la rencontre entre le président et le premier ministre nigérian, Balewa a été informé par le président Kennedy de l'intérêt marqué des États-Unis pour le progrès économique du Nigéria, mentionnant également sa familiarité avec le rapport Rivkin. Kennedy a souligné que le Nigéria était considéré, aux côtés de nations telles que l'Inde, le Pakistan et le Brésil, comme un pays exemplaire méritant une aide significative<sup>338</sup>. Du côté de Balewa, le premier ministre avait reçu un document préparatoire rédigé par Stolper, car en tant que chef de l'unité de planification, il était considéré l'expert avec lequel Balewa pouvait directement échanger<sup>339</sup>.

Bien que l'accès direct au document ne soit pas possible, il est évident que tant le président Kennedy que le Premier ministre Balewa étaient préparés à leur rencontre par des membres du CENIS. La politique étrangère des États-Unis et du Nigéria, ainsi que les décisions affectant leurs relations bilatérales, ont été significativement influencées par les interventions de figures telles que Rivkin et Stolper, ainsi que Rostow et Millikan. La rencontre entre le président états-unien et le premier ministre nigérian, ainsi que la décision de soutenir le PPDN, reflètent les interactions entre différentes institutions et individus. Ces échanges soulignent l'importance des dynamiques interinstitutionnelles et des réseaux personnels dans la formulation et l'exécution des politiques étrangères, illustrant comment les stratégies diplomatiques sont souvent le produit de négociations et de préparations impliquant un éventail d'acteurs et d'intérêts. Cette stratégie répond en effet à la préoccupation des États-Unis concernant une potentielle influence soviétique sur le territoire nigérian, crainte qui soulève le risque d'une réduction des échanges commerciaux avec l'Afrique et d'une perte d'alliés potentiels contre l'URSS. C'est dans ce contexte que se déploient ces intérêts géopolitiques et économiques, articulant une réponse états-unienne visant à préserver et à étendre son influence dans la région à l'aide de ceux qui sont présentés et considérés comme les experts du développement.

## Un consortium pour le Nigéria : au milieu de la dépendance économique

Walt W. Rostow écrit en septembre 1961 une lettre au président Kennedy au sujet de la stratégie d'aide étrangère à adopter pour les six prochains mois<sup>340</sup>. Concernant le Nigéria, Rostow mentionne que pour avoir un impact dans les nations «sous-développées» et pour améliorer les relations avec ces nations, il est essentiel d'apporter de l'aide. Il suggère que cet aide devrait être offerte non seulement à l'Inde, qui était au centre des discours sur l'assistance économique, mais aussi à d'autres pays qui ont des plans nationaux «respectables». Il inclut le

---

<sup>338</sup>Grubbs, *Secular Missionaries: Americans and African Development in the 1960s*, 107.

<sup>339</sup>Gray, *Inside Independent Nigeria: Diaries of Wolfgang Stolper, 1960-1962*, 480.

<sup>340</sup>Walt W. Rostow, «Memorandum for the President», 18 septembre 1961, Papers of John F. Kennedy. Presidential Papers. National Security Files, Meetings and Memoranda, Staff memoranda: Rostow, Walt W., July 1961-June 1962. John F. Kennedy Presidential Library and Museum. JFKNSF-323-007-p0005. John F. Kennedy Presidential Library and Museum, consulté le 19 avril 2024, 1961-1962.[https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfknsf-323-007#?image\\_identifieur=JFKNSF-323-007-p0005](https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfknsf-323-007#?image_identifieur=JFKNSF-323-007-p0005).



Nigéria dans la liste de ces pays, aux côtés de la Pakistan, la Tanganika, l'Irak, le Formosa, la Tunisie, le Brésil et quelques autres nations d'Amérique latine. Il avance avec certitude que cette politique d'aide étrangère aura un impact positif sur les relations diplomatiques et internationales des États-Unis avec les pays en développement. Le document stipule explicitement que la stratégie ne peut être mise en œuvre avec succès que si elle est comprise et soutenue à tous les niveaux du gouvernement, et cela implique une collaboration sans réserve de la part de «Gene Black», faisant référence à Eugene Black, président de la Banque Mondiale. Ce dernier agirait en tant que «père des consortiums» dans ce projet<sup>341</sup>. Cela met en exergue le degré d'engagement attendu de la part du président de la Banque Mondiale, élu par le gouvernement états-unien, et par extension, la nécessité d'une coopération inter-agences pour l'élaboration de la politique d'aide étrangère selon la technique des consortiums mentionnée par Rostow<sup>342</sup>. Dans un autre mémorandum suivant le dernier, Rostow raconte qu'il a pu échanger avec un «haut fonctionnaire fiable de la Banque mondiale<sup>343</sup>». Ce dernier lui aurait dit qu'il est essentiel que Kennedy discute avec Black du rôle qu'il attend de la Banque pour l'année à venir dans la mise en route de l'aide étrangère à long terme via la technique du consortium. La stratégie de créer un réseau d'organisations autour du PPDN est alors envisagée grâce à Rostow afin de pouvoir concrétiser l'assistance économique au Nigéria. En l'absence de documents attestant des échanges entre Eugene Black et le président états-unien, il devient complexe de déterminer avec précision la nature des discussions tenues entre les deux parties et d'analyser l'impact potentiel de l'influence de Kennedy sur les orientations de la Banque mondiale dans le contexte du PPDN. Toutefois, nous savons que Balewa avait effectué une intervention aux Nations Unies en octobre 1960 et que dans le cadre de sa courte visit à New York il avait contacté Black<sup>344</sup>. Le premier ministre nigérian était intéressé à rencontrer Black afin de discuter avec lui de la possibilité de recevoir des financements économiques de la part de la BIRD. La preuve sont des échanges de lettres entre Balewa et Black qui révèlent que Balewa souhaitait rencontrer Black, mais cela n'a pas été possible en raison d'une maladie qui a

---

<sup>341</sup>Cette expression est d'autant plus compréhensible lorsque nous lisons le document sur la position des États-Unis sur l'aide au Nigéria. Au sein du document nous comprenons que le consortium a déjà été utilisé comme stratégie afin de maximiser les efforts d'aide et les transitions économiques. Cela a notamment eu lieu avec le cas de l'Inde.

<sup>342</sup>La technique des consortiums est une méthode de contributions multilatérales négociées qui vise à évaluer l'effort de développement d'un pays et sa stratégie globale, plutôt que de se concentrer uniquement sur l'analyse de projets individuels. Un texte de Paul Rosenstein-Rodan, économiste connu du MIT, explique les avantages de cette technique. Il est intéressant de remarquer que cette stratégie, théorisée par un membre du MIT, qui avait également travaillé à la Banque Mondiale, est proposée à Kennedy. Il est de cette façon possible de déduire encore une fois l'influence majeure du MIT sur la politique états-unienne. Pour le texte de Rosenstein-Rodan, consulter Paul N. Rosenstein-Rodan, « The Consortia Technique », *International Organization* 22, n° 1 (1968): 223-30.

<sup>343</sup>Walt W. Rostow, «Memorandum to the President», 19 septembre 1961, Papers of John F. Kennedy. Presidential Papers. National Security Files, Meetings and Memoranda, Staff memoranda: Rostow, Walt W., July 1961-June 1962. John F. Kennedy Presidential Library and Museum. JFKNSF-323-007-p0006. John F. Kennedy Presidential Library and Museum, consulté le 18 avril 2024, (traduit de l'anglais) [https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfknsf-323-007#?image\\_identifianter=JFKNSF-323-007-p0006](https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfknsf-323-007#?image_identifianter=JFKNSF-323-007-p0006).

<sup>344</sup>Le Nigéria avait en effet rejoint les Nations Unies une semaine après la date de son indépendance.

empêché le deuxième de se déplacer<sup>345</sup>. Écrivant de regretter de ne pas avoir pu échanger avec Balewa, Black dit que lui «ainsi que de nombreuses autres personnes dans ce pays, attend(ent) avec un grand intérêt les progrès de votre grand pays, qui, j'en suis sûr, se réaliseront sous votre direction compétente<sup>346</sup>». Comme évoqué précédemment, dans le théâtre des années Kennedy, Balewa s'était déjà taillé une réputation de leader accompli aux yeux des dirigeants états-unien. Il est possible alors d'affirmer que Balewa avait également gagné le respect et la reconnaissance au sein de la Banque Mondiale et était vu comme une figure clé dans les efforts de collaboration pour des projets de développement en Afrique. Cette estime exprimée par le dirigeant de la Banque Mondiale souligne combien la position de Balewa facilite à la fois la collaboration avec le gouvernement états-unien, qui lui était également favorable, et le succès potentiel des initiatives de consortium et de soutien tu PPDN.

Un procès-verbal du comité des prêts du personnel de la BIRD daté du 30 novembre 1961, donc après l'approbation du soutien au PPDN qui a eu lieu le 24 novembre, donne des indications sur l'action de la Banque envers le plan quinquennal<sup>347</sup>. Dans le document, il est stipulé que les futures opérations de prêt au Nigéria ont été discutées au sein de la Banque et que des accords ont été établis sur plusieurs points essentiels. Premièrement, il a été convenu que le Nigéria serait progressivement reconnu comme éligible pour recevoir des prêts de la part de la Banque et des crédits de l'IDA, avec des montants qui seraient ajustés en fonction de l'évolution du programme de développement pour la période 1962-1967 et selon la présentation de projets jugés appropriés. Deuxièmement, il a été noté que, sur sollicitation du Nigéria, la Banque devrait se charger de former un Comité Consultatif. Ce comité serait composé de représentants de la Banque elle-même et des gouvernements impliqués dans le soutien au Nigéria, dans le but de mieux coordonner l'assistance financière internationale. L'affirmation du pouvoir de la superpuissance américaine sur la sphère économique internationale se manifeste également dans le contexte du développement, particulièrement observable à travers l'approche multilatérale adoptée envers le Nigéria. Ce multilatéralisme vise non seulement à intégrer le Nigéria dans un réseau international qui complique tout rapprochement potentiel avec le bloc soviétique, mais il sert également les intérêts stratégiques des États-Unis en

---

<sup>345</sup> Abubakar Tafawa Balewa, correspondance avec Eugene Black, 10 novembre 1960, «Records of President Eugene R. Black, Personal Actions, Correspondence, Volume 1», Records of the Office of the President, Fichier 1769166, WB IBRD/IDA EXC-02, Records of the Office of the President, World Bank Group Archives, Washington, D.C., United States, consulté le 25 avril 2024, <https://pubdocs.worldbank.org/en/39331404401522987/World-Bank-Group-Archives-Folder-1769166.pdf?redirect=no>.

<sup>346</sup> Eugene Black, correspondance avec Abubakar Tafawa Balewa, 26 octobre 1960, «Records of President Eugene R. Black, Personal Actions, Correspondence, Volume 1», Records of the Office of the President, Fichier 1769166, WB IBRD/IDA EXC-02, Records of the Office of the President, World Bank Group Archives, Washington, D.C., United States, consulté le 25 avril 2024, <https://pubdocs.worldbank.org/en/39331404401522987/World-Bank-Group-Archives-Folder-1769166.pdf?redirect=no>.

<sup>347</sup> Staff Loan Committee, procès-verbal, 30 novembre 1961, «Loan Committee, Minutes - 1961», Records of the Operations (Loan) Committee, Minutes of Loan Committee Meetings, 4 janvier 1961 au 19 janvier 1962, Fichier 30043612, WB IBRD/IDA 39-01. World Bank Group Archives, Washington, D.C., United States, consulté le 24 avril 2024, <https://pubdocs.worldbank.org/en/473471411498501498/World-Bank-Group-Archives-Folder-30043612.pdf?redirect=no>.

facilitant leur accès aux ressources nigérianes. En éloignant le Nigéria de l'influence soviétique, les États-Unis se positionnent ainsi pour exploiter sans concurrence ces ressources, renforçant leur prééminence économique tout en limitant les opportunités d'expansion soviétique dans cette région stratégique. Cette stratégie démontre comment le multilatéralisme, loin d'être simplement une méthode de coopération, est utilisé par les États-Unis comme un outil stratégique pour maintenir et étendre leur influence globale.

### L'approbation de Kennedy : mission accomplie

Au niveau de la réception du rapport réalisé par Rivkin et son équipe à Washington, celui-ci a été généralement bien accueilli, suscitant un vif intérêt parmi les décideurs politiques. Mennen Williams, secrétaire assistant du Bureau des Affaires Africaines, s'exprime au sujet avec John O. Bell, travaillant au Département d'État. Mennen, qui avait rencontré et accompagné la délégation nigériane dans ses rendez-vous à Washington, met en avant la possibilité que le développement du Nigéria envisagé à long terme pourrait apporter des avantages conséquents pour la nation américaine. Avec l'aide des États-Unis, il pensait que la promotion de «l'équivalent moral de l'anti-colonialisme» pourrait devenir une stratégie ou une approche prédominante dans toute la région africaine. Cela suggère qu'ils voyaient le potentiel de l'aide états-unienne au Nigéria non seulement pour soutenir le développement, mais aussi pour promouvoir des objectifs politiques et idéologiques plus larges dans la région, à savoir l'endiguement de l'URSS dans le territoire africain. Il met en lumière la singularité du pays, soutenant ainsi qu'en raison de ses caractéristiques distinctives, il mérite de bénéficier d'une assistance économique. En effet, il argumente que le Nigéria «devrait recevoir un traitement privilégié en tant que l'État le plus peuplé d'Afrique, avec d'excellentes perspectives de développement économique, ce qui le positionne comme l'Inde de l'Afrique<sup>348</sup>». Entre octobre et novembre 1961, une deuxième mission économique est envoyée au Nigéria, dirigée encore une fois par Rivkin. À la suite de cette seconde visite, un rapport a également été rédigé<sup>349</sup><sup>350</sup>. Cette fois, Rivkin adresse une lettre à Fowler Hamilton, administrateur de celle qui est désormais devenue la USAID. L'exceptionnalité du plan apparaît également dans les propos de ce dernier à Kennedy. Dans un mémorandum envoyé à Kennedy, il évoque le caractère

---

<sup>348</sup>Mennen Williams, «Memorandum to John O. Bell», 23 mars 1961, Papers of John F. Kennedy. Pre-Presidential Papers. Senate Files. National Security Files, Series: Country Files, Nigeria, Boîte 144, Nigeria General, 1961: February-May. JFKNSF-144-001. John F. Kennedy Presidential Library and Museum.

<sup>349</sup>United States, Special Economic Mission to Nigeria. «Report of the Second Special U.S. Economic Mission to Nigeria», 1961, consulté le 24 avril 2024, [https://books.google.ch/books?id=xO86AAAAIAAJ&q=Report+of+the+Second+Special+U.S.+Economic+Mission+to+Nigeria&dq=Report+of+the+Second+Special+U.S.+Economic+Mission+to+Nigeria&hl=fr&newbks=1&newbks\\_redir=0&sa=X&ved=2ahUKEwi94PTH2uKFAxUcwQIHHeZEBY8Q6AF6BAgJEAI](https://books.google.ch/books?id=xO86AAAAIAAJ&q=Report+of+the+Second+Special+U.S.+Economic+Mission+to+Nigeria&dq=Report+of+the+Second+Special+U.S.+Economic+Mission+to+Nigeria&hl=fr&newbks=1&newbks_redir=0&sa=X&ved=2ahUKEwi94PTH2uKFAxUcwQIHHeZEBY8Q6AF6BAgJEAI).

<sup>350</sup>Le rapport n'est malheureusement pas accessible dans son intégralité. Il est possible d'accéder uniquement à un nombre de pages limité. Ce qui est affirmé sur ce rapport se base uniquement sur le contenu accessible. Il est ainsi possible que certaines affirmations faites à propos de ce rapport puissent être confiées à la lecture du rapport dans son intégralité.

impressionnant et exceptionnel du PPDN<sup>351</sup>. Il indique que le plan de développement du Nigéria doit être considéré comme étant le premier de son genre en termes d'étendue et d'ampleur sur le continent africain. De plus, il était perçu comme véritablement utile dans son étendue et son objectif. Deux jours après cette description, soit le 24 novembre, Kennedy a approuvé une directive, appuyée par Hamilton, visant à engager les États-Unis dans un programme d'aide à long terme spécifiquement pour le Nigéria<sup>352</sup>. En décembre, Kennedy approuve une assistance économique de 225 millions de dollars destinée au PPDN, faisant du Nigéria le premier pays pour lequel les États-Unis s'engagent au niveau d'assistance économique à long terme et suivant les nouveaux principes du développement du 22 mars de Kennedy.

Grâce à la suggestion de Rostow, à travers le rapport de Rivkin, Kennedy décide finalement de financer le plan de développement et mobilise le gouvernement des États-Unis dans son soutien. Après la rencontre avec le premier ministre nigérien, dans un communiqué de presse de la Maison Blanche conjoint de Kennedy et Balewa, nous comprenons que Kennedy réitère son intérêt pour l'assistance économique au Nigéria. Il explique en effet que «au sujet de l'aide économique au Nigéria, le président a réitéré le désir du gouvernement des États-Unis d'aider le Nigéria dans son développement social et économique, soulignant que c'est ce désir sincère qui a motivé l'envoi d'une mission économique spéciale au Nigéria en mai dernier afin de discuter avec les responsables nigériens de leur prochain plan quinquennal<sup>353</sup>.»

---

<sup>351</sup>Fowler Hamilton, «Memorandum to John F. Kennedy», 22 November 1961, Papers of John F. Kennedy. Pre-Presidential Papers. Senate Files. National Security Files, Series: Country Files, Nigeria, Boîte 144, Nigeria General, 1961: February-May. JFKNSF-144-001. John F. Kennedy Presidential Library and Museum.

<sup>352</sup>Grubbs, *Secular Missionaries: Americans and African Development in the 1960s*, 106.

<sup>353</sup>John F. Kennedy et Abubakar Tafawa Balewa, «Joint Statement of John F. Kennedy and Prime Minister Balewa on the Occasion of his Visit to the U.S», (sans date), Wolfgang F. Stolper Papers, 1892-2001, Nigeria, 1961-1962, Rivkin Testimony, Boîte 4, David M. Rubenstein Rare Book & Manuscript Library, Duke University.

## Conclusion

Cette étude explore le rôle crucial des membres du MIT, notamment ceux du CENIS, dans l'élaboration et la mise en œuvre du premier plan de développement national nigérian ainsi que dans le soutien financier accordé par l'administration Kennedy. À travers l'analyse des contributions des acteurs du CENIS, notamment Arnold Rivkin et Wolfgang Stolper, il est démontré qu'ils ont non seulement façonné une représentation attrayante du Nigéria, mais ont également navigué efficacement entre les sphères académiques, politiques et économiques pour obtenir le soutien de Kennedy.

Cette représentation du Nigéria, articulée autour de son potentiel de développement et de modernisation, a servi à légitimer l'infiltration états-unienne dans l'économie et la politique du pays. Cette pénétration a ainsi commencé avec le projet du PPDN à l'aide des propositions de la modernisation. En présentant le Nigéria comme un pays aux ressources abondantes et aux capacités de croissance économique significatives, les membres du CENIS ont d'un côté réussi à convaincre les leaders nigériens des potentialités de leur pays et des possibilités de développement, et ainsi d'assistance économique, offertes par une collaboration avec les États-Unis. Cette représentation optimiste a non seulement séduit les dirigeants nigériens, mais a également fourni une justification idéologique aux interventions américaines, présentées comme des initiatives humanitaires et progressistes. Du côté des leaders nigériens, la période de transfert de pouvoir de l'autorité britannique au pays ouest-africain a rendu nécessaire une recherche de financements d'autres sources. En réalité, cette configuration s'avérait le moment idéal pour poser les bases de la présence états-unienne dans le pays ouest-africain.

Les concepts de la modernisation, notamment celles développées par Rostow et Millikan, ont été intégrées dans le PPDN pour illustrer la façon dont le Nigéria pouvait passer d'une économie traditionnelle à une économie moderne et industrialisée. En mettant en avant des concepts tels que la croissance économique stable, l'attraction des investissements étrangers et le renforcement des infrastructures, ces théories ont été présentées comme des réponses aux besoins du Nigéria, alors qu'elles servaient les intérêts économiques et politiques des États-Unis. La modernisation, telle qu'implémentée dans le PPDN, a ainsi été utilisée comme instrument théorique pour ouvrir la porte au Nigéria dans la sphère d'influence occidentale. Grâce aux initiatives des acteurs du CENIS et leur collaboration avec Kennedy, le Nigéria a pu être intégré dans des institutions internationales dirigées par les États-Unis, telles que la Banque Mondiale, lui donnant une orientation politique et économique dirigées vers les États-Unis. Grâce aux initiatives des acteurs du CENIS et à leur collaboration avec Kennedy, le Nigéria a été intégré dans des institutions internationales dirigées par les États-Unis, telles que la Banque Mondiale, orientant ainsi sa politique et son économie vers les États-Unis. Le multilatéralisme de Kennedy, défendu également par Rivkin, n'était pas fortuit, tout comme ses opinions sur l'Afrique, l'indépendance des pays africains, leurs leaders et l'aide économique.

En proposant des mesures financières et de développement sectoriel spécifiques, les États-Unis se sont assurés une place dans le contrôle et l'exploitation des ressources primaires

du Nigéria. Ces stratégies montrent le caractère instrumental du PPDN pour éloigner le Nigéria du bloc soviétique. Être affilié à l'URSS était présenté par le gouvernement états-unien, ainsi que par les membres du CENIS, comme une condamnation à l'impossibilité de se développer. L'exemple du Congo, opposé à celui du Nigéria, illustre les dérives problématiques du communisme, telles que des crises politiques et des difficultés à améliorer les conditions de vie. Les États-Unis se positionnaient alors en héros modèles, déterminés à combattre ce risque. Le Nigéria était alors présenté comme un pays doté de leaders et d'une population prête à s'engager pour le développement, lequel serait garanti si le PPDN était suivi et appliqué. Selon le plan, l'histoire économique du Nigéria, qui serait marquée par la démonstration d'une capacité d'absorption notable, rendait cette perspective plausible.

La construction de cette représentation ainsi que la démarche vers le financement du plan par Kennedy sont alors effectuées grâce au CENIS et son vaste réseau de relations dans les sphères politique, économique, académique et philanthropique. Le PPDN et les missions qui y étaient liées ont servi de véhicule à ce projet. L'action des membres du CENIS autour du PPDN s'inscrit alors dans une longue histoire de collaboration avec le gouvernement américain. En s'insérant dans un réseau d'interconnexions entre les sphères économique, politique et académique, les membres du CENIS évoluaient dans différents espaces pour exercer la politique étrangère.

Le lancement du PPDN et la représentation du Nigéria en tant que pays respectant les critères de développement de Kennedy ont permis de justifier l'engagement économique et politique des États-Unis au Nigéria, tout en consolidant leur position de superpuissance mondiale. Grâce à ses propositions, le plan a permis d'accroître la présence américaine dans divers secteurs de la société nigériane, tels que le commerce, l'extraction de matières premières, les collaborations universitaires via des fondations privées, et l'envoi de personnel technique. Pour atteindre ces objectifs, les membres du CENIS ont été essentiels : Millikan et Rostow aux États-Unis, Stolper au Nigéria, et Rivkin entre les deux, chacun jouant un rôle clé à l'intersection de l'économie, de la politique et du monde académique.



# Bibliographie

- Abdulkarim, Abdullahi. « Bilateral Economic Relations between Nigeria and United States: An Appraisal of Petroleum Resources ». *International Journal of Research and Innovation in Social Science (IJRISS)* 3, n° 9 (18 septembre 2019): 34-42.
- Adeniji, Abolade. « The Cold War, Ideology and American Economic Assistance to Nigeria ». *African Journal of International Affairs and Development* 7, n° 2 (2002): 67-89.
- Adi, Hakim. *Pan-Africanism: A History*. London: Bloomsbury Academic, 2018.
- Akindele, Raheem A. « Nigeria's External Economic Relations, 1960-1985 ». *Africa Spectrum* 21, n° 5 (1986): 5-34.
- . « Nigeria's External Economic Relations, 1960-1985: Part II: With Special Emphasis on External Loan Transactions, Foreign Private Investment and Geographical Expansion of Trade Frontiers ». *Africa Spectrum* 1, n° 2 (1986): 143-61.
- Allcock, Thomas Tunstall. « The First Alliance for Progress? Reshaping the Eisenhower Administration's Policy toward Latin America ». *Journal of Cold War Studies* 16, n° 1 (2014): 85-110.
- Aluko, Olajide. « Nigeria and the Superpowers ». *Millennium: Journal of International Studies* 5, n° 2 (septembre 1976): 127-41.
- Anah, Cletus Ikechukwu. « Who benefits? The political economy of national development plans in Nigeria ». *Journal of Alternative Perspectives in the Social Sciences* 6, n° 1 (2014): 100-115.
- Angelo, Anne-Marie, et Tom Adam Davies. « American business can assist [African] hands: the Kennedy administration, US corporations, and the cold war struggle for Africa ». *The Sixties* 8, n° 2 (3 juillet 2015): 156-78.
- Anglin, Douglas G. « Nigeria: Political Non-alignment and Economic Alignment ». *The Journal of Modern African Studies* 2, n° 2 (1964): 247-63.
- Appah, Ebimobwei. « Petroleum Profit Tax And Economic Growth In Nigeria ». *International Journal of Management Sciences and Business Research* 1, n° 9 (2012): 12-22.
- Ascher, William. « The World Bank and U.S. Control ». In *The United States and Multilateral Institutions*, édité par Margaret P. Karns et Karen A. Mingst, 78-94. London: Routledge, 1992.
- Baber, Zaheer. « Modernization theory and the Cold War ». *Journal of Contemporary Asia* 31, n° 1 (1 janvier 2001): 71-85.



- Baker, James K. « The American Society of African Culture ». *The Journal of Modern African Studies* 4, n° 3 (1966): 367-69.
- Barbara Barksdale Clowse. « Education as an Instrument of National Security: The Cold War Campaign to “Beat The Russians” From Sputnik to the National Defense Education Act of 1958 ». Thèse, University Microfilms International, 1977.
- Bauer, Péter Tamás, et Basil S. Yamey. *Economics of Under-Developed Countries*. Cambridge University Press. Cambridge, 1957.
- Belmonte, Monica L. « Reining in Revolution: The United States Response to British Decolonization in Nigeria in an Era of Civil Rights, 1953–1960 ». Thèse, Georgetown University, 2003.
- Blankenheimer, Bernard. « The Foreign Investment Climate In Nigeria ». *Vanderbilt Journal of Transnational Law* 10, n° 7 (1977): 589-600.
- Brazinsky, Gregg A. « Koreanizing Modernization: Modernization Theory and South Korean Intellectuals ». In *Koreanizing Modernization: Modernization Theory and South Korean Intellectuals*, édité par David C. Engerman, Nils Gilman, Mark H. Haebele, et Michael E. Latham, 251-74. Culture, politics, and the Cold War. Amherst: University of Massachusetts Press, 2003.
- Bruszt, László, et Stefano Palestini. « Regional development governance ». In *The Oxford handbook of comparative regionalism*, édité par Tanja A. Börzel et Thomas Risse, 374-404. Oxford: Oxford University Press, 2016.
- Chassé, Daniel Speich. « Towards a Global History of the Marshall Plan. European Post-War Reconstruction and the Rise of Development Economic Expertise ». In *Industrial Policy in Europe after 1945*, édité par Christian Grabas et Alexander Nützenadel, 187-212. London: Palgrave Macmillan UK, 2014.
- Chukwu, Dan O. « Trends and Changes in the Nigerian Currency System, Colonial Period - 2008 ». *Studies of Tribes and Tribals* 8, n° 2 (2010): 87-101.
- Chukwu, Dan O., et Stanley Okwara. « Analysis of Trends and Patterns in Nigeria - U.S Relations, 1960- 2015 ». *IGWEBUIKE: An African Journal of Arts and Humanities* 9, n° 1 (2023): 92-114.
- Cooper, Frederick. *Decolonization and African Society: The Labor Question in French and British Africa*. Cambridge: Cambridge University Press, 1996.
- Cullather, Nick. « Development Doctrine and Modernization Theory ». In *Encyclopedia of American Foreign Policy*, édité par Alexander DeConde, Ketz Louise B., Fredrik Logevall, et Richard Dean Burns, 477-91. New York: Scribner, 1978.
- . « Development? It’s History ». *Diplomatic History* 24, n° 4 (2000): 641-53.

- Cummings, Bruce. « Boundary Displacement: Area Studies and International Studies during and after the Cold War ». *Bulletin of Concerned Asian Scholars* 29, n° 1 (mars 1997): 6-26.
- Dean, Edwin. « Noneconomic Barriers to Effective Planning in Nigeria, 1962-66 ». *Economic Development and Cultural Change* 19, n° 4 (1979): 560-79.
- Decker, Stephanie. « Building Up Goodwill: British Business, Development and Economic Nationalism in Ghana and Nigeria, 1945–1977 ». *Enterprise and Society* 9, n° 4 (2008): 602-13.
- Diamond, Larry. « Class, Ethnicity, and the Democratic State: Nigeria, 1950-1966 ». *Comparative Studies in Society and History* 25, n° 3 (1983): 457-89.
- Dibua, Jeremiah I. *Modernization and the crisis of development in Africa: the Nigerian experience*. London: Routledge, 2017.
- . « The Post-Colonial State and Development Planning in Nigeria, 1962-1985 ». *Journal of Eastern African Research & Development* 24 (1994): 212-28.
- Doty, Roxanne Lynn. *Imperial Encounters: The Politics of Representation in North-South Relations*. Minneapolis: University of Minnesota Press, 1996.
- Ejumudo, K. B. O. « The problematic of development planning in Nigeria: A critical discourse ». *Developing Country Studies* 3, n° 4 (2013): 67-80.
- Ekbladh, David. *The Great American Mission: Modernization and the Construction of an American World Order*. Princeton: Princeton University Press, 2011.
- Engerman, David C. « West meets East: The Center for International Studies and Indian Economic Development ». In *Staging Growth: Modernization, Development, and the Global Cold War*, édité par David C. Engerman, Nils Gilman, Mark H. Haefele, et Michael E. Latham, 199-223. Culture, politics, and the Cold War. Amherst: University of Massachusetts Press, 2003.
- Engerman, David C., Nils Gilman, Mark H. Haefele, et Michael E. Latham, éd. *Staging Growth: Modernization, Development, and the Global Cold War*. Culture, Politics, and the Cold War. Amherst: University of Massachusetts Press, 2003.
- Escobar, Arturo. *Encountering Development: : The Making and Unmaking of the Third World*. Princeton: Princeton University Press, 1995.
- Fabunmi, Martins. « Historical Analysis of Educational Policy Formulation in Nigeria: Implications for Educational Planning and Policy ». *International Journal of African and African-American Studies* 4, n° 2 (2005): 1-7.
- Fadahunsi, Akin. « A Review of the Political Economy of the Industrialization Strategy of the Nigerian State, 1960–80 ». *Africa Development / Afrique et Développement* 4, n° 2/3 (1979): 106-24.

- Falola, Toyin. *Economic reforms and modernization in Nigeria, 1945-1965*. Kent: Kent State University Press, 2004.
- Falola, Toyin, et Matthew M. Heaton. *A History of Nigeria*. Cambridge: Cambridge University Press, 2008.
- Fourcade, Marion. *Economists and Societies: Discipline and Profession in the United States, Britain, and France, 1890s to 1990s*. Princeton: Princeton University Press, 2009.
- Geerlings, Lonneke. « Performances in the theatre of the Cold War: the American Society of African Culture and the 1961 Lagos Festival ». *Journal of transatlantic studies* 16, n° 1 (2018): 1-19.
- Gerits, Frank. « ‘When the Bull Elephants Fight’: Kwame Nkrumah, Non-Alignment, and Pan-Africanism as an Interventionist Ideology in the Global Cold War (1957–66) ». *The International History Review* 37, n° 5 (2015): 951-69.
- Gibbs, David N. « Political Parties and International Relations: The United States and the Decolonization of Sub-Saharan Africa ». *The International History Review* 17, n° 2 (1995): 306-27.
- Gilman, Nils. *Mandarins of the Future: Modernization Theory in Cold War America*. New Studies in American Intellectual and Cultural History. Baltimore: Johns Hopkins University Press, 2003.
- Gray, Clive S. *Inside Independent Nigeria: Diaries of Wolfgang Stolper, 1960-1962*. London: Routledge, 2017.
- Grubbs, Larry. *Secular Missionaries: Americans and African Development in the 1960s. Culture, Politics, and the Cold War*. Amherst: University of Massachusetts Press, 2009.
- Gülseven, Yahya. « Reconsidering Development Aid: A Systemic Analysis ». *World Review of Political Economy* 11, n° 2 (1 juillet 2020): 232-55.
- Hagen, James M., et Vernon W. Ruttan. « Development Policy under Eisenhower and Kennedy ». *The Journal of Developing Areas* 23, n° 1 (1988): 1-30.
- Hall, Peter A. *The Political Power of Economic Ideas: Keynesianism across Nations*. Princeton: Princeton University Press, 1989.
- Hanson, Philip. « Khrushchev: Hope Rewarded, 1953-60 ». In *The Rise and Fall of the Soviet Economy: An Economic History of the USSR from 1945*, 48-77. London: Pearson Education, 2003.
- Hinds, Allister E. « Government Policy And The Nigerian Palm Oil Export Industry, 1939–49 ». *The Journal of African History* 38, n° 3 (1997): 459-78.

- Hirschman, Albert O. *The strategy of economic development*. New Haven: Yale University Press, 1958.
- Hodge, Joseph M. « British Colonial Expertise, Post-Colonial Careerism and the Early History of International Development ». *Journal of Modern European History* 8, n° 1 (2010): 24-46.
- Hout, Wil. « Classical Approaches to Development: Modernisation and Dependency ». In *The Palgrave Handbook of International Development*, édité par Jean Grugel et Daniel Hammett, 21-39. London: Palgrave Macmillan UK, 2016.
- Hudson, Michael. *Super Imperialism: The Origin and Fundamentals of U.S. World Dominance*. London: Pluto Press, 2003.
- Hunt, Michael H. *The American Ascendancy: How the United States Gained and Wielded Global Dominance*. Chapel Hill: University of North Carolina Press, 2007.
- Idang, Gordon J. « The Politics of Nigerian Foreign Policy: the Ratification and Renunciation of the Anglo-Nigerian defense Agreement ». *African Studies Review* 13, n° 2 (1970): 227-51.
- Ifidon, Ehimika A. « Nigeria's Policy of Non-Alignment and Voting in the United Nations General Assembly, 1960-1965 ». *Journal of History and Diplomatic Studies* 8, n° 1 (2011): 227-62.
- Iheanacho, Emmanuel N. « National Development Planning In Nigeria: An Endless Search For Appropriate Development Strategy ». *International Journal of Economic Development Research and Investment* 5, n° 2 (2014): 49-60.
- Iweriebor, Ehiedu E.G. « State Systems in Pre-Colonial, Colonial and Post-Colonial Nigeria: An Overview ». *Africa: Rivista trimestrale di studi e documentazione dell'Istituto italiano per l'Africa e l'Oriente* 37, n° 4 (1982): 507-13.
- Jerven, Morten. « Controversy, Facts and Assumptions: Lessons from Estimating Long Term Growth in Nigeria, 1900–2007 ». *African Economic History* 46, n° 1 (2018): 104-36.
- Johnson, Carol A. « Conferences of Independent African States ». *International Organization* 16, n° 2 (1962): 426-29.
- Khan, Zahid, et Salvador Marinero. « Summarizing The Miscellaneous Criticism On Rostow's Model Of Economic Growth: An Overview ». *International Journal of Social Science and Economic Research* 2, n° 2 (2017): 2301-12.
- Kindleberger, Charles P. *Marshall Plan Days*. London: Routledge, 2010.
- Klieman, Kairn A. « U.S. Oil Companies, the Nigerian Civil War, and the Origins of Opacity in the Nigerian Oil Industry ». *Journal of American History* 99, n° 1 (1 juin 2012): 155-65.

- Kothari, Uma. « From Colonialism to Development: Reflections of Former Colonial Officers ». *Commonwealth & Comparative Politics* 44, n° 1 (mars 2006): 118-36.
- Latham, Michael E. « Ideology, Social Science, and Destiny: Modernization and the Kennedy-Era Alliance For Progress ». *Diplomatic History* 22, n° 2 (1998): 199-229.
- . *Modernization as Ideology: American Social Science and « “Nation Building” » in the Kennedy Era*. Chapel Hill: The University of North Carolina Press, 2000.
- Lawal, Olakunle A. « British Commercial Interests and the Decolonization Process in Nigeria, 1950-60 ». *African Economic History*, n° 22 (1994): 93-110.
- Lee, Donna, et Brian Hocking. « Economic Diplomacy ». In *The International Studies Encyclopedia*, 1216-27. Chichester: Wiley-Blackwell, 2010.
- Leslie, Stuart W., et David Edgerton. « The Cold War and American Science: the military-industrial-academic Complex at MIT and Stanford ». *International Review Devoted to the History of Science and its Cultural Influence* 86, n° 1 (1995): 139-139.
- Leslie, Stuart W., et Robert Kargon. « Exporting MIT: Science, technology, and nation-building in India and Iran ». *Osiris* 21, n° 1 (2006): 110-30.
- Lewis, Arthur W. « Economic Development with Unlimited Supplies of Labour ». *The Manchester School of Economic and Social*, n° 22 (1954): 139-91.
- Licklider, Roy E. « The Missile Gap Controversy ». *Political Science Quarterly* 85, n° 4 (1970): 600-615.
- Lipset, Seymour M. *Political Man: The Social Bases of Politics*. New York: Doubleday & Company, 1959.
- Lumumba-Kasongo, Tukumbi. « Rethinking state formation and the post-colonial political experience in the Democratic Republic of the Congo ». In *Reconstructing the Authoritarian State in Africa*, édité par George Klay Kieh, Jr. et Pita Ogaba Agbese, 54-105. London: Routledge, 2013.
- Micinski, Nicholas R. « The Changing Role of the Ford Foundation in International Development, 1951–2001 ». *VOLUNTAS: International Journal of Voluntary and Nonprofit Organizations* 28, n° 3 (juin 2017): 1301-25.
- Mikesell, Raymond F. « The Emergence of the World Bank as a Development Institution ». In *Bretton Woods Revisited*, édité par A. L. Keith Acheson, John F. Chant, et Martin F. J. Prachowny, 70-84. London: Palgrave Macmillan UK, 1972.
- Millikan, Max F., et Walt W. Rostow. *A Proposal: Key to an Effective Foreign Policy*. Cambridge: Massachusetts Institute of Technology, 1957.

- Mills, Nicolaus. *Winning the Peace: The Marshall Plan and America's Coming of Age as a Superpower*. Hoboken: John Wiley & Sons, 2008.
- Muehlenbeck, Philip E. « The Kennedy Legacy in Africa ». In *Betting on the Africans: John F. Kennedy's Courting of African Nationalist Leaders*, édité par Philip E. Muehlenbeck, 223-36. Oxford University Press, 2012.
- Needell, Allan A. « "Truth Is Our Weapon": Project TROY, Political Warfare, and Government-Academic Relations in the National Security State ». *Diplomatic History* 17, n° 3 (juin 2007): 399-420.
- Nisbet, Robert A. *Social Change and History: Aspects of the Western Theory of Development*. Oxford: Oxford University Press, 1969.
- Njoku, Onwuka N. « Export Production Drive in Nigeria During The Second World War ». *Transafrican Journal of History* 10, n° 1/2 (1981): 11-27.
- Nwachuku, Levi A. « The United States and Nigeria - 1960 to 1987: Anatomy of a Pragmatic Relationship ». *Journal of Black Studies* 28, n° 5 (1 mai 1998): 575-93.
- Nwangwu, Chikodiri, et Kingsley Okoye. « Management Of External Economic Relations And The Crisis Of Development In Nigeria ». *Global Journal of Arts Humanities and Social Sciences* 2, n° 9 (2014): 32-49.
- Obi-Ani, Ngozika Anthonia, et Paul Obi-Ani. « Pan–Africanism and the rising ethnic distrust in Nigeria: An assessment ». *Ianna Journal of Interdisciplinary Studies* 1, n° 1 (10 octobre 2019): 65-75.
- Ogbogbo, Christopher B. N., et Olisa Muojama. « The Global Economy and the Niger Delta Crises ». *Journal of the Historical Society of Nigeria* 17 (2007): 169-90.
- Ogbuagu, Chibuzo S. A. « The Nigerian Indigenization Policy: Nationalism or Pragmatism? ». *African Affairs* 82, n° 327 (1983): 241-66.
- Ogunbadejo, Oye. « Nigerian-Soviet Relations, 1960-87 ». *African Affairs* 87, n° 346 (1988): 83-104.
- Ojedokun, Olasupo. « The Changing Pattern of Nigeria's International Economic Relations: The Decline of the Colonial Nexus, 1960-1966 ». *The Journal of Developing Areas* 6, n° 7 (1972): 535-54.
- Oni, Ola. « A Critique of Development Planning in Nigeria ». *Review of African Political Economy*, n° 4 (1975): 87-93.
- Onimode, Bade. « A critique of planning concepts and methodology in Nigeria ». *The Review of Black Political Economy* 7, n° 3 (1977): 296-308.

- Padelford, Norman J. « The Organization of African Unity ». *International Organization* 18, n° 3 (1964): 521-42.
- Park, Tae-Gyun. « WW Rostow and Economic Discourse in South Korea in the 1960s ». *Journal of International and Area Studies* 8, n° 2 (2001): 55-66.
- Parmar, Inderjeet. *Foundations of the American Century: The Ford, Carnegie, and Rockefeller Foundations in the Rise of American Power*. New York: Columbia University Press, 2012.
- Parry-Giles, Shawn J. « The Eisenhower Administration's Conceptualization of the USIA: The Development of Overt and Covert Propaganda Strategies ». *Presidential Studies Quarterly* 24, n° 2 (1994): 263-76.
- Parsons, Talcott. *Structure and Process in Modern Societies*. Glencoe: The Free Press, 1960.
- . *The Social System*. London: Routledge, 1951.
- Pearce, Kimber Charles. « Narrative Reason and Cold War Economic Diplomacy in WW Rostow's Stages of Economic Growth ». *Rhetoric & Public Affairs* 2, n° 3 (1999): 395-414.
- . *Rostow, Kennedy, and the Rhetoric of Foreign Aid*. East Lansing: Michigan State University Press, 2001.
- Pillah, Tyodzer Patrick. « Nations Development Agenda for Strategic and Sustainable Growth ». *International Journal of Academic Management Science Research (IJAMSR)* 7, n° 11 (2023): 151-60.
- Reyes, Giovanni E. « Four Main Theories of Development: Modernization, Dependency, World-System, and Globalization ». *Nómadas. Revista Crítica de Ciencias Sociales y Jurídicas* 4, n° 2 (2001): 109-24.
- Rist, Gilbert. *The History of Development: From Western Origins to Global Faith*. New York: Zed Books, 2002.
- Rivkin, Arnold. *Africa and The West*. Praeger: Massachusetts Institute of Technology, 1962.
- . « African Problems of Trade and Aid ». *Current History* 43, n° 251 (1962): 29-54.
- . « Economic development planning in the Federation of Nigeria: a brief analysis of the Nigerian experience, 1961-1962 ». *Journal of Local Administration Overseas* 3, n° 1 (1964): 27-34.
- . « Nigeria: A Unique Nation ». *Current History* 45, n° 268 (1963): 329-34.
- . « Nigeria's National Development Plan ». *Current History* 43, n° 256 (1962): 321-68.

- . « Principal Elements of US Policy Towards Under-Developed Countries ». *International Affairs (Royal Institute of International Affairs 1944-)* 37, n° 4 (1961): 452-64.
- . « The Politics of Nation-Building: Problems and Preconditions ». *Journal of International Affairs* 16, n° 2 (1962): 131-43.
- Rosenstein-Rodan, Paul N. « The Consortia Technique ». *International Organization* 22, n° 1 (1968): 223-30.
- Rostow, Walt W. *The Stages of Economic Growth: A Non-communist Manifesto*. Cambridge: Cambridge university press, 1960.
- Sackley, Nicole. « Passage to Modernity: American Social Scientists, India, and The Pursuit of Development, 1945-61 ». Thèse, Princeton University, 2004.
- Salihu, Muhammed. « Crude Oil and the Politics of Nigerian Foreign Policy: Issues and Explanations ». *Research on Humanities and Social Sciences* 7, n° 7 (2017): 38-47.
- Schumacher, Diana. « The 1973 Oil Crisis and Its Aftermath ». In *Energy: Crisis or Opportunity? An Introduction to Energy Studies*, édité par Diana Schumacher, 21-41. London: Macmillan Education UK, 1985.
- Shepard, Robert B. *Nigeria, Africa, and the United States: From Kennedy to Reagan*. Bloomington: Indiana University Press, 1991.
- Sherwin, Martin J. « The Atomic Bomb and the Origins of the Cold War: U.S. Atomic-Energy Policy and Diplomacy, 1941-45 ». *The American Historical Review* 78, n° 4 (1973): 945-68.
- Sklar, Richard L. *Nigerian Political Parties: Power in an Emergent African Nation*. Princeton Legacy Library. Princeton: Princeton University Press, 2015.
- Staniland, Martin. *American Intellectuals and African Nationalists, 1955-1970*. New Haven: Yale University Press, 1991.
- Stolper, Wolfgang F. *Planning Without Facts: Lessons in Resource Allocation from Nigeria's Development. With an Input-Output Analysis of the Nigerian Economy, 1959-60*. London: Harvard University Press, 1966.
- Sunkel, Osvaldo. « Big Business and "Dependencia": A Latin American View ». *Foreign Affairs* 50, n° 3 (1972): 517-31.
- Sutton, Francis X. « The Ford Foundation's Development Program in Africa ». *African Studies Bulletin* 3, n° 4 (1960): 1-7.
- Taffet, Jeffrey. *Foreign Aid as Foreign Policy: The Alliance for Progress in Latin America*. New York: Routledge, 2012.



- Ukelina, Bekeh Utietiang. « Making a Nation Modern: CIS and Nigeria's First National Development Plan ». *Journal of West African History* 7, n° 2 (2021): 25-48.
- Unger, Corinna R. « Present at the Creation: The Role of American Foundations in the International Development Arena, 1950s and 1960s ». *Zeitschrift Für Globalgeschichte Und Vergleichende Gesellschaftsforschung* 24, n° 1 (2014): 66-80.
- Utietiang, Bekeh. « Planning Development: International Experts, Agricultural Policy, and The Modernization of Nigeria, 1945-1967 ». Thèse, West Virginia University Libraries, 2014.
- Uwaifo, Victor O., et Patrick S. O. Uddin. « Technology And Development In Nigeria: The Missing Link ». *Journal of Human Ecology* 28, n° 2 (2009): 107-11.
- Venkataramani, M. S. « The US Senate Committee on Foreign Relations and India, 1958–9 ». *India Quarterly* 16, n° 1 (1960): 51-61.
- Wade, Robert Hunter. « US Hegemony and the World Bank: The Fight over People and Ideas ». *Review of International Political Economy* 9, n° 2 (janvier 2002): 215-43.
- Wanderley, Sergio, et Amon Barros. « The Alliance for Progress, modernization theory, and the history of management education: The case of CEPAL in Brazil ». *Management Learning* 51, n° 1 (2020): 55-72.
- Williams, David. « How Deep the Split in West Africa? » *Foreign Affairs* 40, n° 1 (1961): 118-27.
- Wood, Robert E. *From Marshall Plan to Debt Crisis: Foreign Aid and Development Choices in the World Economy (Studies in International Political Economy)*. Berkeley: University of California Press, 1986.
- Woods, Ngaire. « The United States and the International Financial Institutions: Power and Influence Within the World Bank and the IMF ». In *US Hegemony and International Organizations: The United States and Multilateral Institutions*, édité par Rosemary Foot, S. Neil MacFarlane, et Michael Mastanduno, 92-114. Oxford: Oxford University Press, 2003.

# Sources primaires

## Archives de John F. Kennedy

Armstrong, Winifred, lettre à Arnold Rivkin, 13 juillet 1959, Winifred Armstrong Personal Papers. Subject Files, 1959-1962. Africa documents from Senator Kennedy's office. WAPP-001-003-p0002. John F. Kennedy Presidential Library and Museum, consulté le 16 avril 2024, [https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/wapp-001-003#?image\\_identifieur=WAPP-001-003-p0002](https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/wapp-001-003#?image_identifieur=WAPP-001-003-p0002).

Battle, Lucius D., «Memorandum for McGeorge Bundy», 21 juin 1961, Papers of John F. Kennedy. Presidential Papers. President's Office Files. Countries. Nigeria: General, 1961-1962. JFKPOF-122a-007-p0018. John F. Kennedy Presidential Library and Museum, consulté le 13 avril 2024, [https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfkpof-122a-007#?image\\_identifieur=JFKPOF-122a-007-p0018](https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfkpof-122a-007#?image_identifieur=JFKPOF-122a-007-p0018).

Department of State, «National Strategy Series», 5 novembre 1963, »Policy Planning: National Strategy Series, Nigeria«, Papers of John F. Kennedy. Presidential Papers. National Security Files. Subjects. Policy planning: General: «National Strategy Series, Nigeria,» 5 November 1963. JFKNSF-304-003-p000. John F. Kennedy Presidential Library and Museum, consulté le 14 avril 2024, [https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfknsf-304-003#?image\\_identifieur=JFKNSF-304-003-p0002](https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfknsf-304-003#?image_identifieur=JFKNSF-304-003-p0002).

Department of State, «Visit of the Nigerian Trade Delegation. U.S. Position Paper on Aid for Nigeria», 5 juillet 1961. *Papers of John F. Kennedy. Presidential Papers. President's Office Files, Countries*. Nigeria: General, 1961-1962. JFKPOF-122a-007-p0011. John F. Kennedy Presidential Library and Museum, consulté le 12 avril 2024, [https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfkpof-122a-007#?image\\_identifieur=JFKPOF-122a-007-p0011](https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfkpof-122a-007#?image_identifieur=JFKPOF-122a-007-p0011).

Dymsza, William Alexander, «Criticism of foreign aid programs of Eisenhower administration», Papers of John F. Kennedy, Pre-Presidential Papers. Presidential Campaign Files, 1960, Issues. Foreign aid, Position and Briefing Papers, 1960. JFKCAMP1960-0992-013-p0016-0001, John F. Kennedy Presidential Library and Museum, consulté le 8 avril 2023, [https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfkcamp1960-0992-013#?image\\_identifieur=JFKCAMP1960-0992-013-p0016-0001](https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfkcamp1960-0992-013#?image_identifieur=JFKCAMP1960-0992-013-p0016-0001).

Hamilton, Fowler, «Memorandum to John F. Kennedy», 22 November 1961, Papers of John F. Kennedy. Pre-Presidential Papers. Senate Files. National Security Files, Series: Country Files, Nigeria, Boîte 144, Nigeria General, 1961: February-May. JFKNSF-144-001. John F. Kennedy Presidential Library and Museum.

Harriman, William Averell, interview de Michael Forrestal et Arthur Schlesinger, 13 avril 1964, John F. Kennedy Library Oral History Program, <https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfkoh-wah-01>.

Kennedy, John F., «Remarks of Senator John F. Kennedy, The Senate Foreign Relations Subcommittee on African Affairs, before the Second Annual Conference of the American Society of African Culture», 28 juin 1959, John F. Kennedy. Pre-Presidential Papers. Presidential Campaign Files, 1960. Speeches and the Press. Speeches, Statements, and Sections, 1958-1960, Foreign Affairs: The United States and Africa - A New Policy for a New Era, JFKCAMP1960-1030-023, John F. Kennedy Presidential Library and Museum, consulté le 7 avril 2024, [https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfkcamp1960-1030-023#?image\\_identifier=JFKCAMP1960-1030-023-p0001](https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfkcamp1960-1030-023#?image_identifier=JFKCAMP1960-1030-023-p0001).

Kennedy, John F., «Special Message to the Congress on Foreign Aid», 22 mars 1961, The American Presidency Project, University of California, Santa Barbara, consulté le 3 avril 2024, consulté le 9 avril 2024, <https://www.presidency.ucsb.edu/node/236184>.

Kennedy, John F., «Speech by Senator John F. Kennedy, City Hall Square, Bowling Green, KY - (Advance Release Text)», 8 octobre 1960, The American Presidency Project, University of California, Santa Barbara, consulté le 3 avril 2024, <https://www.presidency.ucsb.edu/node/274277>.

Kennedy, John F., «The Economic Gap», 19 février 1959, Papers of John F. Kennedy, Pre-Presidential Papers, Senate Files. Speeches and the Press. Speech Files, 1953-1960. Congressional Record, JFKSEN-0902-008. John F. Kennedy Presidential Library and Museum, consulté le 6 avril 2024, [https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfkxen-0902-008#?image\\_identifier=JFKSEN-0902-008-p0001](https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfkxen-0902-008#?image_identifier=JFKSEN-0902-008-p0001).

Labouisse, Henry R., «Memorandum for the President», 27 mars 1961, Papers of John F. Kennedy. Presidential Papers. President's Office Files. Departments and Agencies. Agency for International Development (AID), 1961. JFKPOF-068-007-p0024, John F. Kennedy Presidential Library and Museum, consulté le 13 avril 2024, [https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfkpof-068-007#?image\\_identifier=JFKPOF-068-007-p0023](https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfkpof-068-007#?image_identifier=JFKPOF-068-007-p0023).

Rivkin, Arnold, lettre à Henry R. Labouisse, 17 juin 1961, Papers of John F. Kennedy. Presidential Papers. National Security Files. Countries. Nigeria: Subjects: «Report of the Special U.S. Economic Mission to Nigeria, 17 June 1961». JFKNSF-144-008-p0002. John F. Kennedy Presidential Library and Museum, consulté le 11 avril 2024, [https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfknsf-144-008#?image\\_identifier=JFKNSF-144-008-p0002](https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfknsf-144-008#?image_identifier=JFKNSF-144-008-p0002).

Rivkin, Arnold, Wilson Schmidt, Anthony Geber, Laurence Potter, «Report of the Special U.S. Economic Mission to Nigeria», 17 juin 1961, Papers of John F. Kennedy. Presidential Papers. National Security Files. Countries. Nigeria: Subjects: «Report of the Special U.S. Economic Mission to Nigeria, 17 June 1961». JFKNSF-144-008. John F. Kennedy Presidential Library and Museum, consulté le 10 avril 2024, [https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfknsf-144-008#?image\\_identifier=JFKNSF-144-008-p0001](https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfknsf-144-008#?image_identifier=JFKNSF-144-008-p0001).

Rostow, Walt W., «Memorandum for the President», 18 septembre 1961, Papers of John F. Kennedy. Presidential Papers. National Security Files, Meetings and Memoranda, Staff memoranda: Rostow, Walt W., July 1961-June 1962. John F. Kennedy Presidential Library

and Museum. JFKNSF-323-007-p0005. John F. Kennedy Presidential Library and Museum, consulté le 19 avril 2024, 1961-1962. [https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfknsf-323-007#?image\\_identifier=JFKNSF-323-007-p0005](https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfknsf-323-007#?image_identifier=JFKNSF-323-007-p0005).

Rostow, Walt W., «Memorandum for the President», 21 Juillet 1961, Papers of John F. Kennedy. Presidential Papers. President's Office Files. Countries. Nigeria: General, 1961-1962». JFKPOF-122a-007-p0020. John F. Kennedy Presidential Library and Museum, 1961-1962, consulté le 17 avril 2024, [https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfkpof-122a-007#?image\\_identifier=JFKPOF-122a-007-p0020](https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfkpof-122a-007#?image_identifier=JFKPOF-122a-007-p0020).

Rostow, Walt W., «Memorandum to the President», 19 septembre 1961, Papers of John F. Kennedy. Presidential Papers. National Security Files, Meetings and Memoranda, Staff memoranda: Rostow, Walt W., July 1961-June 1962. John F. Kennedy Presidential Library and Museum. JFKNSF-323-007-p0006. John F. Kennedy Presidential Library and Museum, consulté le 18 avril 2024, [https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfknsf-323-007#?image\\_identifier=JFKNSF-323-007-p0006](https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfknsf-323-007#?image_identifier=JFKNSF-323-007-p0006).

Rostow, Walt W., «U.S Economic Mission led by Arnold Rivkin finds Nigeria fertile Ground for New U.S Aid Concepts», 21 juillet 1961, Papers of John F. Kennedy. Presidential Papers. President's Office Files, Countries. Nigeria: General, 1961-1962». JFKPOF-122a-007-p0026. John F. Kennedy Presidential Library and Museum, 1961-1962, consulté le 19 avril 2024, [https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfkpof-122a-007#?image\\_identifier=JFKPOF-122a-007-p0026](https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/jfkpof-122a-007#?image_identifier=JFKPOF-122a-007-p0026).

Williams, Mennen, «Memorandum to John O. Bell», 23 mars 1961, Papers of John F. Kennedy. Pre-Presidential Papers. Senate Files. National Security Files, Series: Country Files, Nigeria, Boîte 144, Nigeria General, 1961: February-May. JFKNSF-144-001. John F. Kennedy Presidential Library and Museum.

### Archives de la Banque Mondiale

Banque Mondiale, «Announcement of 28 million loan to Federation of Nigeria for railways», 2 mai 1958, series 1958-531, WB IBRD/IDA NG-Railway P002003, World Bank Group Archives, Washington, D.C., United States, consulté le 4 février 2024, <http://documents.worldbank.org/curated/en/638841589986375279/Announcement-of-Twenty-Eight-Million-US-Dollars-Loan-to-Nigeria-for-Railways-on-May-2-1958>

Black, Eugene, correspondance avec Abubakar Tafawa Balewa, 26 octobre 1960, «Records of President Eugene R. Black, Personal Actions, Correspondence, Volume 1», Records of the Office of the President, Fichier 1769166, WB IBRD/IDA EXC-02, Records of the Office of the President, World Bank Group Archives, Washington, D.C., United States, consulté le 25 avril 2024, <https://pubdocs.worldbank.org/en/39331404401522987/World-Bank-Group-Archives-Folder-1769166.pdf?redirect=no>.

Department of Operations Africa, «Nigeria - National development plan 1962-1968», 31 décembre 1962, 29. Africa series, AF 4. World Bank Group Archives, Washington, D.C., United States, (traduit de l'anglais), consulté le 4 février 2024, <http://documents.worldbank.org/curated/en/136901468084231919/Nigeria-National-development-plan-1962-1968>

Rivkin, Arnold, «Paper delivered to the Cambridge conference on The Role of Industrialization in the Development of Underdevelopment Countries», 1964. Records of Office of External Affairs (WB IBRD/IDA EXT), Articles and Speeches (1964), Fichier 1654532. World Bank Group Archives, Washington, D.C., United States, consulté le 10 avril 2024, <https://thedocs.worldbank.org/en/doc/111621398285896742-0560011964/original/WorldBankGroupArchivesFolder1654532.pdf>

Staff Loan Committee, procès-verbal, 30 novembre 1961, «Loan Committee, Minutes - 1961», Records of the Operations (Loan) Committee, Minutes of Loan Committee Meetings, 4 janvier 1961 au 19 janvier 1962, Fichier 30043612, WB IBRD/IDA 39-01. World Bank Group Archives, Washington, D.C., United States, consulté le 24 avril 2024, <https://pubdocs.worldbank.org/en/473471411498501498/World-Bank-Group-Archives-Folder-30043612.pdf?redirect=no>.

Tafawa Balewa, Abubakar, correspondance avec Eugene Black, 10 novembre 1960, «Records of President Eugene R. Black, Personal Actions, Correspondence, Volume 1», Records of the Office of the President, Fichier 1769166, WB IBRD/IDA EXC-02, Records of the Office of the President, World Bank Group Archives, Washington, D.C., United States, consulté le 25 avril 2024, <https://pubdocs.worldbank.org/en/39331404401522987/World-Bank-Group-Archives-Folder-1769166.pdf?redirect=no>.

#### Archives de la Duke University

Coffin, Frank M., «Testimony of Arnold Rivkin Before the Committee on Foreign Affairs House of Representatives Eighty-Seventh Congress First Session on E.R. 7372 The International Development and Security Act», 26 juin 1961, Wolfgang F. Stolper Papers, 1892-2001, Nigeria, 1961-1962, Rivkin Testimony, Boîte 4, David M. Rubenstein Rare Book & Manuscript Library, Duke University.

Kennedy, John F., et Tafawa Balewa, Abubakar, «Joint Statement of John F. Kennedy and Prime Minister Balewa on the Occasion of his Visit to the U.S.», (sans date), Wolfgang F. Stolper Papers, 1892-2001, Nigeria, 1961-1962, Rivkin Testimony, Boîte 4, David M. Rubenstein Rare Book & Manuscript Library, Duke University.

Rivkin, Arnold, «Testimony of Arnold Rivkin Before the Committee on Foreign Affairs House of Representatives Eighty-Seventh Congress First Session on E.R. 7372 The International Development and Security Act», 26 juin 1961, Wolfgang F. Stolper Papers, 1892-2001, Nigeria, 1961-1962, Rivkin Testimony, Boîte 4, David M. Rubenstein Rare Book & Manuscript Library, Duke University.

#### Archives du FRUS (Foreign Relations Of United States)

William Averell Harriman, «Telegram From the Consulate General at Lagos to the Department of State», 7 septembre 1960, Foreign Relations Of the United States, 1958–1960, Africa, Volume XIV, U.S. Recognition of and Concern With Newly-Independent African States (Documents 56–89), Document 75. Consulté le 4 avril 2024, <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1958-60v14/d73>.

Eisenhower, John S. D., «Memorandum of Conference with President Eisenhower», 8 octobre 1960, Foreign Relations Of the United States, 1958–1960, Africa, Volume XIV, U.S. Recognition of and Concern With Newly-Independent African States (Documents 56–89) Document 77, consulté le 8 avril 2024, <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1958-60v14/d77>.

Harriman, William Averell, «Telegram From the Consulate General at Lagos to the Department of State», 5 septembre 1960, Foreign Relations Of the United States, 1958–1960, Africa, Volume XIV, U.S. Recognition of and Concern With Newly-Independent African States (Documents 56–89), Document 72. Consulté le 4 avril 2024, <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1958-60v14/d72>.

Rostow, Walt W., «Memorandum for the President». 7 juillet 1961, Foreign Relations of the United States, 1961–1963, volume XXI, Microfiche Supplement, Near East; Congo; Africa, Microfiche Supplement, document 579.

Kennedy, John F., «Memorandum of Conversation», 7 Juillet 1961, Foreign Relations of the United States, 1961–1963, Volume XXI, Africa, Microfiche Supplement, document 580.

Haynes Jr., Ulric S., interview de Charles Stuart Kennedy, 2011, *The Foreign Affairs Oral History Collection of the Association for Diplomatic Studies and Training*, Manuscript Division, Library of Congress, United States, consulté le 8 avril 2024, <https://www.adst.org/OH%20TOCs/Haynes,%20Ulric,%20Jr.%20toc.pdf>.

Geber, Anthony, interview de Thomas J. Dunnigan, 24 août 1993, *The Foreign Affairs Oral History Collection of the Association for Diplomatic Studies and Training*, Manuscript Division, Library of Congress, United States, consulté le 20 avril 2024, <http://hdl.loc.gov/loc.mss/mfdip.2004geb01>.

### Archives du Massachusetts Institute of Technology

Blackmer, Donald L. M., lettre à William C. Gibbons, 21 juillet 1959, Max F. Millikan papers, Distinctive Collections, Foreign Policy Clearing House, 1958 - 1961, Massachusetts Institute of Technology, consulté le 21 avril 2024, <https://dome.mit.edu/handle/1721.3/200765>.

Cerf, Jay, lettre à Max Millikan, 11 février 1959, Max F. Millikan papers, Distinctive Collections, Foreign Policy Clearing House, 1958 - 1961, Massachusetts Institute of Technology, consulté le 21 avril 2024, <https://dome.mit.edu/handle/1721.3/200765>.

Cerf, Jay, lettre à Max Millikan, 30 décembre 1960, Max F. Millikan papers, Distinctive Collections, Foreign Policy Clearing House, 1958 - 1961, Massachusetts Institute of Technology, consulté le 21 avril 2024, <https://dome.mit.edu/handle/1721.3/200765>.

Dorsch, Janet K., lettre à Max Millikan, 29 février 1960, Max F. Millikan papers, Distinctive Collections, Foreign Policy Clearing House, 1958 - 1961, Massachusetts Institute of Technology, consulté le 21 avril 2024, <https://dome.mit.edu/handle/1721.3/200765>.

Foreign Policy Clearing House, «FPCH outline of Economic, Social and Political Change In The Underdeveloped Countries And Its Implications For United States Policy, a Study Prepared for the Senate Committee on Foreign Relations», 17 juin 1960, Max F. Millikan papers, Distinctive Collections, Foreign Policy Clearing House, 1958 - 1961, Massachusetts Institute of Technology, consulté le 20 avril 2024, <https://dome.mit.edu/handle/1721.3/200765>.

Foreign Policy Clearing House, «Memorandum FPCH Staff, Kennedy Projection», 1 janvier 1960, Max F. Millikan papers, Distinctive Collections, Foreign Policy Clearing House, 1958 - 1961, Massachusetts Institute of Technology, consulté le 21 avril 2024, <https://dome.mit.edu/handle/1721.3/200765>.

Gibbons, William C., lettre à Donald L. M. Blackmer, 11 juin 1959, Max F. Millikan papers, Distinctive Collections, Foreign Policy Clearing House, 1958 - 1961, Massachusetts Institute of Technology, consulté le 22 avril 2024, <https://dome.mit.edu/handle/1721.3/200765>.

Gibbons, William C., lettre à Max Millikan, 11 juin 1959, Max F. Millikan papers, Distinctive Collections, Foreign Policy Clearing House, 1958 - 1961, Massachusetts Institute of Technology, consulté le 21 avril 2024, <https://dome.mit.edu/handle/1721.3/200765>.

Nuveen, John, lettre à Max Millikan, 29 mai 1958, Max F. Millikan papers, Distinctive Collections, Foreign Policy Clearing House, 1958 - 1961, Massachusetts Institute of Technology, consulté le 23 avril 2024, <https://dome.mit.edu/handle/1721.3/200765>.

Office of Public Relations, «Africa Study at MIT to be Financed by Carnegie Grant. Cambridge», 30 novembre 1958, Special Collections, News Office, AC0069, Massachusetts Institute of Technology, consulté le 12 avril 2024, [https://cdn.libraries.mit.edu/dissemination/diponline/AC0069\\_NewReleases/NewsRelease\\_1950/AC0069\\_1958/AC0069\\_195811\\_002.pdf](https://cdn.libraries.mit.edu/dissemination/diponline/AC0069_NewReleases/NewsRelease_1950/AC0069_1958/AC0069_195811_002.pdf).

Rivkin, Arnold, «African Economic Development: Possible Model and Role of a New Multilateral Organization. Paper presented at the Conference of Mission Directors and Program Staffs» 12 décembre 1957, Working Papers Series C, Center for International Studies, Massachusetts Institute of Technology, #699, consulté le 12 avril 2024, <http://hdl.handle.net/1721.1/83045>.

Rivkin, Arnold, «Luncheon Meeting with Nigerian Delegation», 22 juin 1962 Office of the Dean, Nigeria International Cooperation Administration, 1961 - 1962, Office of the Dean records, Boîte 14, fichier 39080021737579, AC--0012, Massachusetts Institute of Technology.

Plan National de Développement

Federal Ministry of Economic Development, «National Development Plan, 1962-68», 1968, Institut des Hautes Études Internationales, Genève.

### Textes

Rivkin, Arnold, *Africa and The West* (Praeger: Massachusetts Institute of Technology, 1962).

Rivkin, Arnold, « African Problems of Trade and Aid », *Current History* 43, no 251 (1962): 29-54.

Rivkin, Arnold, « Nigeria: A Unique Nation », *Current History* 45, no 268 (1963): 329-34.

Rivkin, Arnold, « Nigeria's National Development Plan », *Current History* 43, no 256 (1962): 321-368.

Arnold Rivkin, « The Politics of Nation-Building: Problems and Preconditions », *Journal of International Affairs* 16, no 2 (1962): 131-43.

Millikan, Max F. et Rostow, Walt W., *A Proposal: Key to an Effective Foreign Policy* (Cambridge: Massachusetts Institute of Technology, 1957).

Rostow, Walt W., *The Stages of Economic Growth: A Non-communist Manifesto* (Cambridge: Cambridge university press, 1960).

Le journal intime de Wolfgang Stolper (1960-1962)

Clive S. Gray, *Inside Independent Nigeria: Diaries of Wolfgang Stolper, 1960-1962* (London: Routledge, 2017).